

Université de Caen Basse-Normandie

Ecole doctorale Histoire, mémoire, patrimoine, langage

Thèse de doctorat

présentée et soutenue le : 26/11/2015

par

Pierre Marie

pour obtenir le

Doctorat de l'Université de Caen Basse-Normandie

Spécialité : Histoire et Civilisations, Histoire du Monde Contemporain

préparée dans le cadre d'une cotutelle internationale de thèse

entre l'Université de Caen Basse-Normandie et l'Université de Coimbra

**L'éducation populaire pendant la Révolution portugaise
Animateurs et associations d'éducation populaire à Coimbra (1974-1986)**

Tome II

Directeur de thèse : *Michel Boivin*

Directeur de thèse : *Rui Bebiano*

Jury

Luisa Tiago de Oliveira, Professeure, ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa (rapporteuse)

Yves Léonard, Professeur, Sciences Po (rapporteur)

Michel Boivin, Professeur, Université de Caen – Basse-Normandie

Rui Bebiano, Professeur, Universidade de Coimbra

Annexes

I – Chronologie du Portugal entre 1974 et 1986

1974

- 25 avril. Révolution des œillets. Le Mouvement des Forces armées renverse le régime de Marcello Caetano.
- 30 avril. Création du Fonds d'appui aux organismes de jeunesse.
- 30 avril. Création de l'Association portugaise de théâtre d'amateurs.
- 1^{er} mai. Manifestation historique à Lisbonne, avec plus de 500 000 participants. Grandes manifestations dans tout le pays.
- 16 mai. Premier gouvernement provisoire avec à sa tête Adelino Palma Carlos.
- 30 mai. Le président de la République António de Spínola visite Coimbra.
- 18 juillet. Deuxième gouvernement provisoire avec à sa tête Vasco Gonçalves.
- 1^{er} août. L'UEC lance une campagne d'alphabétisation et d'éducation sanitaire, impliquant près de 10 000 personnes.
- 31 août. Création du Service d'appui itinérant local afin d'intervenir dans le domaine de l'habitation social.
- 10 septembre. Le gouvernement portugais reconnaît l'indépendance de la Guinée-Bissau.
- 27 septembre. Création de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle.
- 28 septembre. Échec de la manifestation de la « majorité silencieuse ». Le général António de Spínola présente sa démission le 30 septembre et est remplacé par Francisco Costa Gomes à la présidence de la République.
- 1^{er} octobre. Constitution du troisième gouvernement provisoire, dirigé par Vasco Gonçalves.
- 17 octobre. Lancement des Campagnes de dynamisation culturelle du Mouvement des Forces armées.
- 7 novembre. Publication du décret-loi reconnaissant le droit d'association.
- 5 décembre. Restructuration de la direction générale des Sports.

1975

- 11 mars. Tentative de coup d'État avortée. Fuite du général António de Spínola.
- 14 mars. Constitution du Conseil de la Révolution et publication des décrets-lois prévoyant la nationalisation du secteur bancaire et des assurances.
- 26 mars. Quatrième gouvernement provisoire avec à sa tête Vasco Gonçalves.
- 3 avril. La Fondation nationale pour le bonheur au travail devient Institut national pour l'occupation des temps libres des travailleurs.
- 11 avril. Signature du Pacte MFA/Partis, plate-forme d'accord constitutionnel.

- 25 avril. Élection de l'Assemblée constituante avec une participation de 91%.
- 1^{er} mai. Tensions entre le PCP et le PS à l'issue de la manifestation.
- 2 mai. Début de « l'affaire *Republica* ».
- 30 mai. Institution du Service civique étudiant.
- 25 juin. Indépendance du Mozambique.
- 12 juillet. Indépendance de São Tomé e Príncipe.
- 13 juillet. Actions à Rio Maior contre les sièges du PCP et du FSP. Début d'une vague de violences contre les partis de gauche et les organisations syndicales.
- 29 juillet. Publication du décret-loi instituant officiellement la Réforme agraire.
- 8 août. Vasco Gonçalves est nommé à la tête du cinquième gouvernement provisoire.
- 8 août. Publication du Document des neuf.
- 12 août. Publication du Document du COPCON, rédigé par Mário Tomé.
- 19 septembre. Entrée en fonction du sixième gouvernement provisoire dirigé par José Pinheiro de Azevedo.
- 11 novembre. Indépendance de l'Angola.
- 13 novembre. Grève de 100 000 travailleurs du bâtiment. Séquestration des députés et du gouvernement à São Bento.
- 18 novembre. Le gouvernement Azevedo se met en grève, n'estimant pas avoir les moyens de mener à bien son action.
- 25 novembre. Nouvelle tentative de coup de force menée par les parachutistes du régiment de Tancos.
- 28 novembre. Indépendance du Timor-Oriental.
- 5 décembre. Nomination d'Alberto Melo à la tête de la direction générale d'Éducation permanente.

1976

- 26 février. Signature d'un nouveau pacte MFA/Partis.
- 2 avril. Entrée en vigueur de la Constitution de la République portugaise.
- 25 avril. Victoire du Parti socialiste lors des élections législatives.
- 20 mai. Publication du décret-loi reconnaissant le statut d'association d'éducation populaire.
- 27 juin. Élection du général António Ramalho Eanes à la présidence de la République.
- 23 juillet. Prise de fonction du premier gouvernement constitutionnel dirigé par Mário Soares.
- 12 décembre. Élections locales.

1977

- 18-20 mars. Première rencontre des associations d'appui aux organismes de base, à Coimbra.
- 1-3 avril. Rencontre nationale d'animateurs culturels, organisé par l'APAC à Estoril.

- 12 mai. Extinction du Service civique étudiant.

1978

- 23 janvier. Mário Soares est nommé à la tête d'un gouvernement de coalition entre le PS et le CDS.
- 29 août. Alfredo Nobre da Costa est nommé Premier ministre.
- 22 novembre. Carlos Mota Pinto est nommé Premier ministre.
- 1-3 décembre. Deuxième rencontre des associations et animateurs culturels, à Lisbonne.

1979

- 10 janvier. Vote de la loi instituant un plan national d'alphabétisation.
- 30 juin - 1 juillet. Rencontre nationale des associations et moniteurs d'alphabétisation, à Almada.
- 20-22 juillet. Troisième rencontre des associations et animateurs culturels, à Coimbra.
- 31 juillet. Maria de Lurdes Pintasilgo est nommée Premier ministre.
- 2 décembre. Victoire de l'Alliance démocratique lors des élections législatives.
- 16 décembre. Élections locales.
- 31 décembre. Création de la direction générale d'Éducation d'adultes.

1980

- 3 janvier. Francisco Sá Carneiro est nommé à la tête du gouvernement.
- 5 octobre. Victoire de l'Alliance démocratique lors des élections législatives.
- 4 décembre. Diogo Freitas do Amaral devient Premier ministre à la suite du décès de Francisco Sá Carneiro.
- 7 décembre. Réélection de Ramalho Eanes à la présidence de la République.

1981

- 9 janvier. Francisco Pinto Balsemão est nommé à la tête du gouvernement.
- 4 septembre. Francisco Pinto Balsemão est nommé à la tête d'un nouveau gouvernement.
- Novembre. Démission de responsables de la direction générale d'Éducation d'adultes.

1982

- 5 juin. Création par le gouvernement de quatre centres de culture et d'éducation permanente.
- 30 septembre. Première révision du texte constitutionnel de 1976.
- Septembre. Création de l'Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente.
- 12 décembre. Élections locales.

1983

- 15 mars. Publication du Manifeste pour l'approfondissement de la démocratie.
- 25 avril. Victoire du Parti socialiste lors des élections législatives.
- 9 juin. Mário Soares est nommé à la tête d'un gouvernement de coalition entre socialistes et

social-démocrates.

1985

- 5 octobre. Victoire du Parti social-démocrate lors des élections législatives.
- 6 novembre. Anibal Cavaco Silva est nommé Premier ministre.
- 18-20 novembre. Congrès national d'Éducation d'adultes, organisé par l'APCEP à Coimbra.
- 15 décembre. Élections locales.

1986

- 1^{er} janvier. Adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne.
- 26 janvier. Premier tour de l'élection présidentielle. Défaite de Maria de Lourdes Pintasilgo.
- 16 février. Mário Soares est élu président de la République.
- 28 février - 2 mars. Quatrième rencontre nationale des associations et animateurs culturels, à Lisbonne.
- 14 octobre. Adoption de la Loi de base du système éducatif.

II – Décret-loi n°384/76 du 20 mai 1976

A educação popular, em geral, e a alfabetização, em particular, são prioridades a estabelecer no desenvolvimento de qualquer política educativa que pretenda dar solução aos problemas reais do País.

Considerando que não é de adoptar uma política de intervenção agressiva que possa provocar a resistência imediata de populações desde há muito abandonadas a um esquema de vida tradicional e isolado, e que se entende que a organização colectiva das mesmas populações, numa base de associativismo, é um passo fundamental para a sua própria educação, numa perspectiva libertadora, assim como para a construção sólida de uma nova sociedade democrática;

Considerando que se acha imprescindível criar para estas associações um regime especial que, sem qualquer prejuízo para a sua real autonomia e para o princípio geral da liberdade de associação, facilite às populações de há longa data desfavorecidas uma junção de esforços a nível local no sentido de uma valorização cultural e educativa, permitindo, por outro lado, que o Estado possa incentivar, através de apoio técnico, material e financeiro, iniciativas locais de educação;

Nestes termos:

Usando da faculdade conferida pelo artigo 3.º, n.º 1, alínea 3), da Lei Constitucional 6/75, de 26 de Março, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º São associações de educação popular as que tiverem como objectivos:

- a) Promover actividades de carácter cultural e educativo que possibilitem a aprendizagem colectiva das relações entre os indivíduos, os grupos sociais e o meio em que vivem;
- b) Fomentar a criação de cursos escolares específicos para adultos, nomeadamente a alfabetização, como base para uma ininterrupta educação e formação cultural dos cidadãos;
- c) Organizar actividades colectivas ou individuais destinadas à recolha e ao estudo de temas de interesse local, tendo também em vista a protecção do património cultural da região (tradição oral e outras).

Art. 2.º - 1. As associações de educação popular têm o direito de elaborar os seus estatutos e regulamentos, de eleger os seus corpos gerentes, de organizar a sua gestão e actividade e de formular o seu programa de acção.

2. Cabe ao Estado, sem prejuízo da autonomia destas associações, apoiar as suas actividades e colaborar com elas nas tarefas de promoção social, cultural e educacional dos seus associados.

Art. 3.º- 1. As associações de educação popular adquirem personalidade jurídica pela sua inscrição, em registo próprio, na Direcção-Geral da Educação Permanente, do Ministério da Educação e Investigação Científica.

2. O registo só poderá ser recusado com base em ilegalidade verificada no processo de constituição ou nos estatutos.

3. O registo considerar-se-á efectuado se não houver decisão em contrário, até trinta dias após a data de recepção, no Ministério da Educação e Investigação Científica, do requerimento de inscrição.

4. Será criado, na Direcção-Geral da Educação Permanente, um registo central de associações de educação popular, no qual ficarão depositados os estatutos dessas associações.

5. As associações de educação popular que prossigam, conjuntamente com as actividades referidas no artigo 1.º, actividades de outro tipo, nomeadamente actividades de carácter económico não lucrativo, ficarão sujeitas às formalidades suplementares previstas na legislação geral sobre associações, nomeadamente no que respeita à constituição e publicidade dos actos sociais.

6. Dentro dos trinta dias subsequentes ao registo, na Direcção-Geral da Educação Permanente, de qualquer associação de educação popular sujeita ao regime especial previsto nos n.os 1 a 3 deste artigo, aquele serviço comunicá-lo-á, com indicação dos elementos para tanto necessários, ao governo civil em cuja área de jurisdição se situe a respectiva sede, com vista à sua inscrição no registo mencionado no artigo 15.º do Decreto-Lei 594/74, de 7 de Novembro.

Art. 4.º - 1. As associações de educação popular devem respeitar os princípios da gestão democrática, designadamente as regras dos números seguintes.

2. Qualquer sócio tem o direito de participar plenamente na vida da associação, incluindo o direito de eleger e ser eleito para os corpos gerentes.

3. Todos os corpos gerentes serão eleitos mediante escrutínio secreto.

4. Os corpos gerentes poderão ser destituídos por deliberação da assembleia geral, devendo os estatutos regular os termos da sua destituição e da gestão da associação até à eleição dos novos corpos gerentes.

5. O período de cada gerência será, em princípio, de um ano, não sendo permitida a reeleição sucessiva em mais de dois mandatos.

Art. 5.º - 1. Somente as associações de educação popular aconfessionais e apartidárias beneficiam do regime especial previsto neste diploma.

2. As associações de educação popular que venham a ter carácter político ou confessional ficarão sujeitas, na totalidade, ao regime geral das associações.

3. As associações referidas em 2 só poderão beneficiar de qualquer apoio estatal para as actividades que, enquadrando-se no âmbito do disposto no artigo 1.º, respeitem estritamente os princípios da aconfessionalidade e apartidarismo.

Art. 6.º As associações de educação popular podem agrupar-se entre si em uniões ou federações ou gerir conjuntamente serviços ou departamentos de apoio.

Art. 7.º - 1. As associações de educação popular têm o direito de participar, de acordo com as normas orientadoras da elaboração da política de acção cultural e educativa, no estabelecimento dos princípios orientadores e no planeamento das actividades da cultura e educação popular.

2. Poderá ser atribuída às associações de educação popular, por despacho do Ministro da Educação e Investigação Científica, a faculdade de passar diplomas ou certificados de frequência ou aproveitamento em relação a cursos por elas organizados, bem como poderá ser concedida, igualmente por despacho do Ministro da Educação e Investigação Científica, a equivalência dos diplomas ou certificados atrás referidos a graus do ensino oficial.

3. A equivalência referida no número anterior deveser concedida, caso por caso, em face dos planos de estudo e das condições pedagógicas da sua realização, por proposta da Direcção-Geral da Educação Permanente e mediante parecer prévio das direcções-gerais de ensino que superintendam nos respectivos graus de ensino.

Art. 8.º Os serviços prestados pelas associações de educação popular aos seus associados no domínio específico das suas actividades deverão ter carácter gratuito, o que não exclui a cobrança de quantias correspondentes a despesas realizadas ou à constituição de fundos sociais deliberada pela assembleia geral.

Art. 9.º - 1. O Estado poderá apoiar as associações de educação popular, nomeadamente através do Ministério de Educação e Investigação Científica, através da concessão de subsídios destinados à prossecução de acções que se enquadrem nos objectivos descritos no

artigo 1.º 2. A concessão dos subsídios referidos no número anterior, bem como a de outros tipos de apoio, depende da inscrição da associação no registo referido no artigo 3.º, podendo, porém, nos casos em que a urgência o justifique e a título transitório, ser concedidos esses tipos de apoio com a condição de ser cumprida, dentro de prazo a determinar, a formalidade antes referida.

Art. 10.º A concessão de subsídios às associações de educação popular fica dependente da realização das seguintes condições:

- a) Apresentação, por parte da associação, de um plano das actividades a apoiar, de que constem, semestralmente, objectivos a atingir, meios necessários, calendários de execução e de financiamento e número previsto de participantes;
- b) Compromisso de apresentação, no termo da actividade, ou, nos casos em que esta tenha carácter duradouro, semestralmente, de um relatório de que conste o estado da realização do plano e um balancete descritivo da situação financeira;
- c) Compromisso de colaboração com a entidade que concede o subsídio nas actividades por esta desenvolvidas ou patrocinadas.

Art. 11.º A irregularidade na aplicação dos subsídios ou o seu desvio para fins não constantes do plano inicial ou de aditamentos aprovados envolve, para além da responsabilidade civil ou criminal prevista na lei, a suspensão dos subsídios.

Art. 12.º - 1. As associações de educação popular poderão cumprir, cumulativa ou exclusivamente, o disposto na legislação geral sobre liberdade de associação.

2. Às associações de educação popular que apenas se submetam à lei geral não é, contudo, aplicável o regime especial estabelecido no presente decreto-lei.

Art. 13.º As associações de educação popular sujeitas, por lei ou voluntariamente, quer ao regime geral, quer às normas especiais constantes deste diploma, adquirem personalidade jurídica mediante, respectivamente, o depósito ou registo efectuado em primeiro lugar.

Art. 14.º Em tudo quanto não for contrariado pelo presente decreto-lei, aplicar-se-á às associações de educação popular o regime geral das associações.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros. - José Baptista Pinheiro de Azevedo - Vasco

Fernando Leote de Almeida e Costa - Vítor Manuel Rodrigues Alves - Vítor Manuel Ribeiro
Constâncio.

Promulgado em 7 de Maio de 1976.

Publique-se.

O Presidente da República, FRANCISCO DA COSTA GOMES.

III – Loi n°3/79 du 10 janvier 1979

Eliminação do analfabetismo

A Assembleia da República decreta, nos termos da alínea d) do artigo 164.º e do n.º 2 do artigo 169.º da Constituição, o seguinte:

ARTIGO 1.º

(Princípios)

- 1 - Incumbe ao Estado, nos termos da Constituição, assegurar o ensino básico universal e eliminar o analfabetismo.
- 2 - A iniciativa do Estado deve concretizar-se pela acção conjunta dos órgãos de administração central e local, com respeito pelo princípio da descentralização administrativa.
- 3 - O Estado reconhece e apoia as iniciativas existentes no domínio da alfabetização e educação de base dos adultos, designadamente as de associações de educação popular, de colectividades de cultura e recreio, de cooperativas de cultura, de organizações populares de base territorial, de organizações sindicais, de comissões de trabalhadores e de organizações confessionais.

ARTIGO 2.º

(Definição e âmbito)

- 1 - A alfabetização e educação de base são entendidas na dupla perspectiva da valorização pessoal dos adultos e da sua progressiva participação na vida cultural, social e política, tendo em vista a construção de uma sociedade democrática e independente.
- 2 - O processo de alfabetização desenvolve-se a partir da aprendizagem da leitura e da escrita, acompanhada de outros programas de educação não formal de interesse para os adultos.
- 3 - A educação de base implica, numa primeira etapa, a preparação correspondente à prova de avaliação do ensino básico elementar e, posteriormente, a definição de curricula adequadas aos adultos, a nível dos outros graus da escolaridade obrigatória.

ARTIGO 3.º

(Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos)

- 1 - A actividade do Estado em matéria de alfabetização e educação de base dos adultos é definida no Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos.

2 - O Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos tem como objectivo a eliminação sistemática e gradual do analfabetismo e o progressivo acesso de todos os adultos que o desejem aos vários graus da escolaridade obrigatória.

3 - O Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos deve ser coordenado com as políticas de desenvolvimento cultural e de animação sócio-cultural e integrado num plano mais amplo de educação de adultos, a definir pelo Governo.

4 - O Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos determina as grandes metas da alfabetização e da escolaridade base dos adultos e os meios para as atingir, bem como os respectivos agentes e programas de acção.

ARTIGO 4.º

(Elaboração do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos)

1 - A elaboração do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos incumbe ao Governo, com a participação do Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos (CNAEBA), a fim de possibilitar a intervenção das autarquias locais e, de forma geral, de todos os interessados em colaborar na sua realização.

2 - O Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos (CNAEBA) participa na elaboração do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos através de pareceres sobre as questões que lhe sejam submetidas pelo Governo e através de propostas que julgue oportuno apresentar aos órgãos governamentais competentes.

ARTIGO 5.º

(Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos)

1 - É criado junto da Assembleia da República o Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos (CNAEBA).

2 - O CNAEBA é constituído por:

- a) Um representante de cada grupo parlamentar designado pela Assembleia da República, de entre os quais será eleito um presidente, considerando-se os restantes como vice-presidentes;
- b) Quatro representantes dos departamentos governamentais responsáveis pela elaboração e realização do PNAEBA, a nomear pelo Governo;
- c) Um representante de cada uma das assembleias das regiões autónomas;
- d) Um representante de cada região administrativa;
- e) Sete representantes de organizações referidas no n.º 3 do artigo 1.º 3 - Enquanto não forem

instituídas as regiões administrativas, os representantes referidos na alínea d) do número anterior são substituídos por um representante de cada assembleia distrital.

4 - O Conselho deve estar constituído no prazo de sessenta dias após a entrada em vigor da presente lei.

5 - O Presidente da Assembleia da República empossará, no prazo referido no número anterior, o presidente e os vice-presidentes do CNAEBA.

ARTIGO 6.º

(Atribuições do CNAEBA)

1 - Ao Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos incumbe especialmente:

- a) Sensibilizar a consciência nacional para as tarefas de alfabetização e educação de base de adultos e apoiar os órgãos governamentais e outras entidades empenhadas na realização dessas tarefas;
- b) Participar na elaboração do PNAEBA, nos termos da presente lei;
- c) Acompanhar a execução do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos, propor medidas tendentes a melhorá-lo, participar na sua avaliação e pronunciar-se sobre as questões que lhe sejam submetidas pelo Governo.

2 - A fim de poder desempenhar as atribuições que lhe são cometidas, o CNAEBA tem acesso à informação de que, para esse efeito, necessite.

3 - O CNAEBA elabora o seu regimento e normas de funcionamento.

ARTIGO 7.º

(Encargos e instalações do CNAEBA)

Os encargos com o funcionamento do Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos são cobertos pela dotação orçamental atribuída à Assembleia da República, à qual o Conselho pode requisitar as instalações e o apoio técnico e administrativo de que necessite para o exercício das suas funções.

ARTIGO 8.º

(Autarquias locais)

As câmaras municipais e as juntas de freguesia participam no PNAEBA, competindo-lhes colaborar com os órgãos governamentais e outras entidades empenhadas em acções de alfabetização e educação de base de adultos no lançamento e execução do programa na

respectiva área.

ARTIGO 9.º

(Dos agentes e das instalações)

1 - No recrutamento dos agentes executivos do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos dá-se prioridade aos professores do ensino primário que não tenham obtido colocação e se disponham a adquirir formação adequada.

2 - Para além de outros agentes especificamente qualificados, podem também ser recrutados professores do ensino básico já colocados, desde que manifestem esse interesse, se disponham a adquirir a formação adequada e não haja incompatibilidade de horário entre as duas funções.

3 - Sempre que necessário à realização dos objectivos do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos, são utilizadas, fora das horas normais de serviço escolar, as escolas de ensino básico disponíveis.

ARTIGO 10.º

(Competência do Governo)

1 - Compete ao Governo:

- a) Elaborar o Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos e promover a sua publicação e execução em colaboração com os órgãos definidos na presente lei;
- b) Incluir nas propostas de lei do Orçamento Geral do Estado as verbas necessárias à efectivação da presente lei.

2 - No prazo de seis meses após a publicação da presente lei, o Governo promoverá a apresentação ao Conselho Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos do projecto do Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos.

Aprovada em 14 de Novembro de 1978.

O Presidente da Assembleia da República, Teófilo Carvalho dos Santos.

Promulgada em 14 de Dezembro de 1978.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES. - O Primeiro-Ministro, Carlos Alberto da Mota Pinto.

IV – L'analphabétisme au Portugal

L'analphabétisme au Portugal, de 1960 à 1991¹

	Nombre d'analphabètes	Taux d'analphabétisme
1960	3582369	40,3
1970	289434	33,6
1981	2591022	26,4
1991	1505625	15,3

¹ Données provenant de António Barreto, *A situação social em Portugal. 1960-1999. vol. 2. Indicadores sociais em Portugal e na União Europeia*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2000.

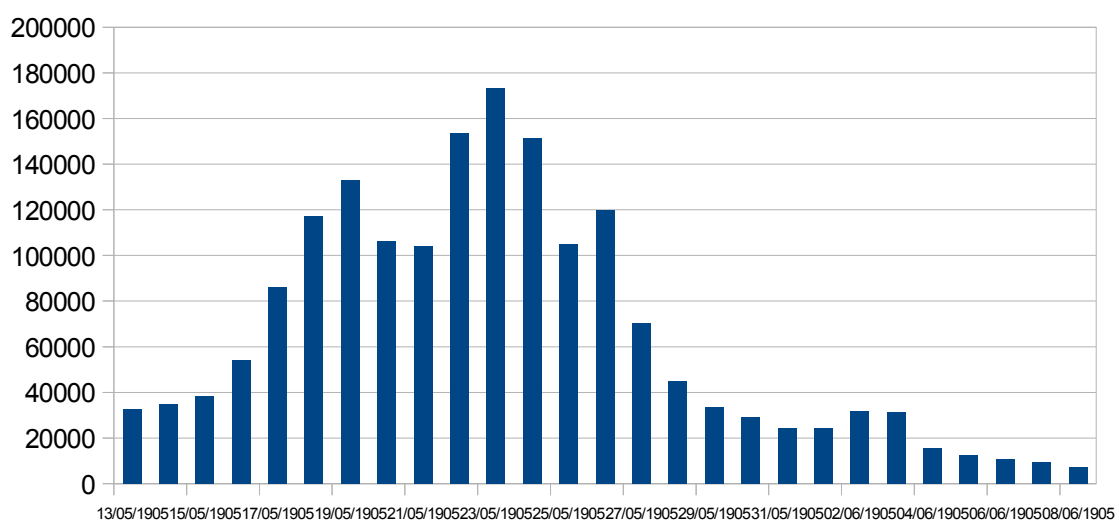
V – L'émigration au Portugal

L'émigration au Portugal (légale et illégale) de 1960 à 1986²

Année	Émigration totale
1960	32732
1961	34796
1962	38210
1963	53970
1964	86282
1965	116974
1966	132834
1967	106280
1968	104149
1969	153536
1970	173267
1971	151197
1972	104976
1973	120019
1974	70273
1975	44918
1976	33246
1977	28989
1978	24461
1979	24392
1980	31781
1981	31234
1982	15600
1983	12617
1984	10528
1985	9545
1986	7131

² Données provenant de António Barreto, *A situação social em Portugal. 1960-1995*, Lisboa, Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa.

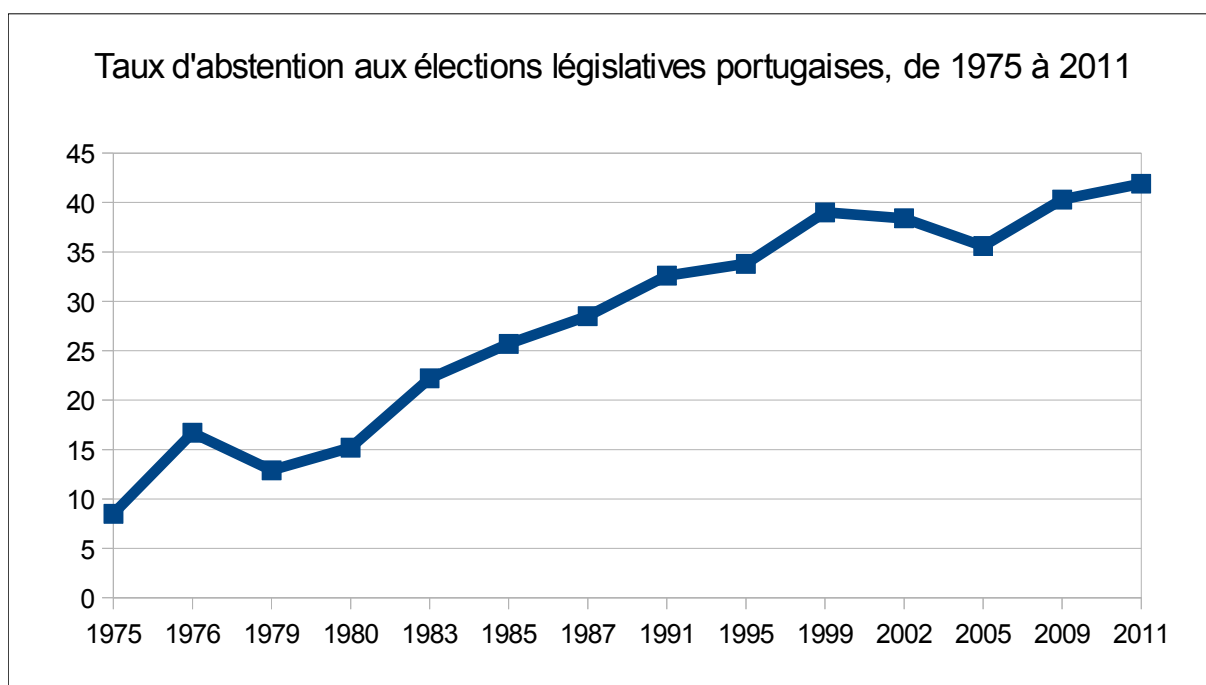
Émigration au Portugal de 1960 à 1986



VI – L'abstention au Portugal

Taux d'abstention aux élections législatives portugaises entre 1975 et 2011³

Élections	Taux d'abstention
1975	8,5
1976	16,7
1979	12,9
1980	15,2
1983	22,2
1985	25,7
1987	28,5
1991	32,6
1995	33,8
1999	39
2002	38,4
2005	35,6
2009	40,3
2011	41,9



³ Données provenant du site *PorData*, « Taxa de abstenção nas eleições para a Assembleia da República: total, residentes em Portugal e residentes no estrangeiro - Portugal ».

VII – Résultats des élections législatives (1975-1985)

Résultats nationaux et du district de Coimbra de l'élection de l'Assemblée constituante du 25 avril 1975 aux élections législatives du 5 octobre 1985⁴.

Résultats nationaux (1975-1985)

	25/04/75	25/04/76	02/12/79	05/10/80	25/04/83	05/10/85
Inscrits	6.231.372	6.402.035	6.894.636	7.179.023	7.337.064	7.818.981
Votants	5.711.829 91,66	5.482.723 85,64	6.007.453 87,13	6.026.395 83,94	5.707.695 77,79	5.798.929 74,16
Abstention	519.543 8,34	919.312 14,36	887.183 12,87	1.152.628 16,06	1.629.369 22,21	2.020.052 25,84
Blancs	-	-	42.863 0,71	34.522 0,57	42.494 0,74	48.709 0,83
Nuls	396.675 6,94	257.612 4,70	120.851 2,01	103.140 1,71	104.276 1,83	96.610 1,67
AD %	-	-	2.554.458 42,52	2.706.667 44,91	-	-
APU %	-	-	1.129.322 18,80	1.009.505 16,75	1.031.609 18,07	898.281 15,49
ADIM %	1.622 0,03	-	-	-	-	-
CDS/PP %	434.879 7,61	877.494 16	23.523 0,39	13.765 0,23	716.705 12,36	577.580 9,96
FRS %	-	-	-	1.606.198 26,65	-	-
MDP/CDE %	236.318 4,14	-	-	-	-	-
PCP %	711.935 12,46	786.701 14,35	-	-	-	-
PRD %	-	-	-	-	-	1.038.893 17,92
PPD/PSD %	1.507.282 26,39	1.336.697 24,38	141.227 2,35	147.644 2,45	1.554.804 27,24	1.732.288 29,87
PS %	2.162.972 37,87	1.911.769 34,87	1.642.136 27,33	67.081 1,11	2.061.309 36,12	1.204.321 20,77
UDP %	44.877 0,79	91.691 1,67	130.842 2,18	83.204 1,38	52.482 0,92	73.401 1,27

⁴ Résultats provenant de l'ouvrage de la Comissão Nacional de Eleições, *Resultados eleitorais. Assembleia Constituinte – Assembleia da Republica*, Lisboa, Comissão Nacional de Eleições, 1995. 257 p.

Résultats du district de Coimbra (1975-1985)

	25/04/75	25/04/76	02/12/79	05/10/80	25/04/83	05/10/85
Inscrits	296.398	310.085	318.917	325.589	331.399	351.684
Votants	264.113 89,11	240.085 77,42	268.374 84,14	265.611 81,58	248.207 74,90	246.683 70,14
Abstention	32.285 10,89	70.000 22,58	50.597 15,86	59.978 18,42	83.192 25,10	105.001 29,86
Blancs	-	-	2.290 0,85	1.733 0,65	2.083 0,82	2.753 1,12
Nuls	26.352 9,98	16.046 6,68	9.136 3,41	5.431 2,04	5.626 2,27	4.767 1,93
AD %	-	-	120.298 44,82	122.488 46,12	-	-
APU %	-	-	29.944 11,16	26.231 9,88	26.471 10,66	24.989 10,13
CDS/PP %	12.178 4,61	29.967 12,48	-	-	25.375 10,22	21.208 8,60
FRS %	-	-	-	95.350 35,90	-	-
MDP/CDE %	11.718 4,44	-	-	-	-	-
PCP %	15.150 5,74	17.405 7,25	-	-	-	-
PRD %	-	-	-	-	-	45.648 16,88
PPD/PSD %	71.942 27,24	64.162 26,72	-	-	68.933 27,77	72.725 29,48
PS %	114.109 43,20	98.162 40,89	94.256 35,12	-	112.518 45,33	70.257 28,48
UDP %	-	2.771 1,15	3.529 1,31	2.124 0,80	1.808 0,73	1.967 0,80

Nombre de mandats obtenus au niveau national et sur le district de Coimbra (1975-1985)

	25/04/75		25/04/76		02/12/79		05/10/80		25/04/83		05/10/85	
	PT	CBR	PT	CBR	PT	CBR	PT	CBR	PT	CBR	PT	CBR
AD	-	-	-	-	121	6	126	6	-	-	-	-
APU	-	-	-	-	47	1	41	1	44	1	38	1
ADIM	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDS/PP	16	-	42	1	-	-	-	-	30	1	22	1
FRS	-	-	-	-	-	-	71	5	-	-	-	-
MDP/CDE	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PCP	30	1	40	1	-	-	-	-	-	-	-	-
PRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	45	2
PPD/PSD	81	4	73	4	7	-	8	-	75	3	88	4
PS	116	7	107	6	74	5	3	-	101	6	57	3
UDP	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Total	250	12	263	12	250	12	250	12	250	11	250	11

VIII – Résultats des élections présidentielles (1976-1986)

Résultats nationaux des élections présidentielles tenues entre le 27 juin 1976 et le 16 février 1986⁵.

	27/06/76	07/12/80	26/01/86	16/02/86
Inscrits	6.467.480	6.920.869	7.617.257	7.612.733
Votants (%)	4.881.125 (75,5)	5.840.332 (84,4)	5.742.151 (75,4)	5.937.100 (78)
Abstention (%)	1.586.355 (24,5)	1.080.537 (15,6)	1.875.106 (24,6)	1.675.633 (22)
Blancs (%)	20.253 (0,4)	16.076 (0,3)	17.709 (0,3)	20.436 (0,3)
Nuls (%)	43.242 (0,9)	44.014 (0,7)	46.334 (0,8)	33.844 (0,6)

	27/06/76	07/12/80	26/01/86	16/02/86
Antonio Ramalho Eanes %	2.967.137 61,59	3.262.520 56,44	-	-
Pinheiro Azevedo %	692.147 14,37	-	-	-
Octavio Pato %	365.586 7,59	-	-	-
Otelo Saraiva de Carvalho %	792.760 16,46	85.896 1,49	-	-
Antonio Soares Carneiro %	-	2.325.481 40,23	-	-
Antonio Pires Veloso %	-	45.132 0,78	-	-
Carlos Galvao de Melo %	-	48.468 0,84	-	-
Antonio Jorge Rodrigues %	-	12.745 0,22	-	-
Francisco Salgado Zenha %	-	-	1.185.867 20,88	-
Maria de Lurdes Pintasilgo %	-	-	418.961 7,38	-
Diogo de Freitas do Amaral %	-	-	2.629.597 46,31	2.872.064 48,82
Mario Soares %	-	-	1.443.683 25,43	3.010.756 51,18

5 Résultats provenant du site de la Comissão Nacional de Eleições.

IX – Groupes sportifs et récréatifs (INE)

Nombre de groupes sportifs et récréatifs du district de Coimbra, selon l'Institut national de statistique⁶

	Total	Sportifs	Culturels	Récréatifs	Autres
1973	163	51	25	80	7
1974	158	42	27	84	5
1975	160	46	26	78	10
1976	145	57	27	51	10
1977	185	62	45	63	15
1978	222	81	55	67	19
1979	146	46	44	47	9

Effectifs des groupes sportifs et récréatifs du district de Coimbra, selon l'Institut national de statistique

	Total	Sportifs	Culturels	Récréatifs	Autres
1973	46346	17895	6739	17062	4650
1974	42319	13181	10090	14991	4057
1975	52752	18772	8673	18271	7036
1976	64944	23619	11836	15168	14321
1977	77129	23333	19099	15315	19382
1978	75600	36639	10441	13569	14951
1979	66174	25064	16333	14605	10172

⁶ Tableaux réalisés à partir de Instituto Nacional de Estatísticas, *Estatísticas da Educação 1974 ; 1975 ; 1976 ; 1977 ; 1978* et Instituto Nacional de Estatística, *Estatísticas da Cultura, Recreio e Desporto. 1979-1982*, Lisboa, 1984.

Nombre de groupes sportifs et récréatifs au niveau national, selon l'Institut national de statistique

	Total	Sportifs	Culturels	Récréatifs	Autres
1973	2783	1052	401	1203	127
1974	2561	1015	383	1037	126
1975	2538	1013	345	1066	114
1976	2510	1118	442	824	126
1977	3254	1374	782	915	183
1978	3603	1542	861	971	229
1979	2740	1234	618	739	149

Effectifs des groupes sportifs et récréatifs au niveau national, selon l'Institut national de statistique

	Total	Sportifs	Culturels	Récréatifs	Autres
1973	1316783	646328	163099	337761	169595
1974	1310709	662717	164809	318060	165123
1975	1359534	695223	146236	355116	162959
1976	1411042	691277	209600	298217	211948
1977	1602368	781115	289713	271286	260254
1978	1814722	921151	279584	340551	273436
1979	1624034	847276	265253	228962	282543

X – Données sur les Maisons du peuple (INE)

Maisons du peuple et leurs membres au niveau national⁷

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Total	1079	991	1115	1118	1134	1142
Membres	1009567	1893781	2170798	2184332	2020636	1992528

Maisons du peuple du district de Coimbra et leurs activités

	Total	Folklore	Musique	Théâtre	Sport
1976	64	7	6	11	20
1977	60	10	8	15	25
1978	66	14	6	12	28
1979	67	19	7	10	24
1980	71	21	8	12	24
1981	71	23	10	12	25

Membres des Maisons du peuple de Coimbra, par activités

	Total	Folklore	Musique	Théâtre
1976	127311	98	50	173
1977	186976	166	100	251
1978	217846	464	205	269
1979	234476	740	269	172
1980	221483	741	303	271
1981	220102	831	381	294

⁷ Tableaux réalisés à partir de Instituto Nacional de Estatística, *Estatísticas da Cultura, Recreio e Desporto. 1979-1982*, Lisboa, 1984. 117 p.

XI – Fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra

Association	Município	Freguesia	Date de fondation	Typologie
Casa do Povo de Arganil	Arganil	Arganil	1939	1
Casa do Povo de Barrigueiro	Arganil	Pomares	1984	1
Casa do Povo de Barril de Alva	Arganil	Barril de Alva	1936	1
Casa do Povo de Cerdeira e Moura da Serra	Arganil	Cerdeira	1969	1
Casa do Povo de Coja	Arganil	Coja	1939	1
Casa do Povo de S. Martinho da Cortiça	Arganil	S. Martinho da Cortiça	1972	1
Casa do Povo de Vila Cova de Alva	Arganil	V. Cova de Alva	1936	1
Clube Recreativo Folquense	Arganil	Folques	1924	1
Clube Operário Jardim do Alva	Arganil	Coja	1966	3
Associação Cultural, Desportiva e Recreativa de Pedra Rija de Portunhos	Cantanhede	Portunhos	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de Enxofães	Cantanhede	Murte de	1981	1
Associação de Cooperação Social e Cultural Desportiva de Outil	Cantanhede	Outil	-	1
Associação Recreativa e Cultural da Varziela	Cantanhede	Cantanhede	1980	1
Associação Recreativa e Cultural 1º de Maio	Cantanhede	Tocha	1938	1
Casa do Povo de Cadima	Cantanhede	Cadima	1973	1
Casa do Povo de Cantanhede	Cantanhede	Cantanhede	1973	1
Casa do Povo de Covões	Cantanhede	Covões	1973	1
Casa do Povo de Febres	Cantanhede	Febres	1972	1
Casa do Povo de Tocha	Cantanhede	Tocha	1973	1
Centro Cultural e Recreativo da Pena	Cantanhede	Portunhos	1957	1
Centro Popular de Trabalhadores de Cochadas e Catarinões	Cantanhede	Tocha	1978	1
Clube União Vilanovense	Cantanhede	Outil	1926	1
Grupo Dramática de Beneficência e Recreio da Ançã	Cantanhede	Ançã	-	2
Grupo de Teatro Novo Rumo	Cantanhede	Ançã	1983	2
União Recreativa de Cadima	Cantanhede	Cadima	1959	1
Associação Cristã da Mocidade de Coimbra	Coimbra	Sé Nova	1918	1

Associação Cultural de Recreio e Desporto de Pereiros	Coimbra	Castelo Viegas	1977	1
Associação Cultural de Vilarinho	Coimbra	Brasfemes	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de S. Paulo de Frades	Coimbra	S. P. de Frades	1984	1
Associação Cultural e Recreativa Os Vicentinos	Coimbra	Cernache	1976	1
Associação Cultural e Recreativa e Desportiva de Casal do Lobo	Coimbra	T. do Mondego	1984	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva Espírito Santo das Touregas	Coimbra	S. M. do Bispo	1983	1
Associação Desportiva e Cultural de Almalaguês	Coimbra	Almalaguês	1978	1
Associação Desportiva e Recreativa de Casal da Misarela	Coimbra	T. do Mondego	-	1
Associação Desportiva e Recreativa do Loureiro	Coimbra	Cernache	1980	1
Associação Popular de Intervenção Cultural	Coimbra	Vil de Matos	1975	1
Associação Recreativa da Casa Branca	Coimbra	S. A. Olivais	-	1
Associação Recreativa e Desportiva do Ameal	Coimbra	Ameal	1976	1
Ateneu de Coimbra	Coimbra	Sé Velha	1940	1
BASE-FUT	Coimbra	-	1974	5
Caritas Diocesana de Coimbra	Coimbra	S. A. Olivais	1956	5
Casa do Povo de Adémia	Coimbra	Adémia	1973	1
Casa do Povo de Ceira	Coimbra	Ceira	1959	1
Casa do Povo de Cernache	Coimbra	Cernache	1973	1
Casa do Povo de S. João do Campo	Coimbra	S. João do Campo	1973	1
Casa do Povo de S. Martinho do Bispo	Coimbra	S. M. do Bispo	1939	1
Casa do Povo de S. Paulo de Frades	Coimbra	S. Paulo de Frades	1973	1
Casa do Povo de S. Silvestre	Coimbra	S. Silvestre	1973	1
Casa do Povo de Souselas	Coimbra	Souselas	1973	1
Centro Cultural das Carvalhosas	Coimbra	T. do Mondego	1979	1
Centro Cultural de Ceira	Coimbra	Ceira	1974	1
Centro Cultural, Desportivo e Social de S. Frutuoso	Coimbra	Ceira	1977	1
Centro Cultural e Desportivo da Lagoas	Coimbra	Ceira	1976	1
Centro Cultural e Desportivo	Coimbra	Souselas	1910	1

Tuna Souselense				
Centro Cultural e Recreativo de Monforte	Coimbra	Almalaguês	1982	1
Centro de Cultura e Recreio das Torres do Mondego	Coimbra	T. do Mondego	1974	1
Centro de Instrução e Recreio de Torre de Bera	Coimbra	Almalaguês	1970	2
Centro de Recreio e Animação Cultural	Coimbra	Brasfemes	1985	1
Centro de Recreio Popular de Palheiros-Zorro	Coimbra	T. do Mondego	1975	1
Centro de Recreio Popular dos Trabalhadores do Bairro de Celas	Coimbra	S. A. Olivais	1969	1
Centro de Recreio Popular do Bairro Marechal Carmona / Centro Norton de Matos	Coimbra	S. A. Olivais	1951	1
Centro Operário Católico da Conchada	Coimbra	Santa Cruz	1954	1
Centro Popular de Trabalhadores do Sobral de Ceira	Coimbra	Ceira	1975	1
Centro Social de Marmeleira	Coimbra	Souselas	1982	1
Centro Social Polivalente de Palheira	Coimbra	Assafarge	1983	1
Clube Desportivo de Celas	Coimbra	S. A. Olivais	1945	3
Clube Recreativo de Coimbra - Grémio Operário	Coimbra	Sé Velha	1887	2
Clube Recreativo do Calhabé	Coimbra	S. A. Olivais	1933	1
Clube Recreativo e Cultural de Casas Novas	Coimbra	S. Martinho do Bispo	1943	1
Comissão Pró-Desporto e Cultura da Póvoa	Coimbra	S. Martinho do Bispo	1974	1
Graal	Coimbra	Sé Nova	1961	5
Grupo de Amadores de Teatro de Taveiro	Coimbra	Taveiro	1968	2
Grupo de Intervenção e Animação Cultural de Coimbra	Coimbra	S. A. Olivais	-	1
Grupo de Teatro de Tovim	Coimbra	S. A. Olivais		2
Grupo de Teatro Pé-de-Cão	Coimbra	S. M. do Bispo	1977	2
Grupo Recreativo de Montes Claros	Coimbra	S. A. Olivais	1938	1
Grupo Recreativo « Vigor da Mocidade »	Coimbra	S. Martinho do Bispo	1930	1
Olivais Futebol Clube	Coimbra	S. A. Olivais	1935	3
Teatro de Bolso de Eiras-Casais	Coimbra	Eiras	-	2
União Desportiva e Recreativa de Cernache	Coimbra	Cernache	1972	3

Associação Desportiva, Recreativa e Cultural de Ega	Condeixa-a-Nova	Ega	1977	1
Associação Desportiva, Recreativa de Arrifana	Condeixa-a-Nova	Ega	1978	1
Associação Recreativa e Cultural da Bendafé	Condeixa-a-Nova	Bendafé	1976	1
Casa do Povo de Condeixa	Condeixa-a-Nova	Condeixa-a-Nova	1941	1
Casa do Povo de Ega	Condeixa-a-Nova	Ega	1973	1
Casa do Povo do Sebal Grande	Condeixa-a-Nova	Sebal	1934	1
Centro Cultural e Recreativo de Bruscos	Condeixa-a-Nova	Vila Seca	1975	1
Centro Social Cultural Recreativo e Desportivo de Belide	Condeixa-a-Nova	Belide	1960	1
Clube de Condeixa	Condeixa-a-Nova	Condeixa-a-Nova	1900	3
Clube Desportivo, Recreativo e Cultural do Sobreiro	Condeixa-a-Nova	Sebal	1977	1
União Desportiva de Casével	Condeixa-a-Nova	Ega	1975	1
Assembleia Figueirense	Figueira da Foz	S. Julião	1839	1
Associação Cultural, Desportiva e Recreativa de Torneira e Serrião	Figueira da Foz	Borda do Campo	1982	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva da Gândara	Figueira da Foz	M. da Gândara	1981	1
Associação Cultural Recreativa e Desportiva de Matos	Figueira da Foz	M. das Ondas	1977	1
Ateneu Alhadense	Figueira da Foz	Alhadas	1924	1
Casa do Povo de Alhadas	Figueira da Foz	Alhadas	1973	1
Casa do Povo de Alqueidão	Figueira da Foz	Alqueidão	1972	1
Casa do Povo de Lavos	Figueira da Foz	Lavos	1973	1
Casa do Povo de Maiorca	Figueira da Foz	Maiorca	1939	1
Casa do Povo de Paião	Figueira da Foz	Paião	1973	1
Casa do Povo de Quiaios	Figueira da Foz	Quiaios	1973	1
Casa do Povo de Tavadede	Figueira da Foz	Tavadede	1973	1
Centro Cultural, Desportivo e Recreativo das Matas e Cipreste	Figueira da Foz	M. das Ondas	1976	1
Centro de Recreio Popular de Trabalhadores de Marinha das Ondas	Figueira da Foz	M. das Ondas	1963	1
Centro Recreativo Atlético Santamarense	Figueira da Foz	Maiorca	1978	1
Centro Social de Cova e Gala	Figueira da Foz	São Pedro	1974	1
Clube Recreativo Instrução Alhadense	Figueira da Foz	Alhadas	1927	1
Clube União Brenhense	Figueira da Foz	Brenha	-	1
Conselho de Moradores da	Figueira da Foz	Borda do Campo	1979	4

Borda do Campo				
Grupo Caras Direiras – Associação de Acção Social, Cultura e Desporto	Figueira da Foz	Buarcos	1907	1
Grupo de Instrução e Recreio Quiaense	Figueira da Foz	Quiaos	1913	1
Grupo de Instrução e Recreio Paionense	Figueira da Foz	Paião	1958	1
Grupo de Instrução e Sport	Figueira da Foz	Buarcos	1920	1
Grupo Desportivo e Recreativo de Chã	Figueira da Foz	Tavarede	1976	1
Grupo Instrução e Recreio Quiaense	Figueira da Foz	Quiaios	1913	1
Grupo Instrução e União Caceirense	Figueira da Foz	Caceira	1923	1
Grupo Musical de Instrução Carritense	Figueira da Foz	Tavarede	1921	2
Grupo Musical e de Instrução Tavadense	Figueira da Foz	Tavarede	1911	2
Grupo Recreativo Vilaverdense	Figueira da Foz	Vila Verde	1921	1
Quiaios Clube	Figueira da Foz	Quiaios	1921	1
Sociedade de Boa União Alhadense	Figueira da Foz	Alhadas	1854	1
Sociedade de Instrução e Recreio de Lares	Figueira da Foz	Vila Verde	1926	2
Sociedade de Instrução Tavadense	Figueira da Foz	Tavarede	1904	2
Associação Educativa e Recreativa de Goís	Goís	Goís	1939	1
Casa do Povo de Goís	Goís	Goís	1973	1
Casa do Povo de Ponte do Sótão	Goís	Goís	1956	1
Casa do Povo de Vila Nova do Ceira	Goís	V. N. do Ceira	1956	1
União Recreativa do Cadafaz	Goís	Cadafaz	1962	1
Associação Popular « União e Progresso »	Lousã	Vilarinho	1976	1
Associação Recreativa e Cultural das Gândaras	Lousã	Gândaras	1982	1
Casa do Povo da Lousã	Lousã	Lousã	1972	1
Clube Recreativo Ermioense	Lousã	Casal do Ermio	1914	1
Clube Recreativo Vilarinhense	Lousã	Vilarinho	1933	1
Cooperativa Jornal Trevim	Lousã	Lousã	1979	2
Sociedade Filarmónica Lousanense	Lousã	Lousã	1857	2
Associação Cultural e Recreativa de Seixo de Mira	Mira	Seixo	1980	1

Casa do Povo de Mira	Mira	Mira	1959	1
Centro Cultural e Recreativo de Praia da Mira	Mira	Praia de Mira	1982	1
Clube Domus Nostra	Mira	Mira	1974	1
Casa do Povo de Miranda do Corvo	Miranda do Corvo	Miranda do Corvo	1973	1
Centro de Animação Desportiva e Cultural de Miranda do Corvo	Miranda do Corvo	Vila Nova	1977	1
Clube Recreativo e Cultural dos Casais de S. Clemente	Miranda do Corvo	Lamas	1972	1
Liga Regional Riovidense	Miranda do Corvo	Rio Vide	1974	1
Associação Cultural, Desportiva e Social de Ereira	Montemor-o-Velho	Ereira	-	1
Associação Cultural e Desportiva da Caixeira	Montemor-o-Velho	V. N. Barca	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de Carapinheira	Montemor-o-Velho	Carapinheira	1982	1
Associação Cultural Recreativa e Desportiva do Bebedouro	Montemor-o-Velho	Arazede	-	1
Casa do Povo da Abrunheira	Montemor-o-Velho	Abrunheira	1961	1
Casa do Povo de Arazede	Montemor-o-Velho	Arazede	1934	1
Casa do Povo de Carapinheira e Meãs	Montemor-o-Velho	Carapinheira	1973	1
Casa do Povo de Montemor-o-Velho	Montemor-o-Velho	Montemor	1973	1
Casa do Povo de Pereira do Campo	Montemor-o-Velho	Pereira	1973	1
Casa do Povo de Tentúgal	Montemor-o-Velho	Tentúgal	1938	1
Casa do Povo de Verride	Montemor-o-Velho	Verride	1936	1
Centro Beira Mondego – Sociedade de Recreio e Instrução	Montemor-o-Velho	Santo Varão	1925	1
Centro Cultural da Carapinheira	Montemor-o-Velho	Carapinheira	-	1
Centro Cultural, Recreativo e Desportivo do Moinho da Mata	Montemor-o-Velho	Montemor	1982	1
Centro Cultural, Recreativo e Desportivo de Liceia	Montemor-o-Velho	Liceia	-	1
Centro de Assistência e Cultura do Tojeiro	Montemor-o-Velho	Arazede	1980	1
Centro de Iniciação Teatral Esther de Carvalho	Montemor-o-Velho	Montemor	1970	2
Centro de Recreio Popular de Formoselha	Montemor-o-Velho	Santo Varão	1951	1
Clube União Musical Recreativo Gatoense	Montemor-o-Velho	Gatões	1938	2
Grupo Cénico Amador da Portela	Montemor-o-Velho	Tentúgal	1979	2

Grupo de Intervenção Cultural « Mensagem »	Montemor-o-Velho	Abrunheira	1979	2
Grupo Recreativo Revelense	Montemor-o-Velho	Abrunheira	1941	1
Associação de Cultura e Recreio da Sobreda	Oliveira do Hospital	Seixo da Beira	1977	1
Casa do Povo de Nogueira do Cravo	Oliveira do Hospital	Nogueira do Cravo	1934	1
Casa do Povo de Oliveira do Hospital	Oliveira do Hospital	Oliveira do Hospital	1944	1
Grupo de Nogueira do Cravo	Oliveira do Hospital	Nogueira do Cravo	-	2
Grupo Dinamizador e Cultural de Travanca de Lagos	Oliveira do Hospital	Travanca de Lagos	-	2
Sociedade Recreativa Ervedalense	Oliveira do Hospital	Ervedal	1955	1
Sociedade Recreativa Penalvense	Oliveira do Hospital	Penalva de Alva	1937	1
União Desportiva e Tuna Vilafranquense	Oliveira do Hospital	V. F. da Beira	1934	3
União Fialense – Sociedade de Instrução e Recreio	Oliveira do Hospital	Ervedal	-	1
Associação Trinhaense de Desenvolvimento e Solidariedade	Pampilhosa da Serra	Portela do Fojo	1932	1
Grupo Recreativo do Trinhão	Pampilhosa da Serra	Portela do Fojo	1968	1
Casa do Povo de Penacova	Penacova	Penacova	1960	1
Casa do Povo de S. Pedro da Alva	Penacova	S. Pedro da Alva	1939	1
Grupo Solidariedade Social, Desportivo, Cultural e Recreativo de Miro	Penacova	Friumes	1978	1
União Popular e Cultural de Chelo	Penacova	Lorvão	1980	1
Associação Cultural e Recreativa de Podentes	Penela	Podentes	1982	1
Casa do Povo de Penela	Penela	Penela	1973	1
Casa do Povo do Espinhal	Penela	Espinhal	1954	1
Centro Cultural de Cumieira	Penela	Cumeeira	1984	1
Centro Cultural Monte de Vez	Penela	Santa Eufémia	1980	1
Centro de Cultura e Recreio das Casais de Santo Amaro	Penela	Espinhal	1985	1
Agrupamento Recreativo Cultural de Amadores	Soure	Gesteira	1978	1
Associação Cultural e de Melhoramentos da Freguesia de Tapéus	Soure	Tapéus	-	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva de Casal do	Soure	Alfarelos	1974	1

Redinho				
Associação Cultural, Recreativa e Social de Samuel	Soure	Samuel	1982	1
Associação Instrução e Recreio 1º Maio Alfarelense	Soure	Alfarelos	1924	1
Casa do Povo de Soure	Soure	Soure	1973	1
Casa do Povo de Vila Nova de Anços	Soure	V. N. de Anços	1934	1
Grupo de Dinamização Desportiva e Cultural da Granja do Ulmeiro	Soure	G. do Ulmeiro	1975	1
Associação Cultural e Desportiva e Melhoramentos São Simão	Tábua	Tábua	1967	1
Associação Recreativa e de Melhoramentos de Covas	Tábua	Covas	1976	1
Casa do Povo de Candosa	Tábua	Candosa	1960	1
Casa do Povo de Espariz	Tábua	Espariz	1940	1
Casa do Povo de Meda de Mouros	Tábua	M. de Mouros	1934	1
Casa do Povo de Midões	Tábua	Midões	1972	1
Casa do Povo de Mouronho	Tábua	Mouronho	1940	1
Casa do Povo de Pinheiro de Coja	Tábua	Pinheiro de Coja	1938	1
Casa do Povo de Tábua – Associação Recreativa Cultura Fomento Social	Tábua	Tábua	1973	1
Casa do Povo de Vila Nova de Poiars	Vila Nova de Poiars	Poiars	1966	1
Centro de Convívio do Carvalho	Vila Nova de Poiars	Arrifana	1974	1
Centro Recreativo dos Casais	Vila Nova de Poiars	Arrifana	1948	1

XII – Publications de la DGEP dans le cadre de la préparation du PNAEBA (Janvier-Juin 1979)

Auteurs	Titres
DGEP, Fernando Belchior	Notions préliminaires.
DGEP, Lisete de Matos.	Alphabétisation et éducation d'adultes dans la période comprise entre avril 1974 et l'actualité.
DGEP.	Actions d'éducation d'adultes développées dans le passé par le ministère de l'Éducation.
DGEP.	Financement des actions d'éducation d'adultes développées dans le passé par le ministère de l'Éducation.
DGEP, Maria do Carmo Vaz Ferreira.	Normes d'apprentissage pour les cours d'éducation basique pour adultes.
DGEP.	Alphabétisation et éducation de base d'adultes.
DGEP, Maria do Carmo Vaz Ferreira.	Recours institutionnels, physiques et humaines engagés dans les actions d'éducation d'adultes : première approche.
DGEP, Arnaldo Ferreira Pinto.	Le PNAEBA et la Constitution de la République portugaise.
DGEP.	Projections de l'analphabétisme.
DGEP.	Les moyens audiovisuels dans l'éducation et la formation des coopérants.
DGEP, Fernando Belchior.	Travaux préparatoires pour le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes (PNAEBA) : Notions préliminaires.
DGEP, Fernando Belchior.	Profil, statut, formation et carrière des agents : structures de formation.
DGEP, Ana Benavente.	Objectifs, situations et pratiques de l'éducation d'adultes au Portugal.
DGEP, Arnaldo Ferreira Pinto, Carlos Vilar.	Le travailleur et l'enseignement.

XIII – Iconographie

1. Photographie de la manifestation du 26 avril 1974 à Coimbra.

Journal *O Despertar*.



2. Photographies de Fernando Marques, « O Formidável ».

Archives provenant de la Bibliothèque municipale de Coimbra, Imagoteca.



Manifestation du 1^{er} mai 1974, Stade universitaire de Coimbra.

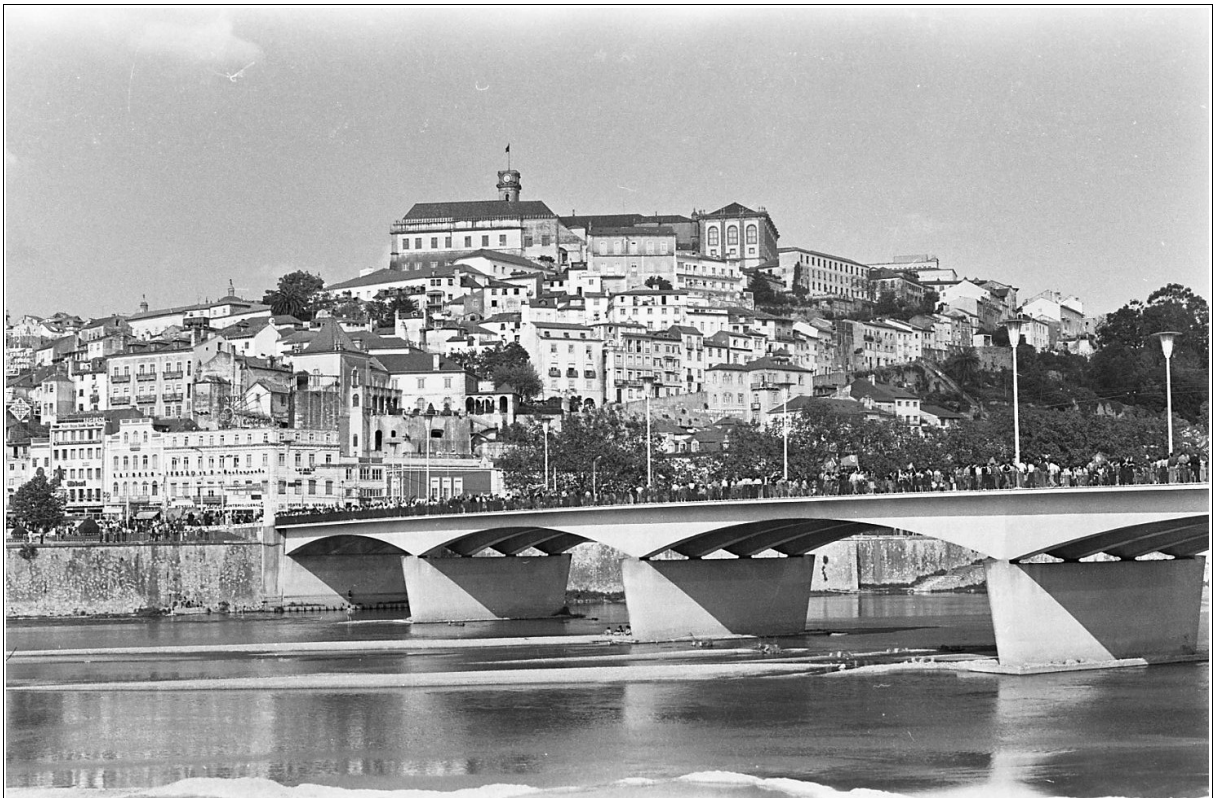


Concentration de soutien au Mouvement des Forces armées le 11 mars 1975.

Commandement militaire de la région Centre, Coimbra



Élection de l'Assemblée constituante, le 25 avril 1975.
File d'attente d'électeurs devant le bureau de vote de la mairie de Coimbra.



Cortège du 1^{er} mai 1975 à Coimbra.

3. Photographies de la collection personnelle de Horácio Poiares.

Dynamisation d'activités sportives menées à Coimbra par la direction générale des Sports entre 1974 et 1976.



Manifestation en faveur d'un meilleur accès au sport, Coimbra. Sans date.



Activités de rugby, stade universitaire de Coimbra. Sans date.



Épreuves d'athlétisme, Coimbra. Sans date.



Initiation à la gymnastique, Coimbra. Sans date.

4. Autocollant de la Commission d'habitants de Sé Nova de Coimbra, 1976.

Journée mondiale de l'enfant, juin 1976⁸.



5. Autocollant de la Commission d'habitants du Bairro da Liberdade de Coimbra.

"Dans l'unité nous construirons le socialisme", sans date⁹.



⁸ Archive du Centre de Documentation 25 avril de l'université de Coimbra.

⁹ *Idem.*

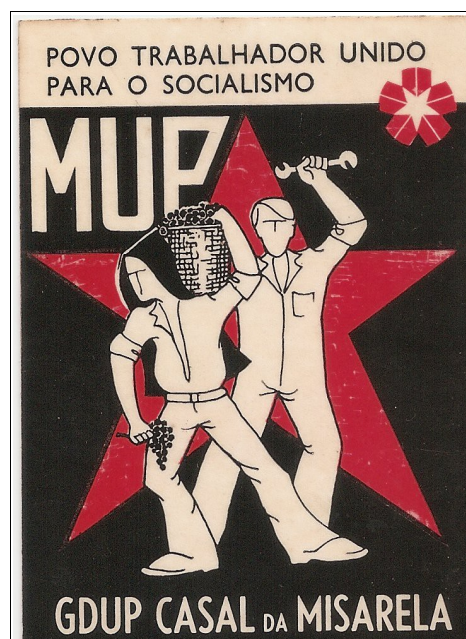
6. Autocollant de l'Association d'habitants de la Relvinha de Coimbra.

"La maison du prolétaire ne peut provenir de son salaire", sans date¹⁰.



7. Autocollant du Groupe de dynamisation et d'unité populaire du Casal da Misarela de Coimbra.

"Peuple travailleur uni pour le socialisme", 1976¹¹.



¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Collection personnelle.

8. Timbres "Educação Permanente".

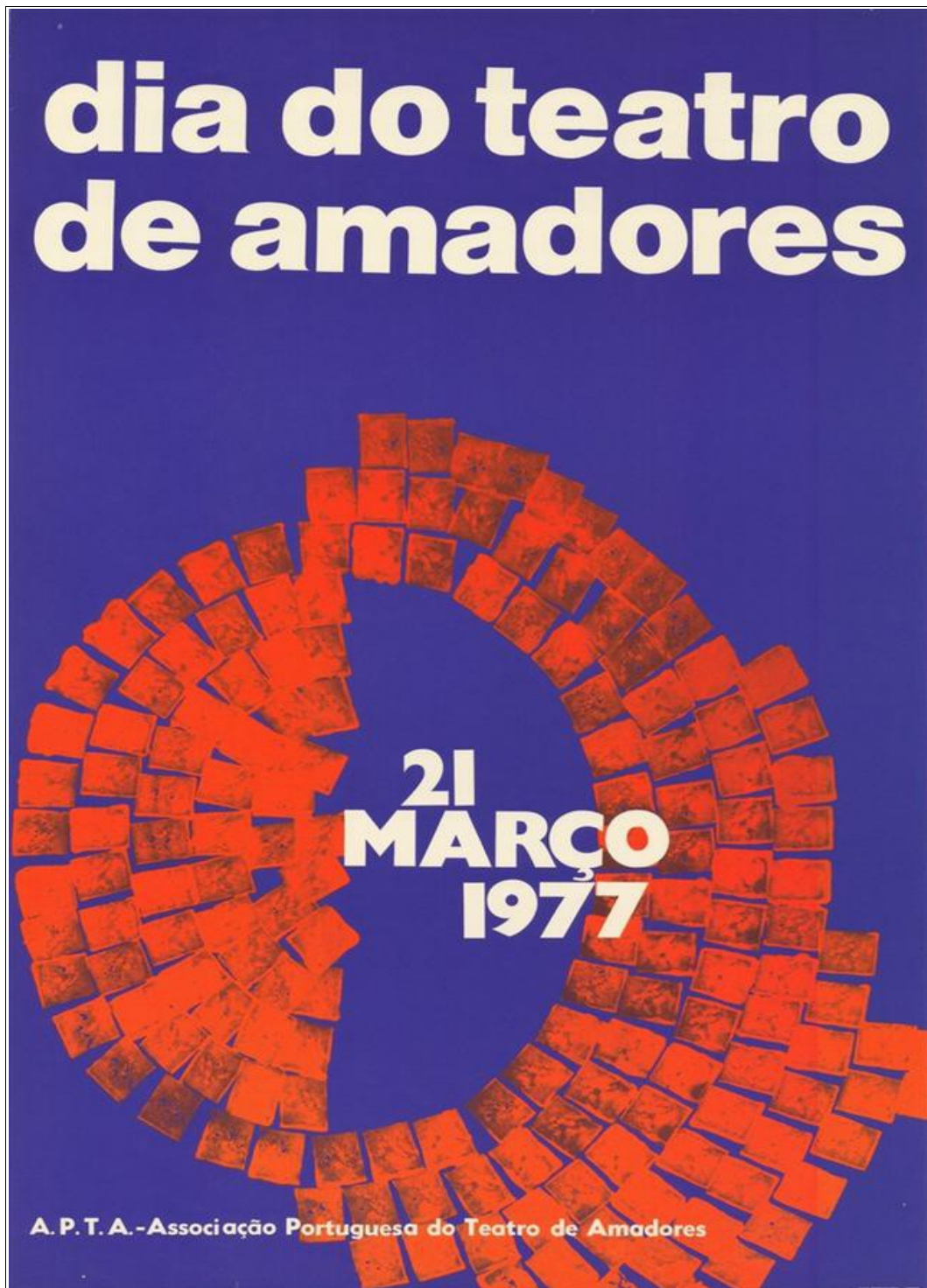
Correios e Telecomunicações de Portugal, « Educação Permanente », 1977¹².



12 Collection personnelle.

9. Affiche de la Journée du théâtre d'amateurs, 1977.

Associação portuguesa do teatro d'amateurs (APTA)¹³.



¹³ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

10. Affiche du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, 1979.

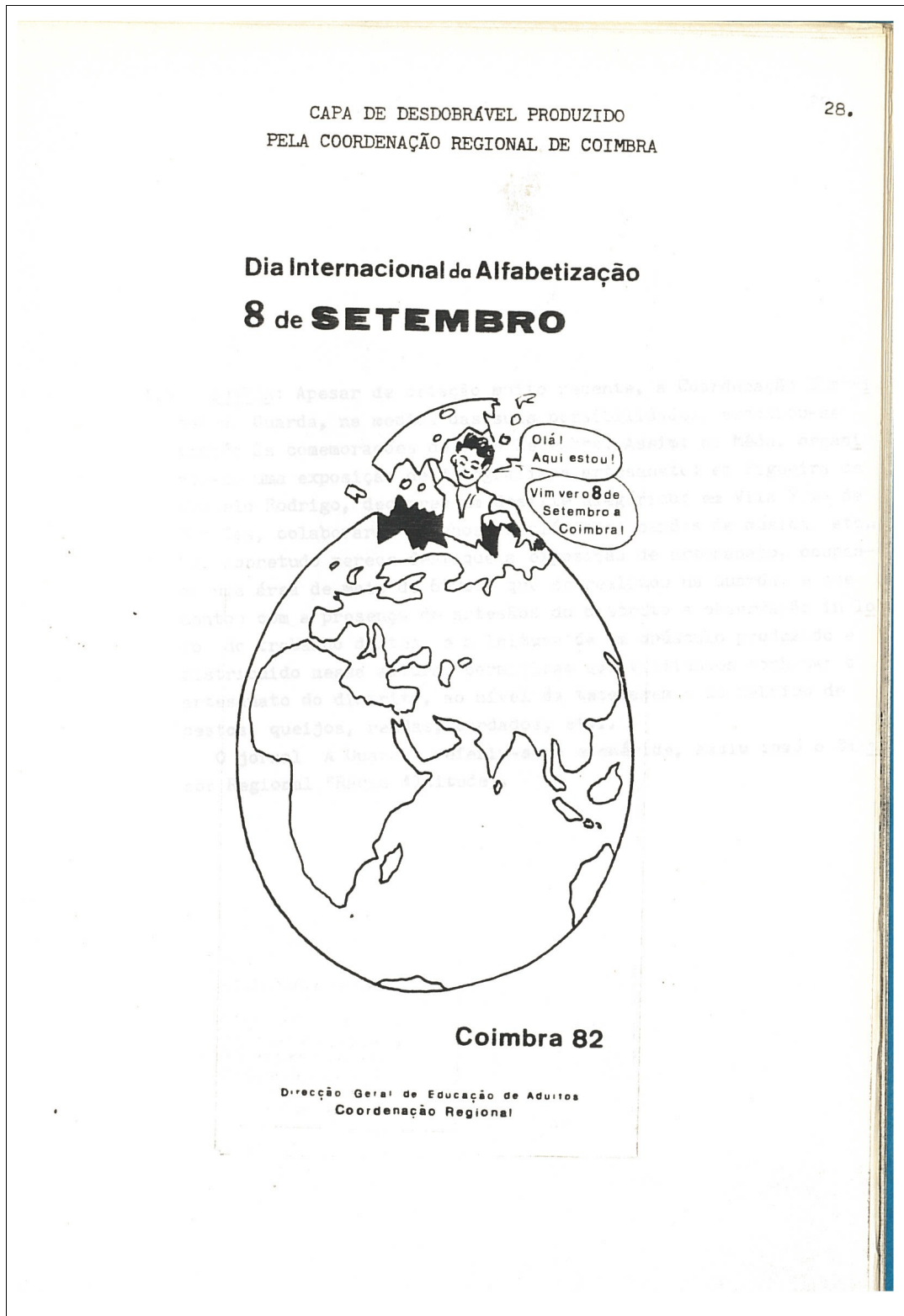
Journée internationale de l'alphabétisation, direction générale de l'Éducation permanente, septembre 1979¹⁴.



14 Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

11. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1982.

Organisation de la direction générale d'Éducation d'adultes, coordination régionale de Coimbra.



12. Commémorations de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1984.

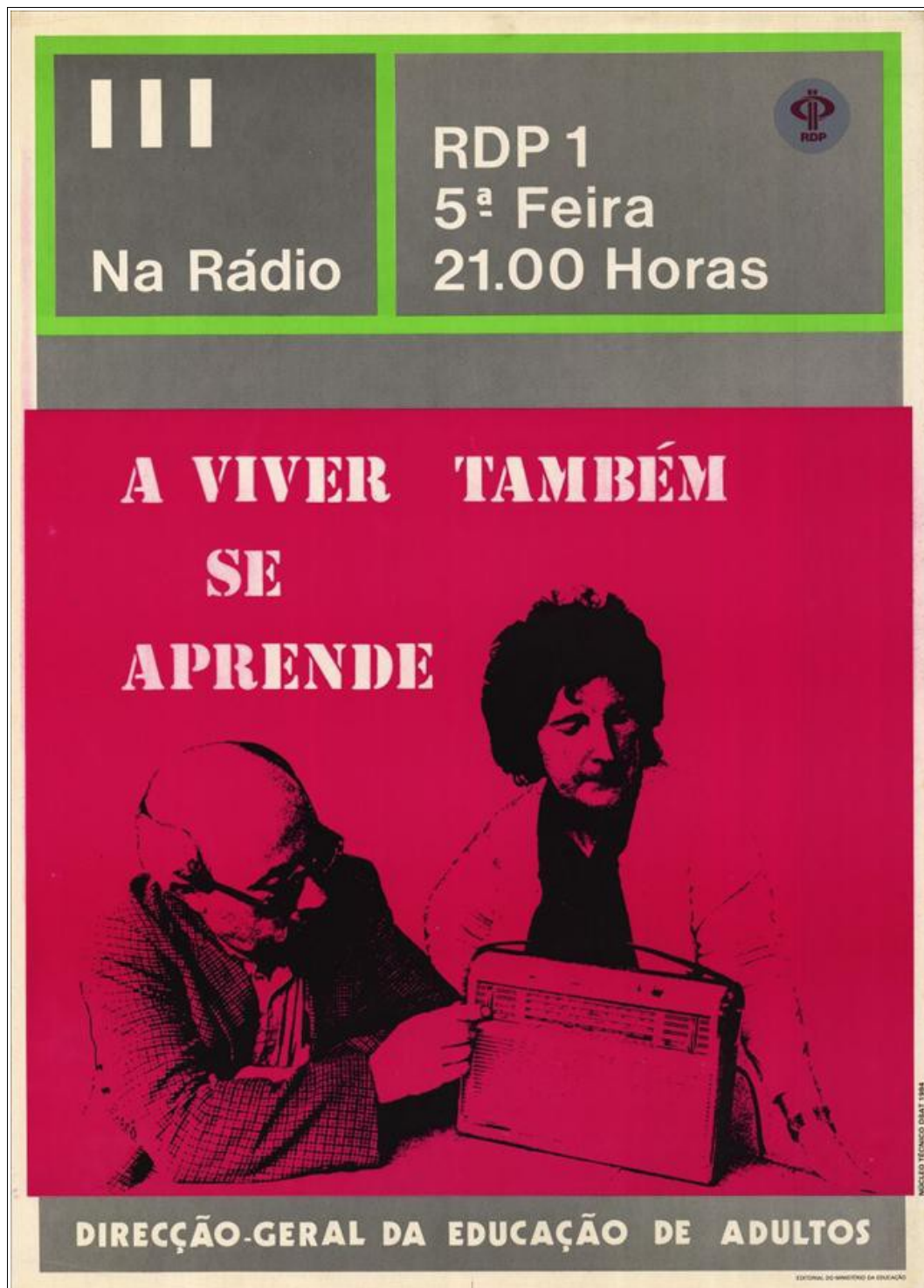
Organisation de la direction générale d'Éducation d'adultes, coordination régionale de Coimbra, dans le cadre de la 1^{ère} Semaine culturelle de Oliveira do Hospital.

40.



13. Affiche "A viver também se aprende", 1984

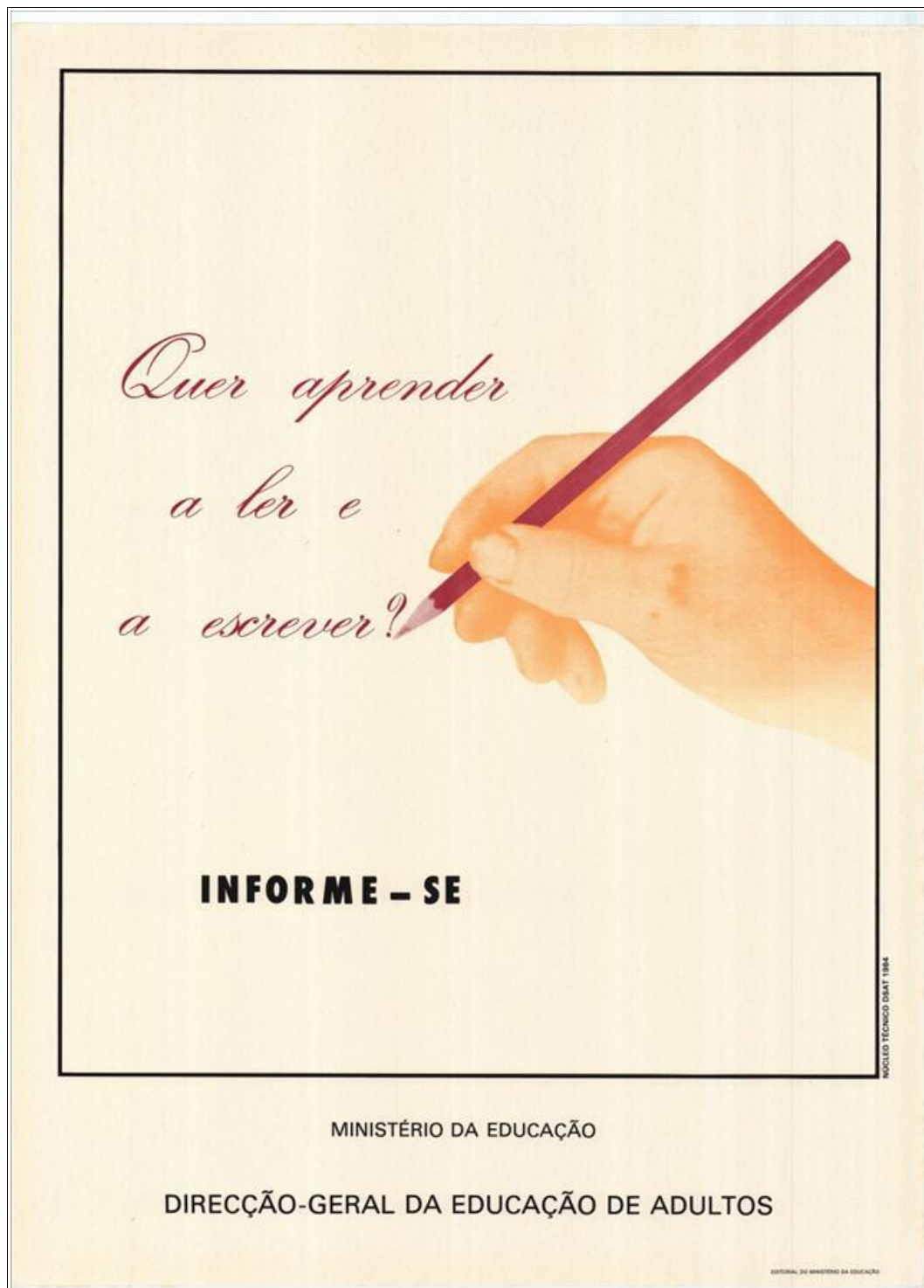
Programme de radio de la direction générale d'Éducation d'adultes permanente, RDP1¹⁵.



¹⁵ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

14. Affiche "Quer aprender a ler e escrever", 1984.

Campagne de la direction générale d'Éducation d'adultes¹⁶.



16 Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

15. Affiche "Alfabetização: caminho para o desenvolvimento", 1984.

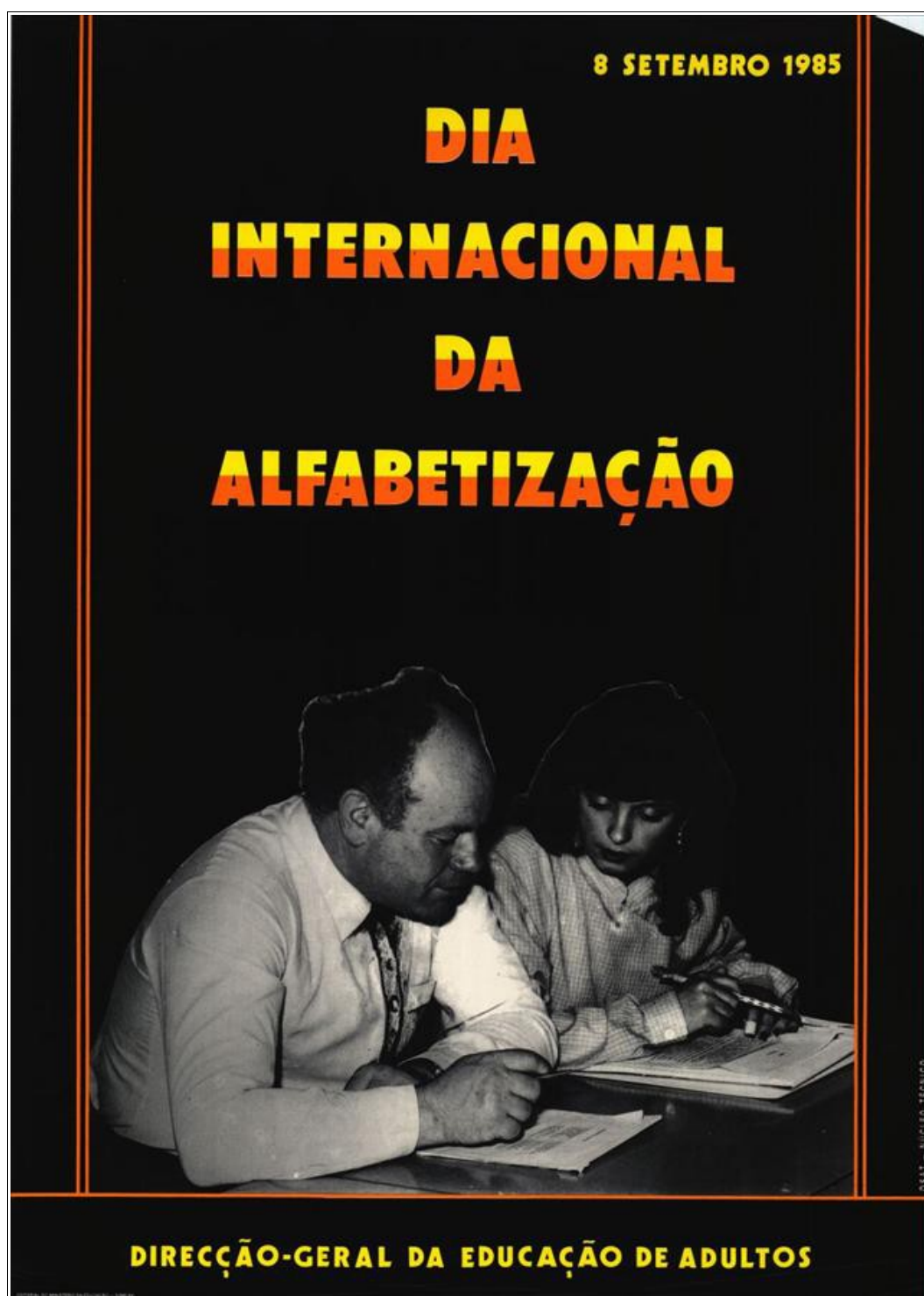
Campagne de la direction générale d'Éducation d'adultes¹⁷.



¹⁷ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

16. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1985.

Direction générale d'Éducation d'adultes¹⁸.



¹⁸ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

17. Affiche du Congrès national d'éducation d'adultes, 1985.

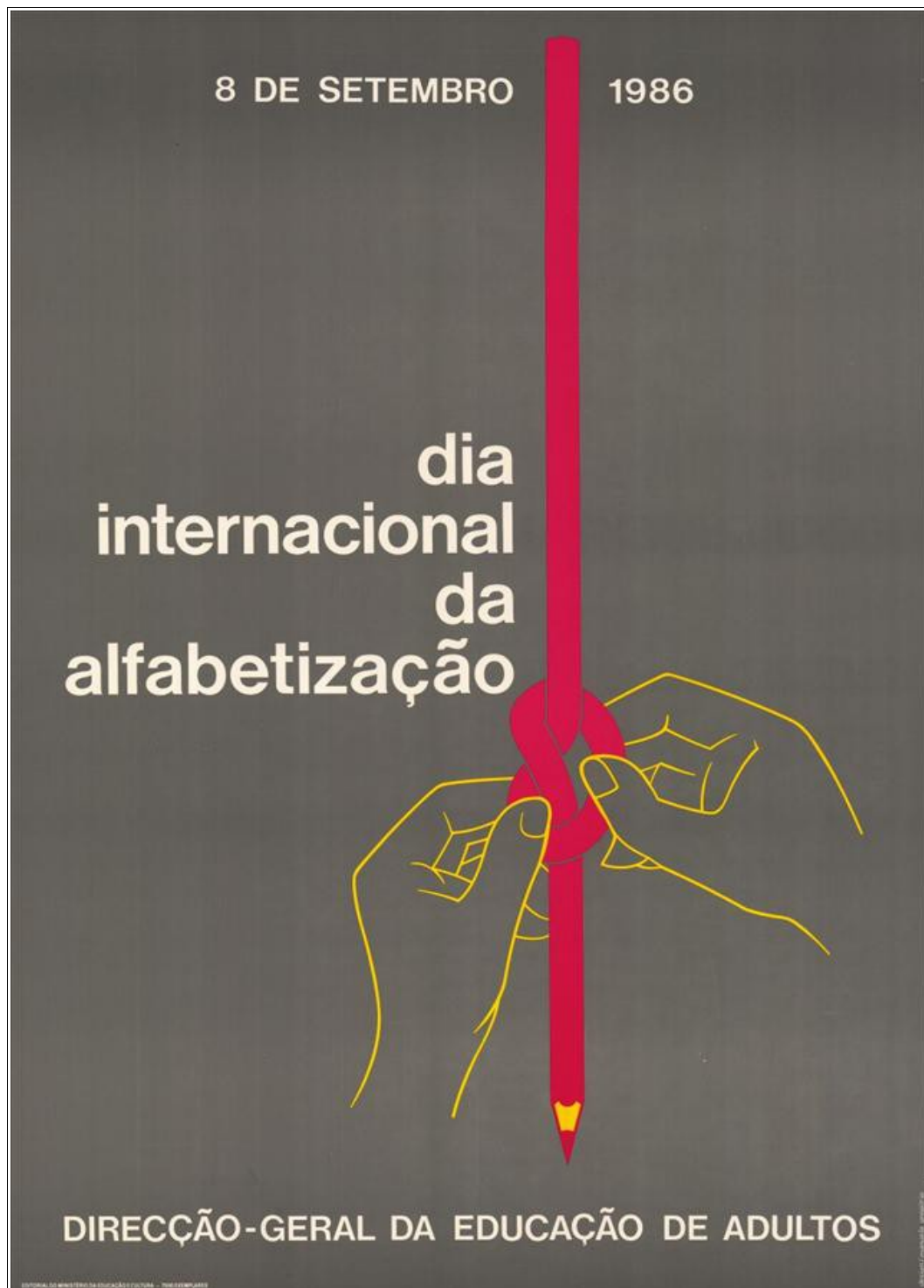
Organisation de l'Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente, du 18 au 20 novembre 1985, à Coimbra¹⁹.



¹⁹ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

18. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1986.

Direction générale d'Éducation d'adultes²⁰.



²⁰ Archive provenant de la collection d'affiche de l'université d'Aveiro.

19. Autocollant "Sport pour tous", 1982.

Rencontre nationale du "Sport pour tous Journée", organisée par la direction générale des Sports, du 17 au 20 juin 1982 à Coimbra²¹.



21 Collection personnelle.

XIV – Entretiens et témoignages

1. Descriptifs des entretiens et témoignages.

- Manuela Amorim. Membre de la Sociedade de Instrução Tavadense.
- João Maria André. Professeur au sein de la faculté de Lettres de Coimbra. Membre fondateur de la coopérative de théâtre Bonifrates.
- Jorge Araújo. Entraîneur, membre de la direction générale des Sports.
- Associação de Moradores do Bairro de Celas. Association de quartier de Coimbra.
- Associação Pedra-Rija de Portunhos. Association culturelle et sportive de Cantanhede.
- Hermano Carmo. Professeur universitaire, secrétaire de cabinet de Maria de Lourdes Pintasilgo.
- Fausto Martins de Carvalho. Entraîneur et dirigeant de l'Associação Cristã da Mocidade (Coimbra).
- Casa do Povo da Abrunheira. Association culturelle et sportive de Montemor-o-Velho.
- Centro Beira Mondego. Association culturelle de Montemor-o-Velho.
- Centro Cultural e Recreativo de Bruscos. Association culturelle et sportive de Condeixa-a-Nova.
- Manuel Franco Charais. Militaire d'avril, membre du Conseil de la Révolution et commandant de la région militaire de Coimbra.
- Chelinho. Habitant du quartier de Celas (Coimbra).
- Teresa Cunha. Professeur universitaire et animatrice. Membre de l'équipe locale du PNAEBA et fondatrice de l'association Acção para a Justiça e a Paz.
- Carlos Daniel. Membre du Olivais Futebol Clube (Coimbra)
- Carlos Dias. Dirigeant du Centro Norton de Matos (Coimbra).
- Esaú Dinis. Animateur. Membre du Centre d'Appui aux Organismes de Base et du Groupe élargi pour le mouvement inter-associatif.
- Elísio Estanque. Professeur de la faculté d'Économie de Coimbra. Formateur au sein de cours d'agents de développement local.
- Luísa Esteves. Animatrice au sein de la Cáritas dans le domaine de l'éducation d'adultes.
- Monseigneur João Evangelista. Prêtre de la Sé Velha, membre fondateur du Centro Operário Católico da Conchada.
- João Fernandes. Ancien responsable de l'INATEL à Coimbra.

- Aida Ferreira. Membre de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle.
- Wilson Faustino Filipe. Membre de la coopérative agricole de Torre Bela, à Manique do Intendente (Azambuja).
- Maria do Rosário Gama. Professeure. Soutien de Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986.
- Maria do Rosário Grilo. Professeure. Ancienne coordinatrice de l'éducation d'adultes à Condeixa-a-Nova et membre du Centro Social Cultural Recreativo e Desportivo de Belide.
- Grupo Recreativo Vilaverdense. Association sportive et culturelle de Vila Verde (Figueira da Foz).
- António Brandão Guedes. Membre de la BASE-FUT.
- Isabel Lemos. Professeure et syndicaliste. Soutien de Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986.
- Licínio Lima. Professeur au sein de l'université du Minho, à Braga. Responsable pour de nombreux projets d'éducation d'adultes dans le nord du pays.
- Francisco Madeira Luís. animateur au sein de la direction générale d'Action culturelle. Dynamisateur des centres culturels.
- Celeste Isabel Lopes. Animatrice, membre du Graal.
- Graciano Marques. Dirigeant de l'Associação Cristã da Mocidade (Coimbra).
- Teresa Marques. Professeure. Soutien de Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986.
- Herculano Valada Martins. Membre de la coopérative agricole de Torre Bela, à Manique do Intendente (Azambuja).
- Maria Teresa Martins. Animatrice. Membre fondateur de la Comissão Pró-Desporto e Cultura da Póvoa, à Coimbra.
- Mário Martins. Journaliste. animateur au sein de la Cáritas dans le domaine de l'éducation d'adultes.
- Camilo Tavares Mortágua. animateur, membre de la LUAR et de la coopérative agricole de Torre Bela, à Manique do Intendente (Azambuja).
- Clara Moura. Membre du Graal. Soutien de Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986.
- Rui Namorado. Professeur au sein de la faculté d'Économie de Coimbra. Figure du coopérativisme, ancien membre de l'UEDS et membre du Parti socialiste.

- Frederico Oliveira Natividade. Responsable de l'Association d'habitant de la Conchada.
- João Neto. Pasteur protestant, grand animateur du Centro Social de Cova e Gala (Figueira da Foz).
- António Inácio Correia Nogueira. Coordinateur de l'Éducation d'adultes au niveau du district puis de la région de Coimbra.
- Conceição Oliveira. Animatrice au sein de la Cáritas dans le domaine de l'éducation d'adultes.
- Teresa Patrício. Animatrice, membre du Graal.
- César Pegado. Professeur d'éducation physique, responsable des activités sportives au sein de l'INATEL de Coimbra.
- Cândido Pereira. Homme de théâtre et figure de Condeixa-a-Nova.
- Deolindo Pessoa. Médecin et homme de théâtre. Membre du CITEC de Montemor-o-Velho.
- José António Pinheiro. Syndicaliste, membre de la coopérative Schanzlin.
- José Orlando Reis. Membre de la coopérative Trévim et de l'
- Manuel Rocha. Professeur et musicien. Membre de la Brigada Victor Jara.
- Lucília Salgado. Animatrice et professeure au sein de l'École supérieur d'Éducation de Coimbra. Responsable pour la formation d'animation socioculturelle.
- Luís Serrano. Membre du Grupo de Amadores de Teatro de Taveiro (Coimbra). Rédacteur du journal *Talabário*.
- Aires Correia Ventura. Syndicaliste, membre de la coopérative Trévim (Lousã).
- Carlos Viana. Dirigeant du Centro Norton de Matos (Coimbra).
- Jorge Fonseca Vilas. Responsable de l'Association d'habitant de la Relvinha, quartier périphérique de Coimbra.

2. Camilo Tavares Mortágua.

Entretien réalisé le 5 mars 2012, à Lisbonne. 85 minutes.

Quería falar sobre o seu percurso pessoal nesta altura do 25 de Abril e depois.

Estás interessado na questão da animação e educação popular?

Sim é isso mesmo o assunto do meu projecto de trabalho. E acho que nas entrevistas que eu li, nos filmes e no livro de Francis Pisani, tem sempre esta ideia de animação, dinamização. E acho que o seu papel na cooperativa (de Torre Bela) é mesmo interessante.

Neste momento sou presidente das Universidades Rurais Europeias. É uma associação de educação popular. Educação popular não formal. Sabes que a animação é uma coisa um bocado... Os chamados tecnocratas têm muita dificuldade em compreender o que é a animação. E muitos deles, sobretudo aqueles de formação económica, têm sempre a impressão de que a animação é uma desculpa para gastar dinheiro. [...].

Porque mesmo na altura em Portugal e no caso francês também depois de Mai 68 tem este movimento de animação que nasce e que não a nada ver com a animação que existe hoje.

Não. E eu não sei se chegou a nascer de alguma coisa cá. Sou um bocado pessimista acerca disso. Um dos papéis mais difíceis de bem executar na sociedade é o papel do animador. Porque a sociedade é toda contra ele. A sociedade faz tudo... E quando algum animador tem sucesso e consegue êxito no seu trabalho arrisca-se a ser logo convidado para político e pronto. E acabou.

No meu entender é que nesta altura a animação era pensada como uma animação política. Não estou a dizer era um partido político, mas que a ideia geral era uma ideia política. Realizar a democracia...

Era, mas vê bem olha, tu falaste há pouco na LUAR. Eu, na LUAR, naquela época, contra a corrente, achava que a LUAR não tinha nada que pretender o poder. O poder não nos interessava. O que eu defendia para a LUAR era que a LUAR fosse a escola primária da democracia. Ou seja educar as pessoas, era animar as pessoas. Educar as pessoas para viverem em democracia.

Como uma preparação...

Como uma preparação porque entendia, coitado de mim, estava ainda com uma grande ilusão, entendia que os partidos deviam ser as universidades da política. Não sabia eu que os partidos são o enterro da política, não a universidade. É a minha opinião. Eu, ainda hoje, desenvolvo atividades como animador. Ainda hoje em África que é onde eu gosto. Onde eu gosto de ser animador.

Então continua a ter esta ideia de ser animador.

Ser animador e sobretudo animador de gente que já deixou de acreditar em si.

E então como é que é possível definir a animação? Acho que hoje a animação é muito ligada a todas as actividades recreativas.

Tu sabes eu não sou nada científico. Essas definições...

Sim, mas uma definição pessoal.

A minha definição... A animação é fazer os outros felizes, não é mais nada. Se tu fores capaz de dar alegria a alguém, és um bom animador.

Então trata-se de uma definição simples, mas difícil de realizar provavelmente.

Bom, ouve lá, tu vais ter com alguém. E alguém diz "tenho um problema" e tu escutas a pessoa e dizes "pois é, isto está mau, mas não desespere" e viras-lhe as costas e vais te embora. Ou seja, ele tem um problema mas não é o teu problema e portanto tu nem sequer fazes o esforço de te meter no lugar do outro e dizer se fosse comigo o que é que eu faria para resolver, para ter o caso resolvido. E quando eu começo a interessar-me pelo problema dele e a tentar ver se a gente encontra uma solução, eu estou a criar uma cumplicidade. Somos cúmplices. Se ele sentir que eu sou cúmplice dele, a aposta está ganha.

Na literatura desta altura, tem sempre esta ideia de tentar pertencer ao "meio". Partilhar experiências...

Eu, às vezes, costumo por graça dizer, isto há animadores eunucos, que não fecundam nada. São eunucos, não fecundam nada. E há animadores que procuram chegar mais além. Porque há um velho mito na animação: "o animador não deve interferir", "o animador não deve manipular"... E depois, toda esta literatura, toda esta história, se transforma numa espécie de fundamentalismo da não-intervenção.

Do neutralismo.

"Eu sou animador, mas sou eu neutro. Não tomo partido".

Para si, o bom animador não é neutro?

Não é neutro. Nunca pode ser neutro. Se é neutro não se interessa pelos problemas dos outros.

Mas geralmente, ser neutro é entendido como não tomar partido por um partido.

Não. Não tem nada a ver com os partidos. Nada a ver com os partidos. Quando eu digo neutro é neutro socialmente quer dizer se eu sei que aquele homem esta sendo excluído da sociedade por razões económica, por razões culturais, não sei que mais. Se eu sinto que ele é vítima dessa exclusão, eu não posso ser neutro. E não quero saber se ele é azul, vermelho, cor-de-rosa. Isso a mim não me interessa. O que me interessa é que é alguém. E sobretudo quando se chega aos limites. Que é aquilo que eu te disse, quando está a falar com alguém que já não se sente pessoa, já não se sente pessoa. Há pessoas neste mundo que nem sequer concebem, admitem, na sua cabeça que têm direitos e que os outros lhes devem qualquer coisa. Nem sequer, nem sequer, admitem que são vitimas.

Esta dignidade enquanto pessoa. E este processo que se chama animação, tentar tornar as pessoas felizes, pode ter um papel, não sei se a palavra é boa, nesta "recuperação" duma dignidade?

Há muitas palavras, há muitas palavras. Só que as palavras, as palavras são as palavras. Não é? As palavras são as camisas, os casacos que se vestem. É por isso que eu digo, as palavras para serem balas, para terem força, têm de ser palavras sem roupa, despidas, naturais. Tal como vieram ao mundo. As palavras, arranjam-se, inventam-se coisas. O uso das palavras, o uso das palavras é uma atividade

económica.

Os discursos...

Então, é por isso que há muito animador que pensa que quando tem que apoiar, apoiar, incentivar uma comunidade e já não falo de uma pessoa mas de uma comunidade. O animador vai lá diz "bom dia" e se calhar até almoça lá na comunidade e depois diz "já lá fui". "Já lá fui". "É boa gente, já lá fui. Estive lá". "Mas então mas já la dormiu?". "Ainda não". "Já passou lá um serão, umas noites a conversar?". "Ainda não". Portanto, essa é outra história que a animação não tem horário laboral. E há horas melhores que outras para animação. Portanto é uma coisa muito chata, depende da oportunidade.

Não é um trabalho de oficina, tem que se ser disponível.

Ainda há umas semanas atrás, eu estava lá em Cabo Verde e estávamos a discutir numa comunidade, num lugar, num sítio onde vivem quarenta famílias. Estávamos a querer que lhes criassem uma grelha de prioridades sobre os seus problemas. E eles diziam "não, o mais importante é o professor, não ter professor da escola" e outro que dizia "ah o mais importante é a eletricidade, não temos luz". Um outro: "o mais importante é a estrada. Não tem estrada para chegar cá". Era tudo importante, não tinham nada. E há uma velhinha muito velha que está lá metida num canto, encolhida cheia de rugas, que levanta assim e diz: "posso falar". "Pode". "O mais urgente é a casa. Enquanto viver como bicho não podemos pensar como pessoa". E vá lá um economista dizer que não, que o mais importante são as actividades económicas de deem rentabilidade, que criem desenvolvimento, estas coisas todas que a gente sabe. "Não, enquanto a gente viver como bicho não pensa como pessoa".

Como um primeiro passo para ter esta dignidade...

De maneira que a animação, eu acho, que é uma coisa fundamental. Mas é uma coisa fundamental transversal.

Não pode ser só para...

Não só para isto ou só para aquilo. A animação é uma atitude, eu diria que também é, acima de tudo, talvez o maior dos actos de solidariedade. Ser solidário é dar alegria aos outros, é a maior coisa que a gente pode dar. E portanto a animação é isso. Mas, claro que tem os seus perigos. Causa muitas angústias e é perigosa, às vezes. Às vezes é perigosa.

Perigosa porque tem resistência ?

Não, porque tu para dares alegria aos outros, para animar, etc... Tens que combater as injustiças. E se combates as injustiças tu es alguém que não deve... É por isso que eu digo. A liberdade, a alegria, para mim, é tudo a mesma coisa. E a liberdade só é perigosa para quem a defende. Quem não a defender, não enfrenta perigo nenhum. Acomoda-se, está tudo bem. Quem defende a liberdade, é perigoso. É perigoso. E isto tem a ver com tudo. Tem a ver com tudo. Tem a ver até com um certo mito de muitos democratas que é o mito do chamado "respeito pela lei". "Temos que respeitar a lei". "Mas temos que inovar", diz o mesmo. "Temos que inovar, é preciso inovar". Mas é preciso respeitar a lei. Tenho que respeitar o que está escrito, como é que eu inovo?.

É melhorar o que é que está escrito...

Isso é para alterar a lei, inovar... Pois, há muita gente que confunde essas coisas. E vê bem, a pessoa que diz "a inovação", "o respeito pela lei", "andar direitinho" como se costuma dizer, "andar direitinho". "Respeitar a lei". É a mesma pessoa que, no fundo, é incapaz de ultrapassar a rua se está uma luz vermelha mesmo se não existe carros a 20 kms de distância. Estás a perceber?

Uma contradição entre discurso e acção...

O que importa não é a lei. Não é a lei no fundo que importa. Nem para eles! O que importa para eles é que ninguém ouse tocar naquilo que está definido. Porque isso é uma vantagem.

Vantagem económica, política, de poder...

Uma vantagem. Se eu não estou por cima, se eu estou por baixo... O problema é por isso que depois, os argumentos, e aí entramos na questão da animação política. É por isso que quem faz animação, começa a perceber muito cedo os limites da neutralidade.

Acho que isso é mesmo central no papel da animação. O animador é sempre instável. Porque tem que deixar à iniciativa ao grupo, à comunidade, à pessoa, como respeito da liberdade e da democracia...

E então as universidades, nesse discurso, mitificam completamente essa história.

Tem esta promoção da liberdade. E por outro lado, tentar lutar e melhorar uma situação. Eu acho que é um pouco instável. Não pode tomar decisões mesmo que saiba que é aquela a melhor decisão.

Olha, eu vou te dar uma ideia. Neste momento estou a apoiar um projeto em África de organização de aldeias, de aldeias africanas, onde não há nenhuma autoridade, nenhuma organização, nada, só há pessoas. E estamos a discutir como é que havemos de organizar. Só que as pessoas, para já nunca ouviram a palavra organizar, não sabem o que isso é. Então eu posso estar lá a falar em organizar, organizar, organizar... Se eu não demonstrar com alguma coisa de palpável e concreto o que é isso de organizar, eles ficam sem saber. Então vamos organizar. Vamos organizar. Então, "o nosso país está organizado", "o nosso país está organizado". Muito bem. Então, "quem organiza o país?". "O país quem organiza é o governo". "E então quem é que organiza o governo?". Estamos a jogar às criancinhas. "Quem organiza o governo é o Presidente da República". "Então e quem é que organiza aqui a aldeia?". "Tem que ter o Presidente". Muito bem. "Então temos de ter o Presidente da aldeia e tem que ter Primeiro Ministro". "E tem que ter Ministro da Agricultura e tem que ter Ministro da Educação...".

Uma estrutura organizacional.

E depois chega um momento : "Está bem. Tem de ter, tem de ter, tem de ter". "Então e agora onde é que vive o governo". Não tem. Não tem casa, não tem palhota. "Então e agora quem é que vai ensinar agora os Ministros a governar?", "Tem que ter secretário". "Então quem paga ao secretário?". Está tudo parado, tudo parado. "É como o governo, então mas quem paga o governo?", "Paga os EUA, paga a CEE, e paga não sei quem". "Não senhores, quem paga o governo são vocês, são vocês". "Então é vocês que paga o governo!". Então e aqui na aldeia quem é que vai pagar o governo? Quem é que vai

pagar o presidente, quem é que vai pagar o secretário?". "Ah aqui o Estado, o governo tem que apoiar a gente". "Não tem nada. Quem é que vai pagar?". Problema. Ninguém quer pagar o secretário. Ninguém quer pagar o governo da aldeia. Diz: "ele também não faz nada!". Mas ele não sabe o que é governo. "Então, se eu fizer alguma coisa vocês pagam?", "pagam". Se fizer alguma coisa. Então vamos lá saber. Vamos organizar a alfabetização, vamos fazer a alfabetização. "Como é que se faz a alfabetização?", "Chama professor". "Quem paga professor?". "Então aqui na aldeia quantos jovens é que sabem ler, escrever?". Seis, sete, oito. "Quem é que está disposto a ensinar? Quanto é que quer ganhar? Quem é que quer aprender?". Toda a gente quer aprender, pagar não. Dia após outro estamos a discutir, discutir, discutir. E um dia chega-se à conclusão de que não se encontra solução para remunerar a única pessoa, o único jovem capaz de escrever duas linhas e fazer umas contas. E de secretariar e de ensinar. [...]. Mas não havia ninguém para pagar alguma coisa ao secretário portanto o secretário também não podia. Até que alguém disse, "vai fazer uma coisa, nós não temos correio na aldeia". Eu digo "não tem correio?", "Não, não têm". "E então como é que fazem com as famílias, toda a gente tem família na Holanda, aqui e acolá, na Europa... Então como é que faz?". "Ninguém escreve porque a gente não sabe ler e não tem correio". O correio não chega aqui, ao meio do mato. "Está bem então, diz o outro, a gente podia alugar uma caixa postal na capital, as nossas famílias escreviam todas para essa caixa postal e a gente uma vez por semana mandava lá uma pessoa para ir buscar e distribui. E isso vai ser uma coisa do governo. O governo da aldeia é que se vai encarregar disso. E se o governo da aldeia levar os nossos papéis para a capital e trazer os nossos bilhetes de identidade e as nossas coisas não sei quê mais, isso também é outra coisa do governo. Se for assim a gente paga".

Porque é um serviço mesmo concreto...

Mas ninguém falou em organizar. O que se falou foi no correio, o que se falou foi em coisas concretas. Ora bem, mas se o animador não ultrapassa a barreira da proposição, senão propõe nada não saia de lá. Podíamos estar a falar, falamos, falamos, falamos. Mas senão há propostas para discutir... Porque o problema do animador é esse. Não é que o animador vá apresentar decisões. O animador tem que apresentar proposta para discussão.

No meio deste processo de decisão, tem o primeiro passo de debate...

De bom senso. Bom senso.

Uma proposta e depois a decisão.

Pode ter inclusive um tratamento técnico. Se eles vão por um caminho que é obviamente errado, um animador tem a responsabilidade de dizer se quiserem vão, mas atenção porque não sei que...

E o problema agora é da legitimidade...

E depois vão dizer "Ah, mas o animador está a manipular."

É isso, qual é a legitimidade do animador, exterior ao meio?

Ora, e isso é uma questão de bom senso. Mas é por isso que é difícil ser animador.

Este lugar instável...

Até que ponto é que tu és do meio ou não és do meio. E o que é isso do meio? É a mesma discussão

quando nós estamos a lidar com o endógeno e o exógeno. Não é?

São categorias essenciais.

Eu costumo dizer o homem saiu de casa de noite e distraiu-se e caiu a um poço. Caiu a um poço. E quando estava no fundo do poço começou a berrar. É o endógeno. Mas ninguém o ouve e ele fica lá no poço. De manhã, continua a berrar e as pessoas já acordaram, ouvem-no e jogam-lhe uma corda. E é o exógeno. E ele trepa pela corda e salva-se. Ou seja, sem a junção do endógeno com o exógeno não saía de lá.

Tem que ter alguém no poço e alguém no exterior do poço.

A animação também é isso. E estas coisas quando são tratadas com palavras simples e com muita imagética, as pessoas compreendem, as pessoas compreendem. Agora quando a gente chega lá com o *empowerment*...

Ou com já uma ideia de organização a aplicar.

Não dá.

E neste caso que acabou de contar, a ideia no início era fazer uma organização para tratar de assuntos. E no final é o contrario que aconteceu: é uma necessidade que criou a organização sem usar a palavra de organização.

A questão é essa, chave. Enquanto, qualquer ideia não se transforma em necessidade própria, não é possível, não é possível mobilizar para a acção. Tu podes tornar uma pessoa mais contente, mais feliz, etc... E daí não sei, se calhar ele também tem de sentir a necessidade de ser feliz. Simplesmente, eu reconheço que a contradição não tem fim.

Porque tem esta ideia de pertencer à comunidade, deixar a liberdade e saber dizer "isso é mal".

A contradição não tem fim. E eu aceito que não tem fim, pronto! Eu, cada vez, quanto mais trabalho no terreno, e é aí que eu gosto de trabalhar, quanto mais eu trabalho no terreno mais eu me revolto contra o sistema elitista. Criam-se aberrações, "diagnóstico", "diagnóstico", "tem que fazer o diagnóstico"...

Esta cultura da avaliação...

As avaliações, após, antes... Criam-se receitas. E eu digo que cada pessoa é uma pessoa e não há receitas para duas pessoas. Em animação, não há receitas para coletivos, nem para duas pessoas. Nem para um só. Porque cada um é diferente do outro.

O animador fala a uma comunidade mas com homens diferentes.

O animador tem que ser tanta coisa. Tem que ter sobretudo noção que não sabe nada. "Eu não sei nada. Conto histórias mas não sei nada".

Isso tem relação com a maneira de alfabetizar na América Latina e em Portugal depois de 1974.

Com os métodos de Paulo Freire. Que o professor não é professor, é mais animador, educador...

Pois é só que as palavras, mais uma vez, as palavras são etiquetas que recobrem produtos diferentes. Por exemplo, aquele caso da Torre Bela, eu chamo-lhe, sempre chamei, "um caso de sociologia rural aplicada". Muito pouca gente ainda neste país entendeu o valor da experiência. E se calhar ainda bem.

Aquilo também não é repetível. Não se pode repetir.

Então não pode ser um exemplo, um modelo? Porque não tem duplicação possível.

É. Contar histórias é a maneira mais agradável de fazer animação. Ainda ontem estava a contar uma história a propósito da crise, o que é a crise. "Pois sabe há um senhor que vai a um mercado da rua a um cigano e compra dois pares de calças. E paga cinco euros pelos dois pares de calças. E depois foi para o mercado de Carcavelos e vendeu os dois pares de calças por dez euros. Mas depois a pessoa que comprou as calças em Carcavelos era lá de cima da Guarda, não sei da onde, e chegou ao mercado da Guarda e vendeu as calças por vinte euros. E as calças andaram de mão em mão de vendedor até que chegaram a cinquenta euros numa loja. E o homem comprou as calças na loja por cinquenta euros e no dia seguinte foi à loja chamar ladrão ao homem que lhe tinha vendido as calças. "Dê-me o meu dinheiro seu ladrão". "Mas o que é que foi, diga lá?", "Então as calças só têm uma perna". "Só têm uma perna?! Oh homem tenha calma. Desculpe lá eu pensei que você sabia. Não foi para enganá-lo. Pensei que você sabia". "Eu sabia o quê?", "É que essas calças não são de vestir. Essas calças não são de vestir. São de comprar e vender".

Só tem um uso comercial.

E o pessoal diz "Então o que é que isso tem a ver com a crise?" É porque essas coisas que andam aí nos bancos também só servem para comprar e vender. Não servem para mais nada. Essas ações, essas obrigações, essas coisas todas. É só para comprar e vender. Por isso é que ganham. A imaginação por vezes arranja cenários que são muito mais eficazes que grandes discursos, que grandes manuais. Também isso é uma outra história, eu sou contra os manuais. Qualquer manual. O pior dos manuais, não sei se o pior ou o melhor, se calhar é capaz de ser o melhor. O melhor dos manuais é a Bíblia.

Um manual prático para vida...

Quando alguém diz "eu tenho um manual", "eu fiz um manual", eu digo isto: "ditadores há muitos".

Estávamos a falar da Torre Bela como um caso de sociologia aplicada e de uma tentativa de fazer uma democracia interna.

É preciso ver que a Torre Bela é um processo ultra-rápido. Ultra-rápido. No início, costuma-se dizer que no início era o verbo. Mas ali não. No início era o álcool. E passados uns meses aquilo, já não era o álcool. Ainda era um bocado mas já era muito menos. Muita gente diz assim, vê-se ali um sem-abrigo, um miserável, que não sabe escrever que, como agora se diz, não tem autoestima, não tem nada... Alguém que já não conta. "Com essa gente não se pode fazer nada". É a expressão. Com aquela gente da Torre Bela também não se podia fazer nada.

Então a ideia era mostrar que...

A minha ideia era mostrar que é sempre possível, é sempre possível contribuir para a melhoria da condição humana.

Antes de chegar à Torre Bela, a ocupação começa no mês de Abril de 1975, já tinha ligações com as pessoas lá da herdade ?

Não. O líder natural daquele processo, aquele que dirigiu a ocupação. Era um jovem bon-vivant.

O Senhor Wilson Faustino Filipe.

Já tinha assaltado por aí um banco. Pronto esse homem, com o 25 de Abril percebeu, porque era inteligente, era tudo isso que a gente sabe, mas era inteligente. E percebeu que tinha ali uma oportunidade de refazer a sua imagem, de branquear o seu passado e portanto voluntarista, foi para a frente com o processo mas chegou um momento em que se viu numa situação em que já não se sabia para que lado é que as águas corriam e sentiu-se incapaz. E sentiu-se incapaz e foi ter com a LUAR. Aconteceu que nesse dia eu estava de plantão e o rapaz disse-me "Tens de vir ajudar-me". Porque nessa altura a LUAR era imaginada com uma força que não tinha.

É o caso de muitos grupos de extrema-esquerda que tinham uma grande visibilidade nos cartazes...

E portanto as pessoas quando queriam ocupar qualquer coisa, achavam que se pusessem lá a bandeira da LUAR, ninguém os atacava. A sua defesa era por lá a bandeira. E vieram ter comigo para que a LUAR apoiasse a ocupação. Não era para mais nada. Que a LUAR emprestasse a bandeira e apoiasse. Ora bem, e eu nessa altura era responsável pelos núcleos rurais da LUAR, aí pelo país. Pronto e andava aí a pregar o associativismo, ia fazer animação. Quando ele aparece a pedir ajuda, eu disse "Bom, eu tenho que lá ir ver. Eu tenho que lá ir ver". Porque havia um problema. E agora já entramos na ordem política. Havia um problema que era o Partido Comunista, com os Sindicatos dos Trabalhadores Agrícolas, não era favorável às ocupações. O que ele queria era que os patrões contratassem os trabalhadores. Mas não era partidário disso. E portanto, cada vez que havia uma ocupação e aparecia o nome da LUAR isso era uma ofensa para o Partido Comunista, porque isso era "esquerdismo", "aventureirismo".

O Partido Comunista em 1974 ou 1975 está a reeditar o livro de Lenine *O esquerdismo*.

Eu pressenti que o partido ia tentar tomar conta do processo e travar aquela coisa e disse "Não, eu vou lá". "Eu vou lá ver". E quando eu vi o universo que lá estava, e as condições e disse "se não há aqui uma animação manipuladora desta coisa e capaz de organizar isto, isto não vai".

Então era mais porque não podia funcionar sozinho que precisava de ter alguém.

Não podia. Não podia porque eles não chegariam nunca... Porque há uma coisa que é assim. Só pode haver desenvolvimento, atenção, isto tem que ver com animação. Para mim, desenvolvimento só pode haver na cabeça das pessoas. O resto não é desenvolvimento. E portanto, só pode haver desenvolvimento, digamos comunitário e em comunidade, quando se consegue que um certo número de cabeças sejam capazes de definir objetivos comuns. Se há uma comunidade, em que nem dois se conseguem entender e é preciso que haja um núcleo que se entenda. E aquilo não tinha a menor hipótese porque, os homens e as pessoas que estavam ali, como eu digo, trabalhavam a álcool. Saíam de casa para o trabalho traziam um garrafão de cinco litros e alguns deles a entrar no portão da propriedade caíam bêbedos. Ficavam a dormir no portão e lá para as quatro ou cinco da tarde acordavam e partiam convencidos que tinham ido trabalhar. E depois quer dizer, como é que se organiza, como é que se passa desse estado ao estado de "a trabalho igual, salario igual". E como é que

se passa a um sistema de assembleias plenárias com cada um a falar só quando é sua vez.

A Torre Bela tem esta singularidade porque não tem o Partido Comunista atrás, mas também uma singularidade por causa da sua ambição geral. Nos estatutos tem a ambição de "Criar um homem novo", fazer "Conscientização", de "Promover uma transformação cultural". A ambição não era só fazer uma cooperativa. Num livro de Alberto Melo e Ana Benavente sobre a educação popular em Portugal, estes dois eram elementos da Direcção-Geral da Educação Permanente, e tem um parágrafo sobre a Torre Bela. E no caso da Torre Bela, os autores estão a dizer que tinha uma secção socio-cultural, mas é a cooperativa em geral que era uma experiência de educação popular.

Esse é que era um instrumento.

É a cooperativa, como gestão democrática, em si que era uma experiência de educação popular. Não era só depois do trabalho, fazer aulas de alfabetização.

Não. É por isso que eu chamava sociologia rural aplicada. Quer dizer é preciso fazer gestão, então, se é preciso fazer gestão, vamos praticar gestão. Por exemplo, o Partido naquela altura dizia "É preciso pagar aos trabalhadores da cooperativa". Então ao fim do mês, os homens da cooperativa apresentavam uma lista e iam receber dinheiro dos salários dos cooperativistas. Isto foi assim mesmo, eu disse "Não senhor", o cooperativista não tem salário, acabou. Ou então não é cooperativista".

Então era uma voz do exterior...

Claro. Mas havia que inventar um sistema. Então "Oh Herculano, anda cá". Ele era o contabilista. É assim: "Cada dia de trabalho não tem valor. É um dia de trabalho. E o valor do dia do trabalho é definido pelo resultado do fim do mês. Portanto na tua conta de cooperativista são te creditados dias de trabalho, que depois têm um valor. Passas a tomar o teu pequeno-almoço aqui, e isso é debitado da tua conta. Passas a almoçar aqui e podes jantar se quiseres, e isso é debitado na tua conta. Mas a tua mulher pode vir cá buscar o açúcar, o arroz, o sabão à cantina, e isso é debitado na tua conta. Se ao fim do mês tu tiveres levantado mais do que tens direito, vais ter que trabalhar mais. E se o resultado ao fim de três ou quatro meses é que aquilo que a gente vendeu e aquilo que a gente produziu não chega, vamos ter que dividir as dívidas por nos todos".

E era muito difícil não ter dívidas nesta altura com uma produção agrícola, com grandes dificuldades...

Sobretudo porque nos impediam de comercializar as coisas. Agora, as pessoas foram aprendendo a gerir, gerindo. A questão do "Trabalho igual, salário igual", demorou ano e meio. De discussões... E os grandes obstáculos eram as mulheres.

Que achavam normal ter salários diferentes?

Chega-se a uma altura, chega-se a um dia em que não sei porquê, não sei por que casualidade, vai uma delegação da Torre Bela, mulheres da Torre Bela, a uma festa na Cooperativa Primeiro de Maio, no Couço. Com festa, baila-se, canta-se. E já no fim da festa, há discursos e as mulheres da Torre Bela vão contar a sua experiência. E, portanto, vão lá dizer que elas ganhavam o mesmo que os homens,

etc. Mal elas tinham acabado, o pessoal do Partido e da cooperativa lá do Primeiro de Maio...

A cooperativa Primeiro de Maio tinha uma ligação com o PCP ?

Era do PCP. Era do PCP. As mulheres da Torre Bela tiveram que fugir através dos campos porque o Partido [achava] que elas estavam a ser provocadoras e vinham destabilizar.

Todas estas novas ideias precisavam de tempo...

E as pessoas, porque aí é que está a história, as pessoas que estiveram na Torre Bela e que passaram por este processo, e que depois cada uma foi à sua vida, são elas que dizem que antes da Torre Bela eram uma pessoa e que depois da Torre Bela eram uma outra. Havia um antes e um depois da Torre Bela.

Então o que é que ficou da Torre Bela são estas pessoas? Porque chegou uma altura onde não era possível continuar.

Ou seja, a partir de um certo momento, a partir do 11 de Março [25 de Novembro] a Torre Bela, como ilha, não podia vingar.

Tem uma serie de leis contra a Reforma Agraria, como a lei Barreto.

Da mesma maneira que os kibutztes não puderam vingar. Os kibutztes comunitários e de esquerda não puderam vingar em Israel.

Acho que isso pôs em questão a pratica política da LUAR. Porque a LUAR estava a apoiar várias experiências que eram tantas ilhas. Em 1976, tem algumas pessoas que estão a sair da LUAR criticando esta linha. A questão do poder está aqui...

É evidente. São coisas simples, são coisas conhecidas. Como nós dizemos, às vezes, são lapalissadas. É verdade, é verdade que são coisas simples. Nem por serem simples, deixam de ser verdade. Verdades, pronto também as verdades são sempre relativas. Mas não deixam de ser coisas com resultados palpáveis. Na política, a LUAR também é uma outra coisa que nunca foi compreendida. É um mistério.

Porque é um movimento político que recusa os votos. É singular.

Também é um fenómeno pouco compreendido. Primeiro, porque nunca foi, ao contrário daquilo que as pessoas gostariam que fosse, nunca foi uma organização organizada. Nunca foi orgânica. Era um estado de espirito, uma serie de gente que vivia num estado de espirito semelhante. Mas que depois não tinha hierarquia. Havia amizades, redes de amizades. Acho que era isso.

A palavra "rede" é mesmo importante.

Eu acho que era isso. A LUAR era uma espécie de Facebook daquela altura. Pouca gente percebe isso. E não percebem, por exemplo, que esta característica, é que tornava a LUAR muito incómoda para a própria polícia. Porque a polícia não tinha tipologia para se agarrar.

E isso vinha do tempo da clandestinidade ?

Vindo mesmo do tempo da clandestinidade.

Uma organização clandestina não vai publicar os seus estatutos...

Eu estou aqui a falar disto tudo porque estou neste momento a ver se acabo um livro, em que eu estou

a tratar deste período.

O segundo volume da sua autobiografia.

Está quase. Estou a sair de Paris, estou a sair de Paris.

Vai começar a Revolução dos Cravos.

Mas é mesmo na clandestinidade, enquanto a polícia tinha características de identificação de um militante comunista e sabia como é que ele se comportava. A LUAR era uma coisa fugidia, era uma coisa difusa, tanto podia ser assim como não. E claro que uma coisa daquelas nunca podia ser poder. É claro. Há hoje, depois, às vezes, diz-se "Isto era anarquista". Eu sei lá o que era, quero lá saber o que era. Era aquilo.

Os próprios membros depois da LUAR tiveram trajetórias muito diferentes. Não tem unidade depois da LUAR.

Agora há uma coisa curiosa, é que muito poucos dos homens e das mulheres que andaram na LUAR, é que absorveram o carisma, porque há outros que não. Há outros que andaram na LUAR por outras razões. Mas aqueles que absorveram o carisma são gente que, todos eles, governam a sua vida sem política sem nada. São capazes de viver sem, sem "viver de"...

Estão a fazer coisas de cariz político mas sem...

Fazem coisas políticas porque se sentem na obrigação de. Não porque sentem a oportunidade de. Mas tudo tem a ver e é muito difícil distinguir um bom animador de um político honesto. Um bom político é um bom animador se é honesto. Se é honesto, se é coerente. E um bom animador, coerente, é um bom político. Só que aí eu tenho muito medo. Tenho muito medo porque um bom animador quando adopta a profissão de político...

E agora está a continuar a animação numa associação.

Franco-atirador. O meu chapéu lá com as Universidades Rurais Europeias é um chapéu de voluntariado. Depois, sou consultor, digamos assim. Sou animador de duas associações de desenvolvimento rural. Uma aqui na região de Castelo Branco, outra ali da Sertã que faz uma revista, edita uma revista. Depois sou animador, animador-consultor, provocador... Tudo menos formador.

"Provocador" também é uma palavra interessante.

É. A ironia e a provocação são elementos muito importantes na animação. Mas faço isso para o FIDA, para o Fundo Internacional de Desenvolvimento Agrícola das Nações Unidas, que, às vezes, me chamam, sempre que há programas de desenvolvimento rural, me chamam sobretudo quando se trata da formação de pessoal local. E assim vou até Cabo Verde, vou até à Guiné, às vezes vou até Moçambique... Ajudo no que posso. Nos Açores, etc... E com a minha idade não consigo parar muito em casa. Que é uma das coisas que me está a afligir, sobretudo porque queria eu acabar os livros. Eu sinto que tenho coisas para dizer, queria acabar os livros. Mas não sou capaz de dizer "não" às coisas que entretanto faço.

E acha que isso é comum de passar da militância política à associação, continuando com a mesma ideia...

A mim, nunca me faltaram causas. Nunca. "Agora já não há causas"... A mim nunca me faltaram causas. E eu, pelo menos, estou convencido de que as causas pelas quais eu lutei antes do 25 de Abril são as mesmas causas pelas quais eu me bato hoje. Quer dizer, podem parecer que não, mas são.

Tem uma continuidade das causas. Mas hoje é numa estrutura diferente, não é o movimento político mas a associação.

Eu reconheço uma coisa. É mais uma contradição, não nego. Eu reconheço que a pessoa sozinha tem muito mais dificuldade em transformar o mundo. Mas, também estou convencido de que quem aceita pensar pela cabeça dos outros dificilmente contribuirá para mudar o mundo. De maneira que isso é uma contradição. É por isso que eu digo assim: não sou homem de partido. E não sou homem de partido porque gosto de pensar pela minha cabeça. E isso não quer dizer que pense melhor que outros. Não tenho essa pretensão. Agora, tenho a pretensão é de, é aquela historia que eu às vezes utilizo lá na literatura que é eu gosto sempre de estar sempre em consonância com o meu Comité de autoanálise comportamental. Desde que isso esteja em correspondência uma com a outra, está tudo bem.

Ter uma coerência. Eu tenho esta hipótese de trabalho: esta militância política migrou no anos 1978, 1979, 1980 para as associações e focou-se nos assuntos da cultura, da formação, ou do cooperativismo rural. Focou-se mais no associativismo porque a altura era diferente.

É evidente. É evidente.

E a nível nacional, tem muitas associações que são criadas não logo em 1974 mas depois, em 1977, 1978...

O refúgio natural daqueles que deixam de ser militantes ativos politicamente, é o associativismo. Digamos que é aquilo que se chama a luta pela cidadania, etc. São as lutas que são de âmbito cultural e moral. Mas mais cultural que moral. Mas por exemplo, eu tenho duas filhas, e estou, como se diz em linguagem rural, estou borrado de medo daquilo que lhes vai acontecer. Eu não sou contra os partidos. Digamos, eu sou contra os partidos como escolas de carreirismo político.

A profissionalização do político...

E neste momento, elas as duas estão militando no Bloco de Esquerda as duas e eu estou a chamar a atenção no sentido de dizer "Cuidado. Cuidado. Não se deixem... Mantenham-se abertas". Os aparelhos são uma coisa... A LUAR era o que era porque não havia aparelhos. Porque senão o aparelho defendia a instituição.

3. Celeste Isabel Lopes.

Entretien réalisé le 21 mars 2012, à Golegã. 155 minutes.

O Graal existe em Portugal há 53 anos, nasceu na Holanda em 1921. E como penso que já percebeu, é um movimento cristão. E uma das ideias básicas tem a ver com o contributo das mulheres na sociedade e na Igreja também. E portanto, o trabalho na sociedade, com aspas ou sem aspas, foi sempre importante e por isso em 1968 nós introduzimos, aqui em Portugal, alfabetização segundo a metodologia de Paulo Freire, que é o nome incontornável destas matérias. O Paulo Freire conheceu o Graal nos Estados-Unidos, foi exilado no Brasil. E, portanto, desde esta altura até agora e até sempre, a forma de trabalhar é a metodologia dele, mesmo conhecendo, pronto, em determinada altura as críticas que foram feitas, nomeadamente na América Latina, mas é um tipo de metodologia que nós adotámos sempre. Em 1968, fizeram-se campanhas de alfabetização. E é bom ter consciência que antes do 25 de Abril, a percentagem de analfabetismo, analfabetismo literal no país era imensíssima, muito, muito grande. E portanto, trabalhou-se muito nessa altura, começou-se no Alentejo e também na zona de Coimbra. Agora, sempre que nós trabalhávamos, a maior parte das pessoas que compunham a Graal saíram do meio universitário porque as pessoas que começaram o Graal vinham daí, portanto é normal. Alargaram a partir daí. Mas sempre que se trabalhou com populações rurais, era a população no seu conjunto, homens e mulheres, era o conjunto. Ora, acontece que em 1974 no dia 25 de Abril há um golpe militar, uma reivindicação dos militares face às questões da guerra que rapidamente se transformou numa Revolução. E portanto mudou tudo. O que é que acontece? Este país, apesar de ser um país muito pequenino, tem fundamentalmente duas realidades muito distintas: o Norte e o Sul. Ora, o Sul que é o sistema da grande propriedade que começa aqui. Muito, deve-se dizer, muito por ação do Partido Comunista, as pessoas estavam muito mais conscientes de um conjunto de coisas. E até é mais fácil identificar alguns problemas na grande propriedade. Na pequena propriedade, não. Portanto, abaixo do Tejo, o 25 de Abril é percebido mas, em cima do Tejo é mais difícil. Tanto que os militares nessa altura resolveram fazer as Campanhas de Dinamização Cultural que era para explicar isso. Eu assisti a algumas dessas campanhas, não aqui em Portugal, mas em França, em Macôn, onde eu estava nessa altura. E foram muito mal feitas porque, eu acho, eles não tinham a linguagem para descodificar isto. Não foi fácil. O que é que aconteceu? Eles foram por aí, mas nós percebemos que era muito importante que as pessoas percebessem, exatamente, o que é que se passava. Porque pode parecer esquisito, mas muitas pessoas do Norte, quando eu digo as pessoas, tem a ver mais com populações das aldeias, tinham medo. Não conseguiam perceber o que é que era. Porque a quantidade de presos políticos que havia, essa coisa toda, era desconhecida de muita gente.

A realidade mesmo...

Era desconhecida, sim. E nessa altura então em 1974, a seguir ao 25 de Abril, no Graal constituíram-se umas chamadas equipas móveis e que estiveram no Norte, a partir da zona de Coimbra para cima.

Qual era o objetivo dessas equipas? Que reuniam populações no contexto eclesial, era através do padre que se chegava às pessoas. Era fazer a ligação entre a vida das pessoas e como é que podiam participar naquele processo todo. É muito interessante, acho que nunca vai acontecer na sua vida, esta experiência completamente única de passar de um sistema político a um outro, de uma ditadura para uma democracia. É uma experiência absolutamente única.

Esta ideia de que tudo era possível nestes dois anos 1974-1976. Havia uma abertura...

Portugal é o último país a ter colónias. E era um país, uma coisa assim pequenina, completamente fechado entre si. Às vezes, nós, mesmo da minha geração, pensamos como é que é possível a nossa vida ainda ter passado de coisas tão completamente díspares. Ainda outro dia, numa reunião a propósito doutra coisa, estávamos a conversar que, eu era professora, os ordenados eram pagos em dinheiro cash, não havia contas bancárias. Havia poucos bancos, agora tudo é bancos. Havia poucos bancos, e é uma coisa tão tão outra. Não é só a história das pessoas, não poderem falar, mas também outras coisas. Tudo... Não tinha nada a ver. Depois, chegámos ao ponto em que estamos, mas isso é uma outra questão. Era tudo fechado. O que é que acontece? Há o 25 de Abril e as pessoas vão à televisão e começam a falar uma linguagem que a maior parte das pessoas não entende. Não sei, para aí 70%, isso se calhar já é muito, das pessoas nunca tinham ouvido a palavra « fascismo », nunca na vida, nem sabiam o que é que queria dizer semelhante palavra. E quem diz essa palavra, diz muitas palavras. Portanto, o que é que era preciso, fazer uma descodificação das coisas que estavam a acontecer. E retirar o medo às pessoas e fazer perceber como é que é, como é que é se participava... Elas fizeram isso, eu não estive nestas equipas. Não estava cá nessa altura.

Mas já fazia parte do Graal?

Oh, sim desde os 19-20 anos... Já lá vão muitos anos. Eu conheci o Graal em Coimbra quando estava na faculdade. E já tinha feito muitas coisas, campanhas de alfabetização, etc... Mas o que acontece é que, tínhamos combinado no conjunto que... coincidiu com o ano 1974, porque eu não sabia que ia haver uma Revolução! Foi difícil prever. Ia para a França nesse ano. E de repente vem o 25 de Abril. Mas eu fui. O princípio foi muito difícil porque eu quando cheguei a Macôn, houve uma greve dos PTTs, e portanto eu tive um mês sem ter notícias de Portugal. Que era uma coisa completamente impossível. Eu estava para ir em Junho, e depois fui em Outubro porque o Paulo Freire veio a Portugal. Nos já o-tínhamos convidado para vir. Estava tudo marcado para ele vir, já nem me lembro quando, uns anos antes. E praticamente dois dias antes, tínhamos convidado outras pessoas, dois dias antes de ele vir, a polícia proibiu. A polícia política. Porque o Paulo Freire vivia em Genève, e trabalhava no Conselho Mundial das Igrejas. O Conselho Mundial das Igrejas reconheceu os partidos de libertação africanos. E portanto, disseram ele é inimigo de Portugal. Então, não o deixaram vir. Passei uma noite a fazer telefonemas a cancelar aquilo. E portanto, ele veio em Outubro de 1974.

Acho que ele é convidado pela Comissão Interministerial da Animação Sociocultural...

Então, fui para lá nessa altura. Portanto, o que é que aconteceu nestes vários sítios onde elas estiveram com as pessoas? Era a população no seu conjunto, até porque nessa altura, toda a gente participava em

tudo. Era tocar o sino e vem toda gente. Toda gente queria participar. É o contrario de agora que ninguém se interessa por nada.

É uma grande particularidade da Revolução Portuguesa, mesmo tendo um partido, tinha muitos revolucionários « não-profissionais » a participar. Tem este facto que muitas pessoas se organizaram para fazer uma estrada, para fazer uma escola...

Em termos de partido é preciso perceber que existia, desde de 1921, o Partido Comunista que estava organizado, mas clandestino. Depois existia o Partido Socialista, também, e depois não existia nada. Este partido que está agora no governo, o PSD, formou-se a correr naquela altura para ver se conseguia fazer uma muralha contra o PCP, que era a única coisa organizada. E o PCP era completamente estalinista, isso é outra conversa. Portanto, elas reuniram as populações. E o que é que se constatou nesses encontros? Como sabemos a maioria da população aqui, e em qualquer sítio, é feminina. Mas as mulheres nunca abriam a boca. Eles é que falavam, sempre. E o nosso entendimento foi que, para participar nisto, participar na Revolução, era assim que se dizia naquela altura, é preciso que elas participem também. E que percebam o que é que se passa. E, às vezes, no fim das reuniões, algumas destas mulheres diziam a estas equipas do Graal, que gostavam ter reuniões só elas, para elas poderem falar. Isto foi o que antecedeu o início deste projeto. Foi por esta razão. Foi a primeira vez que, em termos de população rurais, o público-alvo foi só mulheres.

Era mesmo uma necessidade delas.

Era e portanto, é isto que nós costumamos fazer e é isto que é, também, a metodologia de Paulo Freire. Que é identificar, primeiro os públicos-alvo e depois onde estão as necessidades. Isto foi a primeira. Porque enquanto programas do Graal, quase todos eram direcionados para raparigas e mulheres. Mas em termos destes programas nas aldeias não eram, eram indiferenciados. Este foi o primeiro que houve assim.

Então este projeto de animação sociocultural...

"Sociocultural com mulheres de meio rural", é assim que ele se chama.

Era no distrito de Coimbra ?

Foi no distrito de Coimbra, e depois no Porto também. Em várias aldeias no Porto. E houve contactos entre um e o outro. Eu, estive no de Coimbra, do princípio ao fim, e também com encontros com os do Porto. E até para nós, é difícil... porque nós estamos neste momento a organizar e a reestruturar tudo isto. Porque não tinha tempo quando estava na Escola de fazer nada destas coisas. E portanto foi só quando saí, que comecei, também, a pegar nisto. Portanto, estamos a fazer os arquivos como deve de ser. Estamos nessa fase. E eu acho que é um bocadinho inimaginável o que era este país e o estado de todos nós há trinta e tal anos atrás. E quando, às vezes, eu olho para coisas como já eu já lhe vou mostrar, são coisas completamente naive. Hoje seria impensável! Era tudo... Tudo era simples! Hoje tudo é complexo, tudo é confuso, mas naquela altura tudo era simples, tudo era branco e preto. Qualquer coisa era uma novidade, qualquer coisa era uma surpresa, tudo! Repare que é, dá vontade de rir, mas é assim, as telenovelas eram proibidas em Portugal e a primeira telenovela que houve foi,

eram brasileiras, claro, por causa de ser a mesma língua, e a primeira telenovela que houve foi uma produção de um livro de um grande escritor brasileiro Jorge Amado, que é um romance chamado *Gabriela, Cravo e Canela*. Para além de ser um livro fantástico do autor, e os brasileiros tem uma fantástica escola de representação. E o que é que aconteceu, aquilo estava feito de tal maneira que chegou a acontecer isto: sessões da Assembleia da República a serem interrompidas porque os deputados queriam ver a telenovela, as urgências do hospital durante as transmissões da telenovela tinham menos gente, inclusivamente os parques, por exemplo. Foi um fenómeno nacional. E essa telenovela como todas as coisas do Jorge Amado era a desconstrução de uma sociedade de ricos e de pobres. Eram ricos mas também era a questão do poder e do obscurantismo, eram os coronéis que, de facto, é uma linguagem brasileira. E os outros. Mas aquilo era feito de tal maneira que houve pessoas, numa das aldeias, lembro-me de uma vez dum encontro lá, em que as mulheres disseram que só conseguiram perceber o 25 de Abril através da telenovela. Era este tipo de coisa, de pedagogia que faltou aos militares, naquelas campanhas, era isso. Porque era isso que no Sul já se percebia.

Com os latifundiários, era mais fácil identificar.

No sistema da pequena propriedade, é mais difícil. E então, esta telenovela teve um peso imenso. É nesse contexto que se situa o início deste projecto. Então como elas disseram isso: « Façam reuniões só para nós », e como nós achávamos que isso era importante, nós começamos desta maneira. Eu não tenho aqui nenhuma porque não estão cá, estão no Porto senão havia de fazer ouvir. Nós reunimos e gravámos um folhetim radiofónico. Havia uma amiga nossa que era professora e que escrevia livros. E pedimos-lhe para ela escrever os textos e portanto nós reunimos e gravámos, assim completamente artesanal, havia um gravador, um pouquinho maior que este. Havia uma pessoa que estava ligada ao teatro, para ter alguma qualidade. E estes textos eram a coisa mais naive do mundo. Era um quarto-de-hora, havia um tema, aquilo era passado, os personagens eram sempre os mesmos. E depois tinha esta metodologia, aquilo era o desafio, portanto passou-se aquilo e a partir daquilo nós discutimos o que lá está e depois vemos o que é que aquilo tem a ver connosco, o que é que se passa aqui. Esta é também a época em que todos nos achávamos que a China era a máximo. E a Revolução Cultural Chinesa era o máximo. Tudo era o máximo na China! Quando eu soube mais tarde o que é que foi a Revolução Cultural tive um choque profundo porque acreditávamos naquilo. Há vários exemplos da China naqueles folhetins, por causa do livro da Metade do Céu, que Mao Zedong dizia que as mulheres eram metade do céu. Pronto, que era toda essa coisa de participação, do colectivo.

É a ideia dum Partido com uma estrutura completamente diferente.

E depois havia também muito esta ideia, por exemplo, numa fábrica o operário não deve só saber meter o parafuso. Mas estar a ver todo o processo. É esta a grande ideia do Paulo Freire, a pessoa ser sujeito da sua vida. Ser sujeito e não objecto. Eu tinha lido também no ano anterior um livro que me tinha muito inspirado do Alain Peyrefitte, o francês que teve na China, cônsul ou embaixador, não sei, *Quand la China s'éveillera... le monde tremblera*. E eu acreditava, e acreditávamos todos que ia ser assim.

Hoje acontece mas por outras razões...

Nessa altura passou por Coimbra já não me lembrou quem, uma francesa que vinha de não sei da onde, e me deixou um livro que era a dizer que aquilo tudo era falso e que não era assim. E eu achei que aquilo era reacionarismo, nem quis ler o livro. Porque achei que era reacionário. Portanto, mais tarde percebeu-se. Era a época também das ilusões sobre um determinado tipo de coisa.

O Graal tem essa influencia católica e tinha também uma influencia digamos « socialista »?

De certa forma, é tudo a ideia de uma sociedade ideal em que toda a gente participe, em que toda a gente é sujeito da sua vida. Em relação das mulheres, era que elas tomassem a palavra. Porque um dos problemas das mulheres nas aldeias, naquela época, agora se calhar é igual não sei. Uma das coisas que nós ouvíamos muitas vezes era isto: « eu não sei falar ». A comunicação faz-se, fundamentalmente, através da palavra. E portanto a palavra é uma coisa chave. E portanto o que é que a gente queria fazer, fazer emergir essa palavra e que elas conseguissem fazer isso. Portanto, durante o Verão de 1975, em várias aldeias em Coimbra, fizemos isso.

Então no início era fazer ouvir estas peças de teatro.

Sim, essa foi a primeira coisa. Eram escritas e depois eram gravadas. Quando acabou o Verão 1975, aconteceu que em varias aldeias havia grupos que tinham acompanhado este processo todo. E portanto, elas perguntaram: « acabou ou como é que, continuamos? ». E então ai há uma outra fase em que se passa disso para ver em cada aldeia quais são os chamados temas-geradores, os núcleos temáticos, o que é que elas se interessam. E constitui-se o grupo a partir daí. Quer nessas aldeias onde tinha havido o folhetim, quer depois noutras. E a uma pergunta anterior a esta que é como é que os grupos se constituem, como é que isto se faz. Isto fazia-se e ainda hoje será a mesma coisa obviamente. Primeiro, é preciso conhecer sociologicamente como funciona o país. E portanto, naquela época, quais são as portas de entrada? Duas apenas. Sem as quais não é possível entrar lá. Ou é através do padre, caso ele exista, ou através, por exemplo, da professora da escola. Porque existia uma escola primária, chamada na altura, agora a maior parte já desapareceram, estão agrupadas. Ou então pode ser, também, através da Junta de Freguesia, se existir. E o que é que nós dizemos, dizemos que nós somos fulanas tal e que gostaríamos de fazer isto mas eles têm que saber. Por exemplo, da nossa experiência e eu refiro sempre nessa época, se o padre não tiver conhecimento, pode travar o processo todo. Porque a influencia sociológica da Igreja, é maior do que a prática cristã. O que acontece é o seguinte, aquilo que se chamam os cristãos é um grupo pequeno, mas a influência sociológica é maior do que isso, ultrapassa aquele grupo restrito. Então, ele tem que saber isso. E aliás, nalgum sítio houve problemas por causa disso. Porque do ponto ideológico não estávamos muito sintonizados, muitas vezes. Mas isso também é outro assunto, e é um assunto triste! E portanto, muitas vezes acontecia isto, por exemplo, costumava ir, ou eu ou uma outra pessoa, e para além disto onde é que estão as mulheres normalmente? Nos lavadores, por exemplo. Presumo que já desapareceram todos porque agora as pessoas têm maquina. E lembro, concretamente, ter acontecido por exemplo isto: começamos a falar, e pergunto se gostavam, se eram interessadas que nos reunimos enquanto mulheres. O espanto era

imenso porque nunca as mulheres se reuniram enquanto mulheres. Podem reunir-se enquanto mães, um grupo de mães pode ser, pode ir ao Centro de Saúde, ou pode ir às escola... Mas é sempre em função dum papel. Não enquanto ser mulher, isso era esquisito. Então um dia, era devolvido esta ideia, « Ah, é para falar do aborto? ». « Do aborto? », « Então, se é com mulheres, do que é que as mulheres falam senão do aborto? ». Até porque o aborto era uma grande questão e é ainda. Este primeiro espanto de reunir as mulheres enquanto mulheres foi a primeira grande revolução. Do ponto de vista conceptual. E portanto fomos ver em cada sítio como é que era. Umas gostavam por exemplo de coisas ligadas à educação das crianças, outras gostavam de coisas ligadas ao domínio da saúde, da alimentação e outras coisas assim, só houve uma aldeia apenas, gostavam de coisas ligadas por exemplo às questões da fé, da Igreja, outras achavam que devia ser coisas de alfabetização, etc... E portanto, a pouco e pouco, nós vamos construindo uma coisa com uma estrutura mais formal, formal entre aspas, mas mais estruturada que nós chamamos as unidades de aprendizagem. No fundo é isso, é uma educação de adultos. Do ponto de vista da escolaridade, as mulheres as mais novas tinham aquilo que se chamava a quarta-classe. Aliás não sei se sabe, que no meu tempo a escolaridade obrigatória para as mulheres era três anos e para os homens quatro. Depois mudou. Portanto as mulheres mais novas tinham quatro anos de escolaridade, algumas tinham três, outras tinham dois, outras não tinham nenhum. Do ponto de vista metodológico, foi sempre assim que a gente funcionou que é: primeira vez, quais são os interesses, depois havia que se arranjar materiais, a partir dos quais nós podemos discutir as coisas, apresentá-las. E depois ver como é que se transforma em acto. O que é que se pode fazer com aquilo. Portanto, foi à volta disso que nós andámos estes anos. Nessa época também, duma maneira geral as pessoas saíam pouco. O que elas conheciam de Portugal mais ou menos, penso que era Fátima. Tirando isso, algumas tinham feito uma excursão aqui ou acóla. Aliás isso era geral na população, pouca gente saía naquela altura. No geral claro, tem sempre alguns que toda a vida saíram.

Ficavam no sítio onde nasceram, onde estavam a trabalhar.

Ficavam. Outro dia deram uma reportagem na televisão. Eu estive um ano no Norte depois que acabou este projecto, eu estava muito cansada e fui descansar lá para o Norte. E, outro dia, foi lá um bispo na zona de Lamego e fizeram uma reportagem sobre uma aldeia muito curiosa que é lá em cima, no Alvito. Entrevistaram várias pessoas e a minha sensação foi que aquilo está igual a esta época. Houve mulheres que nunca saíram, nunca na vida tinham saído dali, nunca saíram. E portanto, nós achamos que era importante que elas se conhecessem umas às outras. Porque uma das coisas muito importante, havia também nessa época um livro que nos influenciou muito que foi da Betty Friedan, que se chama *A mística da mulher*. Que é expressão que é válida e os operários é a mesma coisa que é quando eu descobrir que o meu problema não é o meu problema, mas é um problema comum então nessa altura muda. Esse livro é muito interessante, é um clássico desta coisa. Era nos Estados-Unidos e a geração das mulheres da burguesia média que tinham tudo do ponto de vista material: uma boa casa, e mais os meninos, e mais isto... Os maridos trabalhavam fora, as mulheres estavam em casa e quando os miúdos eram pequenos, levam para a escola, levam aqui... Não há problema. Quando os meninos

crecem e elas já não são necessárias para fazer aquilo, ficavam doentes. Não sabiam o que é que tinham, era dor de cabeça, era dor aqui, era dor lá... E iam ao médico, não tinham doença nenhuma. E quando se descobriu, eu acho que era o « mal sem nome », e pronto descobre-se que no final não é só eu que tenho isto, aquela também tem, mais outra, mais outra. E é isso que dá a consciência colectiva. Partindo um bocado disso, uma das coisas que nós fizemos também, isso foi muito importante neste processo, foi pô-las em contacto umas com as outras de várias aldeias.

E dar também a possibilidade de sair...

E dar também a possibilidade de sair. Então fizemos várias coisas destas. O primeiro de todos que nós fizemos, exactamente, no dia 25 de Abril. No dia 25 de Abril de 1977, foi o primeiro. E portanto, passámos um dia inteiro num pinhal, toda a gente levava almoço, fizeram um grande piquenique e o que é que fazíamos aí? Tínhamos histórias, passávamos essa história e depois havia divisão de grupos, com as aldeias misturadas. E a partir de perguntas, elas discutiam isso. E portanto criava-se e criou-se uma rede muito grande de solidariedade, de entendimento. Isso foi, eu acho, um dos grandes sucessos daquele projecto, foram essas reuniões inter-aldeias. A partir de certa altura, fizemos isto também com as aldeias do Norte, que é uma outra forma de ser, mais festiva, mais exuberante, etc... Aquela coisa que se diz dos portugueses que são nostálgicos, é mais para o Sul do que para o Norte. Eu acho que isso foi importante porque criou uma consciência colectiva. Depois houve outra fase neste projecto, e que foi a seguinte. Havia os grupos e nós. Nós éramos os animadores exteriores e éramos nós que animávamos os grupos.

Isso é um papel muito interessante e também muito difícil de definir porque tem que conviver com as pessoas mas não é...

Somos de fora, é. Esta coisa é muito importante, a função do animador exterior e a função do animador interior ou do meio. E a partir de certa altura, nós percebemos que dentro de algumas aldeias, havia mulheres que tinham a capacidade de liderança, portanto deviam ser elas a animar as outras e a fazer isso. E portanto, como sabe, um outro programa que era o programa de animadoras locais. Portanto dar a estas mulheres a capacidade de ser elas a fazer outras coisas com outras. Uma das coisas também que foi interessante foi que aquelas mulheres se conheciam desde sempre porque nasceram ali. Mas isso foi revelado por muitas delas, nunca tinham conversado com elas sobre outros assuntos a não ser... E isso até mesmo numa terra, Golegã não é uma aldeia mas pronto para este defeito é o mesmo. Do que é que as pessoas falam?

Do quotidiano.

As pessoas falam, hoje falam dos disparates que diz na televisão, naquela altura não era isso. Mas do que é que as pessoas falam? Só do imediato, do concreto, do dia-a-dia. Da vaca que deu leite... O que é normal. O que é que se introduziu. Outros temas de conversa. As angústias existenciais! Portanto introduziu outras coisas. E a introduzir outras coisas se vai descobrir também, e elas descobrem também, um determinado tipo de capacidade, que tinham e que não imaginavam que tinham. E por isso, quando está toda a gente ao mesmo nível, é difícil aceitarem que as pessoas tomem outro papel.

Isso foi um trabalho que foi feito. E foi interessante. Lembro-me que, por exemplo, e fizeram materiais sobre isso, que para além dos conteúdos, era importante que elas soubesse também que para animar uma reunião, para fazer uma coisa, há técnicas. Não é só o carisma da pessoa que é dotada para fazer não sei o quê.

E que é preciso uma formação específica.

Exacto. E que se aprende. E isso é um ponto importante. Lembro duma vez, numa dessas reuniões, com as animadoras locais, de repente alguma e diz-me assim: « Ah, então também podemos fazer aquilo que Celeste Isabel faz... Ao final isto aprende-se », « Exacto ». E quando chegar a este ponto, eu acho que chegamos ao fim deste trabalho, ou seja, é por isso que isto tende que é tornar a pessoa não dependente do outro ou pensar que é o outro que é que, mas que eu também eu sou capaz fazer a mesma coisa.

Que tudo se aprende e que todos podem aprender. No método de Paulo Freire, é mostrar que toda a gente pode fazer cultura. Que a cultura não é só o artista no seu atelier...

Exacto. Em determinada altura este projecto teve uma visita do Conselho da Europa. E foi interessante porque nós pedimos para este projecto, este projecto obviamente tinha que ser financiado porque existíamos nós, porque existia a gasolina da carro, porque existiam os papeis, porque existia um conjunto de coisas. E portanto, houve uma instituição alemã que era a CBMO que participava nisto. E a Direcção-Geral de Educação dos Adultos também. A Direcção-Geral de Educação dos Adultos participava nisto mas tinha que ter uma contrapartida que era, as pessoas do projecto tinham que estar disponíveis para trabalhar na Direcção-Geral com eles também. E portanto, a partir de certa altura eu fui também trabalhar com eles.

Já era a Direcção-Geral de Educação dos Adultos ?

A Direcção-Geral mudou de nomes ao longo do tempo. Agora não sei se existe... Nessa altura tinha à frente um senhor que eu gosto muito, muito interessante que está agora no Algarve, na Universidade do Algarve, que é o Alberto Melo. Este senhor que estava mais ou menos exilado, não estava bem exilado no sentido que foi posto fora do país, mas era uma coisa um bocadinho parecida. E vivia em Londres, e creio eu, que a mulher dele era inglesa. E percebia muito dessa áreas. Ele estava a frente disso.

E Ana Benavente também...

Oh! Não, não. Essa senhora, não. Ana Benavente é uma outra coisa. Ana Benavente também veio da Suíça, Ana Benavente ficou ligada mais ao outro ensino, ao ensino formal, nas escolas. E tinha ideias muito assim, mais que na prática não dava isso. É um outro capítulo, a escola formal, esta é a escola informal, fora das portas. O Alberto Melo que era muito giro, muito, muito engraçado. Mas depois mudou o governo, havia muitos governos, foram mudando. E portanto, ele teve ideias muito interessantes. Depois a seguir vem um outro governo, ele saiu e foi para lá um outro que foi uma coisa incrível... Uma das ideias interessantes que o Alberto Melo teve e também estive nisso, foi antes de traçar uma política de educação de adultos em Portugal, que era uma prioridade, dado o analfabetismo

que havia neste país. Sabe o que é que ele fez, constituiu seis equipas, que também se chamava equipas moveis, e que do Norte ao Sul do país, em todo o lado, o país estava dividido para estas equipas. Eu estive na zona Centro mas é uma zona enorme. E fomos ver onde é que havia grupos instituídos, grupos culturais. Podia ser uma banda filarmónica, podia ser uma associação, etc... E a partir desta realidade, nós escrevemos um relatório, cada uma das equipas, e dizer nesta zona é assim, as pessoas fazem isso... Sabe o que é que aconteceu? Foi o governo sueco que pagou isto. Porque a Suécia é um dos países que é mais desenvolvido a educação dos adultos. Financiou este projecto e também os materiais. O que é que aconteceu é que nós fizemos um relatório sobre isto, todos nós e a partir daí institui-se o programa. A seguir, vem um director-geral, que ainda por cima era do PS, já não me lembrou como é que se chamava²². O que é que ele fez a seguir, disse « isto está tudo comunismo » e pôs os relatórios numa gaveta e não ligou nenhuma àquilo. Bom, estes são os processos da revolução. Do ponto de vista oficial foi assim. Mas foi uma época muito interessante e eu gostei muito ter participado nisso porque foi o início de uma verdadeira educação de adultos. Porque no tempo de Salazar, em determinada altura, Portugal estava na ONU, depois foi muito complicado por causa da guerra, etc... Mas era uma vergonha as estatísticas por causa do analfabetismo. Então, o que é que Salazar mandou fazer? A chamada Campanha Nacional de Alfabetização. E portanto, era quase passar um certificado às pessoas por causa de minorar as estatísticas. Portanto, isso não significou coisa nenhuma.

Mesmo a Direcção-Geral da Educação Permanente existia já antes do 25 de Abril.

Exacto. Porque é que a maioria da população analfabeta era mulher, porque não ia à tropa. Muitos aprenderam a ler na tropa. As mulheres não faziam parte do Exército, também isso é uma coisa recente, portanto não sabiam ler. Então, nessa altura, nos passámos a ter esta ligação, institucional, com a Direcção-Geral e por isso, eu trabalhava com eles na formação dos professores. A Assembleia da Republica decretou, decretou e mal, a meu ver, que os agentes de educação de adultos deviam ser os professores primária. Que agora chamamos primeiro ciclo. Que é um erro. Porque...

É infantilizar os adultos.

Tinha que se formar esses professores para saberem trabalhar com adultos. Que não é a mesma coisa trabalhar com criança. Então, constituíram-se equipas para isso. E eu estive nessas equipas a nível nacional e a nível da zona de Coimbra. Ora, nesse contexto, a Direcção-Geral recebe um grupo do Conselho da Europa, que vem a Portugal visitar este tipo de projecto de educação de adultos. E um dos projectos que visita é este de Coimbra. E nos tínhamos também numa outra zona do país um projecto com raparigas do meio rural que chamávamos também "programa de animadoras", mas isso era uma outra geração, esta geração já estava escolarizada. Viviam nas aldeias e a ideia era ajudá-las a saber fazer coisas nas aldeias, por exemplo, trabalhar com crianças, ou outro tipo de coisas, a animar. Era um programa residencial. Até porque elas tinham à volta de vinte anos. Portanto, este grupo do Conselho da Europa esteve com este grupo e esteve connosco, com as mulheres em Coimbra. Eu acompanhei essa viagem, também em Trás-os-Montes, porque depois visitaram um projecto em Trás-

²² Il s'agit probablement de José Pedro Monteiro.

os-Montes. Então, foi muito interessante porque, como sabemos, uma pessoa de fora, exterior a nós, olha para nós e põe em questão o que é que nós não tínhamos pensado. Então, foi muito interessante, foi que havia um senhor, que era director de uma escola também deste género, na zona do Sul, não era Bordéus, já não me lembro onde é que era. Esse era francês. Uns eram franceses, outros eram belgas e outros eram suíços, este grupo do Conselho da Europa. E então, este, francês, director de escola, fica quase perturbado porque viu uma coisa que não sabia que era possível fazer. E hoje é interessante porque nós não tínhamos pensado que isso era uma coisa que não se fazia. Por nós, era normal. E o que é que foi isso. Foi que ele nunca tinha visto sentados à volta de uma mesma mesa, a conversar sobre isto, formandos e formadores. E lembro, por exemplo, com raparigas, lá em baixo, eles punham perguntas e portanto respondia-se e conversávamos com elas sobre o conteúdo da formação, o que é que se acha, o que é que vocês faziam aqui... E estavam as formadoras e elas. E com as mulheres das aldeias foi a mesma coisa, estávamos lá e estavam elas.

Não tinha esta ruptura entre a quem é que está a fazer o programa e quem o está receber.

Portanto, isto é que se chama educação não bancária, que chamava o Paulo Freire. E foi muito interessante isso, porque é que nos deu a nós, também, uma percepção dum conjunto de coisas. E tudo isso foi interessante. E sobretudo sentar à volta da mesma mesa a discutir isso. Do ponto de vista racional, analisar. O projecto de Coimbra estava previsto de ser num tempo, não era uma coisa para ser toda a vida. Pronto estava previsto num tempo. E uma parte importante para nós era ver se isso tinha mudado alguma coisa na mentalidade e se tinha mudado alguma coisa na prática. E como é que as próprias mulheres tinham per sentido isso, ao nível da sua vida e ao nível da prática. E por isso, antes de fazer o relatório conclusivo do projecto, nós fizemos um conjunto de perguntas e fomos, duas de nós, estar com cada uma e conversar com cada uma ou com um conjunto delas.

Voltar a dar a palavra a estas pessoas.

É, e dizer o que é que elas acham sobre isso. Ao nível das motivações, porque é que elas foram, o que é que se aprendeu, etc... Esta questão da aprendizagem para eles era muito importante. O que é que se descobriu, o que é que mudou a nível familiar. Em determinada altura, nalgumas aldeias as mulheres disseram-nos: « Mas os homens também deviam ouvir isto ». E põe-se esta questão. Eu própria, quando eu cheguei ao fim do projecto, pensava coisas diferentes do início, como é natural. E a questão que se põe é esta: elas são casadas, todas eram casadas. Elas são casadas, sofreram um determinado tipo de processo de transformação, mas ele está no mesmo sítio. Se ele está no mesmo sítio, como é que isto pode mudar. O que é que vai fazer? No meio desta questão, há uma pessoa do Graal da Holanda. De vez em quando tínhamos visitas de pessoas do Graal doutros países, nomeadamente da Africa, porque Portugal era o que havia mais parecido com Africa. E há uma delas que trabalhou muitos anos em Africa, e que também teve esta questão, « será que devíamos isolar as mulheres ou fazer coisas em conjunto, como é que é? ». Ora bem, a nossa teoria e aquilo que a gente achava: há uma desigualdade, elas estão assim e eles estão assim. É preciso pô-las a este nível por que a gente falam. Mas têm que falar ao mesmo nível. Mas isto é uma questão em aberto e ainda hoje tenho essa

questão em aberto. Pois, eu não voltei a trabalhar nessas áreas porque entretanto depois disso voltei para a escola. Mas é uma questão em aberto. Mas uma vez, resolvemos fazer essa experiência a pedido delas. De fazer um conjunto. Então, o que é que fizemos? Passámos um filme, um filme também dessa época, muito famoso, *O sal da terra*. É um filme datado. *O sal da terra* é um filme passado na América latina, já não sei em qual país, em que há uma greve de mineiros. E nessa greve de mineiros, enfim não ganhavam para comer, e as mulheres têm um papel muito importante. Tem a ver com isso. Ora bem, então foi numa aldeia, uma noite e que se convidaram todos. Era eu que ia animar essa sessão. Quando aquilo começou eu tive um pânico, completamente porque havia uma sala enorme, cheia de gente. E eu já tinha feito muitas reuniões deste género mas não com esta especificidade, homens e mulheres. Era sobre outros assuntos! E passámos o filme, e portanto, era o que é que acharam sobre o filme. Ora, no meio daquela sala, nunca mais me esquece, um homem, eu não conhecia os homens, havia um homem com grande bigode, « o homem vai me bater?! O que é que vai dizer o homem?! ». Porque a mensagem é essa: as mulheres estão na base de tudo, estão na base. E começa-se aquela discussão. E a ideia era pô-las, não era eu a dizer coisas mas era fazer com que fossem elas a dizer coisas a eles. Primeiro, foi muito interessante, elas conseguiram fazer isso, várias delas, muito muito interessante. E o dito homem do bigode, que me assustou, era imigrante na Alemanha. E na Alemanha, ele tinha visto como a situação da mulher era diferente daquela aldeia. E como os homens e as mulheres tinham uma coisa equivalente. Portanto, o homem ajudou imenso aquilo e foi uma sessão muito interessante. E foi de facto um grande sucesso porque se percebeu que depois de vários anos a trabalhar com elas, elas já podiam falar ao mesmo nível porque tinham argumentos.

É também a ideia que elas estavam capazes de falar.

É, porque uma das coisas que era importante e se trabalhou nessa linha que era: quando as mulheres dizem: « Eu não sei falar », para já temos que perceber o que é que isso quer dizer, depois temos que desmontar o que é que isso quer dizer, e depois temos que dar instrumentos para que elas consigam ser capazes disso. Ora, houve uma aldeia, que é um exemplo muito interessante, foi a única aldeia em que o interesse delas estava virado fundamentalmente para as questões da fé, da Igreja. Para a Bíblia, etc... E portanto, foi nesse domínio que trabalhávamos e que eu gosto particularmente, e foi muito interessante. E elas que eram uma mentalidade aberta, tinham um problema grande com o padre da terra. O padre da terra era um senhor assim [fechado], muito tradicionalista e muito ignorante também, e um dia disse do altar a baixo: « Quem tem um problema jurídico vai ter com o advogado, com tem um problema de saúde vai ter com o medico, quem quer aprender Bíblia vai ter com o padre ». Ou seja, nós, fora. E portanto, aquilo correu muito mal. E o que elas diziam é que, ele dizia coisa e elas não conseguiam discutir com ele porque era sempre um discurso por cima da cabeça, com palavras que não se entendiam. Portanto, o que é que era preciso aqui? Para além de um processo que fizemos, um processo bíblico, etc... Elas tinham que saber e perceber, por exemplo, alguns documentos do Conselho Vaticano II que desenvolveu muito esta ideia, que vem do principio da Igreja que é: a Igreja

não é uma comunidade formada pelo Papa, pelos bispos, pelos padres... É o povo de Deus. E portanto saiu muitos documentos nessa linha. Mas os documentos oficiais, elas não conseguiam perceber. Portanto, o que é que nós fizemos? Em pequenos papéis, se passava numa linguagem mais simples os conteúdos do programa da Igreja. Para discutir com eles ao mesmo nível. Mas por isso, elas têm que ter acesso a isso, para ter acesso tem que se transformar a linguagem.

Então, para um animador tem sempre um trabalho de pesquisas e investigação e recriação.

É. Recriação disso. Muito interessante que do ponto de vista político, no sentido amplo da palavra, este é o grupo que foi mais longe, do que todos os outros. O que foi muito interessante. Porque quem era o padre ali? Era o poder. E este foi o grupo que foi capaz de afrontar o poder. Teve quase manifestações e mais um conjunto de coisas. O confronto foi muito interessante. Também não é novidade dada que a palavra evangélica é de facto isso, também...

Foi através da religião que se opuseram a um padre.

Portanto criaram um conjunto de coisas, foi muito interessante aí. E um trabalho de educação de adultos tem que ser este, que é tornar acessível aquilo que não é acessível. Ora, um outro domínio foi, o domínio da Constituição. Nós tínhamos uma Constituição antiga, claro do tempo da ditadura, e a Constituição mudou. A Constituição é a lei dum país. E portanto, elas precisavam de saber o mínimo, o que é uma Constituição, como é que é. Desmontar o poder, no fundo é isso. E portanto, fizemos isso também. Uma grande coisa que mudou, tem a ver com isso, foi o direito da família. Até o 25 de Abril por exemplo, uma mulher não podia sair do país sem a autorização do marido, e coisas assim do género. E portanto, essas coisas todas mudaram, muitas destas leis mudaram. Isso tinha que ser também acessível. A questão da economia por exemplo. Os cadernos que fizemos foi isso. « Mas a economia é uma coisa só para os economistas ou é uma coisa também para nós? » e perceber também as leis da economia. Depois existia a equipa do projecto, a equipa técnica digamos assim, mas era preciso também, nesta equipa uma das pessoas era enfermeira, aliás até duas. Portanto, a parte da saúde estava um pouco segurada por aí. Embora também pedimos ajuda a outras pessoas. Depois havia também outras coisas como esta parte da Constituição, do direito da família... Quem é que fazia os materiais, do ponto de vista do conteúdo? Era gente dessas áreas. Portanto, para além destas equipas havia também outras pessoas. Um grupo de pessoas eram do Graal, outras não eram. Nós chamamos este processo todo, como se sabe, o processo de conscientização. E no processo de conscientização, o importante não é tanto o resultado mas é o processo. E como qualquer processo, na nossa vida seja o qual for, tem avanços e recuos. Anda-se para frente depois anda-se para trás, anda para frente e depois anda para trás. E portanto é feito disso tudo.

Portanto, a nível do Graal e deste tipo de experiência, podemos dizer que tem avanço depois do 25 de Abril e eu não sei até que ponto, nos anos 80 tem recuos...

Desde essa altura até aos dias de hoje, sempre há projectos. Há sempre, pode ser este, pode ser outro. Depois os projectos têm a ver com a época em que se está e com as necessidades que existe.

E ao nível de animação sociocultural e de educação dos adultos...

Educação dos adultos propriamente dita, desta modalidade não. Existe outro tipo de coisa, não sei se [conhece] o SauDar. Digamos assim, são adultos, porque o tempo é outro.

Mas a base é a mesma...

A base é a mesma, é. A base é sempre a mesma. Por exemplo, este ano estamos no mês de Março, acabe este mês de Março, no fim de Março, um projecto que tem sede aqui, embora esteja a ser coordenado também por Lisboa, e a aplicação é aqui à volta, em Santarém. Que é chamado « Entre em acção ». E é interessante porque tem alguma coisa ligada com isto. Que é sobre a violência, a violência no namoro. Portugal e não só Portugal, a França é a mesma coisa, a Espanha é ainda pior, etc... Há um grande problema na questão da violência doméstica. Ora, por estranhíssimo que pareça a violência doméstica começa no namoro. E portanto, de tal maneira que mesmo dos projectos europeus, este projecto é financiado também, vai muito estas normas de trabalhar os jovens sobre isso. Tem sido um trabalho muito interessante com eles, no fundo é um bocado a mesma base.

[...]

Todos nós, que trabalhamos aqui nessa época, é engraçado, ficamos muito ligados afectivamente e tudo porque. Sabe como é que uma época em que tudo é novo, tudo começa. E depois fica tudo profissionalizado, burocratizado e pronto, perdeu a graça. Mas nessa altura era muito engraçado. A Direcção-Geral tinha, na altura, um conjunto de filmes, coisas pequenas que serviam de desafio e de discussão. Há um filme que foi muito muito usado na formação, não neste projecto mas na formação dos professores, com os quais eu trabalhei. Que é *o Piano*. E isso era clássico. Passávamos sempre isso de tal maneira que no fim, houve uma época em que todas as semanas, eu andava de mala, tínhamos os grupos de 40 professores e punha o filme, depois ia me embora... Esse filme é muito interessante. Porque é um filme passado numa terra interessante, uma aldeia chamado o Piodão, que fica na Beira. Agora é um tipo de quase de aldeia-museu e muito turística. Porque as casas são de xisto, etc... E aqui vem em plena época salazarista. E esta aldeia paupérrima, tudo analfabeto, as casas, enfim... Tudo assim... Há um senhor, um comendador que oferece àquela aldeia, faz uma grande festa, vem as meninas da escola de bata, a professor... Como se fazia naquela época. E o senhor comendador quer oferecer uma coisa à aldeia. E o que é que oferece? Um piano. Imagina o que é um piano naquela aldeia. Estão a ficar todos contentes. Primeiro problema que se põe, onde é que se põe o piano? Até que o piano vai para uma arrecadação, creio que a Igreja tinha um espaço qualquer. E portanto o piano ali fica. Nem sabem tocar, nem tem casa para pôr o piano. E então, o piano fica cheia de teias de aranha e de pó. Nesta aldeia existia, como em muitas aldeias, um homem que era tonto. E o inverno é muito frio lá e então um dia o que é que ele faz. Vai buscar um martelo, parte o piano todo e deita fogo para se aquecer porque tem frio. É um filme fantástico, que estava muito bem concebido. Aquilo que nós damos não é aquilo que as pessoas precisam. Temos que ver o que é que as pessoas precisam. Dava sempre uma grande discussão. E a única pessoa que fez a coisa certa é aquela que é diminuído mental, foi o único que percebeu e que foi capaz fazer isso. É muito interessante.

[...]

Nós encontramos, nós equipa do projecto, um tipo de mulheres que nós também não conhecíamos. No meio delas, encontravam-se mulheres, mais novas, que eram aquilo que nós podemos dizer, um tipo de mentalidade intelectual, que é o racionalizar experiências, o questionar sobre as coisas, eram isso. Mas nunca tinham experimentado isso. Porque não havia ninguém para ouvir. Lembro por exemplo de uma, com quem ficámos com ligação, que hoje a vida, ainda hoje é assim aliás, era tratadora de vacas. Esta mulher, a escolaridade dela era quatro anos mas era muitíssimo mais interessante do ponto de vista intelectual, da forma de pôr questões, do que por exemplo as minhas colegas na escola. E portanto encontrámos um conjunto dessa gente.

E é mesmo este tipo de mulheres que se tornaram animadoras?

São as animadoras, sim.

[...]

Foi interessante porque, eu tinha vinte anos, já não me lembro... E integrei o primeiro grupo que fez alfabetização no Alentejo. E portanto foi a primeira vez que eu contactei com o que chamávamos « povo » naquela altura. Que não era propriamente a minha realidade familiar. Mas neste projecto eu descobri coisas e aprendi coisas sobre um conjunto de dimensões que não sabia, nunca tinha ouvido. E nunca tinha percebido. E isso levaria muitas questões. Eu lembro de uma vez, pedi a uma pessoa do Graal, que é médica e psiquiatra lá de Coimbra. Ela era casada tinha sete filhos. Eu pedi « vem tu fazer esta reunião com elas ». Eu acho que tinha a ver com as discussões da sexualidade, era nessa área. E nessa reunião, eu ouvi coisas... Era um outro mundo. É um mundo subterrâneo. E esse mundo subterrâneo, que é fundamental. Foi muito interessante até porque, obviamente, ela poderia dizer e responder coisas que não podia fazer. Não sou médica, nem psiquiatra, nem sou casada, nem nada. Portanto foi muito interessante isso.

[...]

Eu não tive ligada ao MAD, e portanto nem sei muita coisa do MAD. Agora o que eu sei é o seguinte. Quando foi a seguir ao 25 de Abril, uma pessoa do Graal, chamada Maria de Lourdes Pintasilgo, foi convidada, já não sei quem é que era o presidente na altura, porque estava sempre tudo a mudar, os Ministros, o Governo... Foi convidada para ser Ministro dos chamados Assuntos Sociais. Tinha uma certa lógica dado que o Graal tinha sempre trabalhado nesta área. E portanto ela foi chamada por isso. A seguir isso, em determinada altura, o Presidente da República que era o General Eanes, dissolveu o Parlamento. Quando se dissolve o Parlamento é preciso haver eleições, para ver qual é o partido, para formar um governo. E a face da Constituição, o Presidente pode criar um governo presidencial. Que foi, eu acho que foi o único que existiu, enquanto governo presidencial.

Foram três seguintes com independentes.

Naquela altura, eram três meses, eram cem dias. Portanto ela esteve nessa altura. E é na sequência desses desenvolvimentos que, depois, a levam a ela, enfim vários grupos e pessoas, a achar que devia concorrer à Presidência da República. Que em princípio eram uma coisa mais ou menos perdida ao ponto de partida, porque não é possível, penso eu pelo menos nunca foi, um país mudar dum militar,

porque todos os Presidentes da República eram militares, mudar dum militar para uma mulher. É uma coisa nunca vista. Tanto mais que ela não fazia parte de partido nenhum. Normalmente as pessoas do Graal em conjunto não têm partido político. E portanto como ela não tinha nenhum apoio de base partidário, e é muito difícil ganhar eleições fora dum aparelho partidário, então ela concorreu a isso. E perdeu, como se imaginava. E foi Mário Soares para lá. Eu não me lembro se foi antes ou foi depois, acho que foi depois, que se apercebeu, no princípio do 25 de Abril havia uma grande participação. Tanto que quando ela foi Primeira-Ministra fez uma coisa, foi a primeira vez que se fez, que foi aquilo que se chama Conselhos de Ministros descentralizados. E portanto, ir com um conjunto de Ministros e o Conselho de Ministros ser em vários sítios, e aí ouvir as pessoas sobre várias matérias. Algumas destas mulheres participaram uma vez a um deste que houve na zona de Coimbra. Esta ideia foi depois retomada pelo Mário Soares que foi Presidente, fazer isso e chamar « Presidência aberta ». Isso foi Conselho dos Ministros abertos e passou pela Presidência aberta, também estava no programa dela. E depois todos os outros Presidentes passaram a fazer isso, de uma forma ou doutra, pode ser por temas. Naquela altura era mesmo deslocar a equipa toda. Ora bem, desde essa altura até agora, a participação das pessoas passou a ser cada vez menos. E passou haver o que é que tem em todo lado, um divórcio entre a classe política e o povo. E a democracia passou a ser quase exclusivamente uma democracia representativa, e não participativa. E ela resolveu começar uma coisa chamada Movimento de Aprofundamento da Democracia. A democracia não é só ir lá pôr um voto de quatro em quatro anos. Era mais do que isso. Eu não estive ligada a este movimento, sei que saiu um texto sobre isso, houve muitas reuniões, várias pessoas, algumas pessoas do Graal envolvidas nisso, a maior parte acho que não até. Mas a ideia era essa. E portanto, muito a ver que este tipo de coisas, que é pôr as pessoas a participar nas coisas. Neste momento chegou-se a uma situação atual pior ainda do que o divórcio. Que é a descredibilização completa dos políticos. Passou-se a achar que os políticos são ladrões, são mentirosos... Quer dizer, a um ponto também exagerado, mas que se percebe. Por exemplo, eu estava na escola, e sabia o que é que se passava na escola e o que vivia na escola. E depois via por exemplo o Sócrates, na televisão dizer coisas sobre a escola que era mentira. Aquilo não era assim, era o contrário. E portanto, eu sabia em relação ao mundo da educação, outros sabem em relação ao mundo da saúde, com isto tudo assim, o que é grave... Então no meio desta coisa toda, existe e existiu sempre uma força que atravessa os tempos todos e que está sempre na mesma, que é o PCP.

[...].

Portanto esse dito movimento de aprofundamento da democracia e eu li alguns textos nessa altura que eram interessantes, eu estou de acordo. No fundo, naquela altura não se falava nestes termos, o que se diz hoje, que é a questão da cidadania, de formar cidadãos. Os cidadãos livres, responsáveis, intervenientes. Esse movimento já não existe, eu acho que existiu naquela altura. Depois isso acabou. Porque depois a Maria de Lourdes, ela própria, que entrou neste processo, ficou mal também com aquela história porque ela também não pensava que aquilo ia acontecer assim, e para ela também foi um choque. Nos sítios onde ela ia, porque ela era uma figura um pouco carismática, portanto

congregava montes de gentes. Só que a força partidária era muito grande. Por exemplo, uma das coisas que aconteceu foi curioso. Ela e o Álvaro Cunhal entendiam muito bem, porque tinham em comum esta coisa que era a questão do aspecto social e da questão da prioridade a dar aos pobres. Isso era uma coisa que o Álvaro Cunhal reconhecia sempre aos cristãos. E do ponto de vista do lado dos cristãos, que era o caso dela, este era sempre um ponto comum com eles. Eles entendiam-se nessa parte. O que é que aconteceu? Muitos militantes comunistas queriam votar nela por causa disto. Mas o PCP não queria, porque o PCP tinha um candidato. Portanto passaram coisas ridículas, como Maria de Lourdes ia no sítio fazer campanha eleitoral, a seguir ia o PC destruir aquilo que ela tinha dito. Houve assim muitas dessas coisas. E depois ela saiu do país um tempo, depois mudou o governo outra vez, ela estava embaixadora na UNESCO, mudou o governo e tiraram de lá porque aquilo era um cargo político. Depois ela deixou de liderar esse movimento, e isso acabou.

4. Frederico Oliveira Natividade.

Entretien réalisé le 5 juillet 2012, à Coimbra. 37 minutes.

Era o casarão. E depois, andaram ali uns estudantes e tal e nós fundamos uma Associação de Moradores. Fomos até à Lousã registar como Associação de Moradores.

Era depois do 25 de Abril?

Não, foi antes do 25 de Abril, acho eu. Agora não tenho a certeza já.

Acho que a Relvinha foi o primeiro...

Exactamente, foi a Relvinha que nos deu ajuda depois. Exactamente.

Tem uma ideia da data?

Na Relvinha foi o Jorge Vilas e foi o, acho eu que foi o Antunes. O Jorge Villas é o primeiro que andou a tratar disso. E é ele que nos ajudou e fundamos uma Associação de Moradores. Até estavam eles quase a acabarem. Lá na Relvinha aquilo foi acabado de qualquer maneira e feitio.

Só para ter uma ideia, antes do 25 de Abril, aqui eram barracas.

Aqui não era barracas, aqui era o casarão. Era um prédio, onde viviam vinte e quatro famílias. Não tinha condições nenhuma, aqui não tinha casas de banho, não tinha nada. Era uma casa de banho cá fora que era para todos.

A casa de banho era no Centro Operário?

Não, não. Era ali ao pé da fonte. Havia ali umas casas de banho, onde as pessoas iam lá tomar banho e fazer despejos.

Acho que tinha aqui muitos terrenos que estavam a pertencer a Casa da Misericórdia.

Tudo, tudo. Desde lá de baixo, do largo até Coselhas tudo era da Misericórdia. Tudo.

E as pessoas tinham que pagar rendas.

Pagávamos rendas lá na Misericórdia.

Mesmo que não tinha condições.

Pagava-se. Não sei naquela altura, já não me recorda bem. Oitenta escudos, cem escudos, era conforme.

E a sua situação pessoal já antes do 25 de Abril. Já estava a viver aqui ?

Vivia aqui na Conchada. Vivia aqui na Conchada. Todo o pessoal que mora aqui, vivia aqui tudo na Conchada. Aqui no casarão.

E o senhor estava a trabalhar aqui em Coimbra?

Trabalhava. Trabalhava também.

Não sei se tinha alguma fabrica na Conchada ?

Não. Não havia aqui fabrica nenhuma.

Pessoas aqui iam trabalhar...

Para fora.

E antes do 25 de Abril, já tinha alguns movimentos sociais, a nível da habitação?

Havia os movimentos sociais que eram dos estudantes. Que vinham aqui também fazer essas entrevistas.

Já antes do 25 de Abril?

Sim, sim.

De fora, parece que neste bairro tem um peso bastante importante da religião. Tem a Casa da Misericórdia, o Centro Operário Católico, a Casa da Sagrada Família, a Casa do Ardina...

Sim, a Casa do Ardina que já não há. Também acabou.

E o senhor ia no Centro Operário Católico?

Ainda lá fui algumas vezes. Mas não fui muitas. Lá fui algumas vezes, à Igreja, à missa.

Tinha a missa e tinha também actividades culturais.

Sim, tinha também algumas culturais.

E não sei se tinha aulas de alfabetização aqui, na altura ?

Acho sim, que já tinha. Mas não tenho a certeza.

Agora sobre o historial da Associação de Moradores. Pronto a Relvinha foi a primeira em Coimbra e depois constituiu-se esta associação...

Um dia, fui chamado à Câmara para acabar com a Associação de Moradores. Queriam que eu assinasse lá um papel qualquer como deixava de existir a Assembleia de Moradores. E eu nunca assinei.

Acho que o nome da associação era "Boa Esperança".

Era, era.

E foi mesmo registrada?

Foi na Lousã. Foi um senhor que era estudante na altura e que nos levou a Lousã, a mim e a mais sete ou oito, não me recordo agora já. E fomos então registrar a Associação de Moradores, com esse nome. Associação de Moradores Boa Esperança.

E este estudante?

Era estudante de direito, acho que era de direito.

E qual era o seu nome?

Não sei, já não me recordo. Já foi há tanto ano.

O propósito da Associação, qual era a ideia base?

A ideia base era eles construírem um bairro como construíram mais tarde, mas já não foi da Associação de Moradores. Já foi um bairro camarário que eles construíram e deitaram o casarão ao chão.

E as pessoas no bairro eram em maioria a favor desta Associação? Era abrangente?

Exactamente. Na altura acho que eram trinta e oito ou quarenta famílias. Pessoas que estavam inscritas como sócios da Associação de Moradores.

E a sede era onde?

Era no casarão.

As pessoas apoiavam... E teve algumas resistências a nível da Câmara?

Não, na altura não deu resistência nenhuma. Eu ia lá saber informações. E que iam para Lisboa e que estavam à espera de notícias de Lisboa.

Teve aqui o projecto SAAL com o Francesco Marconi que era o arquitecto.

Era o arquitecto. Esse era italiano. Andou aqui muitos anos com a Associação. Na altura era estudante, andava a estudar ainda.

Estava a estudar em Portugal?

Estava cá a estudar em Portugal, aqui em Coimbra. E estudou aqui em Portugal muitos anos. E ele é que andava aqui na Associação de Moradores. Era muito activo. E namorava com uma rapariga, uma estudante também. E ele e ela andaram aqui muitos anos.

Ela era também arquitecta?

Não sei o que é que ela era. E ele é arquitecto hoje, eu sei.

Ele fez um projecto de reabilitação e infelizmente este projecto nunca deu...

Nada.

Tem explicação?

Era os gajos do SAAL que mandavam o dinheiro. Porque o governo se calhar não mandava dinheiro aos gajos.

Porque o SAAL não chegou a existir muitos anos. E todo este movimento na habitação é muito dependente da situação política.

Exactamente. Eu acho... Quer dizer, nunca cheguei a perceber bem aquilo. Sei que os gajos do SAAL prometiam, prometiam, prometiam, que mandavam, que mandavam e o dinheiro nunca cá chegou.

Mas na Relvinha o projecto conseguiu.

Na Relvinha conseguiu porque o Jorge, ia lá ele, mais dois ou três, e lá conseguiu. Eles puseram mão à obra antes do dinheiro vir. E depois a Câmara não queria já também porque não tinha dinheiro, não é.

E lá era uma obra de autoconstrução, se calhar é mais fácil...

Aqui também era! Na mesma. Aqui nunca conseguimos fazer nada porque os gajos proibiram as obras logo. Vieram aqui a medir os terrenos, foram para ali a baixo.

E a própria Casa da Misericórdia travou este processo?

Não, não deve ter. Não deve ter. Isto foi mais porque a Casa da Misericórdia nunca autorizou. Eles nunca autorizaram que viessem as casas.

Teve também uma ocupação na Rua António José de Almeida, de pessoas da Conchada que foram ocupar um prédio lá.

Eles eram daqui. Foi o comboio, acho eu. Acho que já foi o ultimo comboio. Eram umas quatro ou cinco famílias.

E tinham uma ligação com as actividades da Associação de Moradores?

Não, não tinham. Acho que até foi antes, antes da Associação de Moradores.

Era então uma acção pessoal de pessoas que iam ocupar mais não era uma coisa colectiva.

Não, não porque aquilo não existia. Aquilo foi assim. Ali na Rua António José de Almeida morava la o Doutor Espirito Santo e depois eles puseram aquilo à venda e aquilo esteve lá muito tempo à venda, ninguém pegava. E eles pegaram naquilo e alojaram-se todos. Fizeram um assalto e depois mais tarde compraram aquilo. E muitos ainda estão lá a viver.

E na altura, depois da queda do regime, teve um crescimento das organizações de esquerda e de extrema-esquerda. Eu queria saber se a Associação de Moradores tinha uma ligação com alguns partidos ou com alguns grupos.

Não. Eu acho que não, que não havia. Mas sempre se apareciam ai os estudantes, não é, de esquerda e de centro. Mas acho que não havia.

A Associação em si não tinha ligação, mas havia pessoas que tinham.

Exactamente. Mas isso eram todos estudantes. Os estudantes que vinham para aí.

E as pessoas mesmo do bairro?

Se fosse, eram só um ou dois. Mas isso era independente.

O propósito da Associação era resolver os problemas de habitação, os problemas de vida do bairro. E tinha uma perspectiva cultural? De promover acção cultural?

Isso penso eu sempre houve qualquer coisa. Mas nunca houve... Praticamente nunca houve nada. Haviam lá umas festazitas...

E a nível de educação ou de ensino?

Não, não tinha nada. Que eu me lembre não tinha nada.

Na altura, a palavra "socialismo" era em todo sítio. E eu queria saber se, no seu entender, a Associação de Moradores estava a pensar a sua acção numa perspectiva...

Era só as casas.

Pensar isso como a chegada de uma sociedade socialista, desta utopia.

Não. A Associação de Moradores só lembrava era das casas mais nada. Era um Padre que chegou no Centro, que era o Padre João.

O Padre João Evangelista.

Exactamente. E é esse que foi o obreiro praticamente de demolir o casarão. Porque nós vivíamos mal. Houve uma reunião ali na Casa do Ardina, com os moradores todos. Vinte e quatro famílias e pais, e filhos. E então fiquei eu como Presidente, a Odete que andava ai a estudar, hoje é professora, acho que era a tesoureira. Os outros já não me lembro quem são.

Então o Padre João Evangelista apoio a acção da Associação de Moradores?

Apoiou enquanto esteve aqui. Depois mudou daqui para a Sé Velha, pronto acabou. Nunca mais cá voltou.

E nunca houve resistência ao papel do Padre João Evangelista no bairro?

Ao princípio, ele portou-se muito bem mas depois... Virou as costas e nunca mais ca apareceu. Depois de mudar para a Sé Velha.

Porque depois do 25 de Abril, a religião e a hierarquia religiosa podia ser mal vista.

Da hierarquia, ele era muito bem vista. Enquanto ele foi seminarista e tudo, ele esteve sempre aqui. Depois quando ele passou para Padre e quando ele passou lá por o outro lado, para a Sé Velha, aquilo mudou.

Depois do 25 de Abril, o Luís Lemos fazia parte da direcção da Associação. Ele teve um papel importante?

Foi assim. O Centro fechou quando o Padre foi embora e então quem foi para lá foi o Clube Real da Conchada. Então o Clube Real da Conchada pôs obras àquilo. Arranjou os telhados, os tacos, a pintura e esse Luís Lemos é que andou lá a pintar aquilo tudo. Mas depois, no fim daquilo estar pronto, havia um Padre, que é o Padre Casanova, acho eu que era Casanova, que vinha dar as missas aqui no domingo. Ficou em falar com o Bispo para o Clube Real da Conchada ficar lá. Que é que aconteceu? No fim daquilo estar pronto, o Bispo mandou o Clube lá para fora. A sede do Clube Real da Conchada é lá em cima no Centro. Aquilo esteve a cair tudo. Se hoje aquilo esta em pé, é para agradecer ao Clube Real da Conchada.

E este Luís Lemos.

E este Luís Lemos pertencia ao Clube Real da Conchada.

E o bispo não autorizou.

O bispo não autorizou. Foi assim.

E sabe porque não autorizou?

O bispo nunca defendia, quem defendia era o Padre.

Lembra-se até quando existiu a Associação de Moradores?

Já não me recorda. Creio que foi em 1979... Não sei, não me recorda já. Ainda durou cinco ou seis anos, ou mais.

Sobre o Centro Operário, tinha um grande papel na vida do bairro?

Não tinha. Era dar a missa, houve lá um posto médico também. Davam a missa ao sábado e ao domingo. Não era mais nada. Os miúdos iam lá fazer catequese também.

E no Clube Real que agora é um clube de desporto, tinha na altura algumas actividades culturais?

Culturais, tinha. Davam lá festas.

E aulas?

Não, não. Não davam aulas nenhuma.

E a Associação de Moradores tinha apoio de grupos culturais?

Davam apoio os grupos de estudantes.

Mas fora da Universidade não tinha outros grupos?

Não, não.

E eram grupos de teatro, de música?

Era, teatro e musica. Vinham cá de vez em quando. Quando os requisitávamos à Câmara, e eles

mandavam para cá os grupos de teatro de estudantes. Houve ali umas festazitas. Que era paga ali o dinheiro para ajudar a Associação de Moradores.

Aquelas festas eram onde?

Eram lá em cima no largo.

O José Afonso foi na Relvinha cantar, eu não sei se foi aqui também?

Aqui, não.

Então esta luta pela habitação não resultou na altura, mas resultou mais tarde.

Já foi muito mais tarde. Porque nós nunca desistimos completo. E depois, por intermédio da Câmara, mais tarde demoliram, nós aqui já passamos lá para cima para Bairro da Rosa até construir aqui novamente este prédio, onde nós vivemos hoje.

E todos as pessoas do Casarão conseguiram ter uma casa aqui?

Exactamente. Mas não é da Associação de Moradores, é da Câmara Municipal.

Qual o seu balanço sobre a história desta Associação de Moradores? É negativo?

É. É negativo o balanço da Associação de Moradores. Não resultou em nada.

Mesmo em juntar as pessoas?

Isso já estavam todas juntas. Nós aqui já vivemos todos juntos. E continuamos.

O 25 de Abril é considerado na história portuguesa como uma data com um antes e um depois. É o caso aqui? O 25 de Abril mudou mesmo a vida das pessoas?

É a mesma coisa, é a mesma coisa. Só vivem melhor. Com a casa, não é? Mas o resto, tudo é a mesma coisa. "Bom dia, boa tarde, boa tarde, bom dia...".

Existe uma brochura feita pelas Associações de Moradores da Relvinha, da Conchada e da Fonte do Bispo *A nossa luta a nossa força*. Então a Associação de Moradores da Conchada sempre teve ligações com as outras associações.

Foi sempre. Sempre houve uma ligação com os outros.

Na Relvinha, a Associação ainda está a existir, ainda esta promover a sua história, continua a desenvolver projectos culturais. Quais são as diferenças com a situação da Conchada?

Aqui acabou porque na Relvinha tinha um projecto em que entrou o dinheiro e aqui nunca entrou nada. O projecto aqui nunca existiu. Existiu, mas não existiu.

Lá na Relvinha, tinha uma pessoa da LUAR, que é o Doutor Soveral Martins...

Olha, era esse estudante que andou aqui. É esse, Soveral Martins. Na altura era estudante. Hoje acho que é advogado. Era estudante de direito.

E então contactou com alguma pessoa em particular, como se fez a ligação com ele?

Foi o Jorge Vilas da Relvinha que o trouxe cá.

Ele já tinha uma experiência em direito.

Exactamente. É ele que sabia disso tudo.

E tinha também uma experiência política.

Era, era. Era de esquerda. E ele que ajudou a legalizar isto tudo.

E foram outras pessoas?

Depois atrás dele vieram outros. Vieram outros que ele trouxe. Quando a Relvinha começou, nós começamos um ou dois anos depois. Fomos a segunda associação logo a seguir.

Além do Francesco Marconi, houve outras pessoas exteriores que foram aqui?

A namorada dele que hoje é a esposa, ou é ou era, e eram mais outras senhoras estudantes, meninas na naquela altura. Eram aí vários. Mas não me perguntou os nomes.

Depois de acabar com a Associação de Moradores, teve outros movimentos sociais aqui no bairro?

Não, nada. Não mais nada, acabou.

As pessoas daqui estavam então a trabalhar fora do bairro? Eram todos operários?

Trabalhavam fora. Era tudo operário. Mulheres de limpeza, em casas comerciais.

Numa fabrica em particular?

Não, aqui não havia fábricas nenhuma. Estão mais para baixo, ali há uma Coselhas, uma fabrica de fazer bonecos em baixo. Mas ninguém trabalhava lá daqui. Faziam limpezas à casas e tal. Vivia-se assim muito mal nessa altura.

E a nível de comunicação, o bairro era ligado a cidade ou ficava isolado?

Já havia esta estrada. Era tal como era hoje. O bairro nunca se conseguiu fazer. O casarão, só mudou de cara. Mudou de cara mas o resto está tudo na mesma.

Na altura, tinha muitas pessoas a ir às missas do Centro Operário Católico?

Não, aquilo não é grande também. Aquilo é pequeno. Mas iam sempre as pessoas religiosas.

E a Associação de Moradores tinha ligação com cooperativas ou com Comissões de Trabalhadores?

Não, não havia nada.

Então a Associação foi registrado em Lousã.

No notário.

E porque que não foi em Coimbra?

Porque era mais depressa. Porque lá era mais depressa. E aqui demorava muito tempo e lá foi no mesmo dia.

5. João Evangelista.

Entretien réalisé le 20 juillet 2012, à Coimbra. 28 minutes.

Nos anos cinquenta ocorreu a fundação do Centro Operário Católico da Conchada e da União Católica de Indústrias e Dirigentes do Trabalho, eu queria saber quais são as ligações entre estas duas estruturas. Porque o Monsenhor participou na fundação de ambas.

No nascimento da ACEGE, que nessa altura se chamava a UCIDT, os empresários quiseram que eu os ajudasse a perceber a postura da Igreja nas relações do trabalho. E vivíamos uma época de grande infiltração, digamos assim, da ideologia marxista. Portanto, em que era perfeitamente e descaradamente anunciados os seus grandes slogans.

Mesmo que o Partido Comunista estava na clandestinidade na altura.

O Partido era proibido mas os comunistas existiam. Havia muitos comunistas, secretos naturalmente e disfarçados. E aí a propaganda fazia-se. Portanto os slogans do partido, nessa altura os slogans do comunismo, um deles era este: “A Igreja é o ópio do povo” . Comecei a minha vida de padre e uma das coisas que eu quis também provar é que a Igreja não é o ópio. Mas afinal um meio de abertura e de salvação. Depois havia outro slogan “A luta de classes”. A justiça só entraria no mundo quando a classe proletária destruísse a classe titular, os titulares dos bens, os possuidores, os que eles chamavam os patrões e os homens do dinheiro. Ora bem, e esses homens empresários entraram numa procura, relamente de também ajudar, porque eram cristãos. Não estavam muito integrados na doutrina social da Igreja, mas para integrar o que é que a Igreja pode fazer por este mundo assim de injustiças. E aí começaram exactamente a acompanhar os meus sonhos e o sonho do Centro Operário foi um desses. E eu disse, nós temos de dar apoio àquela gente mas as necessidades são tantas, tantas, que o melhor é começar com o Centro onde a gente começa a libertá-los da tirania das tascas e dos sítios onde se degradam cada vez mais. E depois criar-lhes centros de interesse, doutra maneira diferentes do que têm por lá. Depois criar-lhes um centro de saúde, para poderem ser acompanhados na sua saúde. Depois criar-lhes um espaço de leitura e de brincadeiras, de desporto, com colónias de férias. Portanto, o Centro Operário e depois a missa dominical e a catequese. O Centro Operário foi colocado num sítio em que era proibido colocar, aquilo era zona verde, portanto não se podia construir lá casa nenhuma. Mas conseguimos, foi uma primeira vitória junto da Câmara, que nos dessem um espaço onde não havia árvores, onde não havia eucaliptos, para construir. Por isso é que era aquele feitiço assim, era um espaço onde não havia árvores.

E então a sede do Centro Operário foi feita com a ajuda destes empresários?

Foi com a ajuda de todas as maneiras. Inclusivamente a sua própria ajuda física. Mais, um empresário, dos maiores de Coimbra, tornou-se pedinte comigo, andamos aí para as lojas, a pedir pregos para as obras lá de cima, junto das casas que vendiam os pregos. E ele foi também mais eu pedir pregos para a casa. Fizemos os blocos, os blocos de cimento, levávamos a areia e os sacos de cimento e lá em cima

também andámos a fabricar. Esses blocos de cimento também foram trabalhados por nós. E os homens começaram a sentir uma alegria especial, vindos das suas empresas, passar por lá e dar uma ajuda e nas reuniões falar do que estava a fazer, como íamos andando, o que íamos fazendo. Por isso o Centro Operário foi efectivamente um sonho partilhado, um sonho que se circunscreve nos mais elevados objectivos das ideologias marxistas, uma resposta às ideologias marxistas de tentar convencer as pessoas de que a Igreja não tinha resposta para eles, nem os trabalhadores eram classe que podia ser assumida e aceiteada para integrar a comunidade humana, porque eles só queriam os seus interesses e não faziam nada.

E então esta realização de juntar os empresários e de criar este Centro Operário pode ser vista como uma resposta à ideologia da luta de classes?

Claro que sim, claro que sim. Foi mesmo exactamente uma das primeiras respostas porque não era possível desligar aqueles slogans, eram de tal forma fortes que mesmo dentro da Igreja havia alguma confusão, o que é que devia ser o futuro. E alguns preparavam-se para, enfim, dar alguma abertura à ideologia nascente, para articular a missão da Igreja dentro da nova cultura.

A nível institucional, o Papa Pio XI participou na criação da Doutrina Social da Igreja e então a acção do Centro estava a inserir-se neste quadro?

Sim, com certeza que sim. A Doutrina Social da Igreja, como sabe, foi uma doutrina que nasceu para apaziguar os conflitos mesmo sérios que havia entre católicos. Porque havia católicos que admitiam que o essencial na sociedade humana era a liberdade e havia católicos que admitiam que o essencial na sociedade humana era o respeito pela propriedade privada. E portanto, o movimento e as associações, o que se discutia muito era a justiça nas relações do trabalho e do pagamento do trabalho, os salários. Os contratos que se faziam entre patrões e operários quando os operários estavam cheios de fome, faziam contrato por qualquer preço. E a Doutrina Social da Igreja vem, logo no princípio, pôr essas coisas a claro e dizendo não, essa justiça é uma necessidade fundamental, vital, não é justa. Pode dizer que sim, formalmente há um acto de vontade, ninguém o obriga, mas ele é que tem tal necessidade. É obrigado. Então isso deve ser contabilizado na justiça. A Doutrina Social da Igreja afirmou o direito de propriedade privada, mas assumido que é para todos. Mesmo aqueles que não têm nada, também ficam com direito à propriedade privada, dos seus meios, do fruto do seu trabalho. Portanto a propriedade privada não era só para os ricos, era para proteger o homem. E para ter o homem a ser dono da sua camisa e dono do seu casaco e dono da sua casa. E do que é preciso para viver. E essa ligação é que não era entendida e os comunistas insistiam que só a classe operária e o Estado-Providência, como agora se diz, é que há-de resolver esses assuntos todos. Há-de dar a cada um o que for preciso, que todos têm que comer, todos têm casas, todos têm, todos têm... E com os gulags, claro. Quem fosse contra ia para o gulag.

E qual era a atitude do Estado e da Câmara Municipal? Estavam a travar esta acção?

Não, da Câmara Municipal tive sempre apoios enormes. E do Estado também tive. Eu conhecia as pessoas todas. Nunca me foi vedado de fazer nada do que a minha consciência me ditasse como bom,

necessário e justo. Fiz algumas censuras, também, que era preciso fazer, por alguma violência que era conhecida, por exageros e também por ser verdade que alguns empresários só olhavam para o seu umbigo. O que não podia ser. Se estavam nas empresas, se enriqueciam e ganhavam com o trabalho dos outros, tinham a obrigação de responder com preocupações de justiça. Sei que a polícia secreta fiscalizava-me, os meus actos. Mas sei que tinham uma boa imagem de mim. Por uma razão simples isto vai em favor de Salazar, é porque eles entendiam que eu não era um apóstolo ingénuo. E os padres e os bispos quando se mudavam a tratar estes assuntos, porque não sabiam a realidade da vida em que viviam, facilmente aderiam a facilitar a vida da propaganda marxista e abriam campo... Não eram que eles fossem marxistas, os bispos e os padres não eram, mas eram ingénuos. E então adoptavam os slogans deles a as posições mais extremadas da sua intervenção política. O bispo do Porto foi nitidamente um caso, que eu estive pessoalmente a discutir com ele o problema da greve. Era proibido e era um crime perante a lei da época. Mas eu promovi na ACEGE, ali na Curia, uma jornada de estudos sobre relações do trabalho e a greve. Publicámos tudo que quisermos nos jornais. Nem a censura, nem a Pide. E chegamos à conclusão de que sim, que havia um direito de greve. Que estava na Doutrina Social da Igreja. E ninguém nos vem... Mas ao Bispo do Porto, foram-lhe à coisa, porque o Bispo do Porto entendia que a essencial da liberdade do trabalho, do trabalhador era ter o direito à greve. O direito a greve é um instrumento de justiça. Ou é um meio de criar justiça ou à greve, só por si, é guerra. Só por si é violência. E não tem nada que ver com a justiça. A justiça é resolver, ou tentar resolver, as diferentes posturas, mas convém primeiro acertar vários acessos e tipos de solução. E se possível resolver o problema antes. A última parte é a greve. Quando já não houver mais nada, então tem a greve. Isso é que é Doutrina Social da Igreja.

E tinha uma ligação com a Juventude Operária Católica também?

Também. Foi por isso que eu fui convidado para ser assistente da UCIDT. Por eu ser assistente da JOC e estar já ligado às questões do trabalho, foi exactamente por isso que aqueles que empenharam a me ter também com eles, para ajudar a conhecer a Doutrina Social da Igreja partindo do conhecimento das realidades do mundo do trabalho. E ajudavam-me fantasticamente. Esses empresários depois protegiam todas as nossas iniciativas. E os jovens trabalhadores tinham uma acção espantosa. Nós tínhamos comboios, todos os anos fazíamos um dia jocista. Que era um espécie de festival que se organizava em qualquer ponto da diocese, onde houvesse comboios e a gente marcava um comboio especial. E arranjavamos um comboio especial para Pombal, para Miranda do Corvo, para Figueira da Foz, para Mortágua. Fizemos dias jocistas, o que era? Juntávamos toda gente, havia uma celebração da missa campal lá em certo sítio, os trabalhos também, os ateliers, como agora se diz, os ateliers de reflexão sobre alguma coisa mais útil. E depois vinham para casa felicíssimos da vida e depois ter um comboio especial por conta deles. Enfeitavam o comboio. O comboio ia todo engranado com as bandeiras da JOC. Essas festividades era impossível eu sozinho conseguir.

Era preciso ter um apoio atrás.

Tinha que ter pessoas. O Presidente da CP, da Companhia Portuguesa, era o meu vizinho ali no

carmelo, Doutor José Alberto dos Reis, era maçónico mas dava-me todo o apoio. Era também o Presidente da Assembleia Nacional. E esses homens com essas influências portanto apoiavam-me. Eu não fazia nada que não devesse fazer para lhes agradecer e para ser capaz, para ser capelão e facilitar, não! Eu ajudava-os a descobrir a realidade da vida.

E as actividades no Centro Operário, tinha a missa, a catequese...

Bom, a missa, a catequese. Depois havia actividades também de reuniões da JOC e da LOC. E havia actividade de apoio à medicina.

E a nível de educação ?

A nível de educação, a educação era sobretudo feita nos desportos. Nas actividades desportivas. Eles preparavam uns clubes improvisados. Eu ia acompanhá-los e bater palmas. E nessa altura, durante as férias, é interessante, eu ia para a minha casa e escrevia-lhes uma espécie de cartas apoiadas nas cartas de São Paulo. A mandar-lhes assim algumas ideias para eles depois trocarem uns com os outros. E depois chegávamos, fazia campos de férias. Os campos de férias é que estavam dez dias, às vezes mais, uma vez fomos para a minha casa, ali para a aldeia. Para o Seixo. Depois íamos à praia, íamos ao mar. E transformou-se, efectivamente, no movimento que envolvia os filhos e as filhas das famílias pobres, das mais pobres.

E até que data ficou ligado ao Centro Operário?

O Centro Operário deve ter sido construído por volta de...

Acho que é 1952.

1952, isso é. E eu fiquei ligado com eles até 1959-1960. Porque depois fui para Roma estudar. Depois vieram outros padres mas já estava a estrutura formal, a direcção formada, havia grupos, havia responsáveis. E outros padres continuaram lá a ir para celebrar a missa.

Mas depois desta data nunca voltou?

Sim, muitas vezes. Estive lá muitas vezes, quando há assim uma festa maior. Nunca deixaram de me convidar.

Após o 25 de Abril, lá na Conchada tem um movimento de moradores, que forma a Associação de Moradores "Boa Esperança" constituída em 1976. Não sei, se teve ligações com estes moradores.

Tive, tive também. Claro que havia alguns, nós tínhamos toda a liberdade, fazíamos como o nosso senhor Jesus Cristo, concentrávamos as pessoas. Mesmo, o grupo de futebol ao lado do Centro Operário Católico...

O Clube Real da Conchada.

É isso. Eles faziam os possíveis por afirmar-se. E cresceram e desenvolveram-se. O que é que depois seguiam mais a pista que se afastava da Igreja. E seguiam mais os partidos da esquerda.

Então este Clube Real da Conchada era mais ligado aos partidos depois do 25 de Abril?

Sim, exactamente. Desses que militavam, eram filhos de famílias, os pais, os avós que tinham alguma afinidade com as ideologias comunistas e afins. E portanto não queriam, claro eles não podiam negar a

evidência, eu abria as portas a todos, acesso a todos. Até algumas vezes eu fui ao Real da Conchada e eles reuniam também no Centro durante algum tempo.

E nunca houve tensões entre as duas colectividades? Porque são colectividades diferentes dum mesmo bairro...

Isso é normal, sim havia. Mas não havia por isso, por essa razão: as nossas iniciativas eram muito abertas e muito interessantes. Construir bairro. Quando começamos a construir as casas com o Padre Américo, a obra da rua, que construiu também um bairro com o mesmo estilo de autoconstrução.

Era a MONAC?

Com a MONAC. Nós lançámos a MONAC. Quando começámos a construir, aquilo era uma prenda de mão beijada. E aquilo dava muito nas vistas. Não era permitido construir, pois é. Mas a gente arranja que aprove um projecto por aquilo. A gente arranja o material para fazer a casa, a gente arranja-vos e vocês aprendem a construí-la. E os homens, ao fim do trabalho, lá iam trabalhar para a casa deles. E viram que, efectivamente, podiam. E depois em vez de pagar, porque eles pagavam tanto pelas barracas, às vezes preços elevados de rendas. E em vez disso, esse dinheiro dava para amortizar os cimentos, a cal e os materiais e a MONAC só recebia as amortizações dos encargos que aquela casa custou. E o senhor em vez de pagar a renda pagava a amortização. E a casa já era dele.

Porque na altura, lá na Conchada, tinha muitos terrenos que pertenciam à Santa Casa da Misericórdia.

Isso mesmo, isso mesmo.

Não sei qual é o seu olhar sobre o 25 de Abril.

No dia 25 de Abril houve uma tensãozinha. E uma tensão que foi até mais representativa dum rapaz seminarista, já quase teólogo, quase no fim do curso e que hoje é padre, e que quis também alinhar com os contestatários do 25 de Abril. E então começaram a dizer que tinha obrigação de vir para lá fazer homilias. Que tinha de lhe dizer e que eles também tinham o direito de falar e mais não sei quantas. E começaram a criar-me tensões, não por ser eu mas por ser da Igreja. Por ser da Igreja.

Então, era um padre que estava a apoiar este movimento?

E eu é que o tinha chamado para seminarista. E ele em vez de vir comigo e ser ao meu lado foi para o lado dos gajos.

Era padre...

Ainda não era padre.

E hoje?

Hoje, é.

Padre em Coimbra?

Sim, sim em Coimbra.

E qual o nome dele?

Ah, não, não. Isso, não.

Mas pronto teve esta tensão depois do 25 de Abril.

Tensões, também é. Havia muitas tensões. Inclusivamente, um membro do Partido Comunista que veio de Lisboa à uma reunião da LOC, porque eu também era assistente da LOC, com o objectivo de me pôr fora. E chegaram à reunião e começaram, em vez de fazer o que estava previsto e anunciado na reunião, começaram a dizer que eu que tinha de me ir embora. E por uma razão simples, é que eu era assistente de um grupo de patrões, portanto não podia ser assistente da LOC. E quando o Bispo que estava de novo, me chamou para dizer isso, eu disse “Oh Senhor Bispo, deixe-os lá. Nós não vamos fazer nada, fazer finca-pé, porque depois isto destrói-se e já está destruído. A melhor solução é dar a impressão de que cede, não me importa, eu fico de lado, não quero saber disso. E o outro padrezito vai acompanhando e salva-se alguma coisa. E se for conflictuada, claro que eu não deixo conflictuar. E criamos tensões e eu próprio pode ser emborcado nisso tudo. De maneira que não vale a pena”. E então aí sim foi um outro padre me substituir nessa função. E na Conchada, o Prior da Santa Cruz deu sempre uma grande ajuda, a Paroquia deu sempre uma boa ajuda e apoiado nos padres da Onianos, os missionários que ainda hoje me parece são lá, quem habitualmente lá vai celebrar. Agora quem celebra é o Padre Zé mesmo, o antigo Padre de Santa Cruz, que deu muito apoio que mora ali perto. E portanto que vai lá celebrar a missa ao domingo. Penso, não sei se é.

Então a sua ideia era mesmo trabalhar em conjunto com os empresários e os operários.

Sim. Porque havia problemas comuns. Havia um problema grave que estávamos a equacionar. Era os transportes dos operários, que tinham de vir muito cedo, passar duas ou três horas às vezes nas deslocações em situações penosíssimas, porque vinham a pé ou vinham mesmo de bicicleta, era muito penoso. E que arranjar uns transportes públicos ou das empresas que dessem a volta para trazer as pessoas que moravam mais longe e minorar isso. Chegámos, nas reuniões, a pôr essa hipótese e a explicar o problema para resolver isso também.

Que era um assunto que estava a interessar os dois lados.

Claro que interessava os dois lados. Não, foi uma coisa simpática. Foi um tempo simpático de vida.

6. Jorge Vilas.

Entretien réalisé le 8 août 2012, à Coimbra. 68 minutes.

A associação é legalizada em Fevereiro de 1975, mas já tinha movimentos sociais antes do 25 de Abril? Então, a organização dos moradores da Relvinha existia previamente. E contemplava já os problemas do alojamento ou servia propósitos diferentes?

Tinha umas poucas vertentes mas a mais visível era a habitação. Embora tivesse uma vertente também cultural, mas a mais visível e a mais premente era realmente a habitação. Porque isto eram barracas como vocês já viram ali nas fotografias e tenho aí mais. Portanto isso obrigou-nos a organizar nos anos antes do 25 de Abril. E depois também tivemos aí na altura o apoio dum grupo de jovens estudantes também de sociologia e dum grupo de geografia. E portanto nós, quando reunimos com eles, já estávamos organizados e conseguimos realmente, foi aí na altura que conseguimos começar a fazer muita pressão sobre a Câmara Municipal de Coimbra, que era o Presidente Araújo Vieira. Para a reparação das casas e tivemos que ser nós a fazê-lo. Porque eles deram materiais, diz que não tinham pessoal e nós dissemos: "Bem, vocês não têm pessoal, dão o material e nós fazemos, e fizemos".

E na altura o terreno pertencia a quem?

Era da Câmara. Este terreno era da Câmara porque era cá que estavam implantadas as barracas.

Porque na Conchada, os terrenos pertenciam à Santa Casa da Misericórdia.

Era o casarão. Sim, nós também formámos essa associação de moradores, ajudámos a formar a associação de moradores. Na altura foi nomeado o Frederico o Presidente. Só que eles não tiveram força, deixaram-se ultrapassar pelos acontecimentos, dividiram-se e aquilo diluiu-se. Porque eles tinham as mesmas facilidades, o projecto era aquele dali de cima e tinham também noventa mil escudos a fundo perdido. Fizemos alguns espectáculos conjuntos lá em cima nos Olivais, no Pavilhão dos Olivais, com o Vitorino e foi uns outros grupos que já não me recordo bem. Já lá vai muitos anos. Fizemos um festa conjunta para agariar fundos para as Associações de Moradores, não era só para a Relvinha. Foi dividida por as associações todas. Foi uma festa conjunta e conseguiu-se algumas verbas para as associações todas. Depois fomos reunindo diversas vezes, criámos uma inter-associações, fomos reunindo algumas vezes na Rua São Teodoro, outras vezes aqui, na Conchada foi uma vez, se não estou em erro. Apesar de eu ter pressionado muito e a malta da Relvinha ter pressionado, eles acabaram por não ter força anímica para andar com o processo para a frente.

Por causa de diferentes realidades lá na Conchada?

Sim, sim. Além de ser realidade, a realidade era muito semelhante à nossa porque eles viviam em condições muito degradantes. Era uma promiscuidade terrível. As famílias eram mais ou menos... Aquilo era um gueto. Nós aqui, também não deixava de ser um gueto mas eram casas individuais. Não andávam cá por corredores, nem por nada. As casas eram barracas individuais. Agora eles também tiveram o azar das pessoas que estavam à frente daquilo, nomeadamente o Frederico, que era um bom

elemento, era um rapaz cheio de boa vontade, mas faltava-lhe preparação. Faltava-lhe o traquejo que a Relvinha teve antes do 25 de Abril.

Este historial de organização.

Sim, sim. E depois também tiveram a infelicidade, logo de início, de terem lá uma rapariga, de quem eu era bastante amigo, que era a São que a determinada altura desviou o dinheiro. Não foi muito, mas era dinheiro. Quer dizer, aquilo começou a criar um certo desencanto nas pessoas e acabaram por discutir. Depois a Câmara, como eles desistiram, pegou no projecto e fez a câmara, aquilo é camarário, estão lá alojados, é camarário.

Isso foi muito mais tarde.

Sim, sim. Alojaram-nos primeiro ali no Ingote. Isto é muito recente, terá para aí uns quatro, cinco anos, não terá mais.

E também na Conchada, tem um peso bastante importante da Igreja, das colectividades religiosas: O Centro Operário Católico, a Casa do Ardina...

Sim, a Casa do Ardina, curiosamente eu fui lá aluno. Aliás, fui da abertura da Casa do Ardina. Era miúdo, recordo-me perfeitamente, era um bocado mais à frente do casarão, quando se vem de lá, era à direita. Nem sei o que é aquilo agora. E pronto, e depois estavam ligados ao Centro Cultural...

Ao Centro Operário da Conchada.

Que portanto, está ligado à Igreja. E portanto, mesmo ali era da Santa Casa da Misericórdia. Aquilo ainda deu muita luta, ainda estive nalgumas reuniões com os provedores da Santa Casa, com o Frederico, com a direcção deles, para se ultrapassar aquela questão da assistência terranial e eles levantaram grandes problemas e também foi isso que desmotivou um bocado. Eles embrulharam, embrulharam e nunca mais resolviam o problema e isso também desmotivou a malta. Porque quando se previa que a construção começasse, suas excelências os católicos disseram que "não senhor, que não podiam ceder o terreno porque", inventaram milhentas de coisas para não ceder. Para mais tarde acontecer o que aconteceu. A realidade é totalmente diferente da nossa, nós aqui inicialmente também andava aí um grupo, eram ligados à religião. Tinham aí uma casa que era uma barraca no fundo que era uma barraca que estava habitada depois a pessoa morreu e aproveitaram aquilo para ser a casa do leite. Chamavam-lhe a casa do leite, tinha esse leite da América, o queijo e essa coisa... E depois faziam uma distribuição pelas pessoas. Eu revoltei-me sempre contra essa situação, miúdo ainda, porque entendia que aquilo era uma maneira de explorar o ser humano, explorar nomeadamente os moradores do bairro da Relvinha. Porquê? Porque imiscuiam-se na vida de cada família para saber a sua vida particular e a troco de um quilo de arroz, de um quilo de massa, tornavam as pessoas dependentes dessa situação. Era uma altura, agora está mal mas naquela altura era muito pior, era a fome, era a degradação, era a falta de emprego, as condições habitacionais eram propícias à dependência e eu revoltei-me sempre contra isso, ainda muito criança. Porque entendia que o cidadão, mesmo pobre que seja, não tem que ter pena. As pessoas têm que estar solidárias e a solidariedade, para mim, deve ir no sentido de resolver os problemas sociais das pessoas, mas não é tornando-os

dependentes desta ou daquela agremiação. O que se deve é, culturalmente educá-los, prepará-los, ajudá-los a preparar, para criar a sua própria independência, e serem indivíduos que depois de lhes ensinar a pescar, dar a cana e o anzol e essa coisa e agora pesquem. Não é torná-los eternamente dependentes da Igreja, vais à Igreja, vais lá com a mão no peito. Quer dizer, eu penso que isso é o pior caminho que se pode seguir numa sociedade, é tornar as pessoas dependentes seja do que for. As pessoas devem ser dependentes de si mesmo. As pessoas devem ser auto-suficientes para governar a sua vida, independentemente das situações sociais onde estejam inseridos, porque sem isso as pessoas não conseguem ser livres. Quer a gente queira quer não, a liberdade passa pela nossa independência. E se ela não existir, não há liberdade. Porque eu não vejo que as seguranças sociais, que as caritas, que isso estejam a resolver o problema de ninguém. Resolvem o problema momentâneo, mas a lacuna fica sempre para o futuro.

A autonomia de regir a sua vida própria. Então já tinha na altura, mesmo antes do 25 de Abril, esta consciência política.

Sim, sim. Tínhamos a consciência de classe, tínhamos a consciência política de que este era um caminho errado.

Havia grupos políticos formados na Relvinha antes do 25 de Abril?

Sim, já havia grupos clandestinos. Já havia grupos clandestinos. Nomeadamente, um irmão meu que teve que fugir para França, um outro também, pertenciam a LUAR. O meu irmão mais novo pertencia às Brigadas Revolucionárias do Partido Comunista. Portanto, havia aí outra malta que já estava consciencializada. Depois também com o advento de 1968-69, com o advento da revolta estudantil, nomeadamente eu que estava mais por dentro do assunto, estava mais ligado aos grupos de estudantes, como a República dos Galifões. Portanto interiorizei mais rapidamente essa consciencialização. Embora já tivesse. Porquê? Primeiro porque nasci num berço de palhas. Depois porque sofri muito durante criança com as carências que os meus falecidos pais tinham. Tudo isso é uma universidade da vida. E que nos ensina a ter uma perspectiva totalmente diferente do mundo, que aqueles que nunca tiveram problemas não conseguem ter. Isto criou em mim um espírito de revolta que me acompanha desde menino. Portanto, não foi difícil eu comotar-me com as forças de esquerda, com quem estive sempre ligado. Desde a LUAR, UDP, MES, MRPP, estive sempre ligado com essa gente. PCP, que hoje sou militante e na altura também. Mas sempre tive o predicado de estar ligado a toda gente. Criei amizades em todo o lado. Portanto a minha preocupação e também de todos os outros moradores, nomeadamente aqueles que estavam mais consciencializados, que pertenciam às direcções das Comissões de Moradores, que pensávamos que não devíamos nem marginalizar, nem deixar-nos marginalizar. Porque eu recordo-me de uma vez, que tivemos uma reunião de inter-associações, a Rua São Teodoro, que apereceu a malta da UDP. E eles tentaram manipular a reunião. Tentaram tomar as directrizes dos moradores. Eu recordo-me de ter levantado e dizer: "Parem, porque isto é uma reunião de Associações de Moradores e nós aqui não estamos para receber directrizes de ninguém. As directrizes são impostas por nós. Aceitamos a colaboração de toda gente mas nunca as suas

directrizes". Por isso, foi sempre muito difícil qualquer partido ter colonizado a Relvinha.

E isso constitui mesmo a definição do projecto do Poder Popular que era juntar as forças progressistas e socialistas, em favor da autogestão sem cair numa colonização dum partido em particular.

Nós nunca permitimos isso e aliás eu tive sempre consciência disso e em reuniões eu disse muitas vezes, e há gravações disso, em que eu realmente me impunha e dizia que a Relvinha não se pode deixar colonizar por nada nem por ninguém. Tem que ser soberana, tem que ser totalmente independente, e seguir o seu caminho. Claro que a colaboração das pessoas externas é sempre bem-vinda, porque a sapiência não está do nosso lado só. Embora tínhamos a universidade da vida que nos ensina muito, a realidade, o dia-a-dia, mas é necessário também conjugar, realmente, o esforço das pessoas. Para nós, foi sempre bem-vindos, os grupos exteriores. Como o grupo de estudantes de medicina, tivemos aqui um grupo fabuloso como a Leticia, a Deolinda, o Bernardino, o Tó Mané. Foram muitos que passaram por aqui que viveram intensamente isto. E aqui houve uma aprendizagem mútua. Ainda hoje a Leticia que é directora da hematologia do Hospital dos Covões, a Leticia Ribeiro, numa festa que nós fizemos aqui no 28 de Fevereiro de 2004 ou 2005 em que ficou bem patente isso. Ela, depois de eu discursar, ela discursou e disse isso mesmo, que houve realmente uma aprendizagem mútua, o que eles nos deram foi pouco em relação àquilo que receberam. Mas, eu entendi sempre que era muito positivo o apoio de grupos externos, nomeadamente, não tanto os monetários como mais os morais. Porque era importante e teve um impacto muito grande na formação cultural da Relvinha. Porque a Relvinha sentia que estava presa com uma situação premente de habitação, porque estava exclusivamente marginalizada por uma sociedade que entendo que era uma sociedade podre, uma sociedade que já nada mais tinha a dar ao cidadão. E o aspecto cultural ainda era uns passos que se davam muito ténues. E a força estudantil trouxe-nos força, trouxe-nos saber. Os intercâmbios. Ainda tivemos aí um grupo de teatro que era a "Lata da Relvinha", tínhamos uma peça ensaiada para ir a Nancy que era "A morte e o esplendor de Joaquim Murrieta", estava tudo ensaiado, mas depois apareceu aí uns oportunistas como o Carlos Carvalheira e outros gajos que ainda estão ligado ao teatro, e um José Barreiros, que depois esteve preso. Que deram uma machadada muito grande, pronto conseguiram dinheiro, andaram a enganar e nós também entrámos com algum dinheiro e portanto eles desapareceram pura e simplesmente. E isso criou depois uma barreira muito grande em relação a essas questões. Em relação aos teatros académicos tivemos realmente muito apoio. CITAC, nomeadamente, estava o Bandeirinha lá, era um craque do CITAC. O Prada, também um rapaz que agora está no Ingote a fazer também *workshop*, que está com o Viegas, que esteve ligado muito tempo a isso, também esteve aqui. Também já esteve aqui a fazer teatro. E é aqui que a gente conhece o João Baia, que é no teatro, que foi feito aí para casa, um teatro que tinha pernas para andar, que foi feito exclusivamente por eles, eles queriam que a malta entrasse. Mas na altura já havia certo desencanto, já não havia assim muita juventude, que era "A Guerra". Portanto era sobre a Guiné, a guerra na Guiné. Esses resíduos ficaram na Relvinha para sempre.

As relações entre as pessoas.

Sim, sim. Depois houve esses *workshops* de Coimbra Capital da Cultura e foi a CBRX-Relvinha, que teve esse grande êxito aí, passaram cá mais de mil pessoas nessa altura, para ver o teatro de rua. E esse teatro versava exclusivamente sobre a vida dos moradores da Relvinha. Há episódios que eu contei, isso está gravado quando eu estive a contar a história na mata, portanto o Carlos Pessoa gravou, e foi através disso que fizeram o teatro.

[...].

Tudo sobre a história dos moradores da Relvinha, é uma coisa real. Trabalhámos com o TEUC, com o CITAC, com o Coral de Letras e já vieram aqui diversos grupos como o Grupo das Guitarras de Coimbra, já cá trouxemos muitos grupos, já trouxemos aqui também o Vitorino há muitos anos, fizemos no Gil Vicente uma festa que teve o Zeca Afonso, teve diversos artistas. O Ary dos Santos esteve nos Olivais. Portanto tivemos muito apoio e depois conseguimos arranjar uma biblioteca que está lá em baixo. Tem muitos livros que nos foram dados na altura pelo FAOJ.

Que é o Fundo de Apoio aos Organismos Juvenis.

O Governo Civil também apoiou.

Então a habitação era o ponto inicial mas tinha uma ambição maior.

Sim, tínhamos. Tínhamos realmente essa vertente, não desligar uma coisa da outra. Porque entendemos que a cultura é um factor primordial para o progresso. E para a independência da pessoa. Porque o Salazar no tempo dele interessava-lhe que o povo fosse o mais analfabeto possível porque quanto mais ignorantes as pessoas forem, mais facilmente são exploradas.

Tinha uma ligação entre cultura e democracia. Numa tentativa de criar uma democracia dum tipo novo e na mesma altura criar uma cultura nova.

Sim, a democracia participativa é muito importante. E foi isso que nós aqui sempre fizemos. Nunca negámos a entrada aqui a partido nenhum, religiões, eu pessoalmente não quero nada com elas, não tenho nada contra isso, respeito, mas pessoalmente não aceito. Tivemos aqui uma equipa de futebol, já tivemos muitas coisas. As pessoas foram envelhecendo. E é como tudo, os mecenas vão acabando. Mesmo a nível estudantil, já não se sente aquele entusiasmo de vir aqui e fazer coisas como se notava nessa altura, após o 25 de Abril e durante muitos anos, e há relativamente pouco tempo ainda.

[...].

Tivemos outro gajo fantástico que foi professor de Direito na Universidade de Coimbra, o Doutor Soveral Martins...

Eu ia abordar este assunto. Sei que ele foi importante também na Conchada, que ajudou a legalizar a associação. Parece uma figura muito importante na orientação destas experiências.

Ele era um cooperativista nato. E acontece conhecê-lo uns dias após o 25 de Abril, na Rua do Brasil. Eu vinha a passar e vi um cartaz grande "LUAR".

Que estava a ocupar o prédio.

E eu olhei e disse para o meu colega, "Oh pá, vamos ver o que é isto". Conhecía a LUAR da

clandestinidade, fomos ver. Fomos lá, estava a malta da Fonte do Bispo a lamentar-se, que tinham lá uma vala, que tinham aquele problema, que tinham aquilo outro... E o Soveral Martins, ainda muito jovem, tenho fotografias dele muito jovem, estava à frente, a falar e eu pedi, nós já eramos Associação de Moradores legalizada, e eu pedi se podia falar. E Soveral disse-me: "Sim, sim pode. Pode falar". E eu falei, expliquei aos moradores da Fonte do Bispo como é que eles podiam ultrapassar aquele problema, constituindo-se Associação de Moradores, integrando-se no SAAL porque tinham verbas... Aliás, criámos logo ali um núcleo de amigos muito grandes, já não nos largaram, o Soveral Martins no fim disse: "Está aqui este amigo que explicou tudo, eles têm experiência, acho que se deve pegar nisto. Formou-se então a associação e o Soveral ficou muito ligado aqui à Relvinha, ligou-se umbilicalmente a nós. E foi uma pessoa que me marcou profundamente. Porque o Soveral Martins tinha a mesma idade que eu tinha. Foi ao casamento da minha filha mais velha. Já estava muito doente, já estava muito debilitado com cancro. E foi ele que fez os estatutos da Semearelvinhas, não da Associação de Moradores. Houve algumas transformações. Hoje, já estou arrependido, por exemplo, de autorizar, porque isto também, o sentimento pode ser terrível, que as casas podessem vir a ser individualizadas. Na Associação de Moradores era taxativo, aquele artigo não podia ser mexido, era o único, era sempre as casas hereditárias. Acabava-se com os oportunismos, ainda agora poderem começar a vender e perdeu-se toda a mística. E é ele que deu o nome "Semearelvinhas", um nome muito lindo. E agora tenho andando com isso às voltas, está mais ou menos aprovado, para esta rua ficar com o nome dele. A rua de baixo, esta aqui vai ficar o nome "Fundadores da Relvinha". Eu queria "Heróis da Relvinha", mas eles dizem que não pode ser. Porque ao princípio, a malta aí toda queria pôr o meu nome. Entendo que não. Que isso que é uma chinezisse qualquer. Portanto isso foi proposto e foi proposto à Comissão da cidade de Coimbra. Só que eles na altura também me disseram que isso não podia ser, porque não autorizavam ruas de pessoas vivas. Pronto e eu fiquei todo contente porque no fundo... Nunca me preocupei minimamente com um estatuto de superioridade. Nunca me preocupei estar na vanguarda... Na vanguarda estou sempre, mas nunca me preocupei com esse tipo de... Portanto, tenho que estar englobado num conjunto de pessoas que tornaram possível esta obra. E não me sinto com estatuto especial de ter sido ou não. Aliás, não faz parte da minha bagagem cultural. Portanto, o Soveral foi uma peça fundamental aqui e sempre que havia qualquer problema ele estava disponível para ajudar as pessoas.

Na altura era estudante de Direito?

Penso que nessa altura já era professor. O filho dele que é o Alexandre Soveral que tem o escritório dele na Avenida Sá da Bandeira.

[...].

Isso tem a ver com uma vontade de conviver com o povo. Pessoas exteriores ao meio a tentar ajudar. O que é muito particular no caso da LUAR é que era um movimento que não estava a chamar votos, estava numa linha de organizar na base.

O Soveral era um homem de causas. Morreu ainda novo, com cancro na prostata. E eu curiosamente

estava em Lisboa, não conseguí saber. Quando a minha mulher, quando eu cheguei cá, me disse que o filho telefonou para casa, fiquei siderado. Para além de sermos grandes amigos, ficámos ligados sempre um ao outro, foi uma perda muito grande para mim e nomeadamente para a Relvinha. Nós temos aí fotografias dele, temos muitas recordações dele. Ele pertencia a uma fundação que era a Centelha, mais tarde teve outro nome. E nós eramos sócios, entrámos com vinte contos. Podíamos lá ir buscar os livros escolares e tudo, a preço praticamente de custo. Terem-nos facilitado isso. Acabou por morrer essa Centelha, quando ele viu que aquilo estava afundar-se, tentou agariar fundos através dos amigos e nós considerámos que tiveram uma obra válida e que tínhamos a obrigação moral e material de colaborar porque também ele sempre colaborou connosco. Depois tivemos ligações com a LUAR, como eu disse, pessoalmente tive ligações com o MRPP...

Com todo este espectro de esquerda.

Porque eu quando me ligava, quando tive ligações com todos estes grupos, alguns fui contactado por eles para pertencer a parte de listas, eu nunca quis. Sempre prezei a minha independência. E não aceito directrizes nenhuma de partidos, nem do Partido Comunista, nem nada. Tenho a minha opinião pessoal e essa é vincada em qualquer lado. Porque entendo que as pessoas que são eleitas, são eleitas pelo povo e é para o povo que eles têm que trabalhar. E não têm que estar a receber directrizes de partido nenhum. Eu, nesse aspecto, já tenho dito, às vezes, em reuniões do próprio partido, uma vez aqui por causa da Junta, as pessoas não ficaram assim muito agradadas, "Meus amigos, a partir do momento que vocês forem eleitos, vocês têm que esquecer o Partido. Foram eleitos pelo povo é para o povo que têm que trabalhar e é só isso. Porque se vocês não fizerem isso, quando saírem no fim, saem pela porta de cavalo". Portanto é muito importante que as pessoas se consciencializem disso. As pessoas acabam, numa circunstancia destas, por não ser dono deles mesmos. Isso é o que se vê neste momento.

[...].

E a nível de educação, teve aqui aulas?

Tivemos. Também tivemos aqui alfabetização e tivemos um grupo de medicina também que vinha dar consultas no barracão. Portanto nós quando as barracas foram desmontadas, nós tínhamos aí um grupo que era os companheiros constructores, que era dum gajo que era padre que através dele veio para cá, que era o Manuel Rocha. Depois largou a vida de padre, casou-se com um holandesa que andava cá, que era Rike. Ela era professora e ele também é professor universitário em Mira, tem lá uma quinta. E combinei com a malta e então desmontámos duas casas pré-fabricadas, duas barracas, juntámo-las e fizemos. Tinha a sede, fazíamos bailes, fazíamos lá o teatro, tínhamos um tasco, onde a princípio vendíamos mercearias, carnes e tudo, praticamente ao preço de custo.

Era através de uma cooperativa?

A cooperativa de Barcouço. Tínhamos uma ligação grande com o Palmiro, ainda hoje somos amigos. E então dava-se aí a alfabetização e também esse grupo de medicina, nomeadamente o Carpa, que era da República dos Galifões. Vinham cá, davam-nos medicamentos e tudo, punham alí quando houvesse

uma coisa a malta chegava lá às prateleiras e ia distribuir medicamentos. Tivemos esses apoios todos, portanto isto era a força da juventude que tem uma força anímica que é extraordinária. E tem uma entrega que depois com os anos vai-se desvanecendo. Outros também começam a formar a sua vida, começam a ser relações públicas, catedráticos e não sei quê e esquecem-se de tudo. A maioria, não é todos porque a Leticia continua muita ligada à Relvinha, de vez em quando vem aqui. Aliás falamos muita vez. A Deolinda, o Bernadino Gonçalves que toca no grupo de Guitarras de Coimbra. Estamos sempre em contacto. Portanto não foram todos que desapareceram. O Bandeirinha também está muito em contacto connosco.

E será isso que explica o facto que a Relvinha foi o único projecto SAAL em Coimbra a conseguir? Todo este apoio exterior?

Também há uma coisa, é que para além de tudo isso, eles não sentiram bem bem o problema porque aquilo foi o [...] que financiou, tiveram dinheiro de algumas casas a fundo perdido, como nós tivemos. E aquilo foi posto a concurso pela Câmara. A Câmara fez e as casas foram entregues depois. Eles não sentiram na pele o que nós sentimos aqui nestas casas. Estas casas aqui de baixo, é auto-construção. Andaram cá holandeses, belgas, alemães, franceses, como já disse, andaram cá muitos estudantes, crianças do bairro, mulheres, e homens, e toda a gente trabalhou, toda a gente se envolveu.

A própria auto-construção reforçou a solidariedade entre as pessoas.

É. Tornam-se mais solidários e ficam com a responsabilidade de sentir que aquilo é seu, que foram eles que construíram. Portanto, tem pelo menos o prazer de dizer: "Isto é meu, envolvi aqui o meu suor". Naquele caso, [as casas] foram-lhes entregues, pagaram uma quota, pagaram a renda e a casa é deles. É diferente. Por exemplo, o MRPP e a UDP eram apologistas que devíamos ocupar casas. Eu, como estava à frente disto como presidente, entendi que não, que esse não era o melhor caminho. O melhor caminho era nós fazermos com as nossas próprias mãos aquilo que pretendíamos. Porque isso é que tem valor. E nunca enveredámos por esse caminho e tinha aí muitas casas vagas, embora não seja contra isso, mas depois se veio a criar muitos problemas no futuro.

São muito poucos os casos de pessoas que conseguiram ficar depois duma ocupação de casa. Tem um caso na Rua António José de Almeida.

E, realmente, é verdade que nós fomos sempre muito resistentes a isso. E ainda bem que assim foi, porque hoje temos o problema resolvido sem que ter que andar em tribunais.

E a ocupação acaba geralmente por ser uma coisa mais pessoal que colectiva. Provavelmente as pessoas da Rua Antonio José de Almeida não têm esta consciência que existe na Relvinha.

Esse é que era o problema. E é nesse sentido que eu digo que as pessoas devêm ser consciencializadas, ajudadas e não fazerem assim, ocupar, entregar. E depois ficam dependentes toda vida daqueles gajos, ficam sempre agradecidos. Embora nós também estejamos agradecidos a grupos que nos apoiaram mas é um tipo de agradecimento diferente, é um agradecimento solidário.

Parece uma obra colectiva e que ninguém pode ser responsável por isso porque toda gente é responsável.

Portanto, é isso que importa. De resto, a nível de Coimbra, tivemos sempre muitos apoios. Tanto em materiais, como na simpatia das pessoas virem até nós saber dos problemas. Recordo num discurso no Gil Vicente que dei que eu acusei toda a gente da situação que a Relvinha vivia, disse "vocês que estão aí desse lado também são responsáveis porque nada fizeram para que isto não viesse a acontecer". A Relvinha foi um pouco marginalizada durante uns anos, criou-se um gueto e havia muitos problemas, ainda hoje infelizmente alguns se drogam. A coisa já está a ser mais ou menos, debelada. Mas também passamos momentos um pouquinho difíceis. E precisamente neste momento há muito desemprego.

[...].

E depois também penso, que naquela década de cinquenta-sessenta, que é a década da emigração, aqui no bairro não houve muito, agora é que estão para a Holanda uns poucos, mas não havia muita cultura de emigração. Tive os meus irmãos que foram, mas já não viviam aqui no bairro. Mas a cultura nossa não era essa. Era manter-se e rumar contra a maré.

[...].

A nível de cultura, não sei se a Relvinha teve ligações com as associações recreativas ou culturais?

Não, só tivemos praticamente ligações com os grupos autónomos da Universidade.

E não com a INATEL ou outras colectividades do género?

Não, nunca nos ligámos a isso porque também acho que isso são departamentos ligados à situação. Pois, nunca nos ligámos a isso. Fizemos ali uma escola. "Fizemos" não é bem o termo, nós tivemos a iniciativa, foi a malta do bairro, fomos nós que reunimos com o Governador Civil, depois conjuntamente com algumas pessoas. Nós tratámos desta história toda e depois houve um grande apoio da população toda, que fizemos, então, duas escolas ali na mata. Fizemos uma escola que veio a alargar muitos mais anos. E ali trouxemos lá a nossa malta estrangeira a trabalhar, iam para lá nós, ia a malta do bairro de cima. Por cima tivemos apoio das entidades locais. E eu tive o cuidado na altura de nomear tesoureiro uma pessoa que não tinha nada ver com o bairro. Isto, porquê? Porque antigamente, antes do 25 de Abril e mesmo depois do 25 de Abril, ninguém acreditava em nós. "Aqueles gajos são uns velhos, aqueles gajos são uns ladrões, aqueles gajos não fazem nada". Eles vão comer o dinheiro todo e a nossa obra está à vista e dos outros não vemos nada. Portanto, até é curioso que ouvi uma vez um médico, que é o Doutor João, de quem sou amigo, ele morava aqui, passado uns anos veio pedir se podia ser sócio. "Agora não, não podes. Então vocês na altura não acreditavam em nós". Portanto e aquela malta lá de cima, concretamente aqui ligado à malta estavam uns quatro ou cinco, não há mais, o resto é todo malta que veio de outros lados... E nós para que isso não acontecesse, que as pessoas continuassem naquele clima de desconfiança, eu arranjei um indivíduo que ficou a tomar conta do dinheiro da escola, que era um indivíduo já duma certa idade, que era pai dum jornalista, que era o Ningue. E pronto corremos aqui na cidade, nomeadamente aqui nas fábricas aqui da zona a pedir materiais e dinheiro, e arranjou-se umas verbas. A Câmara cedou o terreno. O Governador Civil colaborou. A Câmara fez o projecto, e o resto foi feito por nós. Portanto agora a

nível cultural ligado a este ou àquele grupos concretamente, tirando os grupos autónomos da Universidade, não tivemos.

7. Teresa Patricio.

Entretien réalisé le 24 octobre 2012, à Coimbra. 89 minutes.

Gostaria de voltar à história do relatório da DGEP. Portanto um levantamento das associações da zona Centro.

Exactamente. Aquele trabalho não foi um trabalho do Graal. Embora também cai na educação popular. Este que fizemos para a Direcção-Geral da Educação Permanente foi, por acaso, as duas eramos do Graal, mas não tem a ver com um trabalho do Graal. As outras equipas nas outras zonas do país não tinham nada ver com o Graal. E íamos fazer este levantamento, encomenda da Direcção-Geral da Educação Permanente.

O director na altura era o Alberto Melo.

Sim, exactamente.

Gostaria de saber quais eram os objectivos deste levantamento. Porque é uma coisa um pouco inovadora.

Eu não sei como começou ou exactamente que foi a ideia. Mas terá sido, naquela altura a Direcção-Geral de Educação de Adultos com o dr. Alberto Melo, e naquela época, porque estamos a falar de 1976, estava tudo em florescência, tudo a mexer. E os suecos, mas eu não sei dizer quem, não sei se foi o Governo sueco, se foi algum departamento oficial ou se foi alguma outra entidade. Mas os suecos quiseram ajudar, colaborar, nesta fase da vida do país e ofereciam material, portanto ofereciam recursos para pôr ao serviço da tal educação dos adultos, educação popular. E esse material por si, era em bens, não era dinheiro. O material audiovisual, sobretudo. Seria material audiovisual. E para isso, a Educação de Adultos o que fez foi contratar equipas que fizesse um levantamento. Porque nos não sabemos, na altura, que associações existiam, que trabalho faziam e do que precisavam. Foi preciso conhecer o terreno. E o que nos fizemos aqui na região Centro e penso que outras equipas estavam feito o equivalente noutras zonas, foi saber que associações estavam no terreno a trabalhar. Essas associações são de importância muito variada. Mesmo a situação em que estavam, nessa altura, era muito variada. Algumas tinham pouca actividades, estavam quase paradas, outras estavam muitas activas. Nós fomos contactar os responsáveis, dirigentes, nas associações, saber que objectivos tinham, que sócios tinham, que actividades desenvolviam, que planos tinham e de que materiais precisavam. E depois fizemos o relatório sucinto, resumido. Era basicamente saber que associações existem no terreno, em que estado estão activas ou não activas, que planos têm e que dificuldades têm.

Então foi o Governo Sueco, através da DGEP, que deu uma grelha de objectivos a atingir pelo relatório?

Eu não sei se essa grelha nos foi dada e se foi nós que a construímos. Mas fizemos reuniões lá em Lisboa, e foi nos apontado os objectivos e o que precisavam de saber. Se tivéssemos o relatório estara lá a grelha. E depois o material que nós falavam era uma maquina de projectar filmes, ou maquina

fotográfica. Os que desenvolviam teatro, algumas vezes nos pediam peças de teatro. Porque tinham muito pouco acesso as peças de teatro. Porque tinham pouca informação, tinham muito poucas bibliotecas disponíveis. Não eram pessoas que tivessem uma preparação para pesquisar. E portanto alguns podiam pedir peças de teatro. Aquelas que eles tinham eram muito atingas. Portanto era sobretudo material audiovisual, peças de teatro, as vezes pediam-nos materiais para os palcos. Podiam não ter cortinas, podiam não ter luzes... Também eram pouco exigentes mas pediam coisas deste tipo. Projecção de filmes, os filmes eram muito desejados na altura. Aquelas máquinas de 16 mm. Eram muito cobiçadas, muito ambicionadas. Porque as aldeias não tinham nada. Nem acesso para ir a vila, não havia. Porque as comunicações eram muito difíceis. E também a televisão era muito menos presente. Havia muito menos famílias com televisão e pronto, as pessoas desejavam o cinema. Este era o objectivo, era o que nos precisávamos de saber. Fizemos também uma avaliação nossa. Se a associação estava viva, ou se pelo contrário estava praticamente morte, inactiva também tínhamos de dizer isso.

E nas conclusões do relatório, lembra-se se a região Centro era bastante activa ou bastante inactiva em relação às outras regiões?

Aos outros não tive acesso. Nós ficamos surpreendidas por ver associações que trabalham, muitas deles, a maior parte, com muito pouco recursos. Basicamente, recursos materiais muito poucos, recursos humanos era todos voluntários. A maior parte eram pessoas com pouquíssima preparação, ou nenhuma, era experiência e vontade de trabalhar. Não tinham tido formação nenhuma para agentes culturais ou para o teatro, nada. Era só de ver outros, e repetir e gostar. No fundo, faziam muita repetição do que já tinham visto, ou repetição até de peças que já tinham apresentado. Os actores eram todos naturalmente amadores e sem preparação também. Trabalhavam, era a noite. Portanto trabalhavam durante o dia e no fim de noite é que faziam, como em Portugal se fazia a maior parte das coisas e ainda se faz. Agora há mais preparação, penso eu, porque é mais fácil, apesar de tudo, participar em conjunto. Hoje as pessoas já aprenderam alguma coisa na escola. A escolaridade era baixíssima. E hoje muitas pessoas têm experiência de, no ensino secundário por exemplo, ter acesso a muitas dessas práticas de teatro na escola ou daquele tipo de actividade cultural. Não havia, não posso garantir que não tinha havido uma ou duas associações em que houvesse alguém, era realmente muito baixo o nível de preparação e de recursos. Havia recursos humanos disponíveis, isto é. As associações lutam sempre com dificuldades, mas as pessoas aderiam, as pessoas gostavam de assistir quando havia apresentação por exemplo, e muitos gostavam de participar. Mas a preparação de recursos humanos era muito baixa. E havia muitas associações que estavam activas, as vezes ligavam-se ao folclore também. Mas o teatro nestas camadas populares era uma coisa muito bem aceite.

E os dirigentes das associações eram geralmente pessoas do meio?

Sim, da aldeia ou da vila.

Porque depois tem muitas associações criadas para pessoas ligadas à Universidade ou a grupos políticos. Como um meio de implantar-se.

Naquela altura, ainda não. E muitas pessoas tornaram-se agentes culturais, com um sentido político, com objectivo político ou num sentido mais geral de animar a vida cívica, de levar as consciências das coisas as terras, de mobilizar a população. Houve muita gente que se interessou depois do 25 de Abril. Estamos a falar de 1976. Em 1975, foi um ano muito quente, enfim e as coisas levam tempo para chegar a província, chamada, nós chamamos o meio rural. Já havia a consciência do 25 de Abril como uma época nova, mas não era apreciado por toda gente da mesma maneira. E aquilo que havia do passado destas associações era quase tudo de antes do 25 de Abril, com pessoas residentes no local. Eu lembrou-me duma que foi interessante era um barbeiro. Mas tinha uma paixão para estas coisas. Ele não tinha mais preparação mas tinha um gosto muito grande para estas coisas. Os outros eram trabalhadores, podiam ser operários ou agricultores até ou também nos serviços, alguns tinham uma diferenciação um pouquinho maior. Gostavam mais de ler ou eram mais curiosos.

Depois do 25 de Abril tem uma abertura em termos de política mas também uma vontade de criar uma nova cultura, voltando às raízes da cultura popular portuguesa.

A ideia que estava por traz, até da Direcção-Geral da Educação dos Adultos, era muito *dar voz*. Em Portugal isso tem significado, a voz do povo português que era muito silenciada. Havia muita repressão política, havia o risco de ser preso como muitos foram. Mas, a Revolução faz rebentar coisa, explode quase, a vontade de ter voz e de dar voz foi muito grande. Mesmo que a gente não soubesse por onde ir. E claro, nem toda gente aderiu. Houve muitos interesses em conflito. Houve gente que teve muito medo do 25 de Abril, houve grandes opositores. Podíamos ter tido uma guerra civil. Não tivemos mas podia ter acontecido. Foi um período muito vivo. E realmente, a vontade de mudar era muito grande. Houve uma parte da população que teve medo mas outros, eu penso que sentiram muito que era uma oportunidade, um desejo. Estou do lado dos que sentiram que era uma coisa extraordinariamente boa.

Diz-se muito que era um período onde tudo parecia possível.

É verdade. Nós não tínhamos medo, grande parte de nós. Uma grande parte da população não viviu as coisas pelo lado do medo. Viviam as coisas pelo lado do entusiasmo. Aliás, acho com alguma ingenuidade. Mas, houve pessoas que tiveram medo. Houve pessoas que tiveram medo, medo mesmo também por ignorância, por falta de informação. O medo foi depois incentivado. Houve muita gente que usou o medo para tentar fechar o 25 de Abril. Aliás espalhavam-se medos terríveis. Dizendo por exemplo que os comunistas, ficou esta, comiam crianças ao pequeno-almoço. Isto foi dito. E portanto os pais, muitos pais e mães ficaram no terror do que podia acontecer. E sempre ligado, por uns que eram antigos já, mas depois ligado a propaganda política que foi feita também na altura e que aumento esses medos. E depois houve toda questão dos pequenos agricultores da região, a região Centro é uma zona de pequenos agricultores. Ficaram com medo de que fossem tirar as terras. Isso nunca esteve na agenda política. As nacionalizações foram feitas para o latifúndium mas não esteve, que eu saiba, nunca na agenda política prejudicar ou tirar as terras aos pequenos agricultores. Havia agricultores que tiveram medo que tirasse a enxada. Mas o medo era tão grande que eles achavam que iam tirar tudo.

Isso fechou a população. E ao nível das ideias, a mudança dos costumes foi enorme. Entrou pela primeira vez em Portugal uma telenovela brasileira. E isso foi um abrir completamente para costumes que em Portugal era muito mais fechada. E essa telenovela teve um sucesso tremendo. Era muito bem feita mas por além disso porque em Portugal nunca se tinha vista uma coisa assim. Nada em termos de histórias contadas, dos modelos, dos valores, que eram veiculados, um certo atrevimento. Naquela altura era impressionante como aquilo não podia ser falado em Portugal. Depois da telenovela nas nossas casas, passou a entrar uma linguagem, uma série de termos, portugueses mas vindos do Brasil. Portugal não usava, nem sabia o que era. E com isso, todos os livros proibidos que podiam ser lidos, os jornais que podiam ser publicados. E havia a televisão, aberta, a dizer muita coisa que nem se sabiam o que era.

Voltando ao relatório. Teve uma mudança de dirigente, o Alberto Melo foi embora. E o relatório não foi usado...

Parece que não. Ou seja, muito tempo depois, o material ainda estava fechado dentro de caixotes e eu não sei se alguma vez esse material chegou as associações. Porque eu fiz o relatório, com a Celeste Isabel, e desliguei-me. Continuamos a trabalhar nos projectos do Graal, porque na altura estávamos as duas a trabalhar, alias ela estava a trabalhar em projectos do Graal, eu não, eu estava a trabalhar numa instituição privada, eu sou assistente social. Estava a trabalhar ai numa instituição da cidade que não tinha nada ver com este assunto. E depois foi trabalhar para Lisboa para um projecto do Graal e depois sai dos pais e quando voltei já era 1980 e aí já tinha mudado muita coisa. Eu já não voltei a estar em contacto com a Direcção-Geral da Educação dos Adultos a não ser, por um outro projecto do Graal em Coimbra, as animadoras em meio rural. E ai, o Graal tinha imensos contactos com a Direcção-Geral de Educação dos Adultos.

[...].

E depois trabalhava-se duma maneira muito informal naquela altura. Era o que ia nascendo. E possível também os relatórios não existem sequer. Mudava assim muito rapidamente.

Voltando aos projectos do Graal, qual é o seu balanço da animação com mulheres em meio rural?

[...].

Eu participei só nos dois anos últimos do projecto. Eu aprendi muito nesse projecto, porque o Graal tem muita experiência mas eu não tinha. Não pertencia ao Graal antes de 1976 depois estive fora dos país. Mas trabalhar diretamente com estas animadores e o uso do método do Paulo Freire, da conscientização. Isso o Graal usa muito, em todo tipo de projecto. Neste projecto também foi assim. Para formar as animadoras, eram mulheres que foram se encontrar. Chegamos ao conhecimento com elas e algumas mostraram-se muito desejosas, muito disponíveis, com muito interesse em mudar a vida, no fundo é assim. A sua vida no meio rural, a consciência da sua situação melhor, aprender coisas e fazer alguma coisa para mudar. O conceito de animadora é alguém que também quer a volta mexer nas coisas. Não estavam interessadas só para a formação delas, não. Tinham um desejo mesmo

que é preciso mudar, é preciso fazer alguma coisa. E elas passaram por esse projecto de animação, e foram fazendo, e a conscientização é sempre isso, que as pessoas tomem conhecimento da realidade, conhecer e agir. [...]. O que o projecto já tinha feito quando eu cheguei, eu apanhei uma fase final, era muito refletir sobre a situação, sobre a realidade. E como elas eram mulheres, porque o Graal é um movimento de mulheres, focamos sempre muito em particular na situação da mulher. Mas é claro que esta sempre relacionada com a vida social e política, e cultural, etc... Temos sempre tudo ligado. Estamos a falar numa época em que as pessoas também sabiam pouco do que é a realidade, era uma consciência muito pouco clara do que acontecia. E portanto era refletir sobre a situação e ver o que podiam mudar. E algumas iam desenvolver projectos de mudança. Eu estou a me lembrar por exemplo dum programa que aconteceu dentro do projecto quando eu cheguei, começamos reuniões noutras aldeias de novo, ainda não tinham sido tocadas pelo projecto. Aqui na zona a volta de Coimbra. Eu lembrou nalguns sitios fizemos uma reunião, com quem vinha. Mulheres. Para ver como é elas viam a sua situação, o que é que precisava de ser mudado, o que podia-se fazer para mudar. Mas nalgumas das terras ficou só por aí. Não se desenvolveu nada. Mas houve uma terra em que, uma das coisas que se falaram eram, as mulheres algumas não sabiam ler nem escrever. Ou sabiam muito pouco e queriam continuar. Então eu me lembro duma das terras em que uma delas, que era muito interessada, propus servir como animadora de alfabetização. Ela já tinha a quarta classe, ou talvez os seis anos de escolaridade, e estava muito interessada. E nós, o que fizemos foi preparar-a, começar grupos de alfabetização com mulheres que mostraram nessa reunião que gostariam de aprender ler e escrever ou fazer uma escolaridade mínima. E dentro delas, uma delas já sabia. Mas pode preparar-se para fazer, continuar o grupo. E sempre assim. Fizemos o princípio da alfabetização e ela depois continuou. Até porque o projecto terminou entretanto. O que nós fizemos foi prepara-la, teórica e praticamente, fizemos as primeiras sessões de alfabetização com ela e depois o projecto terminou e ela continuou ligada a educação de adultos em Coimbra. Portanto ela teve durante um tempo a Direcção de Educação de Adultos até colocou la um professor, um professor mesmo.

E qual era o nome da aldeia?

Era Casal do Cimeiro.

E da senhora?

Deolinda. Anjos, acho eu. Essa mulher depois continuou a alfabetização, depois veio um professor, eu não sei como é que foi a colaboração dela com o professor. Mas esse foi a actividade dela. Era uma mulher muito interessada, teria feito muito mais coisas se tivesse tido apoio.

Então a ideia era mesmo dar ferramentas para depois as pessoas continuarem sozinhas.

Era, a ideia era essa. Por exemplo, ali numa terra que é aqui no Baixo-Mondego, que é uma zona de latifúndio de arroz. É uma aldeia pequenina, lá algumas mulheres participaram em reuniões. Mas algumas ficaram só para si, a beneficiar para si mesmo. Mas outras tentaram fazer alguma coisa para mudar. E houve aldeias onde, por exemplo, começaram criar um parque infantil, de actividades para crianças, não tinham nada. Os balões, umas coisas para as crianças brincarem e estarem seguros.

Houve uma aldeia que criou um Ecomuseu. Esse Ecomuseu fechou, as coisas, penso, foram dispersas. Em particular essa mulher sentia muito que a tradição não era guardada. A memória, a história de uma aldeia, que estava em grande mudança. Ela tinha também sobre isso uma nostalgia. Achava que se ia perder, que a geração seguinte não ia compreender a história. Que era uma história naquele caso ligada ao trabalho rural. Essa mulher foi uma das principais entusiastas para fazer um aquilo que se tornou um ecomuseu. Ela, com a nossa ajuda, e com outras, acabaram para recolher uma quantidade de objectos e também de relatos. E também fizemos fotografias e foi cedido uma casa e fez-se uma exposição. E ficou o princípio que fica a casa para o Ecomuseu. E depois os tempos mudam, depois alguém quer a casa, portanto é preciso tirar os objectos...

E qual era o nome da aldeia?

Era Ereira. Essa mulher existe, ainda é uma mulher interessada só que não tem tido apoios. Ela depois escreveu um livro, há dois anos ou três. Ela escreveu um livro sobre a experiência dela e como que era o cultivo do arroz²³. Porque era empregada do cultivo de arroz. Ela já não faz isso há vários anos, ela já tem um outro trabalho, mas esse livro foi publicado pela Câmara Municipal.

E o nome dela?

Ela chama-se Lucinda Bento. Ela dinamizou esse projecto do Ecomuseu. As pessoas não sabiam como fazer nem tinham meios. Portanto o que nós fizemos foi ir sempre ajudando. E ela, com outras pessoas da aldeia, fez o Ecomuseu. Houve uma abertura, uma exposição, etc... E nós, acabou o projecto. A tragedia destas coisas é que depois não há continuidade. Mas ela está lá na Ereira, está lá uma outra mulher que colaborou também, participou no projecto que se chama Luísa. E que também vive lá na Ereira.

E os membros do Graal, depois do fim dos projectos, chegaram a trabalhar com as associações presentes no terreno, que tinham sido contactadas no âmbito do relatório da DGEP?

Eu não tenho nenhuma informação sobre isso.

O Graal estava a trabalhar directamente com as populações e não por intermédio de associações de educação ou de cultura?

Eu não sei dizer isso porque algumas associações, algumas pessoas eram conhecidas do Graal por outras razões. Por outras vias, por outros contactos. E este projecto de animadoras do meio rural, a Celeste Isabel ou uma das outras que trabalhou lá é que pode dizer como é que foi iniciado. Isto é se já conheciam algumas pessoas que depois fossem também tocadas pelo projecto. Mas sei que muitos dos contactos foram depois novos. Porque o Graal antes disso tinha feito uma coisa, em que eu não participei, porque ainda não conhecia o Graal, só conheci o Graal em 1976. Mas o Graal tinha feito uma coisa chamada equipas moveis.

Que permitiram mesmo ver...

Como estava o país.

Então o contacto era mais pessoal do que através duma ligação institucional?

Penso que não começou por associações. O Graal tem uma raiz católica. A inserção no nosso país, que

²³ BENTO, Lucinda Coelho Claro. *Ereira, arroz e vida*. Câmara Municipal de Montemor-o-Velho, 2009.

é maioritariamente católico, muitas vezes, o que facilitava as coisas, era contactar o pároco. A Igreja católica, na sua maioria estava muito resistente ao 25 de Abril. E o Graal estava interessado, isto ouvi relatos, porque eu não participei. Mas estava interessado em ajudar as pessoas na sua vertente cristã católica a compreender o 25 de Abril e perceber que era uma oportunidade de mudança. As pessoas também não sabiam o que estava a acontecer. Nessas equipas moveis, também houve muitos contactos. O Graal percebeu muitas coisas, como estava a situação do país, como estavam as pessoas e uma coisa depois leva a outra. Era importante naquele caso trabalhar sobretudo, podemos chamar assim, a dimensão religiosa. Mas com mulheres. Não quer dizer que não apareceram homens também nas reuniões mas era partindo da perspectiva cristã, da ligação à Igreja. Mas trabalhando a situação da mulher. Trabalhando as duas coisas simultanea, mulheres e mulheres sendo cristãs, catolicas. O Graal inseria-se aí. Depois uma coisa leva a outra. E percebendo que as mulheres no meio rural estavam avidas, dejesojas muitas delas com uma outra coisa, este projecto das animadoras foi criado assim. Também já com contactos anteriores. Em alguns casos, os párocos colaboraram. E porque também se os párocos opusessem, o meio rural fechava-se. Pelo menos a não-oposição. É uma forma de lá chegar, porque o Graal era de base cristã. Porque se não fosse, havia a via política ou sindical. O Graal escolheu essa via. E onde o pároco empreendesse a importância de se poder fazer, nós, depois, fazíamos a nossa maneira. Quando o pároco não desse abertura nenhuma, não colaboravam. Como é que nos aparecíamos numa aldeia, fechada. Onde é que nos apresentávamos? Nos não conhecemos pessoas lá. Não podíamos ir ao café, propriamente, chamar as mulheres porque elas não estavam nos cafés. Associações eram muitas poucas. Nas aldeias há muitas poucas associações. Os contactos tinham que partir duma base de confiança. A confiança, naquele momento, pareceu a nós, o Graal, que devia se aproveitar a via da Igreja. Embora depois no tempo em que eu estive no projecto, não era trabalhada a dimensão religiosa. Não era por aí. Se havia um pequeno grupo que queria falar disso também podia ser. Depois como a situação da mulher começou a ser falada nos meios de comunicação social, de diversas formas foi criada uma comissão da condição feminina, que não existia em Portugal, isto foi com a Maria de Lurdes Pintasilgo. Nós sempre ligámos as coisas. Portanto, a situação da mulher começou a ser um assunto muito vivo. Então nós aproveitámos o mais que pudemos para abrir a brecha. O Graal era uma associação de actividade cultural e nós batiamo-nos em trabalho com as instituições oficiais, a Direção-Geral de Educação de Adultos, por exemplo. Se no terreno houvesse uma associação que colaborasse também o fazíamos. Não havia associações para as mulheres. Não havia mesmo.

Portanto conheceu o Graal em 1976. De que forma chegou a conhecer a associação?

A minha inserção cristã, mas não foi por aí propriamente. Foi através do sindicato, melhor dizendo de uma pessoa, minha colega por razões profissionais encontramos num sindicato dos profissionais de serviço. Mas ela pertencia ao Graal. Eu não sabia. Sabia que o Graal existia mas do Graal eu tinha apanhado a vertente religiosa, muito aberta. Para mim era um movimento, chamemos-lhe assim, do qual eu apanhei um aspecto muito aberto, em termos de Igreja católica. E para mim era importante ser

um movimento muito aberto. Depois conheci uma pessoa, em concreto, uma colega através dos sindicatos que por acaso, foram as circunstâncias. Depois daí convidaram-me para aparecer em algumas actividades do Graal. Era uma inserção ainda pela Igreja católica. Mas logo a seguir fui por estes projectos que não tinham, digamos assim, a vertente da religião. Muitas das mulheres que participaram, e também alguns homens que participaram, porque nós fizemos actividades em que homens também podiam participar. Por exemplo, na alfabetização não dissemos que era só para mulheres, acho que era mais um problema das mulheres do que dos homens. Portanto, nos grupos onde eu estive eram só mulheres. Calhou. Noutros anos o Graal fez muita alfabetização com homens também, grupos mistos. Mas foi mais até antes do 25 de Abril, não estava aí.

Então é através desta militância sindical que chegou a...

Por acaso não. Olhe isso foi só a circunstância do momento. Porque o grupo Graal não estava inserido no meio sindical. Havia pessoas do Graal que estavam interessadas na actividade sindical, eu acabava por ser uma delas, mas houve mais. Houve uma líder sindical que ainda hoje é do Graal, essa líder mesmo ao nível nacional, mas o Graal não era por aí. Era as mulheres em geral com todas as motivações que elas tivessem. A situação da mulher é central. A situação da Igreja coincide nalguns casos, mas muitas das mulheres que participara não têm interesse por aí. Num projecto deste a vertente principal era a educação.

E quais eram as actividades do Graal na década 80? Eu não sei se estas vertentes de educação e da cultura se encontravam tão presentes. Ou se tem uma mudança de objectivos?

É assim, eu sou péssima na minha memória e sou incapaz de dizer nestes anos todos quantos projectos o Graal tem. Sei os de agora. Nos anos 1980-82, quando eu vim para Portugal outra vez, ainda havia. Por exemplo, no ano de 1980 ou 81, já não sei dizer muito bem, ainda havia um projecto para animadoras do meio rural mas raparigas muito jovens, residenciais. É o mesmo tipo de objectivos, só que focado em gente mais nova, e portanto mais disponível para um programa residencial mais longo, etc... A questão da mulher é sempre central. Naquele caso raparigas, mulheres. Uns vinte anos, por aí, ou menos de vinte de anos. É uma outra etapa da vida, é outra coisa. Portanto, tinham características diferentes, mas o objectivo é também por aí. Eu estou a lembrar-me de, por exemplo, um projecto que o Graal tem ligado às Nações Unidas que é o *Girl efect*. Mas tem a ver com o facto de ser convicção dos organismos internacionais como as Nações Unidas, dedicados à questão da mulher, de que quando uma mulher é preparada exerce um efeito muito grande à sua volta. As mulheres têm uma influencia muito grande na comunidade onde vivem. Na família são centrais, na educação dos filhos por exemplo. Por razões que a história explica. Mas é assim em todo o mundo. E sabe-se que tem um efeito multiplicador. [...]. Não é só a vida, mas a educação. E então este projecto, por exemplo, tem a ver se as mulheres, as raparigas neste caso, podem estar no final da adolescência, principio da juventude, têm um efeito multiplicador. Têm um efeito muito mais multiplicador do que têm se calhar, para a transmissão de valores, um rapaz na mesma idade. Ainda hoje, se repare, eu não sei como é em França, mas em Portugal, as profissões educativas são muito de mulheres. Portanto quanto mais não

seja por isso a influência pode não ser criada com esse objectivo, mas é uma influência real.

[...].

A minha hipótese de trabalho é que esta vertente de educação e cultura popular foi-se perdendo ao longo dos anos 1980. Depois do 25 de Abril tinha uma grande ligação entre a cultura e a política. A política não como actividade dos partidos, mas como gestão dum bem comum. A ideia era educar para dar voz num sistema político. Podemos dizer a política nas raízes.

Que é nosso. No fundo tudo é político.

E então esta vertente política vai-se perdendo em detrimento da formação, da inserção no mercado de trabalho. Estas iniciativas das novas oportunidades... Para simplificar é mais uma vertente ligada à economia, ao mercado de trabalho do que uma capacitação para a vida democrática.

Sim. Aliás, aparentemente seria, do ponto de vista político, neutro. Claro que nada é neutro, não é. Agora, os membros do Graal nunca abandonam a dimensão política. Muito no sentido de que a política é nossa e que temos direito à nossa palavra. E é bom estar activo. E por exemplo, muito crítico, em relação às medidas políticas que vão sendo tomadas. Porque questionamos sempre. Mesmo nestes projectos mais recentes vão se dirigir, por exemplo, mais as raparigas jovens. Essas raparigas jovens são encontradas muitas vezes nas escolas secundárias. O nosso público, as pessoas para as quais apontamos a acção, são encontradas noutros sítios. Embora, por exemplo em Lisboa, também há projectos em bairros sociais, que as vezes têm algumas dificuldades. Mas é muito sempre esta vertente, tem que ser sempre muito crítico.

Então o Graal guardou as mesmas bases, mudando de projectos.

A linguagem que se usa, ou o foco, vai mudando conforme aos tempos. Nós, no Graal temos sempre três vertentes, podemos chamar assim, fundamentais. A situação da mulher, a participação da mulher e seus direitos. A mulher é um dos pilares. Um outro é a espiritualidade, num sentido muito amplo. Eu diria que é cada menos a inserção na Igreja católica. Que começou exclusivamente aí, muito embora com um sentido alargado de espiritualidade e de abertura. Mas era muito a Igreja católica, hoje é menos. Mas a espiritualidade nós afirmamos sempre como a procura espiritual. E o espiritual muitas vezes passa pela preocupação cultural e simbólica. Teve sempre uma preocupação no sentido de procurar estabelecer pontes. Não apenas com outras Igrejas cristãs ou não cristãs, mas também com aquelas pessoas que dizendo-se não crentes, mas que têm preocupações espirituais. Aí vem muito o que vier. Portanto é assim nesse sentido continua a ser um movimento que presta atenção nisso. Mas nos projectos isso pode reflectir-se, mas não tem já sequer uma ligação visível à Igreja católica, nem sequer à crença. Isto está presente mas no sentido muito amplo. E temos muito a actuação internacional. Esse é o outro pilar. É um movimento internacional, e em todos os projectos quer a gente faça, a referência internacional está sempre lá. No sentido de que nós fazemos parte do mundo. Portanto não faz sentido nenhum fechar as coisas num país. E como somos um movimento internacional, nestes projectos vêm pessoas que são de outros países, ou que vêm de visita e nós

pomos em contacto. Acontece muito.

Para voltar ao Graal, acho que a maioria dos militantes são mulheres.

Todas. Não faz sentido ser de outra maneira. Todas os membros do Graal, são todas mulheres. Em muitas das nossas actividades participam também homens. Mas é assim, nenhum homem se diz participante do Graal. Porque não faz sentido.

Do que posso reparar a maioria dos membros do Graal integram profissões sociais ou educativas. Confirma-se?

Não. Não. É qualquer profissão.

Não tem um núcleo de professores?

Temos mais professores, porque é assim. Por causa da história, o Graal nasceu ligado a pessoas que eram, uma era a Maria de Lurdes Pintasilgo, ela era engenheira, é um estudo superior, e as pessoas, primeiras pessoas do Graal, todas tinham estudos superiores. Algumas, várias eram professoras. Portanto, quando se começa assim é natural que os contactos estejam mais dentro de um certo meio. Mas não há nada no Graal, nem em Portugal, nem nos outros países que diga que tem que ser. Nem devia ser. Havia por exemplo um ramo do movimento de Acção Católica em Portugal, que existe noutros países também, que era dirigido aos universitários. Não é o caso. Por exemplo, em Portugal há um movimento cristão ligado à Igreja católica que é exclusivamente para os estudantes. Tanto do nível secundário como depois universitário. Nunca foi o caso do Graal. Nós temos poucas mulheres que não tenham estudos bastante altos comparados à situação portuguesa. Mas temos uma participante activa, que foi operária fabril, sindicalista e agricultora. Ela é estas três coisas. Temos a Lucinda da Ereira que é empregada nos serviços, tem uma escolaridade baixa. Portanto algumas de nós não puderam fazer estudos, mas de facto em Portugal o peso da maior parte de nós têm uma escolaridade alta. Por razões históricas, não é por razões de definição de objectivos ou de pertença.

A trajetória de Maria de Lurdes Pintasilgo está muito relacionada com a história do Graal. Eu não sei se fez parte da campanha eleitoral para as Presidenciais de 1986?

Sim. Não é o meu feitio, não é da minha personalidade movimentações de rua, discursos. Colaborei nos bastidores, com um grupo. Não estava a viver em Coimbra nessa altura, e havia um grupo de pessoas, que não eram do Graal, lá que se organizou para apoiar a campanha. Pois é preciso todo o tipo de trabalho, desde os cartazes aos contactos, às reuniões, etc... E eu colaborei nessa base.

Então, não em Coimbra?

Não vivia ca em Coimbra nessa altura. Aqui também houve uma sede de campanha. Mas o apoio a Maria de Lourdes Pintasilgo, no Graal, toda a gente apoiou. A Maria de Lurdes e o Graal estavam ligados de uma forma indissociável. Ela dizia isso. Ela conseguia distinguir as coisas mas nunca estava dividida. Agora, eu penso que todas as mulheres do Graal apoiaram a candidatura da Maria de Lurdes Pintasilgo. Algumas apoiaram-na publicamente, mas o grande movimento de apoio não foi o Graal. O Graal é muito pouca gente. Somos um grupo pequeno. Somos um movimento muito pequeno. Foi a sociedade civil que se reconhecia nas ideias que ela propunha. Foi a sociedade civil. Nós somos a

sociedade civil mas somos uma gota de água pequeníssima.

E tem uma grande ligação, ao menos ao nível teórico e ideológico, entre a acção do Graal e o programa de Maria de Lourdes Pintasilgo. Em particular na referência constante ao 25 de Abril e na vontade de criar uma democracia mais participativa.

Antes do 25 de Abril, eu nessa altura não estava na Graal, mas o Graal já fazia coisas que o 25 de Abril trouxe. Por exemplo, essa questão da democracia, que era uma coisa, que antes era para poucos, o Graal já lutava por essa perspectiva democrática. O Graal também teve a Pide presente, eu soube isso depois, em reuniões. Porque é assim, era um movimento que seria coisa subversiva e as pessoas tinham ficha na Pide. Porque um movimento que tocasse no povo era sempre um elemento suspeito. Sendo crítico. Portanto, foi um movimento que, mesmo dentro da Igreja católica foi rejeitado por responsáveis, altos bispos da Igreja católica. Foi aceite por um ou dois e portanto foi aí que foi possível começar a fazer algum trabalho. Fomos uma daquelas parte da população portuguesa que desejava, como militantes políticos, como militantes sindicais. Havia gente que não estava ligado a nenhum partido político mas que tinha um desejo de democracia, de abertura, etc... Quando o 25 de Abril véu foi já, de certa maneira, também porque algum desse trabalho já estava feito. E depois, foi possível fazer as coisas. E eu direi que o Graal se mantém completamente combatente, militante, eu direi, pelo melhor que o 25 de Abril teve. Porque nos não reconhecemos naquilo que o 25 de Abril trouxe. Mas não quer dizer que toda gente do Graal esteja concordando, ligado ou mais simpatizantes com um partido. Eu nunca perguntei a nenhuma das pessoas do Graal em quem ia votar. Não se pergunta. Não há nenhuma ligação com um partido, não houve. Houve militantes do Graal que colaboraram em partidos políticos, uns neste, outros naquilo. A vontade. Mas não é um movimento que se compromete com isso. Eu sou totalmente livre de me juntar a quem eu quiser. Ou de não me juntar a ninguém.

E parece que a campanha de Maria de Lurdes Pintasilgo em 1986 trouxe um sentimento de paradoxo entre a simpatia na população pelo projecto da candidata e o resultado eleitoral (7% na primeira volta). E nos apoios parece que teve uma grande surpresa ao descobrir os resultados, uma grande desilusão.

Foi, nós em Portugal dizemos, como um balde de água fria sobre a cabeça. A minha percepção pessoal, é que ia ser muito difícil ganhar as eleições. Porque no meio onde eu estava, as pessoas que participavam na campanha estavam muito entusiastas, muito apoiantes mas era sempre uma minoria. E as pessoas tinham uma certa lucidez, conheciam o meio melhor do que eu, vivia lá há pouco tempo, e as pessoas de lá tinham uma certa lucidez e sabiam. “Vamos esforçar mas isto, sabemos que uns tantos pessoas aceitam, outros não”. E na noite das eleições, o resultado foi muito mal e realmente: “E então agora?”. “E agora, fechamos a porta e vamos para casa”. Quer dizer, amanhã a luta continua, a gente sabe sempre que tem que continuar. Eu não sei explicar, já li muita coisa sobre isso. Não sei. Mas foi uma desilusão.

Parece que foi um grande susto, uma grande desilusão.

Eu penso que nós todos fomos bastante idealistas. Eu penso que, pode ter nos faltado a capacidade de ler sociologicamente a realidade. Porque é assim, é inegada que as pessoas se entusiasmavam imenso quando Maria de Lurdes chegava a qualquer sítio, as pessoas que a conheciam ou que a ouviam ficavam, a maior parte, ficavam realmente muito entusiasmadas por o que ela propunha. Ela tinha realmente um carisma, era assim.

Ela tinha também uma grande experiência política.

Ela tinha uma visão internacional que poucos políticos portugueses têm, muitos poucos. E tudo o que ela fez internacionalmente ainda antes do Graal, ela tinha um treino que muito pouco políticos portugueses têm, ainda hoje em dia. E isso dava-lhe uma visão das coisas que era muito maior que o país que tínhamos, ou que temos. Mas ela tinha uma capacidade, apesar de ser uma pessoa altamente preparada e intelectual, ela tinha uma capacidade de transmissão das coisas que toda gente entendia. O problema é que, eu acho que nos iludimos com o poder dos partidos, ela não tinha um partido.

O percurso de Maria de Lurdes Pintasilgo pode ser visto, penso eu, como um símbolo duma trajectória comum. Em 1986, ela tentou mudar a vida política fora dos partidos e um ano depois é eleita no Parlamento Europeu numa lista do Partido Socialista. Parece existir aqui uma contradição. Podemos ver as eleições de 1986 como uma última tentativa de mudar a política fora dos partidos. E depois da derrota não fazia mais sentido continuar a tentar fora dum partido.

Eu não sei dizer porque o PS a propus. Há contradições que é assim, ela podia ter amizade com algumas pessoas... Os partidos são uma coisa... São aparelhos muito fortes, muito organizados. Têm logicas, é assim. Agora o facto de ter aceite de ser integrada na lista do PS, eu nunca falei disso com a Maria de Lurdes. Nunca perguntei a ninguém. Agora, o Parlamento Europeu, na minha opinião, fazia sentido para ela. Porque é um fórum onde, de certeza, ela fez o melhor de que ela era capaz. É um fórum internacional para qual ela estava muito preparada e podia ter feito alguma diferença. Mas não me parece que ela tivesse pensado outra vez na política em Portugal no sentido de concorrer ao quer que seja.

8. Rui Namorado.

Entretien réalisé le 7 novembre 2012, à Coimbra. 111 minutes.

Sobre a sua militância, participou na UEDS e também na campanha eleitoral da Maria de Lourdes Pintasilgo. Gostaria de saber se na data do 25 de Abril já era militante numa organização.

A UEDS só surgiu, agora parece que foi uns anitos depois, mas na altura aquilo era uma eternidade depois. Portanto, não existia a UEDS no 25 de Abril. E eu não estava ligado a nenhum partido. Mas estava integrado num colectivo que era uma espécie de sobrevivência do núcleo clandestino que liderou aqui a crise de 1969. E portanto esse núcleo tinha se autonomizado. Porque em 1969, o núcleo clandestino, que tinha o nome CONGE, era a alcunha em Coimbra. Portanto a descrição das várias correntes de esquerda aqui em Coimbra tinham nomes ou alcunhas. Essa não era bem um alcunha, era uma designação que só os próprios compreenderam, um certo auto-humor político. E portanto esse grupo organizou-se e foi uma espécie de suporte político do movimento estudantil da crise, nós éramos estudantes e depois deixamos de ser. E reconvertimos num colectivo que tinha principalmente gente aqui, umas dezenas de pessoas aqui, e no Porto. E quando chegou o 25 de Abril, fizemos um alargamento. Também deve se dizer que esse colectivo tinha uma forma, uma expressão informal que era uma editora, a Centelha. Que não era só, era aberta mas era no fundo hegemónica por gente desse colectivo. E depois gente de partidos políticos também participaram. Eu, entretanto, estava integrado na redacção da revista *Vertice*. Portanto, nós no 25 de Abril, esse colectivo, esse CONGE, reuniu e praticamente, quase todos aderiram ao MES. E entramos em Coimbra, em todo o país. Mas principalmente havia dois grupos que eram Porto e Coimbra. Coimbra até talvez o mais significativo. E pronto, entramos no MES. Aqui grande parte destas mesmas pessoas saíram do MES, praticamente, antes do 25 de novembro, ou depois na altura. Porque consideramos que o MES tinha uma deriva esquerdista, inconsequente. Eu, as vezes aos meus amigos que também saíram, mas saíram depois do 25 de novembro, eu disse: “Nos saímos antes. Sair depois do 25 de novembro qualquer um saía”. Essa dissidência do MES juntou-se com uma dissidência da LUAR e uma dissidência da FSP e constituíram em Coimbra e em Lisboa um pequeno movimento que era o MSU, Movimento Socialista Unificado. Que era um movimento que hoje a evolução é interessante, tem este pequeno detalhe e curiosidade histórica, dele fazia parte o António Vitorino, foi uma figura depois da União Europeia e o Mota Liz que foi das FP-25. Portanto, como se vê era um grupo com grande criatividade. Mas a maioria não era nem uma coisa nem outra. E esse MSU, portanto centrado aqui em Coimbra e em Lisboa, com dissidentes do MES, da FSP e da LUAR, juntou-se com a Fraternidade Operária e formaram a UEDS.

E este MSU participou à FUP?

Não, isso não. Porque na FUP era o MES. Em Coimbra, nós não participamos, o MES participou, mas

nós aqui não participamos. E essa junção levou uma convenção que deu a criação da UEDS. Mas as duas componentes organizadas era a Fraternidade Operária, que era a mais ampla, e o MSU. No ponto de vista político, significava o seguinte, o Lopes Cardoso que era o líder da UEDS, que vinha do PS, hegemonizava todas as estruturas do país, que não eram muitas mas que era principalmente Lisboa, Porto, excepto Coimbra. Em Coimbra, quem hegemonizava era os elementos, que depois muitas vezes foram a oposição interna ao Lopes Cardoso. Por isso cheguei a liderar uma lista ou duas. No último congresso da UEDS foi a minoria que eu liderei contra o Lopes Cardoso, tivemos um terço dos delegados, e essa minoria tinha se manifestado em favor da Lourdes Pintasilgo, não era todos mas pronto. E aqui antes da Pintasilgo ser candidata, o núcleo de Coimbra da UEDS reuniu em plenário e deliberou apoiar a Pintasilgo. E eu fui encarregado de transmitir esse, porque houve um colóquio no Porto em que participei e na mesa do colóquio estava a Pintasilgo, o Melo Antunes, o Rui Oliveira. E eu aproveitei isso e disse a engenheira que o núcleo de Coimbra da UEDS já tinha reunido e que a apoiava. Ela disse: “Ainda não sou candidata”, “Esta bem mas se foi, tem o nosso apoio”. “Mas isso não pode ser...”. E depois mandou ca um emissário, contactamos, vem ca o Antonio Brotas, na altura era militante do Partido Socialista. E pronto, nos encarragamos aqui o núcleo de apoio e depois a UEDS como tal não apoiou ninguém. Porque nos defendíamos a Pintasilgo mas havia outros que não queriam ser contra o Mario Soares, Lopes Cardoso principalmente. E portanto ficou assim, a grande parte da UEDS apoiou a Pintasilgo, depois vem o Zenha, poucos apoiaram o Zenha. E a partir daí, a UEDS acabou por se sindir, extinguiu-se. E nesse congresso onde houve duas tendências que era a entrada para o PS e nós defendíamos que não devia se entrar ainda. Depois o quadro do movimento da Pintasilgo, portanto depois da candidatura, houve várias associações que foram geradas pela candidatura da Pintasilgo, porque como ela foi vencida, mas depois a sequência política disso, foi que ela foi para a lista do PS para as eleições europeias. E nessa altura havia três associações no país de apoiantes a Maria de Lourdes Pintasilgo. Uma em Lisboa, outra em Coimbra e outra no Porto. Tinha três associações porque nós estávamos fartos, era de ser liderados para gentes de Lisboa. E portanto nós queríamos autonomia até porque Lisboa era uma fauna muito esquisita. Eu lembro dos pintasilguistas, era uma grande confusão, e nós não queríamos confusões. E portanto as associações eram autônomas o que permitiu que nos tivéssemos uma dinâmica política própria que nos levou a ser o foco duma movimentação dentro dos pintasilguistas que entraram em bloco no Partido Socialista. Nos entramos em bloco com um grande grupo de Lisboa, Coimbra e Porto, em 1989.

O grupo do Lopes Cardoso entrou mais cedo porque era a linha política deles e depois tem um outro grupo que entrou em 1989.

Nós entramos porque uma das coisas que foi patente foi que nós vimos na prática que o partido que tratava com urbanidade a dissidência era o Partido Socialista. Havia poucos mais alguns socialistas que estavam dentro da campanha da Pintasilgo, ninguém os chateava. Agora o PC que estava em primeiro muito próximo, logo que apoiou o Zenha, passou a ser uma guerra tal dirigida a nós. Portanto nós, na prática viu-se para ter um aparelho, um partido grande íamos para o partido que admitisse.

Quer dizer, uma coisa é a teoria, uma coisa é experimentar [...], a forma tolerante de tratar com uma dissidência. E mesmo assim, tratavam as pessoas com urbanidade. Era um estilo. Por outro lado, dentro de nos aqui em Coimbra, encorajamos a engenheira a ser candidata pelo PS. Ela estava a hesitar e nos encorajamos. Depois, quando nós entramos no PS, ela não entrou mas foi com concordância dela. Portanto, nesse bloco entrou depois entrou Alberto Martins, Kalidas Barreto... Por isso, entre o 25 de Abril e a UEDS há esta...

Sim, há uma mudança política grande. O que é interessante é que a UEDS é um pouco um paradoxo. Tem uma vontade de autonomização do PS, nomeadamente na altura da Fraternidade Operária. Lembro-me dalgumas declarações do Manuel Alegre.

O Manuel Alegre na altura era um soarista absolutamente ferrenho. Porque quando foi a questão do ex-secretariado, ele apoiou o Soáres. Quando foi a questão da UEDS, ele apoiou o Soáres, aliás o Lopes Cardoso ficou sozinho, muitos apoiaram e depois deixaram. Quando foi o Sampaio contra o Guterres, ele apoiou o Guterres.

É difícil caracterizar este movimento da Fraternidade Operária. Era uma associação de cultura socialista e parece que tinha uma vontade de focar a sua acção na cultura, de criar centros regionais de cultura. Eu não sei se isso chegou a existir.

Pode ter uma intenção substancial que é a ideia que o trabalho político só tem a ganhar em radicar no trabalho cultural. Quer dizer, um aspecto fundamental do trabalho político da sustentação, essa ideia, admito, existia. Mas também tem uma questão tática. Que é a forma de ser organizados dentro do Partido Socialista sem serem uma tendência. A Fraternidade Operária, ela não sai do PS, ela é expulsa. Eles tentam autonomizar-se. Portanto, a Fraternidade Operária é algo que tem essa ambiguidade. Quer se identificar dentro do PS sem romper. Mas depois emporraram-a. E também é importante ver que a Fraternidade Operária era mais uma espécie de linha socialista de esquerda e do outro lado, a UEDS acabou por ter uma marca de socialismo autogestionário, que lhe é dada muito por nós. Porque há um episódio interessante, na Convenção da UEDS. Tinha poucos militantes mas a Convenção teve um eco nacional. Não podemos esquecer que na UEDS na altura como figuras ou mesmo militantes ou participantes, estava o Eduardo Lourenço, o Eduardo Prato Coelho, o Mário Murteira.

O próprio Antonio Lopes Cardoso, que era um antigo Ministro.

O Lopes Cardoso, esse era o líder. Era uma figura muito reputada e respeitada. Aquilo foi Convenção Nacional, era uma Convenção em que ia discutir tudo. Era uma Convenção para criar o partido e discutir a declaração de princípio e a discutir o nome, tudo. E então aqui, o núcleo de Coimbra hegemonizado por nós. Entretanto, nessas coisas vão sempre entrar tipos novos, por exemplo entrou nesta altura o actual professor da Faculdade de Direito de Lisboa, que é constitucionalista, Jorge Novais. Então, nós preparamos a Convenção aqui, a sério. E preparamos, fizemos propostas e distribuímos a tarefa de ir defender, quem ia defender o que. Portanto na Convenção, quando começou a discussão da declaração de princípios, havia um texto oficial e uma proposta, um gajo vai defender, vota-se, ganhámos. Fomos ganhando na declaração de princípios nos primeiros dez pontos, é nossa.

Até quando chegamos no decimo-primeiro, não tínhamos chegado a um acordo aqui em Coimbra e houve duas propostas de Coimbra, aí perdemos. A questão da autogestão fica ali. E depois aquilo era para se chamar União da Esquerda Socialista e Democrática, UESD e nos propusemos União de Esquerda para a Democracia Socialista, que era o socialismo democrata. Foi a votação. O Kalidas Barreto que é uma figura tutelar do sindicalismo, tinha sido da Comissão Política da Pintasilgo, vem a ser, e entrou connosco no PS, e era um dos dirigentes da CGTP, embora fosse do Partido Socialista. E o Kalidas Barreto propôs uma coisa qualquer que tinha “do Trabalho” ou “Trabalhista”. Das três que foram a votos, ficaram a oficial e a nossa. Nenhuma tinha a maioria absoluta e no desempate a nossa ganhou. Portanto nós, aqui o núcleo de Coimbra da UEDS marcou o nome. Depois a UEDS tinha realmente a ideia de intervenção cultural através duma revista, *Abril*. Houve uma festa que nos imitámos as Festas do Avante mas em miniatura, foi os Cantadores de Redondo. Eles foram lá por amizade e principalmente os gajos não exigiam dinheiro, exigiam copos. Eles cantavam em quadrado mas o cantar em quadrado já não é apenas uma questão de coreografia, é porque era a única maneira de não caírem. Só em quadrado que eles aguentavam.

É possível dizer que as duas tendências que se exprimaram na V Convenção da UEDS já existiram na fundação da organização com o núcleo de Coimbra?

Ao princípio da UEDS, juntamente com o núcleo de Coimbra, havia em Lisboa um conjunto de quadros excelentes mas que eram minoritários, porque é aí que estava muito a militância do Lopes Cardoso que vinha do PS. Tinham três deputados que eram o Brás Pinto, ainda hoje é militante do Partido Socialista, saiu também foi da UEDS, o Lopes Cardoso, o Rodrigues que já morreu. E em Lisboa havia muita gente que, na altura inicial veio do MSU mas depois ao longo disso foi-se cruzando. Por exemplo, aqui entrou, também era da UEDS em Coimbra, o José Penedos, que foi deputado e membro do governo do PS. Aqui por exemplo, uma figura importante que apoiava, que era simpatizante da UEDS era o Paulo Quintela.

Que fez parte também da Fraternidade Operária. Mas nunca chegou a fazer parte da UEDS?

Apoiava-nós. Lembro que o PC mandou uma delegação a casa do Quintela só para o dissuadir de apoiar a UEDS. De propósito, uma delegação chatiar o Quintela.

E há também o Amadeu Carvalho Homem que fez parte da Fraternidade Operária, não sei se ele entrou também na UEDS.

Não. Houve alguns que, aqui em Coimbra, depois da Fraternidade Operária, quando foi formar a UEDS, voltaram pelo Partido Socialista. Um elemento importante da Fraternidade Operária que não tinha vindo do Partido Socialista era o César Oliveira. Foi deputado da UEDS e depois mais tarde foi Presidente da Câmara de Oliveira do Hospital. Nessa altura em Lisboa, os quadros dirigentes da UEDS, além do Lopes Cardoso, era o Brandão de Brito, o Antonio Vitorino. Depois havia sindicalistas.

E na prática, gostaria de saber se o núcleo da UEDS de Coimbra teve ligações com Comissões de Moradores, Comissões de Trabalhadores, os órgãos do poder popular. Porque isso tem a ver

directamente com a autogestão que defendia o partido na altura.

Nós tivemos mais relações com isso, foi quando nós tivemos no MES. Naquele ano, até nós saímos em outubro 1975. Portanto, tivemos no MES durante um ano. Mas havia muita gente do MES que passou pela UEDS.

E o MSU trabalhou directamente com estas Comissões?

Não, não. O MSU era um grupo de vinte e tal, trenta. E há uma ligação sindical porque tinha dirigentes sindicais. Aqui, principalmente, o Sindicato dos Bancários.

E no lado cultural, teve contactos com associações culturais? Porque esta temática cultural fazia parte do programa da UEDS.

Não, não. Nessa altura o registo já era outro. Pelo menos o meu. Primeiro, até 1977 foi Presidente da Caixa de Previdência. Foi uma experiência nacional de aparelho de Estado alternativo. Foi a única, com a ironia porque a estrutura da Segurança Social tinha Caixas distritais, mas que na altura eram mais importante. Não era só a Segurança Social, era a Segurança Social e a Saúde. E essas Caixas distritais tinham um representante do governo, que era o Presidente, eu estava aqui de 1975 até 1977. E depois dois representantes dos sindicatos e um representante dos trabalhadores da própria instituição. E estas comissões onde havia gente do PC, também havia gente do MES e depois havia gente do PS e independentes. Mas com forte presença sindical da CGTP. Essas comissões começaram a ter reuniões nacionais e portanto era um subordinado relativo. Havia o delegado do governo mas o delegado do governo, era o meu caso, politicamente não estavam em concordância com o governo da altura. E portanto na altura, alguns não estavam ainda bem identificados politicamente os governos. Eram governos de unidade. E portanto, o que acabou por acontecer é que, aquilo era quase um aparelho de Estado paralelo. No 11 de março, houve esta ridícula consequência, o Ministro da Segurança Social passou a ser do PSD. Quer dizer, naquilo que estava mais avançado, puseram a direita a frente e foi Secretariado de Estado da Segurança Social o Vasco Graça Moura. E depois saí e em 1979 entrei na Faculdade. Tirei o mestrado e depois entrei na Faculdade. E as coisas na UEDS eram mais de intervenção política nacional. Claro, e de intervenção sindical.

Então na UEDS tem uma vontade de autonomização em relação ao PS, mas no mesmo tempo existem acordos eleitorais com o mesmo PS.

So concorremos uma vez como independentes. E a primeira vez que concorremos, alias nós tínhamos uma importância nacional que não correspondia com o número de militantes. Nós tínhamos 500 militantes. Mas com 500 militantes, fazíamos uma figura imensa. Porque era gente que estava na comunicação social, tínhamos três deputados. E tivemos menos de um por cento, 0,40. E na coligação seguinte, da FRS, passamos a ter quatro deputados.

Com o PS e com uma outra organização.

Com a ASDI, que foi inventada, não havia gente da ASDI. Uma vez, um amigo meu de Viseu, no PS de Viseu, queria que houvesse alguém da UEDS aqui de Coimbra, que fosse se fazer da ASDI em Viseu. Numa zona mais rural, porque eles não tinham lá ninguém. E nós dissemos “Não, não vamos

agora inventar...”. Mas diziam que o Mário Soares, havia aquela piada, porque a FRS não conseguiu ganhar as eleições. Mas estancou a hemorragia. Estancou, mas não se pode dizer não há medida. E o Soares declarou publicamente: “A FRS foi um mau negócio” e o Lopes Cardoso: “Eu, com o dr. Soares so faço bons negocios”. [...]. Mas é facil saber porque é que ele deu três deputados. Se ele não der quatro deputados, eles concorrem. E não têm eles e eu também não tenho. Assim, eles ficam aliados, havia um acordo, e um acordo de voto do orçamento dentro do PS. E ai que estive o César Oliveira, o Joel, o Vitorino e a figura mais representativa do Porto, era o advogado muito conhecido lá, o Rui Peloto Sampaio, tinha sidp aqui Presidente do CITAC quando era estudante. Era um tipo muito prestigiado, tinha vindo do PS.

Tem uma autonomização que nunca chegou a ser uma autonomia.

Claro, autónomos é so quando estavam lá sozinhos.

O que aconteceu em 1986 é que a maioria da UEDS volta pelo PS e um outro grupo...

Fica autónomo. E integra-se nas associações da Pintasilgo. Portanto aqui em Coimbra fica a coisa mais coesa e depois esse sentido de intervenção dentro do PS. Nos iniciamos o processo de aproximação e de entrada com Constâncio, quando fomos recebidos já era o Sampaio. Mas não negociamos lugares. Os que aderiram no PS, do PC, negociaram ao detalhe os lugares. Nós negociamos zero, nada!

Eu acho que a campanha da Maria de Lourdes Pintasilgo é um momento muito interessante mas também muito difícil analisar. Parece que existiu uma contradicção entre um apoio popular ao programa e a propria pessoa de Pintasilgo e o resultado dos votos.

Exactamente. Aquele resultado a partir da realidade, é um resultado excelente. A partir das sondagens, é um desastre. E realmente na altura não se tinha a noção disso. Embora, por exemplo nos dias anteriores na última Comissão política, na Comissão política era eu e alguns 15 e teve se a estudar a cenário detalhadamente da passagem a segunda volta. E depois então resolveu-se por a cenário de não passar a segunda volta. E a engenheira atirou-se para ar, “nem pensar”. Nem conseguiu-se discutir isso.

Então a própria Maria de Lourdes Pintasilgo achava que podia ir a segunda volta?

Pois. Embora não havia sondagens, sondagens eram proibidas. Mas por exemplo, tinha comprado o *Le Monde* aqui no quiosque, não tinha dito isso a ninguém. E tinha visto lá 14 por cento. Eles nós davam 14 por cento. 14 por cento não nós dava a segunda volta. Porque houve aqui um movimento, o Zenha veio afundar isso tudo. O Zenha veio eliger o Mario Soares. Pode parecer absurdo porque os amigos que eram proximos do Eanes, um grupo ali do Porto que não entraram nesta logica. Na Pintasilgo votaram. Mas eram do MES, mas não vieram para o MSU porque fomaram no Norte aquilo que era o RAS. E então, eles tinham contacto com o Eanes. Portanto, a Pintasilgo tinha um sentido, o PRD tinha um sentido. E eles julgaram que a Pintasilgo era uma candidatura de desafio ao PS em geral, não era so o PS. Porque a nossa ideia era a Pintasilgo ser uma mistura entre a esquerda e da Igreja, fazer explodir a esquerda aqui, fazer um partido novo mesmo. O PC estava desconfiado e não era expresso. Havia o PS, era o alvo. Mas depois o PRD era um pouco alérgico à Pintasilgo. [...]. Quando o Zenha

entrou, porque é preciso ver que a Pintasilgo, antes disso, tinha dito ao Zenha, se ele entrasse ela não se candidatava. Mas o Zenha era militante do PS, não se candidatou. Depois, saiu e candidatou-se. O PC foi atrás dele. Uma pequena parte do PS saiu com o Zenha, mas simplesmente aconteceu o seguinte. Porque os militantes socialistas sentiram que, enquanto a Pintasilgo era uma candidatura que não punha em causa, não era para destruir o PS, o Zenha era a destruição. E então, foram defender o partido. Portanto, na entrada perdemos militantes, não para o Zenha, mas por causa do Zenha. Aqui a Maria de Lourdes Pintasilgo tentou exactamente mostrar que ela era a única que garantia uma vitória a segunda volta. Eu lembrou-me por exemplo uma vez em Eiras, aqui, era uma sessão, era num café, estavam lá apoiantes do Soares e depois de repente veio um grupo que estava a fazer a campanha de Zenha. E então, eu em vez de fazer sessão comecei uma discussão e a certa altura virei para um deles e disse: “E então, vocês na segunda volta apoiam o Mario Soares?”, “Nunca, nunca!”. “E vocês na segunda volta, apoiam o Zenha?”, “Nunca!”. “Então, estão a ver aqui por que razão que se qualquer de vocês ganhar, nos perdemos. Só nós, só Pintasilgo, é a única que pode fazer a esquerda ganhar”. E essa ideia era uma das ideias que estava no ar. E é por isso que uma das coisas que foi feita, foi logo imediatamente a seguir a primeira volta, nos tentamos convencer os apoiantes da Pintasilgo a passar pelo Soares, votar Soares contra o Freitas do Amaral.

E a segunda volta foi muito disputada.

E depois a direita nunca se convenceu que perdia.

Não sei se é possível dizer que o que fez falta a Maria de Lourdes Pintasilgo foi mesmo um partido. Parece que foi uma pessoa que tem uma grande simpatia com um projecto apoiado, e depois os sete por cento do resultado. A diferença era a falta de um partido?

Por ventura, o equívoco era esse. Eu acho que o movimento foi um êxito a partir da realidade. Das potencialidades imaginadas, ele não os atingiu. Agora, o porque, alguns dos meus amigos que participaram nisso valorizam muito um erro que ela terá cometido, tático. Ela tentou, sendo a candidata mais radical no projecto, ela tentou não se fechar da Igreja. Porque é preciso ver que ela era uma figura da Igreja. Ela era a representante da Universidade das Nações Unidas, que era uma coisa universal, do Vaticano. Portanto numa Universidade que tinha essa valor universal, ela representava o Vaticano, portanto não era uma marginal. Mas aqui era hostilizada pela Igreja conservadora. E apoiada por a outra Igreja. Havia gajos que inclusivamente não tinha uma marca muito radical na Igreja mas que a apoiavam. E nos vimos, ela estava católica e eu fiquei a saber que a Igreja católica não era só o Opus Dei. E dentro do PS também tem um sector católico.

A acção dela também no Graal mostra isso.

O Graal era no fundo a organização da Pintasilgo, e da Teresa Santa Clara Gomes, que foi deputada do PS.

O Graal foi muito criticado pelo resto da Igreja. Porque estava a seguir uma linha que estava em contradição com a Igreja conservadora.

Ela era dentro da Igreja, não era uma católica individual. Mas portanto dentro disto, ela não foi capaz

de dizer uma coisa clara: “A primeira volta, são as primarias da esquerda. Se fosse eu a passar, espero que votem em mim. Se passar qualquer dos outros, apelo ao voto”. Porque as pessoas sentiam-se mais a vontade se fosse uma coisa clara. O PC, com a Zita Seabra, que hoje é militante do PSD ferventemente anti-comunista, era dirigente do Partido Comunista, tinha a tarefa de vir, o trajecto da Pintasilgo era acompanhado por ela. Vinha no dia seguinte tentar desfazer tudo que ela tinha feito. O grande equívoco deles, é que o PRD e o PC quando apoiaram o Zenha, pensaram que a Pintasilgo ia dizer “Eu não concorra mais” e retirar os militantes. Mas enganou-se. Aquilo entretanto, a campanha tinha gerado uma militância própria. Por exemplo, nos aqui no distrito de Coimbra, nós tínhamos delegados à mesa, 500 delegados, em Coimbra. Não há partido, quem é que tem 500? Não é fácil, um partido organizado fazer isso. Agora, um pequeno partido não faz de certeza. Embora os outros têm já aparelho estruturado. O PS tera, o PSD, os outros não sei. Agora, a partir de zero. Aqui não era aparelho nenhum. Nós não eramos excepção. Portanto havia uma rede que depois falhou. Não havia a conotação anti-partidos actual mas tinha a conotação de anti-tipo de trabalho partidario dominante. E por isso, a ideia foi levar um movimento. O que pretendia eu e outros? Era que aquilo passasse a partido mas que passasse a partido com a involvência que tinha, com a abrangência que tinha. Portanto que fosse uma forma de organização política distinta mas que caminhasse para lá. Aí, a dificuldade é que a Maria de Lourdes Pintasilgo não queria. [...]. Ela preferia ter audência como figura.

Ela tinha atras o MAD, que nunca chegou a ser uma grande organização.

Mas o MAD, dentro da candidatura, não tinha importância nenhuma.

Até porque o MAD era mais um manifesto de orientação política do que uma organização estruturada.

Há uma caricatura em que está o Eanes e tem a cavar a Pintasilgo e mais não sei quem. E em cima esta o Eanes e ela “Aprofundamos mais?”!

E esta candidatura é aquela que faz mais referência ao 25 de Abril.

E ela tem na retórica ou no discurso a ideia da ligação à cultura é uma coisa intrínseca. A política como acto de cultura, e a cultura como uma dimensão indispensável da política.

E a própria Teresa Santa Clara Gomes tem muitos textos a cerca da ligação entre democracia política e democracia cultural.

A Teresa Santa Clara Gomes foi deputada da UEDS. A Teresa Santa Clara Gomes era uma espécie de sombra da Pintasilgo. Não tinha aquela criatividade mas era sólida. Era muita amiga dela. Era um elemento importante.

Já li que a Maria de Lourdes Pintasilgo era o carisma e a utopia e a Teresa Santa Clara Gomes era muito mais pragmática e prática.

Exactamente.

E então depois da derrota de 1986, a Maria de Lourdes Pintasilgo vai ser candidata numa lista do PS pelo Parlamento Europeu em 1987 e os militantes da UEDS vão no PS também. Acho que até 1986, tentou-se criar um movimento fora dos grandes partidos, com a UEDS, com a figura

da Maria de Lourdes Pintasilgo. E depois desta data parece que já não é possível.

Precisamente.

E a própria ideia do poder popular que era concebido como apartidário e abrangente não faz mais sentido. E a mudança fica no lado dos partidos políticos.

Do ponto de vista pessoal já tinha feito, em termos académicos, estudada questões do cooperativismo, mas a partir de certa altura comecei a concentrar mais nisso. Depois entrei aqui para a Faculdade, abri um centro. E pronto agora no fundo, a tentativa é do sentido inverso, tentar meter isto dentro dos grandes partidos. Quando fui deputado, aproveitei e consegui fazer uma certa de coisas nesse campo. O código cooperativo, a própria Constituição. Mas realmente é verdade, a nossa decisão de ir para o Partido Socialista parte do princípio de que partidos pequenos, é inútil. Tinha lá alguns elementos que eram os nossos amigos ou que tinham em coisas connosco.

[...].

9. Manuel Rocha.

Entretien réalisé le 29 novembre 2012, à Coimbra. 69 minutes.

O meu assunto trata da educação e cultura popular no âmbito da Revolução portuguesa. Penso que a tua primeira experiência neste campo foi uma campanha de alfabetização perto de Castelo Branco.

Exato. Em 1974, eu vivia em Coimbra. Tinha doze anos. A minha experiência em Castelo Branco era dois anos depois. Portanto quando eu tenho catorze anos, em 1976. Esta experiência estava no âmbito do Movimento Alfa, que era um movimento de alfabetização que foi criado na Universidade de Coimbra e com alguma componente ainda ligada ao período do pós-25 de Abril. Nós, quando vamos, vamos ensinar nas populações a ler pelo método de Paulo Freire, que é um pedagogo brasileiro. A primeira palavra que nós vamos ensinar era “luta”. Nas la-le-li-lo-lu, ta-te-ti-to-tu. Luta.

E depois declina-se.

Exato. E depois declina-se, exatamente. Fazemos as composições das palavras. E tínhamos ainda algum resto de aquilo que era a política democrática, a política dos pós-25 de Abril para o desporto. Nós íamos ensinar as crianças a jogar xadrez por exemplo. Que era uma coisa quase desconhecida. Nós também íamos também com essa incumbência de levar tabuleiros de xadrez e peças de xadrez para ensinar as crianças. E portanto esta experiência é uma experiência que está muito formada já, digamos, numa resistência ao 25 de Novembro, àquilo que vem depois do 25 de Abril, à recuperação capitalista, como a gente dizia na altura.

Em 1977?

Em 1976. Portanto eu vou no Verão de 1976, exatamente para Malpica do Tejo, no distrito de Castelo Branco. A vida que nós tínhamos era uma vida ligada à cooperativa. Chamava-se a cooperativa Camponês livre, e nós trabalhávamos todo dia e depois à noite ensinávamos as pessoas a ler. Fazíamos uma vida, no Portugal daquele tempo, bastante monástica. Eramos quase monges daquilo. Foi extremamente duro para mim. Foi extremamente duro do ponto de vista vivencial, eu era um rapazinho da cidade.

Isso era também uma das minhas perguntas. Como é que um rapaz de catorze anos ficou ligado a um movimento de alfabetização formado na Universidade de Coimbra? Provavelmente era o mais jovem.

Eu era o mais jovem, era o mais jovem. Na altura, as velhotas me perguntavam como é que os meus paizinhos me tinham deixado ir para aquele sítio trabalhar sozinho. Mas a minha família era uma família militante. Portanto, isto era visto com bastante naturalidade. Aliás, eu fui para Malpica do Tejo, exatamente a seguir a umas férias que tinha passado em Paris. Portanto, a primeira vez que saí de Portugal foi para Paris, e a primeira vez que eu saí de casa para ir o meio do mundo foi então para Malpica do Tejo. Realmente foi complicado. Era uma criança. Hoje vejo os meus alunos com catorze

anos, na altura sentia-me um tipo grande. Não tive ideia nenhuma de ser uma criança até porque aquilo que nós íamos fazer era ensinar a ler. E portanto eu passei todo o curso. E fui para lá e lembro-me perfeitamente, não havia internet, não havia nada dessas coisas, telefones era caro portanto não se telefonava. Lembro-me de ter escrito uma carta ao meu pai a dizer que me queria ir embora. E o meu pai mandou-me uma carta a dizer que não, que não me podia ir embora. Tinha aceite aquele compromisso, tinha me comprometido e portanto tinha que ficar. Eu fiquei numa primeira fase quinze dias e depois voltei lá, mais tarde. Essa fase de quinze dias, depois mais uma semana ainda fiquei. Foi difícil porque eu tive que, apesar de eu ser duma família, enfim os meus avós eram camponeses, camponeses sem terra, eu não tinha nenhuma ligação ao trabalho da terra. Não tinha ligação nenhuma à ceifa e nós ceifávamos, não tinha ligação à colheita de feijão e nós colhíamos feijão, não sabia nada de pastorícia, e nós íamos apascentar as ovelhas. Nunca tinha visto estrume mais perto do que dois metros, e andei a carregar e a descarregar estrume. Portanto, eles não nos poupavam. A primeira consciência que eu tive, foi a de que uma criança de catorze anos, no campo, trabalha como um homem. Portanto, eu tinha companheiros de trabalho que trabalhavam comigo e que tinham catorze anos e treze anos. Portanto digamos, embora na cidade eu fosse uma criança, no campo era mão-de-obra. Toda a gente trabalhava. As velhotas é que me perguntavam como é que um menino da cidade, não é, ia para ali trabalhar. Elas não percebiam isso. Ainda por cima lia, às vezes, às senhoras, lia-lhes livros. Nós tínhamos alguns livros doutrinários, tínhamos a mãe do Máximo Gorki. Liamos ao fim da tarde às velhotas, sobretudo porque eram as que tinham paciência para nos aturar. Liamos o Máximo Gorki. Essa foi uma experiência, que na minha vivência pessoal foi a mais importante, se calhar, da minha vida. Porque foi aquela que me colocou no papel de revolucionário, digamos assim. Isso é, revolucionário não é aquele que tem boas ideias, é aquele que faz boas ações. E portanto essa foi a minha primeira impulsão nessa vida. Eu, antes disso, tinha tido experiência de vivência democrática, digamos assim. A minha família era uma família do MDP, que era o Movimento Democrático Português. Participaram ativamente nas eleições de 1969 e nas eleições de 1973. Já da CDE, a Comissão Democrática Eleitoral. Portanto, o meu pai foi ao Congresso de Aveiro. Recebíamos a correspondência da comissão de socorro aos presos políticos. Eu tinha consciência do que é que era o fascismo e do que é que era a democracia. Não tinha consciência do que é que era o comunismo, isso não tinha. Mas tinha consciência do que é que era a democracia e do que é que era mau no regime. Tinha bastante amigos na prisão, os meus vizinhos de rua que tinham ido na prisão. Conhecia essa dinâmica, tinha primos que tinham ido para a guerra colonial, um deles tinha vindo ferido. Portanto, essas coisas todas. Alias, eu comecei a estudar música porque o meu pai tinha a teoria de que estudar música era importante para se eu quisesse um dia fugir à guerra. Eu, quando cresci, cresci com o espectro da guerra.

Era de facto uma marca importante daquela juventude porque a perspetiva era o ultramar.

Sem dúvida. E portanto, eu fui estudar música por causa do ultramar, de facto. Não foi por ter jeito ou músicos na família, foi mesmo por causa do ultramar. Essa primeira experiência em Castelo Branco

foi engraçada porque nós, as brigadas dividiam-se em Alentejo e Beira-Baixa. E algumas foram para Trás-os-Montes também. E eu escolhi ir para a Beira-Baixa porque no Alentejo, tinham-me dito que era muito fácil, que não se fazia nada. No Alentejo, havia as Unidades Coletivas de Produção, era uma organização muito mais, muito mais organizada do ponto de vista partidário e portanto não punham os miúdos a fazer nada, digamos assim. Eu fui para Castelo Branco, onde nós trabalhamos de facto muito. Acordávamos às cinco da manhã e íamos num atrelado de trator pelo campo fora. Íamos para as herdades trabalhar.

Eu não sei se era visto assim na altura, mas na teoria pedagógica do Paulo Freire tem a ideia de que todos podem ensinar assim como todos podem aprender. E aquela experiência parece organizar-se neste princípio.

Sem dúvida. E realmente nós aprendíamos muito. Mais do que ensinávamos se calhar. Houve uma coisa engraçada, com que eu me deparei, que foi aquilo que as pessoas queriam numa primeira fase não era aprender a ler, era aprender a assinar. Na altura, ainda havia muito, e eu assisti a isso muitas vezes também aqui na cidade, o espectro do analfabetismo. A vergonha de ser analfabeto. Um homem não queria assinar com uma cruz. Eu próprio sou neto duma mulher analfabeta. Não queria assinar com uma cruz pelo que aprender a escrever o nome era aquilo que era mais importante para aquelas pessoas. E depois, então ensinávamos de facto a ler. E eu creio que nós conseguimos ter bons resultados. Era eu mais outro. Eramos uma brigada de duas pessoas apenas. Todos foram para o Alentejo, só nós os dois é que quisemos ir ali para a Beira-Baixa. Nunca mais vi esse rapaz, nunca mais o vi na vida. Mas de facto nós, durante aquele tempo, estivemos ali a ensinar e penso que foi importante. A vida, era a vida comunitária. Eu vivia em casa dum pastor, um homem muito engraçado, um camponês. Que era o senhor Domingos Baião, que não se chamava Domingos Baião, que se chamava José Correia. Mas nas aldeias havia uma coisa engraçada, as pessoas eram chamadas pelo nome do seu padrinho ou da sua madrinha. O homem foi batizado para o povo como Domingos Baião e só quando ele foi para a tropa é que se apercebeu que era José Correia. Quando precisou de ir à Junta de Freguesia e ele era analfabeto, era meu aluno também, é que se apercebeu. Eu próprio tive uma tia assim que era Ermelinda e quando morreu foi preciso ir buscar a certidão de nascimento e não havia Ermelinda nenhuma. Ela chamava-se Maria, chamou-se Maria toda a vida e nunca soube que se chamava Maria, era analfabeta. Portanto, havia essas coisas. Digamos que o contraste entre a vida que eu tinha ou a memória que eu tinha, a memória da miséria eu tinha através da minha avó, mas era uma memória já do pós-25 de Abril. E mesmo antes do 25 de Abril, as pessoas já não viviam miseravelmente, digamos assim, já viviam com algum conforto. No caso da minha família, foi uma família que veio do campo para a cidade, e na cidade como operários, eles conseguiram ter uma vida mais confortável do que como camponeses. Mas Malpica do Tejo ficou-me marcada para sempre. Passados muitos anos, muitos anos eu fui lá e ainda reconheci as ruínas, digamos assim, duma terra já muito mais modernizada, com alcatrão. Portugal, naquela década, vivia-se sem luz em grande parte dos sítios. Eu ainda me lembro de que numa das casas em que eu estive tinha uma cadeia de petróleo,

portanto não havia luz.

E tiveram alguma formação para o uso do método Paulo Freire ? Porque é um método atípico e provavelmente difícil usar.

Sim, é complicado. Eu tive formação na Universidade de Coimbra. Não era na Universidade de Coimbra, era na Associação Académica que nós tínhamos as aulas. Eu tive uma semana de aulas para podermos ir dar o método. Portanto tínhamos um livro, um manual digamos assim. E tínhamos um conjunto de cartões com as diversas combinações silábicas. E portanto, nós a partir daí é que trabalhávamos. Para as pessoas, não era difícil porque havia de facto uma grande identificação entre aquilo que era a sonoridade da palavra e depois a adaptação que se fazia. “Luta”, mas “luta” podia ser também “tala”, podíamos mudar “luta”, “tala”. Portanto era necessário apelar para a vivência das pessoas. Elas aprendiam como tudo se aprende.

Porque de facto é a maneira mais natural de aprender.

Sem dúvida. Portanto, nós íamos ensinar. Claro que nós tínhamos os rudimentos mas era um bocadinho por intuição que nós íamos fazer. Tínhamos aquelas instruções e portanto utilizávamo-las. O que era importante era a descoberta das palavras e fazer com que as pessoas comessem a escrever palavras, a escrever frases de acordo com todas as fichas que nós tínhamos. Sob esse ponto de vista foi muito interessante, já lá vão trinta e seis anos já é um bocado de tempo.

A Brigada Victor Jara começou em 1975 e entraste em 1977, ainda jovem.

Pois era miúdo ainda. Tinha quinze anos mas a Brigada Victor Jara, curiosamente, era aqui de Coimbra, eu lembro-me de ouvir a Brigada Victor Jara quase quando ela apareceu, em 1975. Porque o meu pai participava em muitas sessões políticas como político. Nas chamadas sessões de esclarecimento do PCP, havia sessões de esclarecimento por todo o lado, nessa altura. Algumas perigosas...

No pavilhão dos Olivais geralmente, não?

Sim, sim exatamente. Exato. Eu vi nos Olivais coisas engraçadas como os Quilapayun, os chilenos. Vi muitos cantores ali. O pavilhão dos Olivais, na altura, era o mais importante pavilhão de Coimbra. Portanto os grandes concertos que havia eram no pavilhão dos Olivais. Era tudo no pavilhão dos Olivais. O pavilhão dos Olivais, já não me lembrava disso, mas era um sítio importante. E portanto eu ouvi a Brigada, e eu ouvi a Brigada na Beira-Baixa, também, nos Lentiscais. Havia uma aldeia que era os Lentiscais, onde a Brigada foi e eu lembro-me de ter havido algumas pessoas que foram também ao espetáculo. Mais tarde eu fui para a Brigada Victor Jara por acaso. Tocava com um amigo umas canções de Natal e havia um rapaz da Brigada, o Zé Maria, que tocava na Brigada, era membro fundador da Brigada, e precisava dum violino para uns espetáculos aqui em São Martinho do Bispo e foi assim que eu entrei na Brigada. “Epa, aparece lá um dia destes” e lá fui eu. Com uma rapariga que era muita amiga da Maria de Lourdes Pintasilgo e que esteve com ela em França várias vezes porque era ativista do Graal.

O próprio nome da Brigada Victor Jara tem um significado. Trata-se de canções de intervenção,

político ou militante.

Sim. Havia na altura, e eu creio não estar a dizer nenhuma asneira se disser que havia no Partido Comunista em Coimbra houve uma vontade de criar várias brigadas: havia a Brigada Bertold Brecht que era uma brigada de teatro, a Brigada Victor Jara que era de música, a Brigada Eisenstein que era uma brigada de cinema. Portanto, havia um conjunto de brigadas que tinham esses nomes emblemáticos. E a Brigada nasce assim, nasce com esse nome de batismo por causa disso, por causa do empenhamento revolucionário. E na altura é um facto que começaram, eu lembro-me da Brigada a tocar música revolucionária, só música revolucionária. Música de intervenção dum grupo que era o Grupo Outubro. Era um grupo cujas canções se podem encontrar agora em coletânea. Música do tempo de Abril... Tinha alguns músicos importantes, o Carlos Alberto Moniz, a Maria do Amparo, o Alfredo Vieira de Sousa, o Pedro Osório. Tinha de facto músicos importantes e bons músicos. E faziam música, sim, de intervenção direta, “o patrão” ou “força, força companheiro Vasco”, essas coisas todos. De facto, eles cantavam inicialmente esse tipo de música e cantavam também música internacional, música estrangeira. Tocavam o “Bella Ciao”, eu ainda apanhei a Brigada nessa altura. “Bella Ciao”, “Carabina 30 30” das Brigadas Internacionais da Guerra Civil Espanhola, portanto, havia assim um conjunto de canções emblemáticas, canções chilenas e tal. E portanto, de facto a Brigada começou por ser isso. Depois transformou-se noutra causa. Eu não sou da transformação, já apanhei um período pós-transformação.

E as outras Brigadas nunca chegaram a funcionar?

Chegou a haver cinema sim. Eu lembro-me de ter havido cinema. Havia cinema, o teatro é que eu não sei se chegou a haver. Mas é improvável que tenha havido, porque o teatro, nós tínhamos em Coimbra o TEUC. E o TEUC tinha um trabalho de intervenção muito profundo. Tanto o TEUC como o CITAC.

E o sentido da transformação é de não ser tão abertamente militante mas mais virado numa redescoberta da música popular portuguesa?

Uma coisa tem a ver com outra. A verdade é que nós tínhamos, nós temos na história de Portugal, uma coisa que se calhar não existe na história francesa, que é uma criação do folclore. Com o António Ferro e com o SNI. Portanto a política do espírito também tem um pacote musical, um pacote tradicional, digamos assim. Aliás, um bocado inspirada naquilo que aconteceu também em Itália com o fascismo. E de facto o decalco que é fascista, o decalco do regime português é um regime de decalco fascista. Há um nome aqui muito importante dum curso francês que é o Michel Giacometti que faz um conjunto muito grande de recolhas e que além de fazer recolhas publica-as. E é capaz de ter criado pela primeira vez em Portugal, criou mesmo, uma marca de esquerda, digamos uma marca revolucionária, uma marca nacionalista no bom sentido da palavra, uma marca nacionalista a partir dessas recolhas que faz. A Brigada Victor Jara tinha alguma ligação ao GEFAC, ao Grupo de Etnografia e de Folclore da Academia de Coimbra, e essa marca, penso eu, que terá, sobretudo essa marca, que terá levada a Brigada a escolher também a música tradicional. E portanto, a música tradicional surge aqui como uma marca política. Como uma resistência, como uma forma de

resistência ao aproveitamento da tradição do povo pela máquina fascista. Ela quando nasce, nasce também como canção política. Embora as letras não tenham a ver com a política mas ela nasce como uma marca identitária. O Michel Giacometti tem um depoimento engraçado sobre isso, ele diz que os países que tinham colónias numa certa altura viraram-se para dentro, perderam grandes partes do território e viraram-se para dentro à procura da sua identidade, não sei se é sociológica esta interpretação. E de facto, essa identidade nós fomos busca-la, de alguma forma, e a Brigada foi buscar essa identidade a essa música que era música proscrita, digamos assim. E esquecida, e completamente esquecida. Aliás, havia uma coisa engraçada que nós dizíamos, gostaríamos de cantar ao povo a música que era deles mas que eles não se lembravam já.

Então é através dum grupo exterior que é devolvido a cultura popular.

Exatamente. Foi um regresso, exato.

Lembro-me da tua conferência na Almedina, a dizer que o folclore é uma cultura que já não se mexe.

Que está ligada às funções. E como está ligada às funções, nós em Portugal, isto é, mais tarde do que no resto da Europa, a industrialização chegou ao campo português mais tarde do que no resto da Europa. E é normal que as cantigas da ceifa fossem cantadas, há quarenta anos. Como as cantigas das colheitas eram cantadas, como as cantigas de monda eram cantadas e as malhas também eram cantadas. Há um conjunto de coisas, eu próprio, fiz um trabalho em 2002 sobre a tradição popular para a RTP e ainda encontrei muitos trabalhos de que os velhos ainda se lembravam muito bem. E de que os novos, os homens da altura com cinquenta anos lembravam-se, também, muito bem. Tinham trabalhado naquilo. Hoje já é muito mais difícil. Digamos que perdendo-se o traço funcional, perde-se o traço estético também. Porque realmente aquelas canções eram interessantes, do ponto de vista musical eram interessantes, do ponto de vista sociológico eram fundamentais para o estudo dum povo mas do ponto de vista cultural elas desapareciam porque a função que lhe dava suporte também desaparecia.

Estavam ligadas ao trabalho rural, quando não tem mais trabalho rural...

Acaba as canções. A canção de incentivo aos bois, não havendo bois não há incentivo aos bois. Não faz sentido. Tudo muda. E é isso que acontece. O campo que eu encontrei ainda era um campo mais ou menos assim, era um campo onde existia nesse tempo do pós-25 de Abril, era um campo que ainda tinha muitas mulheres vestidas de negro, que era uma imagem de marca de Portugal, um país escuro. Mas de facto, esse folclore acabou por ser uma rica descoberta, penso eu.

Acho que é uma especificidade em Portugal de haver, por exemplo, cartazes do Partido Comunista Português a chamar para uma política patriótica de esquerda. Ou também o número de ranchos na Festa do Avante, por exemplo. Isso não existe em França. A palavra “patriótica” é quase uma palavra proibida para a esquerda em França, é usada na extrema-direita.

Aqui não. Nós temos aqui, há uma aliança muito importante que é a aliança do Giacometti com o Lopes Graça que é um compositor que vem na esteira dos compositores do leste europeu, dos

compositores nacionalistas, é o nacionalismo tardio. E ele pega sobretudo ao Bartók e às suas pesquisas no campo, as pesquisas folclóricas, o Bartók acaba por se enraizar muito nessa prática. E o Lopes Graça encontrou Giacometti e ele próprio encontra muito interesse nisso. Quando nós chegamos ao 25 de Abril, nós já temos, há um disco que é o disco das canções heroicas que tem dum lado canções heroicas e do outro lado canções tradicionais portuguesas harmonizadas. Só esse facto de virem canções revolucionárias dum lado e do outro lado canções populares, já criou uma ligação que nunca mais se perdeu. Eu nunca tinha pensado nisso, mas é um facto. Isto é verdade que existia de facto, não só as Chants du monde que era uma editora francesa que deu a conhecer o folclore de todo o mundo publicou numa das suas edições um disco de recolhas populares de Michel Giacometti. Portanto, a importância que teve de facto aqui, neste caso a editora “Chants du monde”, na divulgação deste sentimento revolucionário e patriótico das canções. É engraçado porque nós, em Portugal, eu penso que o patriotismo, a questão da Pátria, sempre foi uma questão ligada à esquerda. Também ligada à direita.

Por causa da ditadura do Estado Novo.

Sem dúvida. Só que a Pátria da direita não presta. A Pátria da direita não presta, porque? Porque está feita de obediências, está feita de um chão que é colonialista. Portanto a Pátria da direita tem todo um rasto de destruição que é detestável. E a esquerda apoiou-se na Pátria que é a Pátria do mar, a Pátria do povo, portanto é fácil forjar uma ideia de Pátria. Eu próprio tenho a consciência da Pátria numa visão internacionalista. Eu não tenho propriamente uma ideia nacionalista. Eu cada vez acho mais, aliás que a questão das Pátrias é cada vez menos nacional e cada mais regional. A questão que aqui se coloca é de ser um traço identitário e diferenciador, não afastador.

Acho que a história da esquerda em França está muito mais ligada à ideia que a República tem que apagar as diferenças regionais, culturais entre os cidadãos. E não vai tanto buscar nas raízes duma cultura popular que é, de facto, mais fragmentada, mais local.

Eu conheço um livro, que é o livro paradigma do encanto do regionalismo que é *A volta a Gália do Astérix e Obélix*. Da aventura do Astérix, em que ele vai buscar as diversas gastronomias mas não só. Também as diversas formas de falar, os sotaques, não é. E nós resgatámos isso na boa onda, digamos assim. Somos diferentes mas isso é giro, isso é bom!

Um ponto que eu acho muito importante é a ligação entre a cultura e a democracia. Atualmente, a democracia é muito concebida como uma resultante do desenvolvimento económico. Acho que é interessante também colocar a questão do papel da cultura na estruturação duma democracia. Não sei como vê este papel da cultura, não só no âmbito duma democracia representativa, mas duma democracia participativa que está ligada ao projeto político depois do 25 de Abril.

Pois, a questão da cultura foi em Portugal sempre colocada como uma questão central da vivência das pessoas. Ou seja, as coletividades, o movimento de coletividades em Portugal teve uma importância muito grande na disseminação da cultura. Por inclusivamente uma geração de escritores, de poetas, de pintores que estava muito ligada também ao movimento revolucionário que se gerou com a Revolução

de Outubro. Portanto, mais tarde, aparece e sobretudo no pós-guerra, surge uma geração que vai apoiar as ideias do socialismo. E vai apoiar as ideias do socialismo, essa geração de escritores vai-se fundar também ela nas diversas coletividades que começam a surgir um pouco por toda a parte. E isso é um fenómeno engraçado das coletividades que faz com que, de facto, a questão da cultura é uma questão do acesso. Não é outra questão. O Bento Jesus Caraça que é um homem importantíssimo na cultura portuguesa, quando o Bento Jesus Caraça faz a “Biblioteca Cosmos”, ele pretende fazer um conjunto de livros que vão dar de forma simples às pessoas o acesso ao conhecimento e à cultura. Coisa que era completamente negada pelo fascismo. A vivência democrática não vai atingir a cultura, digamos que a cultura e a vivência democrática e a luta política são tudo parte do mesmo bolo. Nunca se pensou, ou não me lembro de se ter pensado que a cultura fosse qualquer coisa que fosse atingido algum dia, porque ela existe, ela é intrínseca à vivência das pessoas. Seria muito complicado. Mas nós temos também essa experiência histórica de que, por exemplo o coro do Lopes Graça era o coro da Academia de amadores de música, de Lisboa que ainda tem a sede na Trindade, temos aqui em Coimbra o exemplo do Ateneu de Coimbra, também temos o exemplo do jornal *Trevim* da Lousã, e temos um conjunto de exemplos. *Notícias de Amadora* em Lisboa, o *Jornal do Fundão* no Fundão, há um conjunto de meios que são meios de disseminação cultural ou formal ou informal. Mas organizados em rede e que davam de facto algum alimento àquilo que era o trabalho político da oposição. E nós, aquilo que tivemos de diferente do resto da Europa, foi um fascismo, tivemos um regime fascista. E o regime fascista obrigou, obriga as massas a serem criativas, coisa que se talvez não aconteça nas democracias instituídas na Europa Ocidental. Estou a dizer se calhar uma grande parvoíce, mas de facto esse grande esforço de ir às coletividades, cantar nas coletividades e junto das pessoas e estar com elas e das pessoas procurarem essas coisas, era intrínseco. É engraçado, por exemplo, que no Alentejo onde existia uma grande influência revolucionária, até por causa da estruturação da produção, da agricultura. Eram trabalhadores agrícolas sem terra. Essas coletividades de cultura e de recreio vão se fundar na margem Sul do Tejo, na zona do Barreiro, do Seixal, do Montijo, e vão criar coisas muito interessantes como a reinvenção do cante alentejano. E no trabalho que fiz para a RTP em 2002, o cante mais belo que eu conheci, com que eu contactei, foi o cante do Sul do Tejo, não foi o cante do Alentejo, do Baixo-Alentejo. Onde o cante praticamente já tinha perdido a sua riqueza regional, a sua riqueza local, melhor dizendo. Cada aldeia cantava da sua forma diferente. Portanto esses homens, alias o Giacometti fala disso, numa certa altura o cante, os homens novos foram trabalhar para as fábricas do Barreiro e levaram consigo o cante e levaram consigo a especialização sobretudo dos solistas dos cantares alentejano. E eles vão colocar-se onde, do ponto de vista civilizacional, nas atividades de cultura e recreio, nas coletividades de cultura e recreio. E criam um conjunto de coletividades que se juntam às coletividades que existiam em torno das bandas filarmónicas, que foi um movimento muito vasto que existiu em Portugal. Há realmente um trabalho cultural, um trabalho de cultura. A democracia é uma construção cultural, também, sem dúvida e o contrário também é verdade. Quando se diz que a democracia tem três vertentes: a vertente económica, a vertente política

e a vertente cultural. Elas são, digamos, absolutamente indissociáveis.

Porque hoje em dia, a maneira de ver a cultura é de uma coisa que vem depois. Uma coisa mais ligada ao recreio, na altura era mais concebida na base dum processo político.

E era uma cultura de resistência, era muito depurada. Não havia muita margem para fazer as coisas tolas. Aquilo que se fazia tinha que ser depurado. E dá-me a ideia que foi um tempo muito rico do ponto de vista da produção cultural. E de facto, como digo, o Bento Jesus Caraça foi importantíssimo nisso, mas houve outros. Houve um conjunto. O Aquilino Ribeiro foi importantíssimo. Além de que existe a visão do neorealismo que traz de facto o povo para as letras.

A revista *Vértice*.

Também a revista *Vértice*, a Seara Nova também. Portanto há um conjunto de elementos culturais que são muito importantes. O próprio Lopes Graça faz uma publicação massiva de livros, está na origem de diversas revistas. Que ao fim e ao cabo alimentavam uma elite que não era uma elite económica mas era uma elite cultural, digamos assim. À margem do sistema.

Por isso 1974 é uma data importante mas existem movimentos anteriores.

Tem um caminho traçado atrás.

Aliás acho que é o Álvaro Cunhal que disse que o 25 de Abril não caiu do céu.

Não, não caiu do céu. Eu passei os meus fins-de-anos todos desde que me lembro, desde dos sete, oito anos. Não foram muitos, para dizer a verdade, até os doze anos. Mas aquilo de que eu me lembro era de facto das sessões do Ateneu de Coimbra, do fim-de-ano, em que havia uma grande celebração democrática. Cantava-se canções do José Afonso e fazia-se toda uma festa que era uma festa democrática. Uma festa absolutamente democrática. E portanto com gente muito interessante de todos os estratos sociais. Portanto havia ali um microcosmos, no Ateneu de Coimbra, um micromundo que não era nada ateniense, era uma ágora.

Sei que existem trabalhos sobre o Ateneu de Coimbra antes do 25 de Abril, mas eu não encontrei muitas informações sobre o período depois da Revolução. Não sei se houve uma mudança de trajetória e de atividades. Sei que tem agora um Centro de Dia.

Teve uma vida errática. Como é evidente, até ao 25 de Abril, grande parte do trabalho político centrava-se no Ateneu de Coimbra. Grande parte da convivência política centrava-se no Ateneu de Coimbra. Portanto o Ateneu era de facto um ponto importante de atividade democrática. Depois do 25 de Abril, as tarefas passaram a ser outras. Evidentemente que as pessoas se dedicaram depois à vida partidária e a outro tipo de vida. Portanto, digamos que o Ateneu de Coimbra perdeu muito do seu fulgor. Já não cultivou o teatro como o cultivava antes, já não cultivava o grupo de fantoches, que era um grupo importantíssimo, já não cultivava. Portanto houve um conjunto de atividades que foram caindo em desuso, inclusivamente eu, os primeiros que eu vi na minha vida do Charlie Chaplin foram no Ateneu de Coimbra. E portanto havia toda uma atividade muito regular que era feita para os filhos de trabalhadores, digamos assim. Para as pessoas que não tinham dinheiro, e que não iam normalmente às sessões ou que iam menos às sessões do cinema. Essa atividade estancou muito. Eu

lembro-me numa certa altura, nós próprios, Brigada Victor Jara ensaiávamos no Ateneu de Coimbra também. Portanto era um sítio de acolhimento de toda gente. De facto, com a criação do Centro de Dia, e o Centro de Dia foi importante para dar resposta ao envelhecimento progressivo daquela população. Eu vi lá os velhotes que eu vi, desde pequeno, que eram homens adultos e mulheres adultas, acabaram por morrer ali no Ateneu de Coimbra, que era o seu sítio. Foi uma evolução normal que eu não conheço muito bem, eu não acompanhei essa evolução. Eu sou sócio do Ateneu de Coimbra há muitos anos, sou dos mais velhos sócios do Ateneu de Coimbra, mas de facto não acompanhei essa evolução. Hoje, o Ateneu de Coimbra tem uma atividade cultural na mesma. Mas é uma atividade cultural que já não nasce duma necessidade, nasce duma proposta. A diferença é essa, portanto, as pessoas iam ao Ateneu de Coimbra por necessidade e agora vão no Ateneu de Coimbra porque é uma proposta, juntamente com muitas outras propostas que é produzida sobre a população e as pessoas vão quando lhes apetece. Naquela altura não. Era difícil lá entrar que havia muita gente.

É mais pontual.

Mais pontual, sim. E sobretudo é menos urgente. Não tem uma atividade urgente.

Não sei se depois do 25 de Abril chegou a ter aulas de alfabetização no Ateneu de Coimbra.

Não, no Ateneu de Coimbra nunca tivemos. Era mais a parte cultural, de vivência cultural. E também campismo. É engraçado que há uma parte importante da luta democrática que é exatamente a parte do campismo. Havia muitos acampamentos, o Ateneu fazia muitos acampamentos. E havia o movimento campista e caravanista, em Portugal, estava muito ligado, à oposição democrática também. Era outra vez, uma forma de usufruir da natureza. De viver na natureza, portanto essa ideia ecológica era também muito ligada à esquerda desse tempo.

E a Brigada Victor Jara chegou a ter contactos com outras associações?

Só com o Ateneu é que tivemos ligação. Tivemos ligação porque usávamos as instalações do Ateneu. Era essa a ligação. Ligação orgânica não, porque quando a Brigada nasce no pós-25 de Abril, as coisas são um bocadinho já caóticas do ponto de vista de pertença. Nós ensaiávamos umas vezes na Republica, outras vezes no PC, outras vezes no Ateneu. Portanto andava assim um bocadinho errático tudo. Mas de facto há associações, nós próprios formámos uma associação muitos anos depois, mas íamos muito tocar para as coletividades em todo o país. Portanto a Brigada não tinha uma atividade... tinha uma atividade meramente militante. E era agenciada no PCP em Coimbra. E portanto, não havia propriamente agenciamento, nós íamos tocar onde nos chamavam, onde havia necessidades de natureza política ou de natureza cultural, nem sempre ligada à luta partidária. Muitas vezes ligada apenas à suscitação de interesses duma associação, esta ou aquela. Fomos a São Pedro do Sul várias vezes porque havia lá uma associação. Um bocado por todo lado, era por causa das associações que íamos tocar.

E provavelmente tiveram pedidos vindos de Associações de Moradores. Aqui em Coimbra tinha uma luta pela habitação na Relvinha, na Conchada.

Também. A Relvinha foi um caso muito importante. Havia realmente um conjunto. Eu lembro

perfeitamente da Relvinha ser um sítio quase no fim do mundo. E mais além havia a chamada cidade satélite, que era o bairro de Santa Apolónia. Que foi na altura uma cidade importantíssima em Coimbra porque ia, de alguma forma, dar habitação ou permitir que habitassem na periferia, junto das fábricas muitos operários. Ainda é a altura da industrialização de Coimbra, que hoje não existe.

Estás ligado ao Manifesto pela Cultura aqui em Coimbra. Vi referências ao 25 de Abril, pode fazer-se uma ligação direta com o movimento de associativismo cultural que existiu depois do 25 de Abril? Esta ligação entre a cultura e a democracia que é importante.

Sem dúvida. E é importante na realidade portuguesa. Não é por acaso que os governos de direita quase todos, isto é muito mais evidente talvez em Portugal do que noutros países europeus, a direita nunca quis pegar na cultura, nunca. Não tem nada a ver com a cultura. De facto, os orçamentos para a cultura foram sempre absolutamente desvalorizados, a cultura nunca foi uma prioridade dos governos de direita.

E hoje não há Ministério da Cultura.

E nem sequer há Ministério. Mas não é a primeira vez que não há Ministério. Nos governos de Cavaco Silva também não havia Ministério da Cultura. Portugal cheio de dinheiro, a receber dinheiro da Europa a rodos, e para a cultura tinha uma Secretaria do Estado. E o Cavaco Silva é uma figura do fascismo, sem dúvida. Nós podemos achar que é uma figura democrática, não. É uma figura do fascismo mais atrasado. Aliás, há uma fantástica frase dele em que ele diz que, agora que nós estamos sem dinheiro, de há poucos anos, podemos virar-nos para a cultura. Porque é na cultura que nós vamos encontrar as respostas para alma. Ele fala da alma. O paradigma que nós temos é o paradigma fascista outra vez. O Cavaco Silva é um fascista, objetivo. Não tem é as armas, portanto não tem os meios para poder resolver o problema violentamente, mas de facto do ponto de vista estrutural é um homem que não dá importância nem à educação, nem à cultura, nem à saúde, nem àquilo que são as grandes amarras do 25 de Abril. Porque o Manifesto para a Cultura acaba por, e quase tudo na política portuguesa, às vezes considero que de forma errada, na minha opinião, nós fazemos muitas vezes o apelo ao 25 de Abril para gente que não era nascida no 25 de Abril, nem nas duas décadas a seguir. O 25 de Abril já é qualquer coisa de muito antigo, não na minha vivência porque eu o vivi quando era jovem, mas na vivência duma criança daquele tempo, duma criança de seis anos, o 25 de Abril não existe. Passado um ano foi o 25 de Novembro, mas esse recuo ao 25 de Abril de facto é um recuo ao tempo em que as liberdades democráticas se abriram e se tornaram, através da Constituição da República portuguesa, se tornaram uma conquista de todo o povo. Esse chamar ao 25 de Abril é chamar à democracia, de facto. E a democracia é o quê? Sobretudo neste Manifesto, a questão da democracia é a questão do acesso. A questão da cultura é a questão do acesso. A democracia não existe quando não há acesso ao conhecimento. Nem a democracia política existe, um homem que vota no político que o vai roubar, não é um homem livre. Porque ninguém vota naquele que lhe vai fazer mal. Portanto, não é livre, não é capaz de ver aquilo que é o seu benefício. Nem que seja por aí, um homem não consegue distinguir aquilo que lhe é bom, daquilo que lhe é mal. E portanto vota naquele que lhe é

mau, porque não consegue distinguir. E portanto esta é uma questão central ainda na sociedade portuguesa, a questão de democracia, a questão da cultura e a questão da instrução. Ainda mais agora.

Encontrei uma grande ligação, nomeadamente na ideia que a cultura está na base da política.

Tem, sem dúvida. Aliás, o trajeto que nós temos seguido em Portugal, o trajeto histórico, acaba por fazer com que a cultura seja uma arma também. E depois é um conjunto de tradições que se geraram em Portugal, até a tradição da Festa do Avante, por exemplo, que é uma festa muito antiga, cuja a primeira edição foi em 1977 ou 1978, ou 1979, essa tradição cultural ligada à esquerda é, digamos, uma tradição normal. Em lembro-me no 25 de Abril ou depois mesmo, não havia nenhuma sessão política que não tivesse um momento cultural. Que é uma coisa engraçada, não havia nada que não tivesse um momento cultural. Como se o momento cultural fosse também ele parte indissociável, e era de facto parte indissociável da intervenção política, mesmo que às vezes fosse uma seca! Mas tinha que ter uma parte cultural. De facto, ainda em algumas sessões políticas e o Bloco de Esquerda resgata muito isso, nas sessões do Partido Comunista sobretudo e no Bloco de Esquerda, de alguma forma é uma derivação do Partido Comunista ou dos movimentos da esquerda até da extrema-esquerda, existe sempre uma parte cultural que é intrínseca. E eu lembro-me que durante muitos anos, era muito importante nas listas de apoiantes haver nomes da cultura. Era fundamental haver nomes da cultura. Ainda hoje é fundamental ter nomes da cultura, claro que a direita conseguiu já sacar alguns nomes da cultura para o seu lado como é evidente. É uma questão... Não é pelo facto do Hitler ter utilizado Wagner que o Wagner deixou de ser um grande. Numa sessão do PCP, no lançamento do centenário do Álvaro Cunhal, foi lido um texto escrito por Jorge Amado. E levantou-se a questão, engraçada, a questão de que Jorge Amado tinha traído as ideias políticas do comunismo. E a questão que se colocou foi a questão se seria correto ler-se numa sessão em que ia estar quase todo o Comité Central do PCP, alguém levantou esta questão. E a diretriz foi que os homens são aquilo que eles fazem e a história que têm. E Jorge Amado, sim, é correto. Claro que é correto. Como seria correto outro qualquer, tirando alguns nomes como o Vargas Llosa que esse não é correto nem para ele porque ainda está vivo. Eu penso, de facto, o século XX é muito rico em património da cultura e da arte revolucionária. Guernika é um líder revolucionário, não é um quadro de *divertissement*, mesmo que seja belo.

[...]

A Maria de Lourdes Pintasilgo é uma personagem controversa. Mas a esquerda portuguesa e a oposição democrática têm uma componente muito fundada nos católicos, também. Eu fui para a alfabetização, o rapaz com quem eu fui era da JEC. E a Maria de Lourdes Pintasilgo era uma figura muito respeitada. Desgraçadamente, no governo dela que foram mortos pela GNR dois camponeses no Alentejo. O Casquinha e o Caravela. Eu creio que foi no governo da Pintasilgo. Ela não teve qualquer tipo de intervenção nem culpa nenhuma nessa situação, já tinha saído a lei Barreto do Partido Socialista, já tinha corrido aí muita tinta e muita história. Mas de facto, ela é uma figura muito controversa. E quando surge a opor-se ao Salgado Zenha, numa altura que era uma altura charneira, isto é a altura em que há transformações que vão para um lado ou vão para outro. Ou vamos a caminho

da “Europa conosco” ou vamos para um caminho nacionalista. Esta questão que se punha, que era uma questão aguda e que hoje tem reflexos diretos. Hoje, nunca pensei ouvir gente a dizer que nunca deveríamos ter aderido ao Euro, ou que a União Europeia foi o mal dos nossos pecados. E a União Europeia é complicada, não se pode discutir lá preto e branco. Mas não é uma realidade agradável. Não é uma realidade só positiva. Porquê? Porque a Europa entrou em Portugal pela mão dos tipos que venderam Portugal. A questão da Europa não era a Europa dos povos, era a Europa do capital. E é nisso que nós estamos.

Nas eleições de 1986, é uma das primeiras vezes que o Partido Comunista Português não tem candidato próprio. O PCP vai escolher apoiar o Francisco Salgado Zenha que tinha saído do Partido Socialista.

Exatamente. Há ali, digamos que é uma corrente ética do Partido Socialista que vai tentar resgatar o Partido Socialista para a esquerda. Mas não foi possível. O Partido Socialista é hoje um partido objectivamente de direita. A Internacional Socialista é uma associação de direita, a nível mundial. É muito controversa a Internacional Socialista, cumpriu o seu papel histórico, neste momento já não tem aquele fulgor. Mas de facto foi importante na luta ideológica no nosso mundo. A Pintasilgo surge fora de isso todo dá-me a ideia, surge dalguma forma como uma candidatura dalguma forma ética talvez. E que perdeu.

A grande diferença entre ela e os outros candidatos é que ela é a única com não tem um partido. Acho que isso faz uma ligação com o movimento do poder popular pensado como apartidário.

Sobre esse ponto de vista, eu acho que, e agora falo como militante comunista, eu penso que o partido naquilo que é nossa discussão sobre a questão do poder e sobre a questão da democracia, não tenho uma ideia hegemónica nem dirigista do poder. Se esse mais não houvesse, estava aí a União Soviética a demonstrar que o corte com a cultura democrática é o corte com a democracia socialista. Não há democracia socialista se não houver cultura democrática. Não há socialismo se não houver soviéticos, e a mistura entre o Estado e o Partido é qualquer coisa de fundamental para que acabe a democracia socialista. E esse era o erro que nunca se caberia. Inclusivamente, nós temos uma participação organizada como comunistas, eu como comunista tenho uma participação organizada em todos os movimentos em que eu participo e também no Movimento 1% para a cultura, mas não é de modo algum dirigista. É uma posição organizada mas não é dirigista. Porque há a consciência cívica e política de que o dirigismo é o inimigo do desenvolvimento. Ao contrário dos partidos de direita que fazem do dirigismo político do “nós só”, qualquer coisa de fundamental, porquê? Porque não são eles que mandam sequer na política, são os grupos económicos que os compram. É realmente uma dinâmica muito complexa.

10. Clara Moura.

Entretien réalisé le 8 février 2013, à Coimbra. 104 minutes.

J'ai effectué quelques entretiens avec d'autres membres du Graal, à propos des projets de Coimbra et leur parcours personnel. Vous êtes donc rentrée de Saint-Étienne en 1974 ?

En 1974, exactement. En juillet 1974. Après le baccalauréat, j'ai passé mon baccalauréat et je suis rentrée pendant les vacances d'été pour venir faire les cours d'été à la Faculté de Lettres.

Et la connaissance du Graal est venue de l'Université ?

Non, non. La connaissance du Graal a été dans un autre contexte. En fait, après le cours d'été, j'ai décidé de rester. J'ai pensé que j'allais rester au Portugal et que j'allais faire mon parcours universitaire ici. Et donc après le cours d'été, je suis restée toute seule. Parce que les personnes avec lesquelles j'ai passé mon temps à ce moment là, c'était les étrangers qui fréquentaient le cours d'été. Et qui sont repartis à la fin du mois. Mi-août, tout le monde est reparti, moi je suis restée. J'ai passé mes vacances avec mes parents qui étaient venus en vacances. Et après, en septembre je suis revenue à Coimbra. J'ai demandé des équivalences pour le diplôme et donc je devais préparer deux examens. J'ai fait le Portugais au baccalauréat, j'avais choisi Portugais mais c'était Portugais langue étrangère. C'était pas de la littérature qui faisait partie du curriculum du secondaire. J'ai dû passer un examen en septembre en littérature et en histoire du Portugal pour pouvoir avoir les équivalences. Donc je suis revenue à Coimbra au début du mois de septembre pour préparer mes examens. À ce moment là, j'étais un peu perdue, je ne connaissais personne. Mais étant donné que je voulais entrer à la Faculté, à un moment donné, j'ai rencontré des gens qui étaient aussi sur le point d'entrer à la Faculté. Et là, j'ai rencontré une personne, une amie avec qui j'ai eu une empathie immédiate, parce que on s'intéressait à peu près aux mêmes choses. Elle devait aller aussi en Portugais-Français, donc en langues romanes. On se disait si on ne commence pas à la Faculté alors on pourrait peut-être faire quelque chose. Et on a décidé de former un groupe, c'est drôle parce que c'était un groupe en autogestion où on était nous-mêmes responsables. Étant donné que je venais de France, je connaissais la littérature française, nous allions entrer dans un cours de langues française et portugaise. Elle, elle s'occupait de la littérature portugaise et moi je m'occuperais de la littérature française. Et donc, on a fait venir des livres de France, on a décidé quel était le programme. On a décidé qu'on allait prendre les surréalistes, Aragon, Breton, etc... Et donc, on a commencé comme ça. On était une dizaine peut-être, on se rencontrait dans les cafés. Et c'était vraiment l'esprit révolutionnaire, parce que notre volonté était de ne pas perdre de temps. On ne savait pas quand est-ce que le cours allait ouvrir donc, pour ne pas perdre de temps, on s'était organisé de cette façon là et on a commencé nos lectures orientées ou désorientées plutôt par moi-même et par cette collègue. Et cette collègue était dans le réseau de Coimbra et sa mère, son père étaient liés au Graal. En ce moment, elle est professeure à l'Université de Braga, c'est Maria Eduarda Keating. Et sa mère Mariazinha Keating était liée au Graal et c'est donc à travers cette collègue que j'ai commencé à

fréquenter le Graal, à aller aux réunions. À ce moment-là, le Graal, ici à Coimbra, il y avait environ une dizaine de personnes. Le siège était Rua Afonso Henriques. Elles avaient un grand appartement, où passaient beaucoup de personnes. D'ailleurs, j'ai connu aussi des personnes qui étaient là françaises, anglaises, pas mal de gens. On a commencé à fréquenter ces réunions et à un moment donné, on nous avez proposé d'intégrer des équipes qui se déplaçaient dans les villages.

Les équipes mobiles mises en place par le Graal.

Les équipes mobiles, voilà. Et on a commencé à fréquenter, à participer à ces réunions là et évidemment il y avait toujours quelqu'un qui avait une expérience différente. Les personnes du Graal, Manuela Silva, elle était là aussi à cette époque là. Il y avait Teresa Alegre de Magalhães. Donc, il y avait pas mal de gens et elles nous orientaient. Donc les équipes étaient toujours formées par des gens, des adolescentes en fait, et il y avait d'autres personnes de la société civile. On travaillait essentiellement les week-ends, les sorties c'était normalement les week-ends et le soir. On faisait des séances parfois le soir. C'était des *sessões de esclarecimento*. Qu'est-ce qu'on faisait dans ces séances ? On répondait aux questions des gens qui, surtout dans les villages, étaient un peu inquiets. Qu'est-ce qui allait se passer ? En fait, c'était un changement très grand, n'est-ce pas, et les médias, à cette époque, là n'avaient pas le même impact et la même divulgation qu'en ce moment. Mais même ce qu'ils savaient, ce qu'ils entendaient leur faisait un peu peur, parce qu'ils ne comprenaient pas.

Et des manipulations aussi. Le rôle des rumeurs dans la Révolution portugaise est relativement important.

Tout ça, tout ça. Et donc nous, on allait là essayer de répondre à leurs questions par rapport à ce qu'il se passait, par rapport à ce qui pouvait advenir à partir de ce mouvement révolutionnaire. Pendant toute l'année, j'ai participé à ces réunions.

À partir de ce que j'ai pu lire sur les équipes mobiles, il s'agissait d'un processus à deux sens. Il y avait cette volonté d'expliquer le processus révolutionnaire et en même temps de découvrir la réalité du pays.

Voilà, absolument. Mais le Graal connaissait déjà un peu. Parce qu'ils avaient déjà un travail d'appui aux populations. Donc ils savaient déjà un petit peu, ils savaient où aller. Et nous, en fait, on était aussi en train d'absorber ce que les gens entendaient, comment est-ce qu'ils comprenaient la situation. C'est vrai, il y a toujours cette perspective, on n'arrivait jamais dans une perspective de « nous, on sait. On va vous expliquer ». Non, c'était pas du tout ce genre d'attitude, c'était toujours une attitude de dialogue, de compréhension, on se promenait avec les gens. C'était un peu dans ce sens là.

Et ces équipes mobiles couvraient la totalité du district de Coimbra ?

Oui, ici on était juste au niveau de Coimbra, au niveau du district.

J'imagine que ça a du être un choc, d'autant plus venant de Saint-Étienne, d'aller découvrir les villages à proximité de Coimbra.

Oui, mais j'avais déjà cette perception avant. Parce que étant donné que quand je venais je revenais dans mon village aussi. Et c'est vrai qu'à partir d'un certain moment le village pour nous était tellement

archaïque. On sentait cette énorme différence, ce gouffre qui distanciat, qui nous mettait dans des mondes totalement différents. Mais j'avais cette idée déjà, je savais à peu près ce qui se passait. J'avais une conscience, surtout à partir du moment où j'ai connu des gens de mon âge qui étaient toujours sur le qui-vive parce que nous, on voulait savoir des choses et je voyais qu'il y avait toujours une certaine inhibition. Il n'y avait pas de liberté et ça on le sentait. Même avec les gens de notre âge. Je suis de la région de Guarda et donc les gens que je pouvais contacter, surtout à Guarda parce que j'avais des tantes qui habitaient à Guarda et évidemment au lieu de rester au village, on préférait aller à la ville. Mais même par rapport à la ville, il y avait une distance énorme, il y avait une différence très grande. Et donc en revenant ici, ce qui était intéressant avec les gens que j'ai connu, c'était que tout le monde avait une énorme volonté de parler et cette volonté de parler était parfois même anarchique. C'était tellement spontané... Et pour moi qui était habituée quand même. J'avais déjà participé à des grèves d'étudiants en France.

J'avais cette question à l'esprit. Parce que vous êtes arrivée en France en 1967, donc avant Mai 1968 et vous y êtes restée jusqu'en 1974.

En 1968, je n'avais pas encore une grande conscience parce que je venais d'arriver. La seule chose qui m'est restée en fait, plutôt la façon dont mes parents l'ont vécu au moment. Parce que nous, on était à l'école primaire encore.

Mais il y a des traces qui subsistent dans les années suivantes.

Exactement. Mais surtout par rapport à la situation postérieure, quand j'étais déjà au lycée. On a fait toute une série de grève, je pense que c'est à ce moment là qu'il y a eu la loi Debré, à cause du service militaire. Cette époque là, ça a été une époque très agitée en France.

On peut alors parler d'une formation politique effectuée en France.

Moi, j'avais une formation politique qui s'était faite en France. Justement à partir du moment où j'entre en seconde, où j'ai la première avec la philo. Ma prof de philo... Et ça, ça a été quelque chose de très intéressant aussi pour moi, parce que je vivais, après avoir vécu le conflit d'intégration en France, je vivais le conflit d'intégration ici. Parce qu'en revenant...

Vous étiez partie pendant sept ans.

Surtout sept ans qui sont fondamentaux dans le parcours de jeunesse, c'est tout un parcours de formation. Et donc en arrivant ici, ça a été aussi ce problème de gérer un conflit. Mais ça a été facile parce qu'en fait je sentais qu'il y avait une énorme vie et une intensité très grande. Mais ce que je sentais c'est que parfois c'était très anarchique. Il n'y avait pas des objectifs très clairs, j'étais habituée à ça en France. Quand on se proposait un certain type d'activité disons, politique, il y avait des objectifs qui étaient tracés. Ici, les choses n'étaient pas faites comme ça parce que c'était impossible. Tout le monde se cherchait en fait.

Il y a un article du journal *Le Monde* juste après le 25 avril qui commence par la question « Et maintenant ? ». Je crois que cela résume bien la Révolution portugaise.

Absolument.

La chute du régime apporte une ouverture mais personne ne sait vers quoi va alors évoluer le Portugal.

Absolument. Voilà tout le monde se cherchait, tout le monde « où est ma place en fait dans tout ça ? ». C'est le chaos d'abord, c'est un espèce de chaos et ensuite il y a les tentatives d'organiser ce chaos mais c'est vrai que chacun essaie de voir « où est ma place là-dedans ou comment je peux rentrer là-dedans ». Plutôt que de se dire quelle est ma place, c'est « comment vais-je faire ma place là-dedans ».

Et donc après ce retour au Portugal, la première forme d'organisation, ça a été le Graal ? Il ne s'agit pas d'un organe politique mais si l'on prend la politique comme quelque chose de plus vaste, c'est un mouvement qui a une activité politique. Même avant le 25 avril, il y a une ambition politique dans l'activité du Graal.

Non, c'est vrai. C'était une intervention politique. Ce n'était pas une perspective d'accès au pouvoir ou de se démarquer dans une perspective de prise de pouvoir mais il y avait une volonté d'interférer, de faire évoluer. Ce qui m'intéressait surtout c'était que c'était dans une perspective très démocratique. Démocratique dans le sens où je l'entends, où on part surtout de l'écoute, où on part des problèmes, où on part des questions qui sont inhérentes à la population, aux gens, à leurs problèmes, à leurs anxiétés, à leurs besoins. Et c'était dans cette perspective qu'il me semblait que c'était intéressant de travailler.

C'est vrai qu'il existe différents courants au sein du Graal qui se retrouvent sur ces questions. Il y a un courant démocratique, un courant féministe qui pose comme postulat que les femmes ont un rôle à jouer. Mais il y a aussi un courant catholique, fortement présent dans le travail du Graal. Ce sont ces différentes positions qui ont motivé votre entrée au sein du Graal ?

Voilà. En fait, j'avais aussi, même en France, j'avais toujours eu dans les mouvements où j'étais inscrite, dont je faisais partie, il y avait cette composante souvent de groupes qui avaient un lien avec l'Église catholique, où je cherchais aussi. En fait, ce qui a été très intéressant dans le Graal, c'est que on ne nous imposait pas, même de ce point de vue religieux. Les gens qui étaient là, qui participaient pouvaient professer ou pouvaient avoir des racines, des façons de participer plus formelles. Moi, je me cherchais aussi de ce point de vue là. Mais ce qui m'intéressait c'était précisément qu'il y avait cette ouverture. On ne te disait pas, « il faut aller à la messe tous les dimanches ». De ce point de vue là, même du point de vue religieux, il y avait une énorme liberté. Et il y avait aussi une énorme ouverture à des points de vue qui n'étaient pas des points de vue traditionnels. Il y avait une ouverture et une perspective d'innovation toujours dans cette liberté qui était très intéressante. C'était la promotion de discussion et la capacité d'écouter. Parce qu'en fait on retrouvait des gens et des perspectives très pluriels. Et ça, c'était un argument attrayant pour une personne qui est encore en formation. J'avais vingt ans, j'étais en fait dans un moment aussi où on cherche.

Et ce qui est intéressant dans l'action du Graal, c'est cette forte composante éducative et culturelle. Je crois que les équipes mobiles fonctionnent pendant l'année 1974 et un projet d'animation socio-culturel en milieu rural est mis en place l'année suivante. Vous y avez aussi participé ?

J'ai continué à faire partie et a participé aux réunions du Graal. Il y avait un autre aspect qui m'intéressait énormément, c'était l'interaction entre les générations. Les adolescents n'étaient pas ensemble, on partageait avec des adultes.

Parce que le Graal a été créé dans les années 1950 au Portugal, il existait donc une génération plus expérimentée.

Autre chose qui était intéressant, c'était justement cette dynamique de femmes mais de femmes qui ne cherchaient pas dans le traditionnel mais essayaient précisément de déconstruire tout ce qui était traditionnel pour insérer la femme d'une façon différente dans la société.

Il existe donc ce projet d'animation socio-culturel de 1975 à 1982 dans la région de Coimbra. Et le terme même d'animation socio-culturel a beaucoup à voir avec Mai 1968 et une manière différente d'enseigner.

Oui, et c'est là que j'ai fait un cours d'enseignement à partir des méthodes de Paulo Freire. L'alphabetisation, il y avait besoin d'alphabetisation dans un pays où il y avait énormément d'analphabètes. Et les femmes étaient le groupe le plus affecté par l'analphabétisme. Moi je connaissais énormément de gens qui, dans les villages, la plupart avaient parfois commencé mais d'autres n'étaient jamais allés à l'école. Et les femmes étaient vraiment les plus affectées.

Parce que pour les hommes le service militaire permettait d'acquérir un minimum de connaissances.

Voilà. Moi personnellement, même pensant par exemple à ma famille, dans ma famille, il y avait plusieurs personnes, des tantes qui n'avaient pas fini leur scolarité obligatoire. Qui était à l'époque juste les quatre ans de la primaire.

Ce qui était déjà peu pour apprendre à lire et à écrire.

Surtout s'il n'y a pas de continuité. Et ça, c'était quelque chose qui limitait énormément. Évidemment quand on se déplaçait dans les villages c'était beaucoup ça aussi que l'on retrouvait. Dans la plupart des réunions qu'on avait, la grande majorité des gens qui étaient présents, c'était des hommes. Et les femmes venaient timidement. Et c'était contre ça aussi qu'on essayait de lutter.

J'imagine que le fait d'avoir un discours novateur notamment concernant la place des femmes, il devait exister des résistances, des difficultés d'intégration.

Oui, évidemment on ne change pas les choses comme ça d'un moment à un autre. Mais je pense que là aussi le Graal avait une façon de faire qui était différente, disons. Il y avait cette perspective de faire en sorte que les gens s'aperçoivent avant de proposer d'autres choses. Discuter à partir de la situation vivent pour ensuite pouvoir penser à d'autres possibilités. Disons qu'il y avait une façon de faire qui était très subtile. « Maintenant les femmes ne peuvent plus rester à la maison ». Non, ce n'était pas ça. Avec la méthode de Paulo Freire, c'était la conscientisation d'abord à partir des situations vécues.

Donc il y a un travail quasiment sociologique avant, essayer de comprendre la situation.

Absolument. On n'arrive pas avec un discours disant que ce que vous faites c'est pas correct, pas du tout. Ça, ça n'aurait pas de sens. Parce qu'on risquait, en utilisant ce type de discours, de faire en sorte

que les gens se ferment sur eux-mêmes et qu'ils ne puissent pas accueillir d'autres possibilités.

Un discours plus frontal qui était par exemple tenu par les militaires durant la Dynamisation culturelle du MFA.

Je pense par exemple aux partis politiques. Ils étaient beaucoup moins subtils et beaucoup plus directs. Et c'est ça qui, à mon avis, n'a pas le même effet formatif, disons. Ça, c'est aussi parce que moi-même j'avais une perspective par rapport à ce que c'était que l'éducation. Et puis, j'ai commencé à travailler très tôt, dans ma deuxième année de faculté, j'ai commencé à faire des cours. Et c'était aussi une perspective pédagogique. En fait, je pense que ma perspective pédagogique avait été influencée aussi par ce genre de participation que j'avais eu au Graal.

Dans la pédagogie de Paulo Freire, il y a l'idée d'un effacement de la barrière entre l'éducateur et l'apprenant.

Surtout que l'apprentissage puisse faire sens, puisse être senti comme quelque chose de valorisant pour la personne qui apprend. Et j'ai travaillé avec des adultes, au début j'ai commencé à faire cours avec des adultes. Comme il y avait beaucoup de gens qui n'avaient pas fini leur scolarité, il y avait eu un moment où on avait des cours d'adultes nocturnes où ils faisaient deux, trois années pour se présenter à l'examen. Et j'avais des adultes qui, en nocturne, fréquentaient des cours pour ensuite faire des examens. Je n'ai pas travaillé avec la méthode Paulo Freire parce que ça n'était pas possible dans un cadre institutionnalisé mais en fait cette méthode a inspiré aussi ma façon de travailler avec des adultes.

Et ces cours étaient mis en place par la Direction-Générale de l'Éducation des Adultes ?

Non, c'était des cours institutionnalisés, donc dépendants du Ministère de l'Éducation. Non, c'était pas des organismes à part, c'était dans le système des écoles.

Ce que je trouve aussi intéressant dans le Graal, c'est que l'éducation est pensée comme un outil pour une intervention dans la vie sociale.

Voilà. En fait, au Graal, je pense qu'il y a une perspective, une façon de comprendre le travail qui se fait avec les populations, c'est ce qu'on entend aujourd'hui beaucoup dans le discours anglo-saxon de *empowerment*. C'est beaucoup dans ce sens là, de travailler dans le sens de donner aux gens une certaine autonomie, une capacité, de les *capaciter* à prendre leurs propres décisions. Donc, de leur donner les instruments de réflexion et de connaissances qui leur permettent ensuite d'avoir une certaine autonomie.

Je ne sais pas si, dans le cadre de ces projets, le Graal avait des contacts avec les commissions d'habitants ou les commissions de travailleurs. S'il existait des liens avec les organes du pouvoir populaire. Ce moment de pouvoir populaire qui a aussi beaucoup à voir avec cet enjeu éducatif.

Je travaillais par exemple à un moment donné dans un quartier qui est le Bairro da Relvinha. Parce qu'à ce moment là, c'était une espèce de bidonville.

Déjà avec le Graal ? Ou avec une autre structure ?

Je ne suis pas sûre.

Parce que l'idée que j'avais c'est que le Graal travaillait plus avec des habitants et moins avec des structures associatives présentes sur le terrain.

Non, mais souvent le Graal travaille avec les habitants mais il peut aussi participer, je pense, comme réponse à une demande avec des commissions d'habitants, plutôt au niveau des améliorations des conditions de vie. Au Bairro da Relvinha, ce qu'on avait fait c'était construire des maisons.

Participer à l'auto-construction des habitations.

Ça y est, je sais avec qui là j'ai participé. C'était avec un groupe qui travaillait, ça n'était pas le Graal, c'était les Compagnons constructeurs. Parce que j'étais dans ce groupe avec des amis qui participaient aussi aux réunions du Graal.

Souvent les mouvements d'habitants se formaient sur des problématiques locales immédiates et souvent dans un deuxième temps il y avait une volonté de s'ouvrir à la culture et à l'éducation.

Est-ce qu'il y a eu des cours d'alphabétisation à la Relvinha ?

Je pense qu'il y a eu. Et puis à un moment donné, il y a eu de plus en plus d'associations et de groupes, notamment des groupes politiques liés à des partis politiques qui ont essayé de mettre en place des cours de ce genre. Mais je pense que le Graal a eu une fonction très importante au début. Parce que ces groupes se sont organisés postérieurement. Mais le Graal était déjà un groupe qui savait travailler, qui avait les instruments pour travailler dans ces situations là.

C'est vrai qu'il y a une forte continuité dans les actions du Graal avant et après le 25 avril. Avec toujours cette posture politique non directement visible.

Oui, mais elle existait. Le Graal a toujours eu cette perspective d'intervention mais elle est, évidemment, toujours politique et ça c'est clair. La conscience politique existe toujours au Graal.

Un autre élément important touche à la période révolutionnaire à Coimbra. Parce l'histoire écrite sur cette période se focalise surtout sur Lisbonne, voire Porto, mais assez peu sur les autres villes. Il y avait aussi des occupations ici à Coimbra. J'imagine qu'il y avait aussi une effervescence, sûrement moindre qu'à Lisbonne.

Pas au même niveau. Mais ça c'est le problème de toute la construction de l'Histoire. C'est toujours ceux qui sont sous les lumières... Mais en fait ici aussi il y a eu des occupations. Vous avez déjà entendu parler du Palácio de São Marcos ? Le Palácio de São Marcos, c'est un palais ici, à quinze kilomètres d'ici, qui appartient maintenant à l'Université mais qui appartenait à la famille royale. Et le Palácio de São Marcos, je crois, qu'il avait au début était occupé, peut-être pas tous les bâtiments mais il y a eu à un moment donné où on a installé un crèche, je ne sais plus si c'était à la chapelle. Il y a eu des choses de ce genre, des choses qui d'après la population n'avaient pas l'utilisation qu'elles pouvaient avoir. Et donc des écoles par exemple, des bâtiments. Et les populations ont considéré que s'ils n'étaient pas en train d'être utilisés, les populations pouvaient les utiliser à des fins sociales. C'était surtout à des fins sociales, c'était pas à des fins personnelles.

Est-ce que l'on peut noter au niveau du Graal un changement dans le contenu de l'activité, notamment entre la période révolutionnaire et les années quatre-vingts ?

Peut-être que quelques années après, l'urgence révolutionnaire devient moins urgente. Il y a un travail de continuité mais il y a un travail qui est reformulé en fonction. Je pense qu'il y a eu une reprise d'un travail qui est plus orienté vers la question des femmes. Parce que le Graal travaille beaucoup à ce niveau là.

La méthode de Paulo Freire perdure même si la référence est moins directe. Mais les activités du Graal s'articulent plus autour de la santé, de l'immigration, de la violence domestique. Le terme d'éducation populaire n'est plus utilisé. Je ne sais pas si au cours des années quatre-vingts, il y avait déjà cette spécialisation.

Là, je ne pourrais pas vous répondre.

Il semble y avoir eu une évolution générale de l'éducation populaire vers la formation professionnelle.

Au niveau de l'Éducation nationale, il y a eu un grand effort aussi qui a été fait. Par exemple, le fait qu'il y ait eu la possibilité pour beaucoup de gens de compléter leur scolarité. Il y a eu un effort du Ministère de permettre aux gens de compléter leur scolarité mais d'une façon formelle.

Et est-ce que le Graal avait des contacts avec les organismes en charge de l'éducation comme la DGEA, la FAOJ ? En aviez-vous la perception ?

Je pense qu'il y avait des rapports directs.

Pour revenir sur votre parcours personnel, est-ce que cet engagement militant a eu une continuité dans le Graal ?

Non, non. Parce qu'à partir du moment où j'ai dû travailler pour subvenir à ma personne. Et je travaillais beaucoup le soir. Donc j'étais à l'école, à la Faculté pendant la journée et le soir je travaillais. Ça m'a rendue moins disponible, j'ai eu beaucoup moins de possibilités de travailler avec eux. J'ai gardé un contact beaucoup moins proche, j'ai toujours eu des contacts avec des personnes évidemment mais travailler vraiment au niveau de leurs projets, je n'ai plus travaillé.

Donc à la fin du projet d'animation en 1982, est-ce que vous collaboriez encore au Graal ?

Non, non.

Et est-ce que cet engagement militant a continué dans d'autres organisations ?

Non. Personnellement, j'ai toujours eu une intervention civique mais mon intervention civique s'est toujours faite plutôt dans les endroits où j'étais. Dans les endroits, dans les institutions où je travaillais. C'est une intervention civique réduite dans le mesure où je ne me suis pas intégrée dans des organisations. J'ai toujours eu une grande difficulté, j'ai pensé souvent à m'inscrire dans un parti politique mais en fait, j'ai toujours refusé ça. Ce qui me gêne dans les partis politiques, c'est cette idée d'une certaine limitation au niveau de la liberté pas d'opinion mais de critique, d'appartenance et de fermeture. Toute sorte d'organisation, mais les organisations politiques sont, à mon avis, plus... La stratégie politique surtout quand on pense en terme d'accès au pouvoir, c'est vrai que le pouvoir est fondamental mais il y a d'autres façons d'exercer le pouvoir. Et ce qui me gêne c'est un peu ça, c'est que l'on m'oblige, la discipline de vote par exemple.

Concernant la campagne présidentielle de 1986, je ne sais pas si cette campagne a été vécue de façon différente du fait de la présence de Maria de Lourdes Pintasilgo.

Oui, parce que je faisais partie aussi du groupe de personnes qui soutenait la candidature, à Coimbra. Et évidemment, ça a été un moment très euphorique, une grande euphorie mais après aussi, une grande désillusion. C'est là que l'on a pris encore plus conscience que la stratégie politique, à un certain niveau, conditionne énormément tout ce qui est, disons, beaucoup plus volontariste. Elle arrivait à capter des gens qui faisaient parties de choses très différentes.

Parce qu'il y a eu des gens à la gauche du Parti socialiste et au sein même du Parti socialiste qui l'ont soutenue, allant à l'encontre des directives de leur parti.

À un moment donné, on s'est aperçu que Mário Soares, le PCP... Il y a eu au niveau des grands partis politiques toute une stratégie pour annihiler.

Au-delà du programme, Maria de Lourdes Pintasilgo est la seule qui se présente sans l'appui d'un parti. Il existe le MAD mais il ne s'agit pas d'un parti, c'est un manifeste avec des personnalités différentes : Rui Namorado, Boaventura Sousa Santos...

José Manuel Pureza... Tous ces gens, en fait, avaient cru à la possibilité d'une autre façon d'être en politique.

Et donc à l'extérieur d'un parti.

Oui, en fait des mouvements civiques. En fait quand vous me questionnez sur la façon dont je continue ou pas à intervenir, je fais partie d'associations, notamment je fais partie de l'association d'étude pour les femmes, j'appartiens au Conseil national d'Éducation aussi comme représentante des ONG de femmes. Donc mon intervention n'est pas au niveau politique mais est politique évidemment.

Donc c'est plus dans une modalité associative ?

Beaucoup plus. Pour ma part, je me sens mieux là-dedans, que dans un parti politique.

Dans une forme d'engagement plus lâche.

Qui me permette de ne pas être en mal avec moi-même. Et, personnellement, je pense qu'il faut faire un effort pour libérer la société, en fait, des chaînes des partis politiques. Il faut réinventer la façon de faire la politique. Nous sommes formatés et on a beaucoup de difficultés à sortir de la boîte.

Et donc les élections de 1986...

C'était ça. Je pense que le grand enthousiasme est né justement de cette possibilité. D'abord c'était une femme. Évidemment, si pour beaucoup de gens, cela avait un sens symbolique très fort, il y en a d'autres pour qui justement c'était un obstacle. Quoique, Maria de Lourdes Pintasilgo, je pense qu'elle avait au niveau national un grand respect.

Et même au niveau international.

Au niveau international aussi. J'ai connu Maria de Lourdes Pintasilgo j'avais vingt ans et j'ai été très profondément marquée par ces paroles. C'était quelqu'un qui s'imposait d'une façon très simple mais on ne pouvait pas rester indifférent à cette personne. Et je me rappelle toujours je l'ai connue elle revenait d'une réunion qui avait eu lieu à Paris. Et une chose qui m'est resté de ce qu'elle a dit, c'est

que les femmes portugaises étaient plus libres que les autres femmes qui étaient dans cette réunion où dans laquelle elles participaient comme « femme de ». C'était surtout des femmes de chefs d'État. Donc toutes les femmes qui étaient là, elle, elle n'était pas la femme de quelqu'un.

Donc cette euphorie vient du projet, notamment au niveau de l'éducation et de la démocratie culturelle, et la désillusion vient du résultat ou bien des suites de la campagne ?

Non, pas de la campagne en elle-même. Les résultats ont été vraiment... Ça a été un bloc de gel qui nous est tombé dessus. On ne s'attendait pas à ça, on ne s'attendait pas du tout à ça. La campagne avait été vraiment très... C'est vrai quand on est dedans, on s'en rend pas compte. L'enthousiasme s'alimente lui-même. Ça a été très décevant, les résultats ont été très décevants.

Parce qu'il n'y a pas eu de continuité à cette campagne au sens collectif. Certains membres de l'UEDS qui l'avaient soutenu ont intégré le Parti socialiste au cours des années quatre-vingt.

Rosário Gama par exemple s'est inscrite au Parti socialiste peu après. En fait, voilà, c'était cette idée que l'on pouvait faire les choses sans que l'on soit dans une structure politique partidaira, beaucoup de gens, après ça, se sont inscrits dans des partis. Parce qu'ils avaient intériorisé la défaite comme quelque chose qui les renvoyait à l'inévitabilité de s'intégrer, de se ranger dans les partis politiques. Il serait impossible de faire des choses sans que ce soit dans les partis politiques. Et ça, ça a été dommage. Ça a été un mouvement qui n'a pas résister, disons, qui n'est pas allé suffisamment loin dans la résistance.

C'est un mouvement qui est né quasiment de rien avec le MAD, qui croit fortement au fur et à mesure de la campagne et qui retombe complètement avec les résultats.

Je me rappelle on était tous, au siège de la campagne, et au fur et à mesure que l'on s'apercevait des choses, c'était tellement décevant. C'est incroyable en fait, il fallait vivre ça pour s'en apercevoir.

Comment est-ce que l'on peut expliquer la popularité de cette figure, une campagne bien reçue par la population et le score atteint au premier tour. Comment est-ce que, à l'époque, on a expliqué cet échec ?

Les explications officielles, je ne sais pas si il y en a. Moi, je l'ai toujours lu cette défaite en fait comme quelque chose qui a été miné par les autres structures politiques. Pour moi, personnellement, je pense que c'est ça.

Donc il y a l'idée que la campagne n'a pas su se défendre contre des structures plus organisées politiquement.

Oui, oui. Je pense que la campagne n'aurait eu non plus la projection qu'elle a eu si on avait commencé à penser à ça. Si on s'était employé à essayer de voir où était l'ennemi. Parce qu'on croyait tellement à la chose, mais c'est vrai que c'était un peu comme tous ces mouvements qui naissent. Est-ce que ça doit nous questionner sur le besoin absolu d'une figure tutélaire. Non, la figure tutélaire, elle existait. Mais elle n'existait pas comme autorité, comme dans les partis politiques.

Et le parcours même de Maria de Lourdes Pintasilgo illustre cette difficulté. En 1987, elle est élue au Parlement européen sur une liste du Parti socialiste. Donc son propre parcours personnel tend à dire qu'en 1986, c'est l'idée d'une politique sans parti qui s'effondre. Et la figure qui

venait capter ces espoirs est élue sur la liste d'un grand parti.

Je pense que là, c'est une stratégie du Parti Socialiste. En fait, je pense que c'était sa volonté de faire quelque chose. Elle a toujours cru qu'elle pouvait faire quelque chose même si c'était dans des structures. Elle n'a jamais refusé de collaborer.

Mais continuer hors d'un parti n'était plus possible. D'autant plus au niveau européen.

Où elle était reconnue aussi. En fait, je pense que Maria de Lourdes Pintasilgo, au niveau international, a réussi à projeter le pays, dans des institutions internationales. Je pense qu'elle avait une présence très forte. C'était quelqu'un qui avait cette présence et cette capacité d'attirer aussi des gens autour d'elle. Je pense que du point de vue politique, c'est quelqu'un qu'il faudrait étudier, une personnalité à travailler.

Et pour comprendre Maria de Lourdes Pintasilgo, il faut comprendre le Graal. Parce qu'il existe un lien fort.

Absolument.

11. Luísa Esteves.

Entretien réalisé le 16 juillet 2013, à Coimbra. 70 minutes.

Quando começou trabalhar pela Cáritas de Coimbra?

Em 1979. Fui convidada pela Cáritas em regime de destacamento por trabalhar na instituição e promover e desenvolver a alfabetização em toda a diocese. Porque a Cáritas é uma instituição que trabalha a nível diocesano e trabalha muito no terreno como já viu, tinha conhecimento que havia muita gente analfabeta. E como sabe, as pessoas analfabetas não tem aquele poder de liberdade, com conhecimento, consciência de poder tomar decisões, de poder decidir. Quer do seu próprio futuro, quer do futuro do país.

Porque ainda era uma altura pós-25 de Abril.

Exactamente. Portanto, havia a necessidade de dar uma formação a esta gente, as populações assim mais das aldeias. Tanto aldeias como vilas, como em todo lado, na cidade também. Portanto na altura, fui graça ao Padre Sousa, que foi o grande impulsionador daquela instituição, que me convidou e deu-me todas as condições para poder trabalhar. Em termos de deslocações, em termos de alojamento, de acções de formações. Deslocações para Lisboa para o Ministério da Educação. Eramos 40 professores, só quaranta destacados para a alfabetização.

Destacados pela Direcção-Geral da Educação Permanente na altura?

Sim, na altura ainda era a DGEP. Depois na Cáritas, corremos toda a diocese. E um dia, um domingo numa aldeia muito longe. Só podia ser mesmo aos domingos. Eu e a minha colega fomos até Unhais-o-Velho, íamos de facto para fazer uma reunião com toda gente que quisesse realmente fazer a quarta classe naquela época. E as pessoas aderiram todas. Vinha todo, pessoas vinham fora de Coimbra. E depois continuamos a dar apoio. Cheguei lá num sítio, perguntei para a senhora Arminda, que frequentava a alfabetização. « Olha, ela não está cá. Ela está a guardar as cabritas, ali perto ». Fomos chamar a senhora, falar com ela, eu e a minha colega. Ela trazia no bolso um papelinho onde tinha as palavras de Paulo Freire. Trazia um papelinho no bolso para ler, para estudar. Foi muito bonito! Mas não ficou por aí, a senhora entretanto trouxe os animais para casa, levou-nós a casa para dar um lanchinho. E qual era o meu espanto, entrei na cozinha dela, tinha degraus, a cozinha era a nível inferior a porta de entrada, a cozinha era de madeira toda a volta, estava toda toda escrita com giz da escola. A senhora tinha a parede dela toda escrita com as palavras geradoras do tijolo. Achei aquilo o mais bonito.

A Cáritas começou as acções de alfabetização já antes do 25 de Abril, mas o grande passo foi dado em 1975 com cursos de monitores ao método de Paulo Freire e a constituição de um Sector de Educação de Adultos em 1976, com a chegada do Bispo João Alves. Chegou então na Cáritas em 1979, já tinha uma militância neste vertente?

Nada, nada. Zero. Quando me telefonaram, eu estava no extremo do distrito. Estava colocada no

extremo do concelho de Arganil, no Piódão. Que era uma aldeia considerada a mais isolada, mais distante, mais pobre. Tudo mais para o pior. E eu só aceitei porque estava muito longe.

Então na altura, era professora.

Do primeiro ciclo, primaria.

E então foi através das bolsas de destacamento?

Sim, convidaram-me, aceitei só pelo facto de estar longe, porque eu nunca tinha trabalhado com adultos. E sofri muito, preocupei-me muito. Era um poucado tímida, era um poucadinho introvertida. Embora, arrisquei, aceitei o desafio da Cáritas. Então comecei a trabalhar na Cáritas em Janeiro de 1979, creio eu. Aprendi muito com o Alírio, ele já lá estava. Primeiro lançámos um inquerito a toda a diocese.

Segue mesmo o método de Paulo Freire, a ideia é de conhecer o terreno antes.

Exactamente.

Encontrei dados estatísticos sobre o analfabetismo no último censo de 1970. Tem números sobre a analfabetismo mas eu não sei até que ponto estes dados são verdades, sabendo que o regime não tinha interesse em mostrar a realidade.

Exactamente. Comecei a trabalhar na Cáritas em 1979 com o Alírio, já lá estava, e lançamos um inquerito por toda a diocese, com níveis de escolaridade de população. Depois foi analisado o inquerito, um trabalho mais de escritório. Tivemos dados concretos e clarificamos como trabalhar e onde começar a trabalhar. Então, o Padre Sousa começou logo, perante aquelas sondagens muito elevada de analfabetismo, pediu ao Ministério de Educação mais professores destacados. Porque também depois do 25 de Abril, digamos que os governos foram tendo alguma sensibilidade para a educação de adultos. E portanto não era muito difícil a Cáritas conseguir destacamentos. Nós chegamos a ter 23 professores destacados na Cáritas. É muita gente. E eu estava a coordenar aqueles professores todos. Tínhamos uma reunião todos os meses para programar, para avaliar, acompanhar. Foi muito enriquecedor para a educação de adultos. E portanto, depois deste questionário, começamos a fase seguinte, foi fazer cursos ao método de Paulo Freire. Nas localidades, nós deslocávamos, eu, o Alírio, havia uma outra colega que era a Alice, íamos os três, nos fazíamos cursos de formação de fim-de-semana, só a noite porque de dia trabalhavam. Três sessões, sexta, sábado e domingo, nos íamos as localidades e formávamos animadores. Para eles próprios na sua localidade, porque nos não podíamos lá estar, dar alfabetização. Não tínhamos capacidade para isso. Então formávamos formadores para que nas suas localidades pudessem, com o nosso apoio, abrir um curso de alfabetização. Nos íamos de 15 em 15 dias, eles não estavam sem apoio. E então foi crescendo, crescendo. Já nos vimos aflitos para responder, acompanhar. Porque sentíamos que muita gente apanhava o método, outras não tanto.

Depois do 25 de Abril, a Cáritas de reformular o seu programa e o seu trabalho. E a alfabetização e a educação de adultos parecem centrais neste âmbito. Tinha então uma vontade da Cáritas de abrir cursos e formar animadores. Mas concretamente, como abria um curso no sítio em particular? Tinha um pedido da população, tinha conhecimentos pessoais?

Nós, normalmente, a Cáritas trabalha muito através dos padres. Antes, muito antes de fazer o curso, logo tínhamos o resultado do inquérito, a primeira coisa era uma reunião com o padre. « Fazíamos aqui um questionário a sua aldeia, a sua paróquia, o resultado foi este. Nos gostaríamos de fazer isto, da sua parte, é só disponibiliza uma sala, nos fazemos todo o resto ».

A sala pertencia sempre a Igreja?

Ou da paróquia, ou das pessoas, alguém dava uma sala. Porque as pessoas queriam aprender a ler e a escrever. Isso é que eles queriam. Como era uma coisa que elas desejavam muito, não era difícil implementar um curso. Mas como digo, íamos sempre via o pároco. Ele avisava nas missas ao domingo, estava sempre informado. Podia estar ou podia não estar mas tinha sempre conhecimento. Nunca ultrapassávamos o que um líder nato da localidade.

E nunca houve reticências ou até resistências da parte da hierarquia da Igreja?

Não me recorde assim de problemas. Podia haver uma coisa ou outra mas sem significado.

Nunca travou a vossa acção?

Não, não. Normalmente até nos pediam para irmos. Até agradeciam muito o nosso trabalho. E colobaravam muito connosco. Tenho exemplos muito bons de padres que colaboravam muito connosco. E até nos convidaram para ir mais vezes, e admiravam o nosso trabalho. Tudo que eles podiam, eles nos apoiavam bastante. Não me lembrou de nenhuma resistência. Alguns com menos interesse mas mesmo resistência, creio que não.

E houve pedidos de associações locais, desportivas, recreativas, culturais?

Tudo, nos tentávamos envolver tudo.

Porque já havia colectividades presentes no terreno.

Muitas filarmónicas, eu recorde-me. Grupos de teatro, grupos de cantares. E nós mexíamos com isso tudo.

Então tinha a ideia, não só de implementar uma coisa de fora mas também de...

De desenvolver e também dar vida a aqueles movimentos que já existiam. Trabalhamos muito em conjunto. Porque na altura, contactávamos com todas as estruturas da paróquia. Quer no aspecto religioso, quer no cultural, quer até no político através da Junta ou da Câmara. Falei com presidentes da Junta, da Câmara. Era sempre através de muito diálogo, muito contacto.

Isso tem a ver com o papel do animador. Porque ele vem geralmente de fora do meio. Tem sempre o problema de saber até que ponto o animador pode escolher e tomar uma atitude de quem manda.

Pois, não pode ser assim.

Tem que ser inserido mas no mesmo tempo vem de fora. É uma postura muito complicada.

Não cair para um lado nem para um outro. Eu fiz muito grupos socio-caritativos nas paróquias. Eu tinha as duas vertentes, fazia cursos profissionais, alfabetização, formar animadores, e depois havia também formar grupos, socio-caritativos. Era nesses grupos socio-caritativos, que mais mexiam com as estruturas da paróquia. A alfabetização também mexia com toda gente. [...].

Acho que na altura era difícil distinguir a educação da cultura. Porque até no método de Paulo Freire, não há assim uma fronteira entre a alfabetização e o resto, é só um passo para ir mais longe e ter uma voz.

Sim, sim. Exactamente.

Em 1978, estava a trabalhar em Arganil. E em 1974?

Estava no magistério, apanhei mesmo a fazer o curso.

Em Coimbra?

Estava aqui em Coimbra.

E então viviu a parte quente da Revolução em Coimbra.

Ah, sim, sim!

Não sei se teve envolvimento nas manifestações, nos eventos revolucionários.

Daquilo que me recorde, por aquilo que eu passei, estava mesmo no meio do curso. As pessoas desnorteavam-se um poucado, a liberdade é tanta. Foi como uma panela de pressão que foi fechada e leve a tampa. Ninguém se entendia, toda gente queria, toda gente mandava. Não havia o bom senso de aquilo que devia se faer ou não. Mesmo no magistério, ninguém sabia o que havia de fazer. E foi difícil, mesmo em termos de preparação para nos, considero um poucadinho complicado porque: « Hoje é uma coisa, amanhã é outro. Hoje é um professor, amanhã se demite. Um vai e outro entra... aquilo é comunista ». Na altura o Partido Comunista era importante. E parecendo que não, no magistério, toda gente tinha medo, andava debaixo do medo. Formaram logo associação de estudantes, que não havia até ali. Eram reuniões no gimnasio, dia sim, dia não. Para tudo, para nada, eram reuniões no gimnasio. Foi um tempo de grande contestação social. Mas também intense. Foi um período difícil porque andavamos assim um poucadinho deseparados, porque ninguém sabia...

É isso, na Revolução portuguesa, um regime cai e ninguém sabe qual vai ser o novo regime. Abre-se também uma possibilidade de criar uma coisa nova e a educação tem um papel importante.

No meio disto tudo. Houve pessoas, a nível nacional, lembrou-me do Mariano Gago, já foi Ministro do PS. Houve assim uma serie de pessoas que começaram logo a trabalhar de imediato naquilo. [...]. Tal foi a importância, que lançaram campanhas por todo o país, de alfabetização, por todo lado. Depois criou-se uma Direcção-Geral só para os adultos. Mas depois o problema em Portugal é que a educação de adultos, no meu entender, foi sempre o primo pobre da educação. Ou seja, anda muito segundo a sensibilidade dos governos. Se é um governo que está um poucadinho sensível à problemática de educação de adultos, até sim senhor cria condições, apoia, cria-se mecanismos para que se desenvolva, tudo bem. Vem um governo que nem tanto a isso, torna a ir para trás. Andamos um passinho a frente, para trás. [...].

A vida muda tanto e a evolução é tão rápida, que cada um merece ter sempre algo, de se reciclar, de se informar.

Em textos da altura, a Cáritas fala numa sociedade socialista. Qual era um sentido dado a esta

expressão? Tinha com certeza um quadro religioso, humanista, não sei se tinha uma influência com o socialismo da altura.

Penso que a questão será esta. A Cáritas tinha de facto uma fase assistencialista e com a vinda do Bispo João Alves para Coimbra, que era um prospector social e cultural, ajudou a transformar a Cáritas. Não ser mais daquela linha de assistência, até porque as pessoas já vão tendo a sua reforma, fraca mas vou ter alguma condições, e para dar a volta para o aspecto social e cultural, em termos de formações, de encontros, de jornadas, de congressos. Jornadas, a Cáritas fez imensas aqui, em Coimbra. Reciclagem dos seus funcionários. No mês de Setembro, não havia trabalho exterior, era todo para formação do pessoal interno.

Tinha teatro, que cresceu pouco à pouco na instituição.

Sim, todo. Era com o teatro. Também foi criado a associação Vertice. Imensas coisas. Portanto, a Cáritas deu uma volta muito grande. Em termos sociais e culturais. Eu penso que foi também uma lufada do Bispo, que também impulsionou e de alguma forma estimulou esta mudança. A Cáritas fez uma viragem. Embora tem uma vertente caritativa, mas muito no aspecto social. Mas como disse, tendo essa vertente religiosa, trabalhamos com toda a gente.

Acha que este desenvolvimento só aconteceu em Coimbra? Pode se dizer que a Cáritas de Coimbra foi a frente?

Eu penso que sim. Não estou a elogiar-la porque lá trabalhava, mas penso que sim, é pioneira. Mesmo que não há Cáritas com o dinamismo daquela de Coimbra. Deve-se muito ao padre Sousa. O padre Sousa é uma pessoa muito empenhada, muito determinada. Ele vai para os Ministérios, vai para o estrangeiro para conseguir meios e condições. Carrinhas, e verbas, e pessoal destacado. Acho que foi um grande pilar daquela instituição. Quando deixou já estava tudo organizado. Um homem com grandes contactos, com todos os ministérios. Via um governo de cor esquerda ou mais a direita, para nós, para a Cáritas, conseguíamos lidar com todos. Tanto que conseguimos sempre destacamento para a Cáritas, enquanto lá estive. Mas com alguma facilidade, e os governos foram mudando. Mas graças a esses contactos do padre Sousa com as instituições quer governamentais, quer locais.

Tinha também um reconhecimento do trabalho que deu também uma visibilidade a própria Cáritas.

Exactamente. Também talvez por isso. [...]. Responder as necessidades das populações, sejam idosos, sejam jovens, sejam crianças. Com esta dinâmica que a Cáritas de Coimbra tem e com esta abrangência, penso que mais nenhum terá.

Até que tem em Maio de 1983 um Encontro de Alfabetizadores a nível do diocese.

Sim, arrasou. Foi no Colégio da Rainha Santa. Conseguimos encher. E fizemos um ainda maior, lá nos Olivais. Enchemos o Pavilhão. Marcante. Marcante, para a vida da Cáritas e também da alfabetização na Cáritas. A uma coisa que esqueci de me dizer, trabalhávamos com todos, política, religião. Uma das condições, quando íamos fazer cursos de formação de formadores, uma das coisas que pedíamos aos formadores depois é que nas aulas de alfabetização, quando tivessem a trabalhar com os adultos, não se

falasse nem de religião, nem de política. Era uma altura difícil para falar de política. Então para não criar problemas, para as pessoas se sentirem a vontade, para que ninguém fosse embora causa da política ou da religião.

Mas a política dos partidos.

Sim, partidária, partidária.

Porque tem também uma vertente política no próprio método de Paulo Freire, de retomar a palavra pública.

Sim, a análise leva-nos mesmo a política. O que se pretende é que a pessoa desenvolva a capacidade de analisar.

Analisar a realidade para depois mudar-la. Isso é a política.

Exactamente. É política mas não partidária. Não se fala nada em partidos. [...]. Portanto, para que toda se sintam bem, para que não haja atritos entre ninguém, então são assuntos que a partida ficam excluídos da alfabetização. As coisas correram mais ou menos. Nós tínhamos formadores e professores destacados que não sabíamos que eram de cores políticas diferentes, mas tudo bem. Desde que se empenhassem no seu trabalho, não vai fazer campanha do seu partido. Tudo clarinho, clarinho.

Acho que houve uma adaptação do método do Paulo Freire a realidade portuguesa.

Sim, nos começávamos a trabalhar com outras palavras geradoras. No fundo, o método de Paulo Freire é conhecer para modificar, para desenvolver, para criticar, para avaliar. [...]. Na altura, havia muitos padres que reagiam a Paulo Freire, pensaram que era comunista. Nós iam fazer muitas reuniões com eles, era mais um humanista propriamente do que um político. De facto, uma pessoa que se entregou ao povo das favelas, nem todo a gente faria o que ele fez.

Parece-me que existem dois níveis no método de Paulo Freire: tem o método estrito de alfabetização com as palavras geradoras e tem também o espírito da pedagogia que pode ser aplicado em muitos casos, não só na alfabetização. E na Cáritas, qual era as actividades uma vez a alfabetização concluída?

Normalmente, aquilo como funcionava todos os dias, a noite, normalmente as pessoas não acumulavam. Havia um jovem ou outro que podia acumular com outras coisas, com a teatro. E eram também pessoas mais de idade. Havia contacto, em lembrou na Figueira da Foz tinham por lá grupos de teatro. Quando terminávamos os grupos de alfabetização, as pessoas gostavam de se encontrar, no final é que sim. Quando terminavam, a partir daí criávamos outras estruturas. Um grupo de teatro, um grupo recreativa.

A Cáritas estava a criar estes grupos ou as pessoas iam criar uma associação local?

Sim, normalmente, já existia. Não era muito de as criar quando acabar, tinham pena de acabar mas era mais fácil integrarem-se no que já existia. Porque normalmente, as pessoas já eram de idade. Mas pessoas com dinamismo. Depende também das motivações, tinha pessoas que queriam fazer a leitura na missa, na altura ler na missa era um privilégio para elas. Elas tinham mesmo que aprender a ler para ler as leituras na missa. Dependia das motivações. Mas não foi difícil. Foi muito fácil, foi muito

gratificante. Acho que foi uma fase muito bonita, muito rica.

Acho que a educação teve um papel de primeiro plano na Revolução dos Cravos.

Sim, até porque antes da Revolução dos Cravos, o povo não era convidado a participar nas eleições. A partir de aí, foi convidado. Para as pessoas poderem votar conscientemente. Recordo-me que, nas primeiras eleições, as pessoas votavam pelos desenhos. E eu recorde-me que houve muita gente, porque nos íamos nas aldeias, as pessoas diziam que votavam na foce, na altura simbolo do comunismo era a foce e o martelo, então votavam na foce porque era um símbolo do campo, era um instrumento de trabalho do campo. Muita gente votou sem querer. Daí a importância da educação, que pessoas votam naquilo que querem. Até mesmo as estruturas nacionais políticas aperceberam disso, havia necessidades educar esta gente, porque não podia ser doutra forma.

As sessões de esclarecimento dos partidos seguiam esta ideia.

Sim, mas depois os partidos puxam muito para si. Tem que haver campanhas, digamos de clarificação, mas que a pessoa consiga perceber mais ou menos o que é que existe, as suas possibilidades de votar e depois que escolha. Ainda hoje, é difícil haver, cada fala do seu partido como é evidente. Se uma pessoa não conhece, como é que ela escolha. Não é liberdade, a liberdade é escolher conscientemente. Mas até eu saber aquilo que eu quero, tenho que me informar. Houve ali um período que foi criada a Direcção-Geral da Educação dos Adultos, a Direcção-Geral da Educação Permanente, porque mesmo o poder político central que, de facto, a população não podia escolher conscientemente.

Houve uma mudança de termos da educação popular, à educação permanente e finalmente educação dos adultos. Não sei se este facto reflecte uma mudança de programa.

Eu gosto mais do termo de educação de adultos.

Porque o método de Paulo Freire foi criado pelas campanhas de alfabetização, mas o método pode ser utilizado para os jovens também. Pode ser aplicada á várias faixa etárias.

Sim, sim. Porque se calhar, acho que é tão profundo a método de Paulo Freire que nós nem entramos bem nele, com toda a profundidade. Recorde-me, quando falavamos da palavra tijolo, quem diz tijolo, diz enxada, diz uma coisa qualquer, o que se pode conversar a volta do tijolo, desde a construção civil, desde o preço dos tijolos, desde as fabricas, desde a mão-de-obra. Desde uma casa, quanto tempo demora a construir e quantos funcionários... Isto é que é importante no método de Paulo Freire. Tem uma análise, não era só as palavrinhas. A descodificação das palavras, no sentido que é aí é que está a formar.

E a aprendizagem em grupo.

Em grupo. Anda-se ali quase meia-hora ou muito mais, a falar a volta do tijolo.

A ideia também que cada um tem sempre uma coisa a ensinar e uma coisa a aprender.

Ninguém educa ninguém, educamos em conjunto, é verdade. Todos temos uma coisa para ensinar e para aprender. É verdade. Uma das coisas que nos faziamos nos cursos de alfabetização, no meio onde houvesse pessoas com uma actividade de relevo, chamamos essa pessoa para falar daquela actividade no curso de adultos. Eu recorde-me que um dia, chamamos um sapateiro, ele a explicar o sapato e o

preço do sapato, e a máquina a fazer o sapato, e tudo, as pessoas não imaginam. Quem diz um sapato diz uma coisa qualquer. Um ferreiro, chamar um electricista. Tudo isso é formar, com coisas concretas, com coisas palpáveis, que dizem respeito as pessoas. E eles gostam porque são coisas que lhe dizem respeito ao seu dia-a-dia. Se é uma coisa abstrata, a pessoa abre a boca e adormece. Se é causa que dizem respeito, a pessoa interessa-se. É por isso que fazemos o levantamento, vamos buscar as palavras mais usadas. Nós temos o método de Paulo Freire, mas não quer dizer que seja para toda gente. Vamos buscar as palavras que mais se repetem, que mais se utilizam naquela aldeia. Na beira-mar, deve ser o peixe, o barco. Na Figueira da Foz, deve ser o barco ou a rede, estou mesmo a ver. Não vá-se falar de tijolo na Figueira da Foz. Vá-se falar do barco, do peixe ou da rede. Mas se fosse ali na zona de Trás-o-Montes, ou para Alentejo, fale do milho, É importante saber isto. Nós temos que adaptar a localidade.

Encontrei resultados locais destes inqueritos, mas gostaria de saber se foram concluídos à nível do distrito.

Não me recorde bem.

Nos relatórios da Cáritas dos anos 1980, fala-se de uma desmotivação das pessoas pela alfabetização.

Pois há quebras, há fases.

Parece que houve uma mudança de uma educação como ferramenta para mudar a realidade à uma formação profissional. Aliás é em 1986 que a Cáritas abre o CEARTE, um centro de formação profissional.

Está tudo ligado. Tem a ver com a formação das pessoas. Dar cursos profissionais a pessoas que não conseguem tirar cursos académicos, graus académicos. E tem a ver um pouquinho com isso. Dar-lhes uma ferramenta para que se possam desenvolver, inserir no mundo do trabalho. O CEARTE nasceu lá em cima para Oliveira do Hospital e depois passou por aqui para a Pedrulha. E nasceu também muito a partir dos cursos de alfabetização. Tínhamos muitos em Oliveira do Hospital.

[...].

A Cáritas fez aqui muito alfabetização mas aqui em Coimbra, havia um serviço de educação distrital. Na altura chamava-se Coordenação Distrital da Educação de Adultos.

Que nasceu com o Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos em 1979.

O PNAEBA. E portanto, a Coordenação Distrital da Educação de Adultos, também tinha os seus cursos de alfabetização por todo lado. Havia terreno para todos, é certo. E eles trabalhavam em termos de distritos e nos em termos de diocese. O território diocesano é maior do que o distrito. Mas eles também tinham os seus professores, tinham muitos cursos. Foi uma fase de grande implementação de educação de adultos. Em cada concelho, eles tinham um responsável, o coordenador concelhio. [...]. Mas acho que estávamos a trabalhar todos para mesmo fim. E é o que fazia a ponte entre a Cáritas e o serviço de Estado. Tínhamos reuniões todos os meses, ía as reuniões deles, ía a Coordenação falar com os responsáveis. Também nunca os ultrapassei muito. É um trabalho da Cáritas, da instituição mas

também é do Estado. Os professores, é o Estado que nos paga. Preocupei-me sempre assim ter uma grande ligação com os serviços oficiais. Há vantagens nisso, até para as coisas funcionarem melhor. Estávamos sempre em constante contacto. E isso acho que também ajudou bastante. Eles tinham a sua rede de cursos, e nos tínhamos a nossa.

Não sei se a Cáritas trabalhou directamente com o Graal, além do facto de fazer um trabalho semelhante.

Quando entrei, não trabalhou. Antes, não sei. Acho que iam lá fazer formações. Acho que os cursos de Paulo Freire, foi também uma delas. Uma Isabel...

Celeste Isabel do Graal?

Foi ela. Eu trabalhei muito com ela. É essa senhora. É que na altura, ela era um crânio com o método de Paulo Freire. Penso que foi ela que foi Cáritas, ela mais alguém, do que me recorde, falar de Paulo Freire. Acções de formações, punctuais.

Falar do Graal, é sempre falar um pouco da Maria de Lourdes Pintasilgo. Em 1986, tem a campanha presidenciais, não sei se participou nessa campanha. Porque a figura da Maria de Lourdes Pintasilgo tem muito a ver com a educação. Tem a volta da campanha dela todo um vocabulário próximo da animação e da educação. E ela não tem um partido atrás dela.

Isso, não sei analisar assim muito bem.

Disse a pouco, que entrou por sorte na educação dos adultos, em regime de destacamento, mas acabou por ficar neste âmbito.

Primeiro, porque estava aqui perto de Coimbra, tinha aqui a casa. Mas depois na Cáritas, o primeiro ano custou-me imenso, o segundo ano também. Só comecei a gostar verdadeiramente, a sentir-me a vontade, a partir dos cinco anos. Eu dedicou-me muito. Para mim, se as pessoas precisam eu vou, seja onde for. Trabalhei muito. E pensava que não tinha coragem para deixar mas eu deixei. E fiz bem deixar porque se lá continuasse, não tinha feito formações que fiz.

Ficou até quando na Cáritas?

Até 1992 ou 1993. E depois saí, ia para a escola, estava cansada. Mas sofri. Era a minha família, dei-me toda a aquela casa. E depois os serviços distritais de educação de adultos quando souberam que saia dali me chamaram. Era um mini-ministério aqui em Coimbra, como agora a DREC. Eles captaram-me. Primeiro fiquei nos serviços distritais, na altura era tudo separado. Ainda trabalhei aqui no Dom Dinis, no hospital velho, e depois passei para a DREC para um edifício que está na Rua dos Combatentes. [...]. Regressei dois anos para a escola por imposição da legislação. Porque se eu ficasse na DREC, ia para reforma aos 65 anos, na altura faltavam mais 10. E se eu regressasse à escola, ia me embora dentro de dois anos ou três. E foi para escola, custou-me imenso.

[...].

E então a sua tese nasce de uma experiência na Cáritas.

Muita experiência na Cáritas e também um pouquinho da DREC. Depois fiquei responsável na DREC pelo gabinete de educação recorrente. Fiquei com as responsabilidades de dinamizar a

educação de adultos em toda a região educativa.

[...].

Foi então a sua vida profissional, mas pode-se dizer que tem uma parte de militância?

Um pouquinho. Eu dou bastante mas eu sou assim. Não tenho outra forma de estar na vida. Onde faço, entrego-me. Aquilo que sou, acho que o devo a Cáritas. Foi na Cáritas que desenvolvi as minhas capacidades. Costumo dizer nas Novas Oportunidades, nós temos muitas capacidades mas temos que ter oportunidades para as conhecer. Se não as conhecemos, elas não se desenvolvem. E a Cáritas deu-me a oportunidade de conhecer as minhas potencialidades. Se eu nunca fosse para a Cáritas, trabalharei sempre com meninos do primária e ficarei por aí. E era uma pena porque reconheço que tinha outras capacidades, outros dons, outras possibilidades, outras competências.

[...].

Quais são para si as características que deve ter um animador? Qual é a sua definição pessoal deste papel?

A primeira questão que queria colocar, tem que ser sempre pela comunidade, senão não leva nada. Tem que ser uma pessoa que se envolve na comunidade. Tem que ser aceite. [...]. Tem que ser uma pessoa aberta, uma pessoa que consiga dialogar e aceitar até as opiniões diferentes. Não começar discutir quem tem razão, quem não tem razão. Tem que estar disponível para aceitar opiniões diferentes. Tem que ser uma pessoa de intervenção na comunidade. Intervir na comunidade, estabelecer o dialogo com toda gente, aberto à análise, à reflexão crítica. No fundo é todo isto. Tem que ter determinadas capacidades. [...]. Tem que ser uma pessoa dialogante, que aceite opiniões diferente, mas no mesmo tempo que tem que saber liderar e conduzir um grupo. Criar as respostas para os problemas, em conjunto com as pessoas. Tem que se envolver no meio e criar respostas para as necessidades do seu próprio meio. Uma pessoa, digamos, dinamica. Uma pessoa morna, com medo, não serve para isto. Que promove a mudança.

[...].

Foi então uma realização pessoal.

Agora uma coisa que não tem nada ver com isto. Eu estudei tanto sobre o animador, sobre a educação de adultos. Estou numa aldeia a tomar conta dos meus pais. Saí daqui de Coimbra, estou com o meu pai. Agora procuro fazer lá umas coisas. E as pessoas aceitam tudo. Mas lá está, o ser aceite é a primeira condição. É a primeira. Tudo que eu propunha, as pessoas aderem, tudo. E agora estou com uma dilema, convidaram para fazer parte de uma lista para as eleições autárquicas. Por um lado, estou para servir seja onde que for mas não queria ligar-me a nenhum partido. Depois o meio é muito pequenino, se eu me ligo a um partido, as pessoas daquele partido já começam a olhar com olhos diferentes. E também não queria isso. Agora tenho as pessoas todos na mão e se me vou colar a uma lista partidária parte de alguma De outro lado, é também uma forma servir a minha aldeia. Só para dizer isso, um animador, quando é bem aceite, tem tudo. Tem tudo na mão. Para mim é a primeira condição.

12. João Neto.

Entretien réalisé le 19 juillet 2013, à Figueira da Foz. 104 minutes.

Para situar da minha parte, eu sou pastor protestante. Em França, é a chamada “Église Réformée”. Portanto, a Igreja Presbiteriana aqui em Portugal. Mas é a mesma. Acho que para compreender o meu pensamento, fui educado no colégio católico em Lisboa, depois saí. Quando saí nunca me interessei para a religião e depois quando saí, foi por a religião de parte. Quando tinha 18 anos entrei pela primeira vez até com o objectivo de fazer distúrbio, de causar distúrbios, numa comunidade de Lisboa, porque eu sou de Lisboa. E entrei, e não liguei nada a o que se passou. O meu objectivo era realmente causar problemas, meu raciocínio era, se a Igreja católica romana é isto, como eu pensava, e onde tinha sido educado, o resto será muito pior. Era a minha ideia. Portanto, quando entrei foi com o objectivo de causar distúrbios. Depois, não liguei nada a aquilo que o pastor da comunidade diz e a o que se passou, mas não consegui levar a avante a minha ideia. Era uma comunidade que tinha muita juventude, e no final, todos aqueles jovens caíram sobre mim. Com uma simpatia, convidaram-me para outras actividades que eles tinham. E eu fiquei chocado com aquilo.

Aconteceu o contrário, foi mudado pela comunidade.

Nós, cristãos, nos dizemos que Deus chama-nós de muitas maneiras. E depois , tive toda uma luta. Eu morava num bairro longe dessa comunidade, a comunidade era no Rato e eu morava onde é o patriarcado, Carlos Santana, Hospital de São José, todo essa zona. E portanto, quando ia, depois quando eles me convidaram, tive aquele “Ah, não ligo a isso. Não é para fazer nada”. O meu ponto de encontro era o Parque Mayer. Que era um lugar onde toda gente, os amigos se reuniam. E depois tive uma luta tremenda, começava a subir a Rua Alexandre Herculano, que é uma transversal a Avenida da Liberdade, “não vou”, voltava para trás. Depois chegava a Avenida da Liberdade, “vou”, voltava. Tive uma luta, isto é para me situar no meu percurso. Pronto, e lá fiquei. Depois, fui convidado, tive vários cargos lá na Direcção da Juventude na Igreja nacional, etc... Até que chegou uma altura que o pastor me convidou para entrar no seminário. Era um seminário em Carcavelos, na linha de Cascais. Era muito interessante e tive uma experiência, e eu conto isto porque todo o percurso por aquilo que cheguei em determinada altura foi importante. Estávamos na guerra do ultramar, quer dizer ainda não tinha chegado mas já havia os movimentos de independência. E nosso seminário não tinha só os alunos de teologia mas também tínhamos outros alunos que frequentavam diversas faculdades em Lisboa. Letras, Medicina, Direito, etc... E que vinham de Angola, de Moçambique, de Guiné. E nessa altura nós tínhamos lutas, lutas no sentido de discussões aceras. Eles, falando de todas as dificuldades que eles encontravam lá no ultramar, em Angola e Moçambique. E nós, não eramos nada da situação mas isso abriu a mim, e agora começo a falar de mim, começo e me abrir os olhos, a questionar. A questionar. Entretanto, quando terminei o curso, fui nomeado pastor da Figueira da Foz, em 1960. Fui nomeado pastor da Figueira da Foz, da Igreja presbiteriana. E essa comunidade tinha outros centros de

missão. Buarcos, Cova e Gala... Cova e Gala na altura, era uma aldeia piscatória como ainda é mas agora alterou-se, a povoação aquilo que é agora, não era nada em termos físicos o que era na altura e o que é agora. E havia Gala que é esta parte aqui e Cova que é aquela parte final. Esta ponte que agora atravessou, era outra ponte, estreita, pequena, só a ligar as margens do rio. Portanto, significava que na altura, a distância da Figueira para aqui eram três quilómetros. Não era nada. Simplesmente, o que se passava é que esta aldeia era uma aldeia completamente perdida, ninguém vinha. Ninguém visitava, só os naturais da povoação. Estradas, não havia, era terra batida. Eu lembro muitas vezes, em pleno inverno quando vinha fazer o serviço a atravessar a avenida, que era a maior estrada na altura, mas era terra batida, aquilo era como fazer uma caminhada de carro em pleno alto mar com umas ondas e tal. Aquilo era horrível. Isto era a situação. Portanto, ali Cova era mais pobre do que a Gala. Por ser mais afastada, ninguém ia para ali. Quem ia para Lisboa ia aqui por esta estrada 109, nunca se desvia. Nem mesmo as pessoas que ali viviam raramente vinham a Cova e Gala. Maiores partes das casas eram clandestinas, barracas. Era um verdadeiro labirinto. Era muito difícil quem entrasse na povoação depois encontrar o caminho de saída. Era tremendo. Com muitos problemas, problemas de pobreza material, de analfabetismo, violência doméstica...

E já tinha conhecimento desta realidade e da região antes de ser nomeado pastor do Figueira da Foz?

Não, não. Eu sempre fui muito sensível as questões sociais. E alias, não percebia nem percebo que possa haver um divórcio entre a mensagem cristã e a realidade da população. Tem que se manifestar e envolver completamente. Ao mesmo tempo em 1969, começamos antes mas a inauguração oficial, aqui no Cabo Mondego, fui fundado pela nossa Igreja o Centro Ecuménico Reconciliação. Que fez um trabalho único e extraordinário, sobretudo de conscientização das pessoas. E não só, eram as questões teológicas, mas todos os temas: problemas da família, da educação, problemas de teologia naturalmente, da agricultura, etc... E realmente, teve grande aceitação de tal maneira que constitui um dos poucos centros que existiu em Portugal onde se reunia gentes das mais diversas posições quer religiosas, políticas, católicos, ateus, etc... Para debater os mais diversos temas. Foi uma caminhada interessantíssima, abriu-nós o diálogo. Também isso vai coincidir com o chamado Concílio Vaticano II, ainda que, ainda hoje se discute isso. Portanto, todos aqueles que fomentavam, eram pessoas das mais diversas, normalmente abertas, em que se discutia francamente todos os temas, ainda que tivéssemos sempre presente a situação política e económica em Portugal.

Era a pergunta que ia fazer.

De tal maneira que havia um indivíduo que frequentava todos os seminários e colóquios e conferências, etc... Ele estava sempre lá. E havia sempre uma ficha de inscrição. E a profissão que ele punha era funcionário bancário. Mas nós começamos a desconfiar. Até que um dia, numa determinada altura, eu tive de ir a Pide em Coimbra, e quando eu chego tratar do assunto, e quando chego ao guiché, vejo sentado lá na secretaria o tal funcionário bancário. Havia sempre a polícia política, eu cruzei-me várias vezes com eles, com o carro, eles andavam a investigar junta a população. O que se

fazia, o que não se fazia, o que se passava, o que não se passava. Tivemos mesmo políticos presentes, da chamada Ala Liberal da altura, o Miller Guerra, o Sá Carneiro, a Teresa Santa Clara Gomes, toda essa gente frequentou o Centro Social. Eu tinha a responsabilidade dos temas sociais, porque era uma direcção e cada um tinha o seu pelouro. E houve uma altura em que eu fiz, eu e a equipa porque aquilo era tudo feito na base de equipas que se constituíam conforme os temas que eram escolhidos. E um dia tivemos um seminário em que o tema era, isto ainda antes do 25 de Abril, já perto, e então consegui juntar o Sá Carneiro, que foi um grande político da altura que juntamente com o Miller Guerra faziam parte da Ala liberal, da Assembleia Nacional, como se chamava na altura. E o tema do colóquio era, normalmente duravam três dias, a liberdade religiosa e a liberdade humana. Nós dizíamos que não pode haver liberdade religiosa se não houver liberdade humana. Consegui juntar, entre outros, o Sá Carneiro e o Vasco da Gama Fernandes. O Vasco da Gama Fernandes foi um grande político, ele era natural de Leiria, era um grande oposicionista, depois do 25 de Abril chegou a ser Presidente da Assembleia da República. Foi muito interessante a discussão entre eles nesse colóquio, extraordinário. E portanto todo isto me foi marcando. Também fiz a minha pós-graduação também no Instituto Ecumenico de Bossey, na Suíça. Perto de Genebra, pertence a faculdade de teologia de Genebra. O Conselho Mundial das Igrejas, que foi criado em 1948, uma das iniciativas que foi feitas, foi fazer todo uma serie de projectos, programas, etc... que juntasse pessoas dos países beligerantes da Segunda Guerra mundial. E entre essas coisas, o Conselho Mundial das Igrejas organizou os chamados campos internacionais de trabalho. Foi em 1948 e eu estive num campo internacional de trabalho, eu e um outro português, fomos dois portugueses, que teve lugar em Torre Pellice, na construção do Centro de Reconciliação de Agape. E estive precisamente nesse trabalho, durante cerca de três semanas.

Então a ideia era de juntar pessoas de várias nacionalidades para a realização de uma construção, de trabalho manual.

De trabalho manual. Havia discussões. Mas o objectivo era juntar jovens, no caso concreto, que antes tinham estado, nos não tínhamos estado em guerra, mas como estávamos dentro de uma ditadura, o Conselho Mundial das Igrejas sempre teve envolvido nessas coisas, com os grupos de independência...

O Conselho Mundial das Igrejas reconheceu por exemplo os movimentos de libertação nas colónias portuguesas. Tem o caso de uma visita de Paulo Freire a Portugal antes do 25 de Abril que foi proibida de vir por causa da sua ligação com o Conselho Mundial das Igrejas.

Sim. E ele visitou depois mais tarde. Esteve em Coimbra, eu estive presente também. Ele foi em Coimbra, não sabia muito dele mas já alguma coisa. Porque nesse altura, tive um responsável, que era um pastor italiano, muito conhecido internacionalmente, Tullio Vinay, já falecido. Era o pastor de Torre Pellice, que é perto de Turim. Era um homem extraordinário porque depois, e isso também me influenciou bastante porque continuei a ter contacto, ele entretanto resolveu deixar, passado alguns anos, esse Centro Ecumenico Agape e foi para o interior da Sicilia, trabalhar entre a máfia, em Riesi, e ele desenvolveu um projecto de desenvolvimento comunitário. Foi um projecto, também era muito conhecido internacionalmente, pelo menos em toda a Europa, e ele estava presente em todos os

lugares e conferências, etc... Fez um projecto extraordinário, também uma equipa, quando estou a falar dele, é sempre uma equipa. Quando eu fui na pós-graduação no Centro Ecumenico, foi nos dado a oportunidade de fazer uma viagem. E como eu já era pastor aqui e tinha estado na Suíça, quando eles possibilitaram aos estudantes, pelo menos alguns estudantes, uma viagem, eu então resolvi escolher, porque já estava interessado em desenvolver um trabalho social na Cova e Gala, resolvi visitar, porque eu pensei mas próximo de nos nas questões de mentalidade, à Italia. Visitar os centros da Igreja valdense.

Então ía para buscar ideias à aplicar na Cova e Gala?

Até que eu fui mesmo a Riesi, e estive a trabalhar 15 dias com a equipa. Ver como é que eles funcionavam, trabalhavam, etc... Tudo isso me foi dando ideias. Ao mesmo estava conhecendo realmente a pedagogia de Paulo Freire. E aquilo que eu procurei, eu e os outros elementos da equipa, quando estou a falar não só eu, a equipa, nós resolvemos então criar um projecto. Fizemos vários levantamentos elementares, sociais, da situação da povoação. Nós começamos em 1974, porque realmente a política, todo o nosso pensamento, era impossível durante a ditadura.

Acho que isso acontece com várias organizações que iam contra a política do regime mas que no mesmo tempo não podiam entrar em confronto directo com a ditadura para continuar as suas actividades.

Era. Eu posso dizer várias situações, passadas mesmo comigo. Por exemplo, comecei logo em 1960, a pouco e pouco. O local onde nós reunimos aqui na pequena comunidade reformada, presbiteriana portanto, aqui na Cova e Gala, era um barracão muito simples, nada de especial. E nós reuniamos, isto antes do 25 de Abril, reuniamos com as crianças, juntavamos 100, 150 crianças no pinhal. Fazíamos as nossas reuniões com eles no pinhal. Numa eira que ainda lá existe. Ali que nos juntavamos, portanto nós começamos na base. Mas para simplesmente ver a situação difícil que nós viviamos na altura antes do 25 de Abril, eu era da oposição, claro. Mas daquela tal oposição como estava a dizer. Antes do 25 de Abril, fui inumeras vezes quando estava a trabalhar, não só eu também os meus colegas mas eu mais porque estava nas questões sociais, fui muitas vezes chamado a Pide. Para ser questionado sobre porque era isto, era aquilo e a gente tem que jogar. Pouco antes do 25 de Abril, tivemos um seminário no Centro Ecumenico, aqui em Buarcos, sobre o ambiente. E havia um jornalista, chamado Afonso Cautela, já morreu, que escrevia no Diário de Lisboa e no Diário da República, que eram jornais sobretudo o Diário da República, era muito de oposição. E pouco tempo antes, eu fui chamado ao governador civil de Coimbra, lá tive a reunião, como tive outras, a ser questionado. E ele disse: « Estou para mandar fechar o Centro Ecumenico. Porque realmente estão a tratar de assuntos e temas que não podem ser aceites. E agora até sobre o ambiente, tem lá um jornalista que é o Cautela. Cautela com o Cautela ». Isso era o dia-a-dia. Portanto, no Centro Ecumenico na sequência de o que se passava no Conselho Mundial das Igrejas no qual estavamos ligados, nós começamos com campos internacionais de trabalho. Vinham jovens de outros países trabalhar. E o primeiro campo que veu era da Suíça da paróquia das Acacias. Fizeram um trabalho extraordinário, entretanto já tinha começado

aqui ao mesmo tempo os primeiros passos, e em 1971, nós começamos a organizar campos de trabalho aqui na Cova e Gala. Nós organizamos 115 campos internacionais de trabalho. O que significa que passaram por aqui mais de 3000 jovens. Qual era o objectivo? Quando eu cheguei aqui, a povoação era uma povoação fechada, isolada. Uma das minhas preocupações foi tentar abrir a povoação ao exterior. Não só a partir da povoação como tentar trazer do exterior. E por outro lado, procurei também internacionalizar este projecto. Para haver não só a colaboração humana mas também a ajuda financeira que podia encontrar. Então organizamos aqui 115 campos internacionais de trabalho. Os primeiros campos eram constituídos por jovens de diversas nacionalidades mas depois começamos mais a desenvolver com grupos já organizados nos países de origem. Portanto, com um ano de antecedência, eles começavam a preparar, a discutir o nosso projecto. E depois quando vinham para cá, era durante a manhã faziam um trabalho manual: reparação de barracas, criar um parque infantil, depois quando começamos aqui com o projecto agrícola, construção de estufas. E depois a tarde, era todo uma serie de visitas, aqui, acola, em Coimbra, a Universidade, as cooperativas, etc... Isso permitiu que por outro lado, também da nossa parte havia a necessidade de informar o exterior. Portanto, nos também organizamos grupos, aqui da comunidade, da povoação. Criamos um grupo, um rancho folclórico infantil. E então começamos em colaboração com várias organizações e Igrejas, essencialmente Igrejas mas que depois passava por todos os outros lados, outras instituições mesmo do Estado dos países que nós visitávamos, e assim estivemos na Suíça, na França, na Itália, na Holanda, na Belgica, na Dinamarca, na Alemanha, corremos todo isto. Todos os anos nós organizávamos uma viagem de informação. Por outro lado, ia para muitos lados e aquilo que ia contar inicialmente era a experiência das dificuldades. Eu sei que veio um campo de trabalho e esse campo de trabalho da altura, era constituído de suíços, essencialmente de Genebra, era constituído de jovens, objectores de consciência que na altura na Suíça era um crime. Eu cheguei a ir servir de testemunha num julgamento de um jovem lá na Suíça. Por outro lado, esses mesmos jovens, não quer dizer que é todos mas a grande maioria, eram jovens que já queriam ter a sua própria emancipação. Portanto, já estavam separados dos países, já tinham constituída a sua vida própria. Portanto era um grupo difícil, eles fizeram um trabalho extraordinário, não era difícil neste sentido, mas para a mentalidade suíça era um problema. O que é que resolveram fazer? Quando eles regressam a Suíça, resolveram fazer uma manifestação, um desfile na cidade, com cartazes. E então o tema era sub-desenvolvimento, « Conhecem Cova e Gala? ». E aquilo passa. Dois anos depois, já perto do 25 de Abril, eu pertencia também ao Lions. Lions é uma organização, são os chamados clubes de serviços, como o Rotary. E aqui na Figueira, resolveram convidar o padre católico, mas depois acharam que uma vez convidaram o padre católico também deviam convidar o pastor protestante. Então convidaram-me e eu fiz parte deste grupo. Foi interessante, sobretudo a nível de conhecimentos, porque normalmente nesses grupos é grandes empresários, gente com um certo nível social e isso permitiu por outro lado que eu tivesse contactos com outras pessoas. Eram chefes disto ou director daquilo e eu, era uma maneira de me introduzir. E então nessa altura, eles fizeram esse tal desfile, e dois anos depois, o presidente da

Câmara da altura que já faleceu, faleceu recentemente, Jorge Pinho, e que era do Lions também, telefone-me « Oh, João Neto, precisava de falar consigo, não tem uma maneira de poder nos encontrar ». « Então, mas eu vou aí a Câmara », ele vir ter comigo era muito, não é. « Eu vou a Câmara ». « Então se não lhe fizer transtorno, eu fico a espera ». E quando eu lá cheguei, entro lá no gabinete do Presidente, estavam outras pessoas e um individuo que lá estava que não conhecia, que não era de cá, mostra-me uma fotocópia da notícia que tinha saído no jornal sobre o sub-desenvolvimento. E aí, lá está aquilo que disse a poucado, a gente tem que dar as voltas e como é que pode sair por cima, tem que fazer um jogo. E eu sabia que na sala ao lado estava a policia política a tentar ver o que eu dizia, para me criarem dificuldades. E não era só eu, era muita gente, era o momento que se vivia no nosso país. Numa outra altura, vou a Suíça também em Genebra, saí na Gare Cornavin, e começo a ver letreiros pela cidade « Cova e Gala. Sub-desenvolvimento, conhece? Venha esta noite a sala tal ».

De uma lado é muito positivo porque a internacionalização resultou, de um outro pode criar problemas.

Eu disse « não pode ser ». Os jovens, que foram eles que organizaram lá na comunidade: « oh vocês criaram-me problema. Isto vai estar aqui a policia, vai estar a Pide, a policia política. Não podiam fazer isto. Vocês vão um problema ao Centro Social ». Em qualquer dos casos, lá fui para a palestra. Era a sala, havia um palco. Eles começaram lá antes de iniciar e eu fiquei na primeira fila, antes de ir lá para cima para falar. Eles iam falar e depois ia falar também. E em determinada altura, quando eu estava sentado, alguém toca no meu umbro, eu olhe e então era uma senhora que era conhecida, que frequentava uma comunidade em Lisboa e que era conhecida como informadora da Pide. Eu disse me « cá está ». Mais alem dela sabia que havia outros lá. Portanto, toda a minha vida durante a ditadura foi vivida nessa situação, nesta jogada. Isto pode escoçar mais ou menos as dificuldades que encontramos mas também isso por outro lado nos rebostoeu. E sobretudo eu era alimentado mentalmente, pelo Paulo Freire, pelo Tullio Vinay. Portanto o Centro Social da Cova e Gala é um projecto de desenvolvimento comunitário integral e integrado. Baseado na pedagogia de Paulo Freire e na experiência comunitária de Tullio Vinay, adaptada a realidade portuguesa.

E com o 25 de Abril, caí toda esta parte repressiva e deixou uma maior liberdade para desenvolver este projecto. Em 1969, começaram a fazer inquéritos para conhecer melhor a realidade local. E economia local era então virada pela pesca, não?

Sim, eram essencialmente pescadores. Devo dizer também que em 1980, nos fizemos aqui um seminário muito interessante sobre elaboração e avaliação de projecto de desenvolvimento, durante uma semana. Com a colaboração de uma organização com sede em Paris que se chama o INODEP, que é o Instituto Ecumenico para o Desenvolvimento dos Povos. Eles desenvolveram estudos sobretudo em Africa, em Cabo Verde, por exemplo. Então nós conseguimos que essa organização viesse realizar esse tal seminário em que juntamos. Foi uma preocupação sempre em toda a nossa vida, alias nós temos uma frase entre nós, que está sempre a acompanhar nos, a frase é esta: « não fazemos

sozinhos o que podemos fazer em conjunto ». Isto significa que desde a primeira hora, o nosso objectivo foi sempre juntar, não só porque iam influenciar outros, mas iam também colher a experiência de outros. Portanto esta é uma frase que está sempre presente. Até mesmo já antes do 25 de Abril, mas também muito perto, havia uma assistente social, uma belíssima profissional, também já faleceu, que foi directora delegada do distrito de Coimbra da Segurança Social, Alzira Fraga. Com quem eu também colaborei muito e em que ela me ensinou bastante no que se refere a questão social. Ela era também do Graal. Ela era uma estudiosa, ela escreveu vários livros nesse sentido. E ela chegou a ser a responsável, antes de ir para Coimbra, pela Segurança Social aqui da Figueira da Foz. E nós começamos a trabalhar, também graça ao Centro Ecumenico, que ela começou a frequentar. Uma das questões que nós demos sempre muito importância, e foi assim que nós começamos, foi a questão do apoio a primeira e segunda infância. E então nos criamos e foi o único a nível do distrito pelo menos, e a nível nacional também não conhecia nada, criamos o chamado grupo de apoio a primeira e segunda infância do concelho da Figueira da Foz. Em que juntamos técnicos do serviço social, portanto do Estado, com representantes de instituições que trabalhavam com as crianças. Esse é um trabalho muito importante. Eu conto só um outro caso que se passou aqui a nível da Cova e Gala, houve um problema com uma criança, problema de tuberculose, aqui na escola da Gala. E nos tivemos conhecimento desse caso, até porque essa criança frequentava o que nós chamamos actividades de tempos livres. E então resolvemos, pensavamos bem mas o problema da criança não é só em termos de saúde, também envolve questões sociais, etc... Mas para isso temos que encontrar solução em diversos ambitos. Então conseguimos juntar técnicos da educação, técnicos da segurança social, técnicos do hospital, etc... Diversas areas. Em que juntamos aqui cerca de 20 pessoas. E no final, um médico, que também já faleceu, que era o director do hospital aqui da Gala que estava presente também, no final disse: « Eu já trabalho aqui a 20 anos e é a primeira vez que me reúne com pessoas de outros serviços para estudarmos um caso em comun ». Isto é o que existia e continua a existir, infelizmente no nosso país. Nós temos infelizmente em Portugal aquilo que chamamos, está um pouquinho melhor mas ainda continua a ser, que é a mentalidade de quinta. Uma mentalidade de quinta. Cada um está a defender o seu. E a gente vê agora na situação política em que nos encontramos, é essa mentalidade que dificulta o trabalhar em comun, encontrar soluções em comun, de planiar em comun, etc... Essa é a situação.

[...].

Existe uma Igreja protestante na Figueira da Foz e da religião. O pensamento da Reforma tem também um conteúdo pedagógico também.

Sim, isso para nós é essencial. Na nossa formação, nós estudamos sociologia, nós estudamos história, nós estudamos filosofia, nós estudamos educação, etc... Alias, a Reforma do século XVI começou logo com isso, com a educação. Foi com a tradução da Bíblia para língua popular.

[...].

Qual é a data oficial de fundação do Centro Social da Cova e Gala?

A data é muito complicado. Creio que vão agora comemorar os 44 ou 43 anos, mas o trabalho

começou antes. O trabalho começou já quando vim para aqui, em 1969, já estávamos a funcionar. Mas oficialmente, em termos de reconhecimento legal foi em 1974. 31 de Outubro de 1974. Nós começamos, compramos um edifício que fica lá no interior da povoação, e ali foi quando começamos. Começamos no campo, na floresta mas passamos depois para à sede aí. Em 1974, sobretudo em 1975, isto aqui era uma antiga carreira de tiro que era abandonada. Em 1980, houve um jornalista alemão, houve equipas de televisão alemã que vieram aqui fazer reportagens. Houve um caso interessante até, numa das viagens eu vinha com um grupo da Alemanha e quase a entrar na Suíça, já na região de Freiburg, vínhamos no autocarro e o rádio estava aceso e de repente damos nós que eles estavam a falar na rádio do Centro Social da Cova e Gala. Isto é... Por exemplo, numa das nossas viagens, nós tivemos na Bélgica, e a Catedral de Bruxelas tocou o Grândola, Vila Morena enquanto nos lá estávamos. Nas nossas viagens, eu tive inúmeras reuniões, tive recebido em diversas Câmaras, em todo lado. Portanto nós conseguimos aquilo que foi a internacionalização. E então em 1980, foi editado este livro que foi escrito por um jornalista alemão, Hans Gerhard Gensch. Esteve cá em Portugal durante três meses para fazer o levantamento e escrever este livro. E este livro foi usado em muitas escolas da Suíça alemã e da Alemanha como livro de texto para o estudo do desenvolvimento. Claro, é um livro, é uma experiência. Nós também desenvolvemos aqui a parte agrícola. Porque ao mesmo tempo que nós estávamos a fazer um projecto de desenvolvimento da Cova e Gala e nossa visão era para ir ajudar outros.

[...].

Antes de vir para aqui, porque aqui era uma antiga carreira com arreia do mar, houve uma equipa técnica da Suíça que esteve connosco e fizemos a experiência de uma pequena estufa de 18 m² onde procuramos ver que tipo de colhetas é que se dava, se não dava. E os resultados foram positivos. Então começamos a pensar neste projecto. Na altura em que começamos este trabalho aqui, Portugal importava muito mais de 50% daquilo que o povo comia. E por outro lado, cerca de 35% da população portuguesa trabalhava na agricultura. A partida, « isso, a agricultura em arreia não dá para nada ». Mas como nada de novo sobre a terra, nos pensamos em Israel. Israel tinha feito o aproveitamento das arreias. E tinham criado todo aquele trabalho. Então nós pensamos, se eles fizeram também nós podemos fazer. Nós começamos, por exemplo, a trabalhar, assim como trabalhamos com a segurança social, também entramos em contacto com a Direcção-Geral da Agricultura de Coimbra. Então houve uma colabaração entre a Direcção-Geral da Agricultura até porque um dos membros da nossa equipa era engenheiro da Direcção-Geral da Agricultura. Então havia constantemente grupos do Norte a Sul de Portugal, do Minho ou Trás-os-Montes ao Algarve, que vinham aqui em visitas de estudo.

Encontrei uma citação sua numa entrevista de 1977 que tem a ver com isso. A ideia era « mostrar a população local que mesmo nas areias é possível ter uma agricultura vantajosa ».

Pois. Muitas observações que as pessoas podiam fazer, isto tem a ver com o meio piscatorio. Mas não só estávamos a trabalhar para a povoação da Cova e Gala, mas a nossa abrangência era tentar ajudar outros.

Portanto o Centro Social tinha quatro sectores fundamentais: a parte agrícola, que já referimos; a parte da infância, com uma creche e ATL; uma parte social e depois uma parte de animação cultural. Gostaria de saber quais eram as actividades desse sector.

Da parte de animação cultural era a realização de encontros com a população para discutirmos várias questões relacionadas com a sua vida. Com a sua habitação, a sua profissão, a questão da educação das crianças, a maneira como se devia educar a criança, o papel da criança na família. Por outro lado, criamos um grupo coral na altura. Esse grupo coral era constituído por professores do concelho, alguns aqui da Figueira, da Cova e Gala. Também o rancho folclórico infantil realizou várias actividades aqui pelo país e aqui mesmo, e sobretudo no estrangeiro.

E como seguiam a pedagogia de Paulo Freire, houve também alfabetização aqui?

O conceito de alfabetização no Paulo Freire não é o conceito normal que se dá.

Tem um uso muito grande da obra de Paulo Freire em Portugal nessa altura. Mas creio que geralmente, as campanhas de alfabetização organizadas pelos estudantes, pelo Serviço Cívico Estudantil, pelo Movimento das Forças Armadas reduzem a teoria de Paulo Freire só a parte da alfabetização, com as palavras geradoras. Mas acho que o método de Paulo Freire é muito mais vasto.

Aquelas três palavras que ali estão é alfabetização, conscientização, politização. Isso tem que estar intimamente ligado.

Creio assim que a alfabetização na pedagogia do Paulo Freire não é assim tão central. É importante porque é um primeiro passo. Mas a pessoa antes desse alfabetização já tem cultura, já tem saber. Acho que o uso feito é reductor para a pedagogia do Paulo Freire.

Sim, sim. Também penso da mesma maneira.

Voltando a politização, o método de Paulo Freire ambiciona dar ferramentas as pessoas para serem capazes de perceber a realidade a volta e de a mudar. Não sei se houve Comissões de Moradores ou de Trabalhadores localmente, na Cova e Gala.

Não, não tivemos. Quer dizer, no início, havia Comissões de Moradores, mas depois parou. E foi mais no sentido geral, com essa tal abrangência.

[...].

Não sei se é só uma ideia mas a organização de uma população piscadora deve ser mais complicado, porque não tem um local de trabalho fixo, têm horários diferentes.

É. Nós usávamos um outro método. E isso foi uma das coisas formidáveis que esses primeiros suíços que não falavam português mas que fizeram um trabalho de identificação com a população extraordinário. De tal maneira, eu disse que nós tínhamos organizados 115 campos internacionais de trabalho, tivemos campos do Estados-Unidos, do Canadá ou de Alemanha, para o povo da Cova, todos eram suíços. E então o que faziam, e vai ao encontro daquilo que disse. Não quer dizer que é a única, há outra maneira, nós usamos o método, alias está na pedagogia do Paulo Freire e do Tullio Vinay, em vez de procurar que as pessoas viessem ter connosco, nos iamos ter com as pessoas. E então o que

esses jovens faziam? O local onde eles iam encontrar com os pescadores era nas tabernas, beber um copo com eles. E então passavam ali nos momentos livres, no Zé do Caracos, que era uma taberna que existia, muito conhecida lá no fundo da povoação, em que se encontravam muitos pescadores e outros aqui no meio. Então os jovens iam para lá conversavam, podiam não conversar mas estavam com eles. Portanto, tínhamos a oportunidade de entrar em contacto e conversar sobre a situação, etc...

Tem a ideia de integrar o meio local, de mergulhar no meio e ter contactos com a população. A ideia deles era então conviver com os pescadores nos sítios deles.

Os campos que vinham, por exemplo, eles iam com os pescadores para o mar. Iam com eles para a pesca e passavam a noite no mar. Para eles conhecerem melhor. Havia realmente uma grande ligação entre as pessoas. Como eu digo, o trabalho tem que começar, e foi isso que nos fizemos, na base. Contacto directo. Não interesse grandes discursos, grandes teorias, o importante é o trabalho directo com as pessoas. E sobretudo com determinados meios, a gente tem que conhecer, como nos podíamos trabalhar aqui se nós não tivéssemos uma ligação directa com as pessoas?

É então possível definir a actividade do Centro como política?

Sim, tudo na vida é política.

Porque hoje tem uma redução da palavra política no sentido da actividades dos partidos políticos. E durante a revolução a política era em todo lado.

Sim, foi uma experiência única. Depois do 25 de Abril, eu fiz parte da Câmara Municipal como vereador, no turismo, na parte da educação. Fiz parte da chamada Comissão Administrativa, logo a seguir ao 25 de Abril. Fazia parte do Partido Socialista, depois do 25 de Abril. Fiz parte do secretariado. Mas depois saí. E saí por uma razão muito simples. Como sabe, nos partidos há aquilo que se chama a disciplina partidária. Que é uma coisa que não aceito. Envolvi-me no Partido Socialista porquê? Porque de facto, nós tínhamos que lutar pela liberdade. Eu sofri a ditadura. Quando vivia em Lisboa, tinha-me casado, isto é só para citar um caso, e eu fui viver para a casa dos meus sogros. E vivia connosco também um jovem, estudante de direito, que agora sei que era do Partido Comunista, só depois que soube. Lembrou-me, ainda na ditadura, um dia, já lia todo que tivesse a ver com a oposição e todos os livros que apareciam da oposição, tentava comprar-lo. Eram certos livros escondidos. Havia certas revistas como a chamada *Seara Nova*, eu era assinante. E então, um dia eu, por acaso, não estava em casa, estava a minha mulher. E ela ia no corredor e ouve na fechadura... Volto atrás e abriu a porta. Estavam dois individuos, eles apresentaram-se, eram da Pide. E perguntou: « Não mora aqui o fulano? » « Mora ». E então entraram e andaram a investigar tudo aquilo e apanhar tudo aquilo que houver: documentação, livros... Até que eles pegam também na *Seara Nova* e levou-a. E a minha mulher disse assim: « Mas os senhores estão a levar a *Seara Nova* », « Pois, claro ». « Esta revista está a venda nas papelerias », « Sim, mas quem le esta revista, tem que se desconfiar dele ». Quer dizer, nós vivemos toda esta situação.

Sim, porque o 25 de Abril é uma ruptura radical mas isso não quer dizer que cai de nada.

Nada. Vem tudo de trás. Claro que se aproveitou a questão do ultramar. E por isso foi necessário

envolver. E o Partido Socialista, na altura, era realmente o partido que interessava. E involvi-me nisso. Mas passou-se lá um caso, três anos depois. Em que houve um problema em que assinei uma carta aberta, juntamente com outros. Era contra do presidente da Câmara que era do Partido Socialista. Ali foi a questão de que eu senti que havia uma falsidade, diziam-se afirmações sobre outras camaradas que não eram verdade. E por disciplina partidária, tinham que votar. Eu disse « Não, não posso aceitar uma coisa dessa ». Primeiro está a integridade da pessoa. E então saí do Partido Socialista. Já fui convidado para ser mandatário do Partido Comunista, mas por caso não aceitei por outras razões. Para mim, não há partido A, B, C ou D, há é pessoas e tenho que as respeitar como elas são.

Na altura a palavra socialista era usada por quase toda gente.

Eu sou socialista democrático. Ideologicamente é isso. Mas antes de isso, eu sou cristão.

O socialismo tem várias definições e vários graus. Este socialismo democrático podia ser definido como uma democracia mais participativa?

Claro, é isso que falta. Eu sou socialista democrático, porque tem que ser qualquer coisa. Mas não estou preso as palavras. Para mim, o mais importante é a justiça, a liberdade e a fraternidade. Isso aqui é que são as balizas, para mim, fundamentais. E por isso tudo que tenha a ver com a luta pela justiça, pela liberdade, pela fraternidade, pela paz, aí eu estou lá, quando poder. E é um mal actualmente, na nossa situação portuguesa, é a falta de participação. Está tudo muito partidarizado, o que é horrível. Tem que haver uma mudança eleitoral, este não interessa a ninguém.

Viveu o período revolucionário na Figueira da Foz e na Cova e Gala. Deve ter tido também aqui movimentações e acontecimentos.

Figueira houve. Não é só o caso da Figueira, é todo o país, o que nós estávamos a viver qualquer coisa de novo. Era o paraíso que estava a cair. Nós estávamos envolvidos, nós chegamos a passar noites inteiras também quando foi o 25 de Abril, em que a situação teve difícil. Passamos noites inteiras em diversos lugares, para tentar defender a revolução. Havia encontros, discussões dos mais diversos temas de interesse nacional e local.

Depois da queda do regime, existe uma incerteza relativa ao curso que vai seguir o país. Isso permite as experimentação e as alternativas. Creio que na noite do 25 de Abril, ninguém sabia o que ia acontecer depois.

Eram poucos os que sabiam. Eu não sabia. Acho que há um episódio interessante que mostra de facto a insegurança do nosso povo. Quando o Marcello Caetano foi a Inglaterra, pouco antes do 25 de Abril, e houve todas aquelas manifestações em Londres, aquela manifestação contra o regime. Logo a seguir, houve uma grande manifestação no Terreiro do Paço. Toda gente revoltada contra o que se tinha passado, lá em Londres. Logo a seguir se dá o 25 de Abril, e há também uma grande manifestação no Terreiro do Paço de apoio a revolução. Muita da gente que estava na manifestação de 25 de Abril, estava lá na manifestação de apoio a Marcello Caetano. Isto vai ao encontro de aquilo que disse. Não eram muitos aquilo que viviam a oposição, que sofriam. Quando eu fui estudar para Bossey, na Suíça, antes do 25 de Abril. Mas isto é para ver as dificuldades em que nos vivíamos. Ia de comboio e o

comboio ia cheio. E a Pide, a policia política, antes de chegar a fronteira ia pelo comboio a pedir os passaportes, toda gente dava os passaportes. Chegamos a fronteira de Vilar Formoso, toda gente do comboio tinha de sair, ficava na plataforma e um policia a Pide ia chamar « António », « Pronto », « Maria », « Pronto », « Joaquim », « Pronto »... Nessa altura, chegou o momento em que fiquei sozinho. E o homem foi-se embora.

Com o passaporte.

Com o passaporte. E eu sem ele. E toda gente já estava dentro do comboio. O homem foi-se embora, eu fui atrás dele. Fechou a porta, eu bati e disse « Olha, o senhor não me deu o passaporte ». « Como é que se chama? », « João ». « Então, entra se faz favor ». Então estive a ser questionado o que é que ia fazer a Suíça, o que ia estudar, o que isso, o que aquilo... Felizmente, tive a sorte, o comboio esteve 20 minutos a minha espera. Até que ele me deu o passaporte, para seguir em frente. Isto é o que se vivia na altura, a situação. Era uma insegurança, nunca sabia. A qualquer momento podíamos ser questionados, interrogados e presos. Eu tive vários amigos aqui na Figueira da Foz que tiveram presos na Pide, e que passaram pela tortura do sono e todas estas coisas. Foi muito difícil. Uma pessoa manifestar era muito perigoso. E o 25 de Abril, por acaso deu para o certo mas podia dar para o torto. E houve ali momentos muitos tensos.

E então o 25 de Abril abriu perspectivas para o Centro Social e permitiu uma maior segurança para trabalhar.

Sem dúvida.

Existiu aqui uma vontade de coordenar as actividades das diversas colectividades locais?

Sim. Nós criamos, por exemplo, o grupo concelhio das instituições particulares de solidariedade social. Que se reuniam e punham todo em comum. Estudavam os seus problemas, o que deviam fazer, não fazer. E depois criou-se o grupo do distrito de Coimbra, até que se criou a federação nacional das instituições. Isto a nível das instituições mas passava-se em outros casos.

A seguir ao 25 de Abril, tem claramente uma vontade do Estado de promover estas associações locais. E depois da fase revolucionária, parece que este apoio vai diminuindo. O Centro Social teve menos apoio a partir de 1976 ou 1977?

Não, não. Não houve. As dificuldades começaram muito mais tarde. E realmente, agora é com muitas dificuldades, porque está a acontecer o seguinte. O país está a viver uma situação difícilimo. O número de desempregados é extraordinário, há fome no país e se estas instituições não existissem, então será o caos. Eu costumava dizer muito, as instituições estão a fazer aquilo que é da obrigação do Estado. O ideal é que não fosse necessário estas instituições. As instituições existem porque o Estado não responde aos problemas das comunidades.

Nós falamos a pouco do Graal. O Graal está intimamente ligado a figura da Maria de Lourdes Pintasilgo.

Ela esteve muitas vezes no Centro Ecumenico.

A campanha da Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986 mobiliza temas da pedagogia do Paulo

Freire ou de maneira mais geral da animação sociocultural, de promoção da democracia. E além disso a Maria de Lourdes Pintasilgo não tem um partido a apoiar a sua candidatura. Tem grupos de apoio, associações.

Havia gente aqui que estava ligado a Maria de Lourdes Pintasilgo, sobretudo quando ela foi candidata a presidencia da República. Havia aqui mandatários dela com quem eu relacionava. Mas não mais do que isso. Agora o movimento dela, sobretudo no meio católico progressista, havia aqui vários elementos. Assim como em Coimbra. A Teresa, que chegou depois a ser missionaria em Moçambique, que estava lá responsável pelo Graal em Coimbra. Ela estava muito ligada a Maria de Lourdes Pintasilgo.

13. Manuela Amorim.

Entretien réalisé le 19 juillet 2013, à Figueira da Foz. 38 minutes.

O teatro já era a parte mais importante em 1974?

Sim, foi a parte mais importante sempre.

A Sociedade de Instrução Tavadense criou-se em 1904 com vista a desenvolver acções de alfabetização. Qual era o quadro ideológico inicial?

Por aquilo que reza a história, teria a ver um pouco mais com a parte maçónica. Os primeiros fundadores seriam um pouco ligados a maçonaria. Influências. Isso é o que eu sei em termos de o que se comenta, o que se fala. Mas foi realmente criada numa base de alfabetização. As pessoas não sabiam ler e então foi através do teatro que se alfabetizou muita gente aqui em Tavadede. A partir daí, as coisas foram crescendo. O Mestre José Ribeiro, antes do 25 de Abril, ele esteve preso. Ele esteve preso, esteve fugido, esteve fora. Também tinha o seu cunho político. As pessoas que aqui andavam não se apercebiam de isso, mas realmente as pessoas mais influentes que por aqui passaram têm o seu cunho político também. Depois do 25 de Abril, ele continuam cá, e as coisas continuam com a base no teatro. Sempre, sempre o teatro. O teatro realmente foi o *ex libris* e há de ser sempre até o fim. Nós costumamos dizer que não há ninguém em Tavadede com não tenha feito teatro. Avós, pais, filhos, netos, várias gerações que todos eles fizeram teatro. Todos eles fazem teatro. Um pouco mais difícil hoje em dia mas vai se adquirindo públicos novos, pessoas engraçadas que querem participar, mas toda gente faz teatro aqui.

Então a ideia é de usar o teatro como meio de educação?

Exactamente. Até agora, até hoje em dia faz-se isso. Até hoje em dia, o teatro é também um pouco isso. Até um grupo mais novo é exactamente isso. Cria regras.

O trabalho em conjunto.

Exactamente. O trabalho em grupo. É muito importante para isso tudo.

Parece que o teatro tem uma dupla perspectiva pedagógica. Para as pessoas que participem na peça mas também para os espectadores.

Também, também. É sempre importante. Eu acho que o teatro é uma « disciplina » que talvez seja das mais completas. Requer tudo um pouco. E a nossa base é essa. Com o evoluir dos tempos, abriu-se um pouco o leque de actividades e de grupos na nossa casa. Além do teatro, temos dança, temos coral e temos rancho neste momento. São quatro áreas que tivemos que abrir porque também os gostos são um pouquinho mais diversificados e as procuras são diferentes. Sempre o teatro, depois veio o coral, depois veio a dança e agora está o rancho.

E as sessões de cinema.

E as actividades que se fazem, é o cinema, é a pesca, é as cartas, é o rally-paper. Todos os anos. O pique-nique, uma excursão aqui ou ali. São actividades pontuais que tentamos oferecer as pessoas.

Isto é uma vila, mas é uma vila um pouquinho complicado por estar muito perto da Figueira. Ou seja, não tem uma entidade própria, está muito colada. Mas o engraçado é que as pessoas que vivem em Tavarede vão muitas vezes a Figueira mas também não se identificam, não há actividades na Figueira para elas. Nos aqui temos criado esse tipo de actividades para por a população envolvida obviamente porque temos que responder. É por isso que cá estamos, é para servir.

Na altura do 25 de Abril, qual era o perfil das pessoas que viviam em Tavarede?

Tavarede sempre foi uma terra de cavadores. Alias, há muitas peças, os cavadores, as cefeiras. Nós tivemos sempre muito ligados a terra. Muito mais a terra do que ao mar. Fica perto mas fica longe. Porque em 1970, para ir a Figueira parecia que tínhamos que ir até Lisboa. Hoje em dia, está tudo muito ligado. Porque em 1970, daqui para Figueira era mato, quase. Não tinha casas. Havia gente de Figueira que vinham para Tavarede ensaiar. Mas era terrível. Chegar de lá até cá. Hoje em dia é um instantinho. Mas nós fomos sempre mais ligados a terra. Obviamente que em 1970 com o boom das coisas, as pessoas começaram a trabalhar nas fábricas, aqui, ali, acola. Mas as raízes, sempre foi mais a terra.

Houve aqui criação de comissões de trabalhadores ou de moradores na altura da revolução?

Por acaso, não. Aqui, não. Atenção que também era miuda, mas por aquilo que me parece não. [...]. É obvio que gente, como José Ribeiro que « sofreu » antes do 25 de Abril, devia ter uma perspectiva completamente diferente das coisas. Mas eu acho que as pessoas aqui da terra não se aperceberam muito disso. Ou seja, foi um cenário que realmente aconteceu em Portugal, mas foi um cenário que aconteceu em Lisboa. Os ecos aqui chegaram pouco. E isto era uma aldeia. Obviamente que depois veio o progresso todo, com as estradas e isto... Mas por exemplo, industrias, continuámos a não industrias aqui ao pé. Não houve assim um boom. Agora sim, houve pessoas que foram trabalhar para outros tipos de situação. Temos uma fábricas de plasticos que foi mais ou menos dessa altura e pouco mais aqui na zona. Portanto, não se notou assim essa revolução toda, não se fez muito notada aqui.

E nas próprias actividades da Sociedade?

Nas próprias actividades da Sociedade, não. Manteve o que havia.

E tem uma mudança nas peças ou no tipo de peça que foram levadas a palco?

O José Ribeiro morreu em 1986. E foi ele que ensaiou até essa altura. Foi sempre ele que ensaiou até essa altura. E ele escrevia muitas peças, a maior parte das peças são peças de autor. Foi ele que escreveu. São originais, feitos aqui, apresentados aqui. E ele fazia muito Gil Vicente, ele adorava o Gil Vicente. O que podemos dizer do Gil Vicente? Está bem, é o autor da *Barco do Inferno*, não tem nada de mal. Não tem nada de mal mas se não percebemos bem o texto. Isso é como a Bíblia, depende das interpretações. Portanto, há peças aqui que são feitas realmente que parecem inofensivas e são inofensivas mas provavelmente o texto queria dizer uma coisa. Mas nunca nos podemos esquecer que estamos a representar para cavadores. Para pessoas do povo. Por isso é que as peças de autor estreavam em Janeiro e iam até Julho com todos os fins-de-semana com representações. Sempre casa cheia. Porque era aquilo que as pessoas gostavam.

Então a própria linguagem do José Ribeira estava inserida...

No contexto. Era exactamente isso. A partir do 25 de Abril, o Rancho no 1º de Maio saia as ruas. [...]. Estas peças eram sempre levadas pela primeira vez no aniversário. Quando a casa abriu em 1920 e qualquer coisa, já havia peças escritas cá, pelo José Ribeiro.

E estas peças iam depois noutros sítio?

Este genero de peças que ele fez, nunca saia daqui. Por uma razão muito simples, era impossível levar os cenários. Porque são todas peças com cenários, não há palcos para isso. As outras todas iam.

Acho que o concelho de Figueira da Foz foi muito activo no âmbito do teatro. Com por exemplo as Jornadas de Teatro Amador.

Sim. A Junta de freguesia de Tavadede tem cinco colectividades. De teatro, embora as outras façam pontualmente, esta é a única. Mas as outras fazem pontualmente actividades teatrais, mas mais raramente. O público aqui, sempre foi um público mais *sui generis*. É um público da terra e gostava dos textos que ele escrevia exactamente porque ele identificava com aqueles textos. Gostavam muito. Textos mais clássicos também gostavam. Agora é obvio que não dava os vinte ou trinta representações do outro.

E o José Ribeiro era de Tavadede?

Era de Tavadede.

E era um homem de teatro?

Era um autodidato no fundo. Mas era um conhecedor profundo de teatro, de história. Era a vida dele, era aquilo. Nós até o chamavamos o Mestre José Ribeiro. Porque realmente a vida dele toda foi o teatro. Foi esta casa, foi o teatro, foi escrever, foi ensaiar. A vida dele foi essa. Ele sempre morou aqui em Tavadede, e sempre esteve neste casa. Até morrer. Depois a partir daí, em 1986, veio o João de Oliveira, que por um hazard incrível passado pouco tempo teve um acidente e morreu. E depois já vieram alguns ensaiadores a seguir, mais três, quatro ou cinco. Neste momento temos um, novo, que tem 26 anos, por acaso é o meu filho, que está agora a ensaiar. Nunca houve um enterro, nunca houve uma paragem. Houve sempre alguém que se chegou a frente para continuar. E é isso que estamos a fazer, é continuar a história.

Portanto a casa pertence à Sociedade. E recebeu subsidios ou apoios do Estado?

Normalmente a Câmara ajudava sempre. Nós tínhamos a Câmara, a Fundação Calouste Gulbenkian, sempre houve uma ligação próxima entre a Sociedade e a Calouste Gulbenkian. Também havia uma relação, se calhar até antes, com o Lacerda que é pintor. Que também é daqui de Tavadede. Ele morava aqui perto. Havia relações. E depois havia alguns «mecenass», que ajudavam a casa. Porque o Pavilhão foi feito mais ou menos nessa altura, começou-se nesses anos e também foi tudo com ajudas, pessoas a trabalhar. Isto é muito aquele espirito «Olha, vamos fazer isto» e toda gente se junta e vai fazer, é assim. Mas a Câmara sempre ajudou.

E houve ajudas da Direcção-Geral da Educação Permanente?

Da educação, não. Mas dos espectáculos. É capaz, houve de certeza até mesmo em termos de material.

Da Direcção-Geral da Cultura do Centro, houve em termos de material também, isso eu sei que houve.

E na altura havia uma instituição chamada o FAOJ.

Também houve alguma coisa do FAOJ. Como temos agora com o INATEL, temos uma parceria. Até somos sócios do INATEL. Por exemplo, tem uma actividade promovida pela INATEL ou pela Câmara e nós vamos. E este intercâmbio que há também.

E houve contactos na altura com outras associações do concelho?

Isso não sei, mas deve ter havido. Há de certeza contactos entre várias associações da região, fora da região. Houve uma relação muito estreita com Tomar, por exemplo. O teatro já foi em Gradignan, em França, em geminação com Tavarede. Há este tipo de coisas com várias cidade. O teatro já foi a variadíssima cidades do país, já foi em muitos lados. E sempre se manteve. Um pouco mais difícil de hoje em dia. Vamos a muito lado com o coral, com a dança, com o teatro também mas um pouco menos. Mas mantivemos uma política de intercâmbios entre várias associações, tanto aqui perto que mais longe. [...]. E nesse altura, de certeza que esse intercâmbio existia e não só aqui.

Na altura tinha muitos partidos, grupos políticos ou associações que usavam as instalações das associações para as suas actividades, para fazer um plenário, para fazer uma sessão de esclarecimento. Isso aconteceu aqui?

Na altura não sei se isso aconteceu. Até talvez pela filosofia política de quem cá estava, na altura. Não sei se isso aconteceu. Eu sei que comigo, isso aconteceu com todos eles.

[...].

E apoios de movimentos políticos?

Aqui quase de certeza que não. Até pode ter havido apoios mas aqui dentro não sabiam de onde vinham. Porque dá-me a sensação que esta casa sempre foi uma casa que esteve sempre afastada da política. Ou seja nunca houve uma ligação entre a política directa e a própria casa em si. Nunca havia isso. Esporadicamente, podia haver algum dirigente que tivesse aqui passado que tivesse utilizado a exposição que teve aqui para depois concorrer a uma Câmara, a uma Junta. Mas não a casa em si.

E já aconteceu ter aqui debates ou sessões acerca de problemáticas locais?

Não, não. Daquilo que me lembro, não.

Era então através do teatro que ia se passando mensagens.

Exacto. Ou seja, ligar a casa directamente assim a política é muito difícil fazer. É muito difícil fazer. Podemos fazer la através da intervenção, no fundo da intervenção cultural e artística.

Porque a política pode ser vista de uma maneira muito mais ampla do que a acção dos partidos políticos.

É tudo muito política, no fundo. Mas eu acho que é mais pela intervenção artística que se faz a política.

O Augusto Boal desenvolveu neste período o Teatro do Oprimido que visava apagar a fronteira entre o palco e os espectadores. Era uma tentativa de aplicar ao teatro o método de alfabetização de Paulo Freire. Houve experiências deste gendro na Sociedade?

Não. Com o José Ribeiro, não. E tem se seguido um pouco essa linha. Não tem havido esse teatro de intervenção, de participação. Eu acho que nunca se fez cá. Havia uma linha clássica no fundo. Era clássica, os grandes textos e depois também mais local. São aqueles textos clássicos, de autores clássicos. Mas é engraçado que a alfabetização em Portugal é em 1974-75 mas a alfabetização de Tavadede vem desde de 1904. Ou seja, em 1974-75, toda gente sabia ler em Tavadede. Fruto exactamente do trabalho que foi feito nesta casa. Hoje em dia, tenho a impressão que não há ninguém que não ler nem escrever. Alias, ela foi criada por isso: instruir através do teatro. Em 1974, começa-se a falar do analfabetismo exactamente por causa do 25 de Abril, mas eu acho que houve, e não deve ter sido a única a nível nacional, mas deve ter havido várias associações e instituições que realmente fizeram esse trabalho muito mais cedo. Que começaram a trabalhar muito mais cedo.

E parece que as associações na Figueira da Foz são muito mais antigas do que noutros partes do distrito. Tem o caso de Naval-1º de Maio por exemplo que nasceu no final do século XIX.

Exacto. Temos a Sociedade Filarmónica Figueirense, essa é ainda mais antiga do que a Sociedade. Essa era outra coisa, essa era através da música. Nós fazíamos as coisas através do teatro, e eles faziam através da música. No início do século passado, realmente houve muitas casas que abriram deste genero e que, acho que prestaram realmente um serviço incrível aqui a região Centro. E continuam a trabalhar.

[...].

E com a proximidade de Figueira, tinha uma identidade em Tavadede?

Identidade havia. Nós eramos tavadense e continuamos a ser tavadense até o fim. Eu acho é que agora há realmente uma mistura muito maior de gente, de espectadores que nos obriga a ter espectáculos mais diversificados. Porque as portas abriram-se, há mais gente a viver aqui. Muita gente que não era de cá. A nossa identidade era tavadense, nós pertenciamos ao concelho da Figueira. Hoje já não dissemos isso, dissemos que vivemos na Figueira. Não havia realmente era a possibilidade, a Figueira também nunca ofereceu grande coisa. Eramos mais fechados, até mesmo pelo aspecto físico da terra em si na altura. Eramos nos aqui e eles ali.

E então as pessoas a fazer teatro na Sociedade eram de Tavadede. Tinha este inserção no meio.

Sim. É tudo de cá.

[...].

E estes espectáculos eram pagos?

Nós nunca levamos dinheiro a ninguém. Nossa política é cada um dá o que quer e o que pode. Antigamente era todo pago, isso eu me lembro perfeitamente. O bilhete era pago, os sócios.

E houve aqui constituições de cooperativas agrícolas?

Aqui, não.

As pessoas eram então pequenos produtores.

As pessoas tinham a sua terra, ainda como a têm agora. Aquela hortinha que tinham. A maior parte das mulheres eram domesticas. Não tinham emprego nessa altura. E os homens já trabalhavam na

Figueira. No comércio, nos bancos. Tinha uma fábrica de mala, também alguns trabalhavam. E depois do 25 de Abril, as mulheres já iam mais trabalhar para a fábrica. E a geração mais velhas, será os pais desses, estes tinham a sua terrinha. Ou seja, nos anos 1970-80 foi assim um meio entre uma geração de cavadores e a geração de trabalhadores. No *Sonho de cavador* também é uma peça que ele escreveu, já era isso. Ele fugia da terra, ele fugia da enxada para ir a procura do sonho. Portanto, isso também se passou nesta terra. Foi se acabando a terra para as pessoas irem a procura de outros trabalhos.

14. Conceição Oliveira.

Entretien réalisé le 23 juillet 2013, à Coimbra. 66 minutes.

Entrou então na Cáritas em 1980. Já tinha ligação com a organização antes desta data?

Não, nem conhecia. Foi a dr. Alírio que foi a minha terra falar da educação de adultos, dos cursos de alfabetização e convidou os professores para uma reunião. Depois propôs um levantamento na comunidade a todos os professores da freguesia. Porque sou de uma aldeia do distrito de Leiria, Alvaiázere. Fica mesmo no extremo de Leiria, entre Leiria e Coimbra. Uma zona assim do interior, bastante pobre. Do meio rural assim bastante pobre. Depois cada um foi na zona onde vivia e eu fiz mesmo na minha terra natal o levantamento e a sensibilização. Numa aldeia pequenina, na altura conseguimos um grupo de 20 e tal pessoas. Portanto, começamos a trabalhar lá. Entretanto, convidaram-me para vir para a equipa da Cáritas e não cheguei a trabalhar na minha terra. Eu vim logo para Coimbra. Para a equipa central. Mas depois arrajei um professor que esteve lá vários anos. Os meus países inclusive, a minha mãe não sabia ler nem escrever, aprendeu a ler e a escrever lá, o meu pai tinha a terceira classe e fez a quarta classe, já com 64 anos. Foi muito bom. É um meio assim rural onde as pessoas vivem muito em comunidade, fazem os trabalhos em conjunto, mas eu acho que veio unir muito mais as pessoas. Porque as pessoas conversam, conhecem e faziam os trabalhos do campo juntas, mas não falavam noutras coisas. E nós utilizávamos o método de Paulo Freire, que era um pouco mexer, tirar da passividade. Não dar o peixe mas ensinar a pescar. De maneira que foram anos muito agradáveis. Não sei quanto tempo durou lá mas durou perto dos 10 anos. Entre 6 ou 8, talvez. E muito gente fez a quarta classe. Para além disso, foi até melhorar as coisas em casa, os trabalhos domesticos. A minha mãe, como não sabia ler, nunca fazia um bolo mas depois como festejavam sempre os aniversários, faziam. Aquilo de não ter lá os filhos, obrigava a puxar para ela. Acho que mudou muito a própria qualidade de vida. Para além da leitura, as relações que estabelecem, assim o convívio, o encontro. Até relações afectivas porque se aprofundam mais as amizades. Eu frequenta uma Universidade Senior agora. No fundo nunca estive desligada. E agora, eu penso muitas vezes naquela gente, na alegria que eles sentiam e que no fundo nos agora também sentimos. Encontramos, saímos de casa, termos actividades. Faço coisas que nunca na vida me passou pela cabeça ser capaz de fazer. É muito aliciente.

Então já era professora antes de entrar na Cáritas?

Era professora do primeiro ciclo. Estava a leccionar na aldeia. E foi a partir daí que eu vim para Coimbra e depois fiquei, já não voltei. Mas já cá tinha estudada, portanto só estive dois ou três anos fora.

E na data do 25 de Abril, onde se encontrava?

Eu andava no magistério, ainda não era professora.

Cá em Coimbra?

Sim. Vivi o 25 de Abril com angustia porque foi duro. Passamos de uma certa tranquilidade para uma agitação. Eu estava no primeiro ano, o magistério na altura tinha dois anos. Depois passou a ter três mas ainda apanhei os dois. É assim, até aí tudo correu normalmente, tranquilo. A partir de aí, aquilo era uma lavagem ao cérebro de política. Era só só política. E depois quem realmente se ligava assim aos movimentos que iam se gerando, tudo bem. Os outros, apagados, levavam mesmo. É daqueles momentos que se viviu que eu não guardo boas recordações. É um momento de mudança. Para mim, foi doloroso. Mas talvez porque nessa altura, eu era muito mais introvertida.

Houve também em Coimbra muitas manifestações.

Sim, houve. Por exemplo no próprio magistério, houve muita mudança. Os professores que eram considerados fascistas foram saneados, foram presos. E depois vieram outros, gente nova, sem grande qualificação mas que aderiu aos movimentos. Foi assim um clima de insegurança. As manifestações na rua, não tenho recordação muito disso. Tenho realmente na escola, isso tenho. Nas comissões que se criaram. Novas disciplinas mas no fundo, em todas era só política que se falava. Mas acho que as pessoas mesmo que estavam a sempre, não estavam preparadas por isso. Isso foi assim uma coisa, foi um turbilhão. E nos saímos muito mal preparados. Nem foi o que tínhamos, nem foi o que deveria ser.

E nesta altura que conheceu a Luísa Esteves?

A Luísa é do meu curso. Não eramos colegas de turma mas eramos colegas de curso. Conhecíamos assim de vista, não tínhamos muita relação. Depois quando fomos trabalhar juntas que conhecemos melhor. Mas já nós conhecíamos daí.

E depois do magistério, foi directamente ensinar para o distrito de Leiria?

O primeiro ano ainda trabalhei em Coimbra porque eu queria continuar a estudar e pensava que era muito fácil. Porque eu fiquei 90 e tal kilometros de Coimbra, não era fácil. Na altura na havia as estradas que há hoje. E concluí um ano em Coimbra. Depois, os outros anos já concorri para a minha terra porque assim ficava sempre perto de casa. Só tive cinco anos na escola.

E como é que contactou com a pedagogia do Paulo Freire, foi através da Cáritas?

A Cáritas teve uma coisa óptima, eles davam-nos muita formação. Nós iniciávamos o ano lectivo sempre com um mês de reciclagem. Na altura, o padre Sousa que foi, até a poucos anos, o presidente da Cáritas, rodiava-se das pessoas mais bem formadas no país. E ele trazia e nós fazíamos formação. Ele dava formação a equipa central e depois nós davamos aos monitores que tínhamos. Que eram professores, que eram bolseiros, que tínhamos no terreno. O metodo que usavamos era este do Paulo Freire. Até as pessoas aprediam as primeiras palavras com o alfabeto maiusculo. Porque era mais fácil. E que a motricidade estava pouco desenvolvida, essencialmente eram pessoas do campo, que trabalhavam com ferramentas. Nós usavamos mas enfim isso acaba por ser uma mistura, nós vamos experimentando. Cada um no terreno, consoante os grupos e as pessoas que tem em cada grupo.

O Paulo Freire visitou Coimbra em 1974.

Eu não conhecia.

E houve adaptações do método a realidade portuguesa?

Sim, tentávamos. É assim, partindo das bases nos tentávamos adaptar um pouco. Mesmo até as próprias palavras-chaves. Pois, se era uma palavra que não tinha nada a ver com aquela comunidade...

E esta escolha de palavras era feita durante o levantamento prévio?

É assim. Nós dávamos a formação básica aos monitores. Professores, bolsheiros e colaboradores, também tínhamos pessoas voluntárias. E a partir de aí nos deixávamos ao critério de cada um. Isso aí nos não intervínhamos. Fornecíamos algum material de apoio, dávamos documentação para lerem. Eu nunca estive mesmo directamente no terreno. Nós apereciamos mais para reuniões, levávamos filmes, fazíamos debates, mexíamos um pouco.

E a sua experiência no terreno foi em Leiria?

Talvez porque ia lá mais vezes mais nos íamos a todos os sítios. Mas eu nunca estive no terreno. Porque convidaram-me, fiz o levantamento, mas depois convidaram-me a vir para a sede.

E então qual era o seu papel na sede?

De coordenação. Eu fazia parte da equipa da alfabetização. Eramos três, era eu, a Luísa, teve uma Alice que se licenciou em história e depois foi trabalhar para o público e deixou. Depois veio um outro colega, o David. Portanto éramos professores do primeiro ciclo os três. Durante este tempo, houve mais um ou outro que passou. Mas nós, os três, eu, a Luísa e o David é que fizemos sempre parte desta equipa de alfabetização. Depois dávamos apoio a outras actividades. É assim, o nosso papel era apoiar, era fazermos mini-cursos assim ao fim-de-semana. E depois era nas comunidades também. Porque nos, no fundo, éramos animadores comunitários. Porque nós trabalhávamos com jovens, com adolescentes, com grupos sociocaritativos. Nós acabávamos por não ficar só na sede. Na sede, nós não trabalhamos muito. Para preparar mas depois o nosso trabalho era essencialmente no exterior. Íamos às várias comunidades. Estávamos divididos por zonas. Por exemplo, eu apoiava o concelho de Penela, de Alvaiázere como era daquela zona, Ferreira do Zezêre, era do nosso diocese mas já do distrito de Santarém. Isto era na animação sociocaritativa, sociocultural. Estes concelhos estavam a minha responsabilidade. Depois, dava apoio a outros animadores em termos de alfabetização. Por exemplo, no concelho de Pombal era eu que apoiava. Nós estávamos distribuídos por zonas. E íamos a essas comunidades animar, e íamos debater temas.

E a nível de estatudos, eram destacados pelo Ministério da Educação?

Sim, nós éramos pagos pelo Ministério da Educação. Não era a Cáritas que nos pagava. Nós recebíamos da escola onde estávamos colocados.

Falou a pouco de livros, de filmes usados durante a formação. Lembra-se quais eram?

Normalmente na reciclagem, também tínhamos uma semana de audiovisuais. Por exemplo ha pessoas, o padre Rego ou outros, que na altura eram os craques, começaram com isto. Nós fizemos formação. E fazíamos os nossos filmes, nossos diaporámas para apresentar, consoante as nossas necessidades. Embora se comprasse muito material já feito, nós também tentávamos fazer para adaptar. Havia mesmo uma equipa de audiovisuais. Mas lembro de nós fazermos alguns na reciclagem e que depois nós utilizávamos. Na altura, era muito inovador. Eramos privilegiados porque tínhamos meios que os

outros não tinham.

E tinha alguns livros de referência para os cursos?

Nós escolhemos muito em função dos grupos que iam visitar. Mas agora não me lembro muito. Era aquilo que ia surgindo. Já foram muitos anos. Eu sempre li muito psicologia porque, no fundo, era isso que mais falta me fazia. Mas o nosso leque, como era um pouco abrangente, porque fazíamos campos de férias, até no ano que eu casei eu fiz. Eu casei-me no dia 4 de Agosto e no dia 15 fui para um campo de férias. Nós trabalhávamos muito e a noite e ao fim-de-semana. E por isso que saí da Cáritas porque depois eu já tinha dois filhos. Era impossível porque chegava a casa, choravam os três. Choravam o pai e os filhos, porque nos saímos muito a noite e aos fins-de-semana que era quando as pessoas estavam disponíveis.

E foi fácil deixar a escola e trabalhar com adultos?

Não foi fácil. Mas sinceramente, já passei por tantas coisas e sempre gostem muito do que fazia. Tenho alguma capacidade de adaptação, talvez.

E quais foram as razões para deixar a escola e ir para a Cáritas?

Foi o dr. Alírio, foi o senhor padre Sousa que depois eu vim cá várias vezes falar com ele e que me convenceu, e eu tinha um tio cá e uma irmã. E o meu pai que insistiu muito, « tu estas aqui na aldeia ». Porque eu gostava muito dos miúdos e não queria por nada largar as crianças. E o senhor padre Sousa: « É um ano, se não gostar, vai embora. Mas se nos também não gostar também vai ». Porque eles seleccionavam mesmo, se não gostava nos iam embora. E então, eu fui um ano com muito sacrifício, chorei muito porque os miúdos fizeram muita falta. Assim a experiência. E depois gostei mesmo muito e fiquei. E fiquei até poder. Cresci muito na Cáritas. Realmente porque eu acho que ela nos dava a oportunidade que não tínhamos em lado nenhum. E depois foi ao final com os meninos e também, eu digo, foi muito bom ser obrigada a voltar para a escola.

[...].

Através da sua experiência de terreno na Cáritas, contactou com situações sociais difíceis.

Nas aldeias, realmente, havia situações mais degradantes se calhar do que na cidade. Mas, em cada paróquia, nós tínhamos um grupo que nos chamávamos grupo sócio-caritativa. Também aproveitamos estas actividades. Era quase sempre o grupo que dinamizava, que sensibilizava, que pedia depois a educação de adultos. Os grupos que nós apoiávamos na paróquia eram os grupos sócio-caritativas. Estavam virados para os problemas sociais e culturais. E normalmente eram eles que pediam depois a alfabetização, consoante as necessidades. E em relação a essas carências também eram eles que eram atentos e que tentaram ir envolvendo.

Portanto na Cáritas tinha uma ligação entre a parte educativa e a parte social.

Sim, porque nós estávamos muito ligados ao social. Muito mesmo. Porque todos nós, nós trabalhávamos com os grupos sócio-caritativos e tudo deveria partir deles. Não quer dizer que se nós sentíssemos que eles ainda não sentissem, não surgesse. Era sensibilizar para os problemas sociais e culturais, que fossem eles a pedir e a sensibilizar para.

Na pedagogia do Paulo Freire, tinha também uma parte de reflexão crítica em relação a realidade social.

Sim, porque o Paulo Freire não era só o método de ensinar a ler e a escrever. Era realmente fazer as pessoas questionarem e reagirem, e tentar por elas resolverem.

Portanto durante a alfabetização, havia esta reflexão sobre a realidade local, sobre as maneiras de mudar?

Sim, sim. E mesmo nas aulas eram abordados. Que as pessoas mudassem um pouco os seus hábitos. Por exemplo, nas aldeias a higiene se calhar era um assunto a abordar na grande maioria. Eu penso que os professores, pelo menos nós tentávamos, que eles ficassem sensíveis as realidades, que fossem temas abordados nas próprias aulas. Os textos que eram distribuídos para a leitura, que tivesse um pouco a ver. E que eles fossem capaz de intervir, que as pessoas passassem também a ser intervenientes, mas conscientes. Eu, pelo aquilo que senti lá em casa, eu acho que houve mudança. Lá em casa, tendo em conta que os meus pais frequentaram, a minha tia, eu senti que houve mudança.

E qual era o perfil dos professores no terreno? Acho que tinha também professores destacados.

Sim, tínhamos professores destacados, tínhamos bolseiros. Nós dizíamos quais eram os objectivos e as características. Porque não era um concurso, eram pessoas sempre convidadas. Propostas pelo grupo sócio-caritativa, normalmente o senhor padre Sousa ouvia-os, conhecia também tinha a palavra dele. E não tivemos assim grandes problemas. Quando não funcionava muito bem, tentávamos mudar. E também as pessoas se experimentavam e não gostavam também. Porque eu acho que se tem que ter uma sensibilização assim diferente. Trabalhar com idosos ou com crianças é um pouco diferente. E é preciso gostar também.

Em relação as motivações das pessoas que participavam às aulas de alfabetização, era fácil chegar às pessoas?

Normalmente era, as vezes havia assim momentos mais difíceis. A motivação inicial delas era porque não ler nem escrever e estavam sempre dependentes dos outros. Não é fácil porque chegando a uma certa idade, porque agora eu continua gostar de aprender mas ir aprendendo sem ser com aquela exigência de ter que saber. Porque as vezes tento fazer a comparação, o que é que eles sentiam e o que é que sinto agora. E que as vezes, pronto, não ser tão rápido. Mas eu acho que todo o ambiente que se vivia, o convívio. Tudo isso ajudava, era motivo de atracção. Eu penso que sim, sentiram-se bem. Eu lembro dos meus pais correr durante o dia e ir para as terras longe, e vir e quase não comer porque aquilo era tão importante. Eu acho que aquilo era tão importante, não era só porque aprendiam, mas era um estar. Um estar e um conviver, e comunicar.

A ideia de aprender em conjunto também. Que todos podem ensinar e aprender.

Sim, sim. Por exemplo, eu, hoje, sinto onde estou que aquilo que sei, uma coisa que descubra, claro que eu não sou monitora na Universidade Senior mas tudo aquilo que vou descobrindo, eu gosto de partilhar porque fico contente que os outros também aprendam. Acho que estes cursos seriam uma oportunidade para as pessoas partilharem um pouco de si, e se enriquecer com a experiência uns dos

outros.

E nestes cursos de alfabetização ou na animação sociocultural parece importante mostrar as pessoas que eles têm capacidades e que eles já têm saber.

Ah, sim. Esse realmente era um trabalho. Quando a pessoa vai só com aquela expectativa de aprender a ler e a escrever e « não sou capaz », essa parte é muito importante. Porque as vezes desanima. Quem vai porque só quer aquilo e que amanhã já não se lembra outra vez, esquece. [...]. As pessoas iam a noite mas outro dia, coitadas, elas tinham tanto que fazer. Sobretudo quem ia com aquela só de aprender, era capaz as vezes ter mais vontade de desistir. E depois também dependia muito do animador. Isso é fundamental. Alguns tinham menos sucesso.

Também porque antes do 25 de Abril, estes conhecimentos que as pessoas tinham não eram valorizados.

Pois, pois. As pessoas achavam que não sabia ler nem escrever, eles não sabiam nada. Eles sabiam muito, tinham uma experiência de vida, que é uma grande escola. Não tinham tanto a consciência dos seus valores. Nos tempos dos meus pais era assim: as mulheres não iam a escola, os homens é que iam. Aconteceu isso com os meus tios, a minha mãe e a minha tia não foram a escola e os meus tios têm cursos superiores. Só para ver realmente a diferença. [...]. Havia muita gente traumatizada com a escola. [...]. As histórias dos meus tios e do meu pai daquilo que passaram na escola, meu deus! A escola não era aliciente.

E qual era as faixas etárias das pessoas que participavam nas aulas de alfabetização?

É assim, jovens não havia muito. [...]. Seria a partir dos 40, porque não apanhavam a escolaridade obrigatória, eu apanhei já a escolaridade obrigatória. Já alguns anos que era obrigatória. O meu pai fez a quarta-classe com 64 anos. Era dos mais velhos se calhar do grupo. Devia ser entre os 50 e os 70, se calhar. Embora houvesse um mais novo, dos 30 ou 40.

E os cursos funcionavam durante o período escolar.

Sim, era ano lectivo. Normalmente, começava em Outubro, porque o mês de Setembro era para reciclagem, a formação de pessoal. Era às noites de segunda e sexta. A alfabetização funcionava de segunda a sexta a noite. Ao domingo ou aos sábados e até durante a semana, nós tínhamos reuniões com os monitores. Mesmo quando fazíamos formação aos monitores era ao fim-de-semana. Normalmente sexta a noite, sábado e domingo.

E era quantas horas por dia?

Já não me lembro. Eram duas horas pelo menos. Era capaz de ser duas horas e meia.

Era então um processo bastante longo, comparado com as campanhas de alfabetização durante o verão.

Era, era. E as pessoas frequentavam este ano e iam no outro ano. Até conseguir. Até ter o número que justifique, mantem-se.

O objectivo destes cursos era então a quarta-classe? Era o exame da quarta-classe que punha um termo a alfabetização?

Era, era.

Não era só aprender a ler e a escrever mas também os programas até a quarta-classe?

Sim, sim. Embora o programa com objectivos diferentes do que os miúdos. Tinha a ver com o raciocínio, ser capaz de ler e escrever. Era a pessoa ser capaz de se desenrascar. Não era obrigatório, só fazia quem queria mas tinha essa possibilidade.

E qual era o a continuidade depois de passar esse exame da quarta-classe?

Normalmente as paróquias tinham várias actividades. As pessoas podiam não estar ainda mas podiam integrar.

Porque a educação de adultos não é só a alfabetização.

Não, não. Eu lembro na minha terra, nós tínhamos uma professora e continuamos com um grupo mais pequeno com um bolseiro. Normalmente eram jovens, que se dispunham a receber uma bolsa e a continuar. E não quer dizer que se a pessoa já fez a quarta-classe se quisesse continuar a ir, a aperfeiçoar, ia. Normalmente, quando ia-se a uma comunidade, continuava até se justificar, até ter o número que pessoa que justificasse.

Já ouvi falar de casos de alunos que se tornaram monitores depois de ter concluído a alfabetização. Isso já aconteceu na Cáritas?

É possível que acontecesse. Mas por caso não me lembro assim de uma situação desta.

Ao longo do seu trabalho na Cáritas, teve contactos com outras instituições públicas?

Sim. Alias, nós não trabalhávamos separados. Eu pelo menos, nas minhas zonas, eu trabalhei sempre com as autarquias, com os professores que estavam destacados nos concelhos. Em cada concelho, a Câmara tinha um professor destacado que era o coordenador. Eu trabalhei sempre, nunca fiz nada que não foi do conhecimento deles, que não conversasse com eles. Que não perguntasse a opinião. E também colaborei muito com eles. E os convidava quando ia visitar. E negociávamos sempre mesmo com os distritos. Nós não trabalhávamos separados. Nós começamos a trabalhar antes de existirem as coordenações distritais. Nós trabalhamos sempre em conjunto.

Houve uma altura de apoio do Estado à educação dos adultos, nomeadamente com do PNAEBA de 1979. Sentiu mas tarde na Cáritas uma paragem neste apoio do Estado?

Sim. Depois começou a haver alguma dificuldade em conseguir professores, isso é verdade. Foi morrendo aos poucos. Mas a Cáritas tinha outras actividades onde também ia conseguindo professores. Que era os ATL. Pediam as vezes para uma coisa e depois dependia um pouco das necessidades da instituição, ficar ligado a uma actividade ou a outra. Mas a educação de adultos teve um auge e depois...

E foi diminuindo por falta de financiamento?

Sim, falta de financiamento, de verbas. E também penso que começou a reduzir um poucado. Porque passou-se por tanta comunidade que começou a não sentir tanto a necessidade. As pessoas não podiam se deslocar, não tinham transporte. Tinha que ser na comunidade. Ora, estando ali três-quatro anos, as vezes meia-dúzia, já não se sentia a necessidade de continuar. Não se justificava. E portanto, mais ou

menos, começava também a diminuir as necessidades. Mas é assim, tudo foi diminuindo. Até a Cáritas começou a ter mais dificuldades em conseguir destacamento.

E acha que a Cáritas de Coimbra foi um caso particular a nível nacional?

Eu penso que sim. E até lhe digo mais, a Cáritas de Coimbra fez mais dentro da área que ocupava do que o público. Agora, se calhar não tinham recursos que os outros tinham. Porque como estávamos a trabalhar no terreno a outros níveis, tínhamos mais facilidades se calhar de ir. E depois havia concelhos que estavam mesmo todos cobertos que tinham um pouquinho a ver com os animadores da própria Cáritas, que estavam para as localidades. Porque havia aqueles que não estavam tão sensíveis. Porque é preciso sensibilizar, para qualquer coisa, nós temos que motivar as pessoas para. Ninguém vai pedir aquilo que não conhece. Havia concelhos que foram praticamente cobertos e outros mais apagados porque os animadores lá não conseguiam chegar. E isso não é um trabalho, um membro da equipa ir lá só uma vez. É um trabalho que se vai fazendo. Por exemplo, nos concelhos onde eu estava ligada, foi tudo assim passada a pento fino. Mas se calhar, porque eu estava mesmo sensível.

E a partir da sua experiência como pode explicar esta especificidade da Cáritas de Coimbra, em relação às outras Cáritas?

Eu também estou a dizer que não, não sei. Eu não ouvi falar de outras Cáritas no empenho. Mas se calhar elas tinham outras valências que nos descuramos. Também devíamos um pouco ao animador, ao coordenador porque ele mexia muito, ele mexia em tudo. Ele não parava.

Portanto, o padre Sousa.

Em termos de equipamentos, não só de educação de adultos, mas mesmo dos equipamentos daquilo que a Cáritas hoje é, o padre Sousa era uma pessoa atente e aproveitava bem todas as oportunidades. Houve muito promoção e que se deve um pouco a isso. Muitas vezes, a gente ouve falar da Cáritas mais para atender as catastrofes, aos pobres e naquela altura nós tínhamos um leque bem diferente. Não era o combate a pobreza só material, trabalhávamos muito em termos culturais.

E houve também contactos com as associações locais do território?

Também, também. Também contactávamos. Tanto colaborávamos com eles, como pedíamos a colaboração deles. Dependia das necessidades. Mas trabalhávamos mais com aqueles que eram ligados a cultura.

E estas associações tinham uma vontade de colaborar neste sector de educação de adultos?

Eu acho que sim. Eles também não tinham se calhar a motivação, o empenho que nós tínhamos. Eu acho que era tão importante tudo aquilo que nós recebíamos. Era nós exigidos muito mas também recebíamos muito. E isso abriu-nos um leque maior. Eu acho que aquelas semanas de reciclagem sobre os mais variados temas também nos ajudavam muito. Acho que estive muita sorte, estive na Cáritas no período de ouro. A Cáritas hoje não é aquilo que era.[...]. Eu vivia muito por aquilo, e os meus colegas também.

Não sei se pode se dizer que este trabalho era quase um militância.

Sim, sim. Era verdade. Eu costumo dizer, se eu não tivesse a vida familiar, eu acho que nunca saía da

Cáritas. Eu vivi aquilo tão a sério. Mas foram os melhores anos, eu acho, profissionais. Eu não cresci em lado nenhum como ali.

A Cáritas é uma instituição religiosa, a religião foi um motor para si neste trabalho?

Sim. Era a religião e não só. Aquilo dava mesmo prazer, eu gostava. Não posso dizer... Era a religião, a Cáritas é uma instituição da Igreja, mas eu acho que era também o prazer que aquilo de dava. Eu gostava daquilo a sério e eu entregava-me, eu fazia o que estava ao meu alcance.

O prazer de ver a sua acção resultar?

Sim, sim. Eu acho que sim. Nós, todas as semanas, havia uma coisa muito importante que se fazia na Cáritas. Todas as semanas, nos avaliávamos a semana anterior e programávamos a seguinte. Então, todas as semanas, nós avaliávamos a semana anterior, nós davamos conta. E cada um de nós dizia o que tinha feito, os contactos, como tinha sido, como correu. Nós tínhamos que pensar. Se tínhamos dificuldade, nós podíamos também pedir apoio: « Surgiu-me isto, o que é que tenho que fazer ». Nós fazíamos sempre um resumo: o objectivo foi este, abordou isto e chegamos a estas conclusões. De cada local. Nós avaliávamos e programávamos sempre em função daquilo que estava a ser feito. E também ouvíamos os outros. Eu acho que era um trabalho de partilha que enriquecia a todos. Não era o darmos conta em si mas era partilhar. Eu acho que isso também ajudava muito. Acho que nós fazemos muitas coisas e não se avalia nada. As segundas-feiras era para isto, portanto ninguém marcava nada para fora. [...].

Parece que tinha uma parte importante de formação interna na Cáritas com o mês de formação em Setembro e estas sessões de partilha nas segundas-feiras.

E depois tínhamos ao longo do ano, aos fins-de-semanas e até semana as vezes. Nós abordávamos tudo. Havia formação também, nós poderíamos participar. Havia muito de pedagogia, havia muito de psicologia, havia também muito de formação religiosa. Tínhamos pessoas que são conhecidas a nível nacional que vinham reflectir periodicamente connosco. Nós, ao longo do ano iam tendo. [...].

Em 1986, tem a fundação do CEARTE, um centro de formação profissional. Esta perspectiva de formação era presente antes na Cáritas?

Não, foi aparecendo. Foi uma coisa que se criou quando eu estava. Foi a necessidade que nós fomos sentindo de outra formação, não só do aprender a ler e a escrever. Isto partiu também de uma necessidade sentida. Fui um pouco a base dessa criação, inclusive a psicóloga, fui eu que a convidei.

15. Luís Serrano.

Entretien réalisé le 16 août 2013, à Taveiro. 75 minutes.

A fundação deste grupo data de 1968. Já com Grupo Amador de Teatro de Taveiro?

Não, na altura era Grupo de Teatro Amador de Taveiro. Entretanto, depois alteraram. Porque a questão era de saber o que é que o amador qualificava. Se era o teatro, se eram os elementos e por isso que depois alterou-se e a designação passou a ser Grupo Amador de Teatro de Taveiro. Que foi o nome que chegou até 2008. GATT.

Encontrei um historial da associação que faz referência a elementos jovens ligados a fundação do grupo. Eram estudantes? Tinham ligação com Taveiro?

Quem liderava, digamos, esse movimento não era de Taveiro. Mas radicou-se aqui, ele tinham estudado em Lisboa até o secundário, depois veio para Coimbra, veio completar aquilo que é hoje o 11º e o 12º, aqui em Coimbra. E entretanto foi para a Faculdade de Direito. E na Faculdade de Direito, ele teve muitas actividades no TEUC, no Teatro de Estudantes da Universidade de Coimbra, e depois trouxe o bichinho aqui para Taveiro. No seio de facto de um grupo de jovens que se juntava com base numa outra entidade que havia aqui, que era o movimento operário católico. Que era a JOC, a Juventude Operária Católica. E havia também a JEC, que era a Juventude de Estudantes Católicos. Foram esses estudantes e jovens operários que se juntavam muito que de facto acabou por consumir a fundação do grupo de teatro. Que não tinha sede, que arranjou depois aí vários sítios onde foi passando sempre de graça, sem nunca pagar a quem cedia aquelas instalações. E foram estes anos todos até termos esta casa que temos agora.

Estava então a falar a pouco do Licínio Coelho?

Exacto. [...].

E antes deste grupo de teatro, já tinha grupos culturais?

Sim, sim. Taveiro tem esta particularidade, tem um movimento associativo muito grande e com associações, uma delas é centenária que é a Filarmónica União Taverense, que tem uma banda filarmónica que é de facto sem dúvida nenhuma das melhores bandas civis do país. E o teatro, teve sempre de facto em Taveiro mesmo antes da fundação do grupo, teve sempre uma tradição muito grande. Sempre se fez muito teatro em Taveiro, ainda antes de eu ter nascido, mas foi aquilo que foi passando ao longo dos tempos. Mesmo, já depois da fundação do grupo, havia um outro grupo também de teatro que depois acabou por desaparecer, mas digamos que coabitaram ainda os dois grupos de teatro em Taveiro ao mesmo tempo. Isso é bem a demonstração que efectivamente que o teatro tinha raízes em Taveiro. E se calhar, aproveitando isso, o Licínio com aquilo que foi bebendo no TEUC e sabendo também da raiz que o teatro tinha em Taveiro, aproveitou digamos esses factos para a criação do grupo.

A nível de repertório, ainda num período de ditadura, qual era o conteúdo das peças?

Ainda que muitos desses jovens tivessem já uma consciência política. Sabe que foi da JOC que saíram muitos dos activistas sindicais de agora. Agora, agora estão a desaparecer mas foi na JOC que muito deles apareceram. Mesmo dos dirigentes nacionais, da CGTP, da UGT e até de alguns partidos políticos.

Tinham consciência política mas numa altura de ditadura. E então as peças tinham um conteúdo político?

Não, não. As primeiras peças que o grupo levou a cena não tinham, digamos, um conteúdo que fosse de facto contra a situação. Isso não. Se calhar com medo, com receio.

E impossibilidade também.

Mas as vezes conseguia-se dar a volta, em que a censura muitas vezes não se apercebia. Não era por omissão porque de facto as coisas estavam lá, mas os autores conseguiam dar a volta de forma em que a censura não percebesse, contornavam. Mas as peças que o grupo representou, mesmo antes do 25 de Abril, não tinham de facto esse cariz.

E a nível económico, qual era a situação aqui antes do 25 de Abril? Tinha em Taveiro um meio fabril?

Taveiro tinha de facto um meio fabril, para a época, muito avançado. Tinha muito industrias, sobretudo a industria cerâmica. Tinha duas fábricas de cerâmica, havia uma terceira mas que já não está em Taveiro, está na Ribeira que é a freguesia aqui contigua. Mas em Taveiro havia duas, havia uma fábrica de papel, havia algumas fábricas de cestaria. Que ainda hoje é uma tradição apesar de tudo em Taveiro. Havia uma fábrica de descasca de arroz porque como vê, estes campos... Havia de facto uma industria.

Taveiro fazia parte das zonas fabris a volta de Coimbra, como a Pedrulha.

E muitos desses jovens andavam nessas fábricas. Eu, apesar de na altura ser estudante, eu estava na JOC e participava activamente na secção da JOC de Taveiro. E portanto, conhecia perfeitamente a vida dos jovens operários. Eu participava com eles nas reuniões, nunca fiz parte do núcleo da JEC, mas sim da JOC. Como outros também. A JEC tinha um grupo muito restrito. E os que havia na JEC, já eram universitários, havia alguns no liceu mas eram poucos. O movimento da JEC em Taveiro não tinha grande expressão, agora da JOC sim. A JOC em Taveiro teve uma secção fantastica, debatia muito a serio essa problemática. Levava depois a cena algumas recitas, algumas peças de teatro escritas por nos. E também isso foi um dos fundamentos para o grupo. A primeira representação do grupo, a primeira cena que o grupo levou a cena, não se sabe ainda hoje muito bem, se foi a primeira peça que o grupo apresentou ou se foi a última recita da JOC. Havia uma simbiose aqui entre esta gente, entre este grupo. Eu por acaso não entrei nessa primeira, entrei na segunda peça que o grupo levou a cena. Essa que foi mesmo a verdadeira primeira peça do grupo.

E o grupo recebeu algum apoio da JOC ou da Igreja a nível de subsidios?

Não, não. Não havia. Os dinheiros que o grupo tinha, nessa altura, advinham da cotisação de cada um dos elementos. Só mais tarde é que começaram a aparecer os apoios financeiros, muito mais tarde.

E este grupo era limitado a secção da JOC ou alargou-se a outras pessoas locais?

Tinha pessoas locais. Mas nem toda gente estava ligada a secção da JOC. Até porque depois, a partir daí, a secção da JOC, um poucado por força da própria Igreja, sobretudo a hierarquia, não tinha muito interesse em que a JOC continuasse naquele movimento. E portanto, no seio da própria Igreja, sobretudo a hierarquia, e isso foi notário em Taveiro, digamos que as actividades da JOC começaram a ser motivos de reparo, de crítica.

Houve uma transferência das actividades da JOC para o Grupo de Teatro.

Sim, sim.

E depois do 25 de Abril, houve uma mudança na escolha dos textos das peças?

Não houve uma mudança significativa, muito por fora da orientação do director artístico da altura que continuava a ser e foi durante esses anos todos, o Licínio Coelho. Ele foi sempre um adepto ferveroso dos textos clássicos.

Que era uma marca de fábrica do TEUC.

E ele nunca abandonou essa linha. Também por o facto de ele nunca ter abandonado essa linha, é que ele acabou depois por ir embora. Porque, isto é como todas as coisas, já toda gente andava cansada dos textos clássicos, de três horas e mais de espectáculo, de três e quatro actos. De facto era uma coisa inconcebível, sobretudo em particular altura o grupo deixou de ter espectadores. Deixou de ter público. E então houve necessidade de dar um abanar. E o Loucomotiva surge exactamente numa altura em que ingressa no grupo, um grupo de teatro escolar da Escola Dom Duarte em Coimbra. Havia aí um grupo de teatro muito bom, tiveram em França várias vezes. França, Belgica, Canadá. Faziam muito teatro francófono, com textos em francês e depois participavam em festivais. Entretanto, o professor que os orientava aposentou-se e o grupo ficou, os miúdos ficaram desemparedados. Com alguns eram daqui, pediram se podiam ingressar no grupo. Foi muito sangue novo que entrou nessa altura. Sangue novo e bom. Só que a linha, de facto, que o grupo tinha não os coordenava nada com aquilo que era o pensamento deles e houve nessa altura uma convulsão muito grande. Isso aconteceu a relativamente a pouco tempo. Isso aconteceu já em 2002.

Depois da revolução, o grupo teve uma sede?

O grupo sempre teve uma sede emprestada, porque conseguiu-se sempre arranjar uma casa em que podessemos meter as nossas coisas. Algumas delas nem sequer davam para ensaiar. Mas como as nossas relações com a dita filarmónica, que tem uma sede, foram sempre boas. Nós aproveitavamos o palco da filarmónica para os ensaios, sobretudo para os últimos ensaios. Porque normalmente até conseguíamos desenrascar noutros lados e só íamos para a filarmónica para não estar a perturbar também a actividade deles, de facto já na parte final das peças, aí sim ensaiavamos na filarmónica. E a estreia era sempre na filarmónica, os espectáculos eram sempre apresentados na filarmónica. E depois andavamos muitos pela estrada. Que é uma coisa que hoje já não fazemos. A nível nacional. Andamos muito para este país fora.

E tinham portanto ligações com outras colectividades culturais?

Sim, sim.

A partir de 1975 tem localmente uma vontade de coordenar as actividades das associações culturais da região. Nomeadamente encontros organizados pelo Clube Recreativo do Calhabé. O GATT fez parte desses encontros?

Que eu me lembro, sinceramente, não. Durante alguns anos a minha ligação, até porque por razões de tropa, eu tive na guerra também, na guerra de ultramar. Alias, como quase toda gente da minha idade. Houve aí um tempo em que eu estive efectivamente um poucado afastado do grupo, por estas razões. E portanto, também pode ter acontecido alguma coisa desse genero na altura em que não estava. O grupo esteve ligado e associado de uma associação a nível nacional, que a associação nacional de teatro de amadores, a ANTA. Antes disso, houve a APTA. Depois da APTA, apareceu a ANTA e alguns individuos da APTA tiveram também na fundação da ANTA. Depois a ANTA transformou-se numa outra federação. Mas neste momento o grupo não é filiado em nenhuma associação nem federação.

A nível educativo, desenvolveram aqui cursos ou aulas de alfabetização?

O grupo nunca esteve ligado e esse processo de alfabetização.

E localmente, em Taveiro, houve experiência deste genero?

Localmente, eu recordo-me de movimentos de alfabetização mas ainda no tempo do Estado Novo. Sobretudo, esses focos de alfabetização aconteciam, e eu me recordo de um aqui nesta fãbrica de cerâmica. Em que os trabalhadores depois do horário de trabalho, ficavam ainda uma hora ou duas nesse processo de alfabetização. Depois do 25 de Abril, que me recordo aqui em Taveiro, não houve de facto um movimento em que, como houve em muitas outras terras, em termos de alfabetização.

Provavelmente por ser um meio mais fábril, as necessidades eram menores. Nas industrias, a escrita está mais desenvolvida.

Exactamente.

[...].

O GATT teve ligação com as Direcções-Gerais de Educação Permanente ou de Adultos? Com o FAOJ?

Não. Com o FAOJ, sim. Com a Direcção-Geral, que o saiba, não. Não houve assim uma ligação especial.

Sei que houve um relatório que fez um levantamento das associações locais de educação e cultura. Não sei se o GATT fez parte deste relatório.

Em relação a isso, sinceramente, não encontro nada. Alias é uma parte, para mim, mais negra é porque se perdeu muita coisa da história do grupo, que não foi registado. Não houve essa preocupação. Alias, não sei se reparou que o grupo foi fundado em 1968 e só foi constituído legalmente como associação em 1986. Portanto há aqui um iato de tempo. A gestão do grupo neste altura foi feita, no meu entender, de uma forma mesmo amadora. Amadora demais. E de facto, ter se há perdido muita coisa. Não se fazia registo das actas, é muito raro. Encontre-se no início dos mandatos dos órgãos sociais, encontre-se a primeira acta e a segunda, e depois acabou. Aquilo que há registo, que eu tenho é o registo das

peças que foram apresentadas pelo grupo, todas elas, os respectivos autores. Mas também não tenho dos elementos que integraram as peças. Porque inclusivamente, não há arquivo dos próprios cartazes. Cada produção terá tido um cartaz, digamos que não foi feito de facto um arquivo. E porque é que se calhar em 1986 se fez a legalização do grupo como associação? Porque para depois receber apoios financeiros, era preciso estar legalizado. E foi de certeza absoluta o que levou o grupo nessa altura a legalizar-se. Alias penso que teria sido a partir desta altura, em 1986, até com os dinheiros da CEE na altura, houve necessidade legalizar o grupo. E foi isso de certeza que levou os individuos na altura a proceder a legalização. Que entretanto já alteramos. Alteramos já duas vezes os estatutos do grupo. [...].

Acho que o grupo publicou também um jornal.

Foi de facto, um dos aspectos mais interessantes do grupo. Foi o aparecimento do jornal, do *Talabário*. "Talabário" que era o nome primitivo de Taveiro.

Foram então 17 números de 1977 até 1978. Qual era o conteúdo deste jornal?

Tinha um editorial que era quase sempre da responsabilidade do Licínio. E depois tinha artigos de opinião, tinha desporto. Eu escrevia um artigo, porque eu era professor e portanto tinha sempre um artigo sobre a educação, até com agenda que fosse mais interessante para os pais. Havia também uma parte recreativa, digamos assim, com palavras cruzadas e tinha também banda-desenhada. Que era no verso do jornal, o jornal era impresso naqueles duplicadores antigos, stencil, era o que havia na altura. Era dactilografado. A contra-capa do jornal era uma banda-desenhada que, de facto, acabou por ficar famosa porque o protagonista da banda-desenhada era um boneco que tinha uns cabelos e chamava-se o Espurino. Este nome Espurino teve por base uma figura característica aqui da terra que ainda hoje é viva. E passou a ser famoso, esta personagem passou a ser muito famosa de tal forma que depois durante muitos anos o grupo, todos os anos, atribuía a um dos seus elementos, um dos elementos que mais se destacasse, se distinguiam, uma especie de oscar feita em metal. E este oscar era exactamente esta figura do Espurino. [...].

E o jornal dava informações locais?

Não eram só noticias locais. Havia também noticias da terra, havia crítica aserima a algumas coisas que se passavam aqui.

Portanto não era só dar informações, tinha também uma envolvencia.

Tinha, tinha. Tinha um artigo de um individuo com o pseudonimo que era o Corta da Silva. E então o Corta da Silva cortava mesmo a serio.

Acho que é um caso quase único de uma associação que tinha a força de publicar um jornal. E durante mais de um ano.

É, é. Sim, ainda foi um tempo. [...]. Mas em Taveiro houve sempre de facto esta preocupação. Tanto que quando desapareceu *O Talabário*, passado uns anos, surge na Junta de Freguesia, também por força de um elemento do grupo, um boletim cultural que foi de facto uma revista com uma implentação também muito forte. E essa sim, essa tinha artigos, chegou a ter artigos do Agostinho da

Silva, de grandes mestres da arquitectura de Coimbra. Até mesmo de um colega meu que esteve muito envolvido na alfabetização, também chegou a escrever para o boletim da Junta. Foi de facto uma revista impressionante, de grande impacto e com artigos muito bons. Depois também acabou e sobretudo acabou por falta de apoio da Câmara. Porque já era uma revista que ficava bastante cara. Muito mais cara do que *O Talabário* como é obvio. Já requeria de facto uma gráfica e depois como deixou de haver dinheiro, acabou também.

E o jornal *O Talabário* era vendido aqui?

Quem queria dava, quem não queria, dávamos. Não era por causa disso que deixava de levar o jornal.

O grupo nasce portanto da secção da JOC. Depois, teve ligações com grupos políticos, sindicatos, movimentos?

Não. O grupo procurou sempre manter alguma independência relativamente a essa questão. Sobretudo, houve ali uma altura, a altura do PREC, na altura das ocupações das casas abandonadas, e como o grupo não tinha casa, nessa altura meteu-se ali numa ocupação de um edifício. E liderou, digamos assim, esse processo de ocupação que caiu muito mal aqui.

E tinha apoio de grupos nesta ocupação?

Mas não chegou a concretizar-se. Não chegou a concretizar-se porque houve uma movimentação contra muito grande. Ainda hoje, nas pessoas, de facto isso criou uma marca de alguma forma negativa. E depois abandonou-se um pouquinho essa ligação, digamos a partidos políticos. Até porque no seio do próprio grupo, não eram admitidos apenas indivíduos ligados a certo partido político. E portanto procurou manter-se de alguma forma sempre alguma independência relativamente aos partidos. Depois cada um por si, tinha e tem o alinhamento que muito bem entende. Esta casa, não posso dizer que tem indivíduos da direita, são na sua grande maioria, de facto, indivíduos de esquerda, com ideologia de esquerda. Mas se houver elementos, também não se poem na rua.

Tem associação que tinham ligação muito mais forte com um partido em particular. Claro, isso não queria dizer que tinha que mostrar o cartão do partido a entrada...

Claro, mas ainda hoje existe. Em Coimbra, tem um exemplo flagrante de uma associação que tem uma conotação a um determinado partido político. E é conhecido por isso. Eles também não abandonaram isso.

Está a falar do Ateneu. Com sempre teve ligação com o Partido Comunista ou o MDP.

O Ateneu, sim.

Não encontrei referência de uma comissão de moradores aqui em Taveiro. Houve experiências deste genero?

Não, não. Não tenho ideia nenhuma de ter havido de facto uma comissão de moradores aqui em Taveiro.

O período da revolução é um período onde a política era em todo lado. Não sei se o GATT participou em sessões de esclarecimento da população, de debate local.

Não, nessa altura não. Havia as chamadas sessões de esclarecimento. Mas que o grupo tenha liderado

de facto alguma, não. Fizemos aí, nos 25 anos, em 1993 tivemos muitos debates mas só sobre a política cultural. E esses sim foram organizados, coordenados e moderados por elementos do grupo.

E depois do 25 de Abril, guardou ligações com os estudantes ou ficou autónomo?

Não, ficou muito autónomo. Não houve assim digamos uma relação com o TEUC. E penso que o próprio Licínio deixou de ter.

E a própria população de Taveiro respondia as actividades do grupo?

Sim, sim. No início e durante vários anos, houve uma resposta bastante positiva da população. Como disse, de facto, tinha tradições no teatro e gostava de ver teatro. Até porque havia duas associações em Taveiro que faziam teatro, isso no tempo do Estado Novo e que eram muito rivais. Nessa altura, havia uma grande rivalidade entre uma sociedade e outra sociedade. Uma delas que era a Filarmónica e outra que havia que era a chamada Sociedade de baixo. Esta era de cima, a outra era de baixo. Digamos que a terra era mais ou menos dividida em duas partes. E então havia uma certa rivalidade mas uma e outra produziam os seus trabalhos, as suas peças. E apresentavam ao público. A população teve sempre uma ligação muito grande ao teatro. Penso que houve aí grandes artistas, dizem. Que já não tive a oportunidade de ver. Houve sempre esta ligação forte ao teatro. E até mesmo na assistência aos espectáculos. Com o grupo, no início, continua a haver essa influência grande aos espectáculos porque aqui criou-se uma certa tradição em estreiar uma produção num determinado dia do ano, que dizia, e que ainda diz muito, em Taveiro. Era na altura da Páscoa, quinze dias antes da Páscoa, há aqui a celebração dos Passos em Taveiro, e na noite em que se fazia uma das procissões, nesse dia era o ensaio geral. E no dia dos Passos, portanto no domingo, normalmente o grupo estreitava uma produção. Como não era altura de festa, não podia se fazer festa, não podia haver bailes, na quaresma, as pessoas guardavam estes preceitos religiosamente e portanto o que havia? Era o teatro. E portanto como estreitava nesse dia dos Passos, a sala estava sempre cheio. Como disse há poucado, depois se calhar começaram a cansar um poucado daquela linha muito clássica do grupo e começou em cada ano, de ano para ano, nos notávamos que a assistência ia diminuindo.

Para muitas associações, o final dos anos 1980 parecem ser período de maiores dificuldades, com menos apoio do Estado e menos disponibilidade dos sócios bem como do público.

Dos sócios, também um poucadinho por culpa do grupo. Porque, tanto como eu me apercebi, havia uma lista de sócios, havia uma base de associados. Não eram só os elementos do grupo, havia outras pessoas que se associavam. Mas depois houve muitos anos, muitos anos mesmo, em que as pessoas deixaram de pagar. Depois, quando nós de facto entramos pela direcção, procuramos reactivar este processo. Consultamos as pessoas todas que eram associadas no sentido de saber se eles queriam continuar a manter essa qualidade. Muitas delas mantiveram, outras não mantiveram. Hoje temos uma base devidamente organizada de associados, em que, de facto, as pessoas paguem a sua cota normalmente anualmente.

Tem depois umas mudanças nas formas de vida com uma maior divulgação de televisão por exemplo, que vem enfraquecer as actividades colectivas.

Nessa altura, sim. Felizmente, hoje não. Foram vários factores que contribuíram para um desrecre grande.

[...].

E apesar do grupo não ter tido uma participação muito activa nesse processo de alfabetização, penso que os elementos que ingressaram no grupo e que fizeram parte do grupo, como actores, como elementos da direcção ganharam muito. Ganharam muito de facto com isso. Até porque os textos eram muito exigentes e obrigavam as pessoas a pulsarem atentamente sobre aquilo. Houve, digamos não uma participação directa mas uma participação indirecta também na formação deste gente.

Os grupos de teatro de amadores têm esta dupla componente educativa. São amadores que estão a aprender fazendo e depois com a representação tem uma parte pedagogica com o público.

Este aspecto da formação nos hoje temos essa experiência. E são os próprios pais e professores que constataam um desenvolvimento maior da parte dos nossos formandos, sobretudo nalgumas areas. Porque há aqui gente que anda aqui três anos nesse processo de formação. E de facto, são os próprios professores e pais que reconhecem isso. Nós temos aí duas turmas no total com 40 jovens. É muito. A nossa tendência era para a profissionalização da companhia mas não é possível porque os apoios não dão para isso.

16. Aires Ventura.

Entretien réalisé le 3 septembre 2013, à Lousã. 70 minutes.

Qual era a sua situação pessoal no 25 de Abril? Já vivia na Lousã?

Sim, já.

E já tinha uma militância?

Tinha, um poucado clandestina. Porque antes do 25 de Abril, era difícil fazer algo assim público. Ao longo do país, havia formas diferentes de actuar, porque na zona interior era muito mais complicado. Porque eram mais conservadores, era mais difícil. Nas cidades, havia sempre movimentos já mais organizados e até muitas vezes em público. Mas aqui na zona Centro era um poucado complicado. Eu comecei a militância política antes do 25 de Abril era mais em reuniões que nós tínhamos clandestinas a ler livros, na altura sobre Marx, a chamada literatura marxista-leninista. Aqui na altura não passava disso. Era ler e na altura escutar as rádios que havia que era a rádio Argélia, estava o Manuel Alegre, era uma rádio que emitia directamente de Moscovo. Normalmente isso era sempre depois da meia-noite. Então as vezes depois da meia-noite, a gente juntava-se com o rádio e ouviamos muitas informações que nós cá nunca sabíamos. Alias há um episódio engraçado, eu trabalhava numa fábrica de papel e essa fábrica recebia o chamado papel velho para reciclagem. E houve um dia que nós estávamos a descarregar esse fardos de papel velho e aparece lá um jornal que era de uma organização que vim a pertencer mais tarde. O jornal chamava-se *O Grito do Povo*. É um jornal que existiu antes do 25 de Abril. De uma organização marxista-leninista que era o OCMLP. Esta era mais marxista-leninista, até era um poucado crítico do maoísmo. Porque na altura, havia várias organizações denominadas marxistas-leninistas e maoistas. Eu, em concreto, fiz parte da OCMLP, que na altura editava o tal jornal *O Grito do Povo*. Mas na altura, nem sequer sabia que isso existia. E então quando estávamos a descarregar os fardos desse papel para reciclar, aparece esse jornal *O Grito do Povo* e como eu peguei logo no jornal, escondi e comecei a ler. E então mencionava lá uma greve que houve precisamente no grupo empresarial em que eu pertencia. Na altura, a Fábrica do Prado fazia parte de uma companhia que tinha várias fábricas pelo país fora. E uma das fábricas em Lisboa tinha entrado em greve durante quatro dias e nós nunca soubemos nada. Eu soube através da leitura daquele jornal. Fiquei um poucado surpreendido. E depois passado uns tempos, mais ou menos dois anos antes do 25 de Abril, havia aqui na Lousã um professor que já tinha conhecimento através do movimento académico em Coimbra. Era professor aqui na escola secundária em que eu era aluno nocturno, porque eu já comecei a estudar tarde e então trabalhava de dia, e ia estudar a noite. O professor conversa connosco e nos com ele, começamos que havia uma ligação política. E então começamos a trocar impressões e um deles falou na tal OCMLP, em que um pouco antes do 25 de Abril fiz parte dessa organização. Depois a seguir ao 25 de Abril, essa organização, juntamente com outras, formaram uma frente eleitoral que concorreram as primeiras eleições, que era a FEC (m-l). Aqui em Coimbra, chegou

a ter bastante aderência. E depois mais veio-se a fundir na UDP. Isto foi a parte inicial, e depois logo a seguir ao 25 de Abril, além de continuar a acção política, também entrei no movimento sindical.

Houve também na Lousã logo a seguir ao 25 de Abril grandes manifestações.

O 1º de Maio foi também um grande 1º de Maio. [...]. Houve em todos os concelhos. Logo a seguir ao 25 de Abril, praticamente no país inteiro, todas as Câmaras Municipais demitiram o representante que estava lá no governo anterior, portanto do governo fascista, e tomaram conta da Câmara com Comissões Administrativas.

E portanto depois entrou no movimento sindical.

Sim, porque os sindicatos naquela altura estavam debaixo do poder corporativo do governo. Havia sindicatos mas era quase uma correia de transmissão do próprio governo. Assinavam os contratos de trabalho mas não decidiam nada. Estava tudo dedicado de cima. Os sindicatos conviviam pacificamente com as entidades patronais. Até muitos dos patrões faziam parte dos sindicatos. Assim que se deu o 25 de Abril, tudo isso foi alterado. Aqui na altura havia um sindicato, aquilo era o sindicato distrital, do distrito de Coimbra, mas o grande centro era no concelho da Lousã e concelho de Goís. Porque é onde havia as grandes indústrias de papel. As grandes fábricas.

Houve grandes debates sobre a unidade sindical naquele período.

Sim. Mas como eu ia dizer, uma das coisas que subresai é que não só em relação as câmaras municipais, da organização civil dos cidadãos, como no movimento sindical houve da parte dos cidadãos e da parte dos trabalhadores uma visão que realmente era necessário mudar. Por isso que na altura houve uma grande participação popular, tanto em volta dos sindicatos como a volta das Comissões Administrativas das Câmaras, em termos de apoio, porque realmente viam que era necessário mudar, em termos democráticos, em termos organizacionais. Em relação ao sindicato que estava no meu sector, colocamos uma assembleia geral de todos os trabalhadores do sindicato. Na altura eram quase todos sócios. Fez-se uma assembleia geral e foi decidido nomear uma nova direcção sindical.

A nível das movimentações populares, as comissões de moradores tiveram um papel importante no concelho da Lousã com uma vontade de coordenar os diversos órgãos. Isso não aconteceu em todos os concelhos do distrito.

Sim, sim. Quase todos os lugares tiveram uma comissão de moradores. É uma coisa um pouco discutível, a Lousã mesmo em si, em termos de concelhos do interior, talvez a nível política estava mais avançado do que outros. Ainda hoje, enquanto Arganil, Goís, Pampilhosa da Serra são muito mais conservadores e mesmo reaccionários. Enquanto aqui na Lousã, qualquer partido pode fazer campanhas sem qualquer problemas nenhuns. Em Arganil ou Goís é um pouquinho complicado. E mesmo as pessoas têm medo até de participar nalgumas acções dessas.

Isso explica-se se calhar com a presença de indústrias na Lousã.

Mas também não era só a indústria. Havia muito mais pessoas republicanas, que participaram por exemplo nas eleições de Humberto Delgado e para a Assembleia Nacional, houve aqui sessões na

Lousã. Portanto havia pessoas que eram mais a cara, talvez isso tenha a ver um pouquinho com a forma como apareceram aqui muitas comissões de moradores. Mesmo até em termos de colectividades que desenvolviam uma acção mais progressista, digamos assim, que nesses concelhos mais do interior. Ainda hoje.

Vê-se bem nos resultados das primeiras eleições a seguir ao 25 de Abril. Os concelhos do Norte e do interior do distrito votaram muito mais pelos partidos da direita.

Isto, tenho um pouquinho explicação para esta situação. Quando se deu o 25 de Abril, quem fez o movimento todo foi o MFA, o Movimento das Forças Armadas. E então o próprio MFA criou equipas de alfabetização e vieram pelo país. Só que esqueceram-se um pouco do interior, o interior foi pouco visitado por essas equipas. E então o bichinho do antigo regime ficou lá. A maior parte dos padres eram reaccionários. Continuaram a ter o seu poder porque as chamadas campanhas de alfabetização em muitas zonas, nem sequer apareceram. E quanto a mim, foi um dos erros mais graves do pós-25 de Abril, foi precisamente isso. Abandonou-se um pouquinho a região do interior. Mesmo até na altura falava-se muito, porque o exercito tinha e ainda tem uma grande engenharia de obras e havia zonas em que precisavam de uma pequena ponte. As aldeias eram atravessadas pelo ribeiro e não tinham acesso nenhum, tinham que dar uma volta grande. Bastava de ter lá ido, como foram em outros lados, fazer uma pequena ponte, resolviam o problema. E ao resolver esse problema, atraíam as pessoas. Havia lá muita gente a dizer « o 25 de Abril, o que foi isso? Eu estou na mesma, não tive benefícios nenhum ». As coisas também têm que se mostrar que aquilo que se pretende é para beneficiar as pessoas. E isso acabou por não surgir.

Muitas vezes houve que o 25 de Abril aconteceu em Lisboa mas que depois demorou muito a chegar nas partes mais isoladas do país.

E nalguns sítios nunca chegou. Porque entretanto começou grandes alterações, porque também havia muitas divergências, como é que devia ser o rumo, o rumo principal. E enquanto discutiam essas divergências, a direita ia-se organizando.

Houve localmente, a nível do distrito, tensões entre o Partido Socialista e o Partido Comunista e também algumas violências contra sedes de partidos. Houve acontecimentos deste genero na Lousã?

Aqui na Lousã não houve. A única coisa que havia era, na altura das campanhas, as duas primeiras campanhas, para a Constituinte e para as primeiras legislativas, quando andavamos a fazer campanha e a colar cartazes, é que havia lá discussões, principalmente os gajos da direita com o malta. Entre a UDP e o Partido Comunista houve sempre grande divergências em termos políticos. Aqui no concelho da Lousã, não houve grandes problemas mas nos concelhos a volta houve muitos. Sofri um pouquinho da pele, aqui numa freguesia que pertence a Goís que é Vila Nova de Ceira. Em Vila Nova de Ceira, através de malta nova. Era malta estudante que tinha uma visão diferente, como eram lá de Vila Nova, que é uma grande região de pinhal e havia muito resinheiros. Então estavam todos entregues aos interesses dos patrões. Eles trabalhavam por conta deles. E então, eles lá tentaram organizar uma

cooperativa de resinheiros. E até que teve muita aceitação, houve muita participação. Só que fizeram uma sessão lá no clube de Vila Nova de Ceira para discutir isso, mais alargado e para dizer em que condições podia funcionar, quais eram as vantagens. Os patrões sentiram o perigo e então fizeram cerco ao clube. E então os gajos estavam cá fora sempre a provocar, a mandar bocas lá para dentro. Enquanto aquilo esteve cheio de gente, o salão, eles não se aventuraram. Mas foi a GNR que foi culpada porque a GNR estava lá. Só que a GNR não mexeu uma palha. Enquanto aquilo esteve cheio de gente, mandavam bocas mas não passava daquilo. Entretanto, aquilo começou a chegar ao fim, perto da meia-noite, muita malta com medo começou a sair. Quando eles vieram que estava pouca gente, eles invadiram aquilo. Invadiram e queriam apanhar o mentor daquela organização. E o gajo tentou fugir pelas traseiras e depois caiu mal, lá através da janela e ainda partiu um braço. Mas entretanto a GNR viu o perigo e tentou acalmar. E depois uma coisa engraçada, é que não eram só os resinheiros, eram muitos trabalhadores deles, pagos por eles. Depois nós só conseguimos sair de lá protegidos pela GNR. E foi outra vez nos Cabaços, na altura do chamado « Verão Quente » em 1975. Nestas zonas do interior como ali Cabaços que vai ali até Rio Maior, que foi um grande centro de reacção. Então nessa altura, era muito perigoso a gente discutir política nos cafés nesse sítio. Nós vínhamos de uma reunião sindical de Tomar e paramos lá nos Cabaços, foi no sábado a tarde, estava calor, nós paramos lá para beber um copo. E eu tive sempre o habito, fosse onde fosse, de me meter a conversa com toda gente. Eramos cinco dirigentes sindicais começamos a meter conversa lá com as pessoas. E as tantas, tem um individuo que começa a lançar: « Já vi que por vossa consersa, são todos comunistas ». O mais grave é que ele dizia que era do PS. « Mas qual é o problema de ser? Você acabe dizer que é do PS e defende uma sociedade pluralista ». E começa: « Pluralista, mas os comunistas não podem lá entrar », aos berros. Quando era só conversar nós com eles, não havia problema nenhum mas entretanto a gente começa a ver a volta malta a tentar juntar-se. E eu assim: « Vamos pagar » e ao motorista: « Sais, metes o carro a trabalhar e a gente pira-se porque senão está para ficar mal ». Porque eles não respeitavam ninguém. E assim foi, começa a manter a conversa mais calma, o motorista vai por o carro a trabalhar porque o carro estava mesmo a saída da porta do café. E eu: « Toda gente a andar », eu estava mais ao lado do gajo: « Eu lhe dou mais um poucado de conversa e assim que vocês tiverem lá na parte fora, eu pirou-me e mete-me no carro a andar ». E assim foi, eles foram saindo e fiquei sozinho ao pé do gajo. E o gajo a exaltar mais e a tentar meter a mão, e eu vejo os meus colegas abrir a porta do carro. « Eu não quero mais nada consigo », pirei-me, porta fora. Nós tivemos prevenção nalgumas sedes no caso de ser atacados. Mas na zona nunca houve problemas desses.

[...].

Porque se nos fomos ver, assaltos foi realmente nas zonas mais desprotegidas, em que os próprios militantes eram militantes novos, não tinham grande experiência. Em Coimbra, o movimento estudantil estava mais no lado da esquerda do que a direita, fazia uma especie de capa de protecção. Mesmo nos nas campanhas, eles não abriam o bico, eramos mais do que eles.

[...].

Logo no início, o que se desenvolveu mais foram os sindicatos, o movimento sindical. Mas depois há o tal problema político. Nas empresas, os sindicatos tinham uma forma de actuar que, muitas vezes, não era aceite pela maioria dos trabalhadores dessa empresa. Muitas vezes também o próprio sindicato não tinha entrada directa lá, porque as entidades patronais metiam problemas. Então, o que acontece, nalgumas empresas formaram-se, um pouquinho independente de tudo, comissões de trabalhadores. A primeira acção foi essa, em oposição aos sindicatos, não gostavam muito da actuação deles, ou por os sindicatos nessas empresas não terem possibilidade de entrar, começaram a aparecer essas comissões de trabalhadores que se organizaram e algumas até funcionaram muito bem. Depois começou a haver mais porque? É um caso curioso da política. É que na altura, quem controlava o movimento sindical era o Partido Comunista. E então ele na altura era completamente contra as comissões de trabalhadores.

Que vinham enfraquecer o movimento.

Mas não era bem enfraquecer, era tirar o controlo. Porque o problema do movimento sindical e do movimento dos trabalhadores foi sempre o problema de quem controla quem. E é isso que acabou por estragar. Porque muitas vezes, vendia-se os interesses dos trabalhadores pelo controlo de cúpula. E isso acabou por prejudicar muito. E então essas comissões de trabalhadores apareceram. Como por exemplo, aqui no Prado em que eu fiz parte. Foi formada sem ter problema nenhum com o sindicato. Só que, como havia lá elementos que podiam dar alguma força em termo de organização dos trabalhadores e em termo até de reivindicações internas e sabiam que o sindicato não havia hipótese disso. E então formou-se. A ideia-base não foi para combater os sindicatos, era aproveitar as potencialidades que havia e haver uma acção mais reivindicativa que de outra maneira não havia. E conseguiu-se muitas coisas.

E a própria forma das comissões de trabalhadores valorizavam mais a democracia interna. Tinha uma comissão eleita mas que tinha sempre ligações com a base.

Sim, sim. Era os próprios trabalhadores é que elegiam, normalmente elegiam as pessoas em que tinha mais confiança. É evidente que há sempre manipulações. Nas comissões que eu conheci na altura, não havia um partido maioritário, havia vários partidos e naquele caso, conjugavam para o mesmo. Na altura, até fazia gosto a gente convocar uma reunião porque aparecia toda gente. Porque havia uma ansia de participação, de propor coisas e dizer o que é que podia ser feito. Depois mais tarde acabou. Costuma-se dizer assim, aquilo que é recebido facilmente, também facilmente se perde. E foi o que aconteceu. Porque nós conseguimos muitas reivindicações ali na fábrica, que a gente pensava que não conseguia. E então conseguiu-se muitas coisas. Esta empresa, a nível do distrito de Coimbra, conseguiu umas condições em termos de complemento de reformas, refeitórios.

[...].

O caso da empresa Schanzlin foi um exemplo destes movimentos sociais nas empresas.

Sim, mas aí foi uma outra questão. A partir de um determinado momento em que o Partido Comunista, eles começaram a ver que como não podiam combater as comissões de trabalhadores, o melhor era

meter-se nelas. A grande maioria depois, eram comissões de trabalhadores controladas pelo Partido Comunista. Realmente, eles tinham muito mais organização, conseguiram controlar, e ainda hoje, o movimento sindical. No caso da Schanzlin, surgiu de uma forma diferente. Foi uma necessidade de manter a empresa. Fechou e eles viram que a única forma de defender a empresa era de transformar aquilo em autogestão. E foi daí que foi formada a comissão de trabalhadores e funcionarem em autogestão.

E geralmente depois do período revolucionário, estas experiências de autogestão têm grandes dificuldades devido a falta de apoio e a um contexto político e económica menos favorável.

Sei que havia algumas divergências entre a própria comissão. Porque uns defendia uma coisa, defendia outra. A questão ideológica, política de cada um era um pouquinho diferente, acabou por criar problemas, a pouco e pouco. No fundo, havia quase um boicote. E depois havia uma outra coisa. Mas como português, acabo por me culpar também a mim mesmo. Não me culpo muito porque sempre procurei fugir disso. Eu constumo dizer que o mal dos portugueses é genético. Porque nunca fomos o povo verdadeiramente independente, nunca pensamos pela cabeça própria. E sempre fomos dominados por interesses estrangeiros. Essa questão está a levantar não só da Schanzlin como de muitas cooperativas que procuraram-se levantar ao longo do país, acabaram por se perder porque aquela visão de o que é o cooperativismo para eles era o comunismo. Para eles, a comunidade é comunista. Eles não conseguiam ver só por eles e então vinham por trás a fomentar essa divisão. Diziam « Cuidado esse das cooperativas isso é dos comunistas ». Quando na prática, eles estavam a ver que eles tinham resultados palpáveis e positivos. Mas só que eles eram tão pressionados de todo lado. E eles tinham que ter algum apoio, não só político mas também económico, isso também deixou de haver. Porque eles começaram a ver que estas coisas não podia avançar muito.

Um dos problemas da autogestão é precisamente isso. Uma empresa só tem grandes dificuldades em ir contra a maré. [...]. Isso tem directamente a ver com a parte da educação e da animação cultural. Queria saber se o sindicato organizou sessões culturais ou até aulas de alfabetização.

Não fizemos muito isso a nível sindical. A gente fazia acções mas era mais no sentido do esclarecimento da questão laboral. Porque era na altura o que a gente sentia mais tremente, o que a gente desenvolvia mais. E tínhamos alguma actividades mas eram actividades chamadas lúdicas, era um coisa básica. Por exemplo, em termos de organizar torneios inter-empresas de desporto para haver um convívio entre trabalhadores, e era na altura das festas do 1º de maio organizar eventos culturais para emglabar os trabalhadores. Isso foi também se perdendo ao longo dos tempos porque aqui na Lousã nos primeiros anos do 25 de Abril, fizemos aqui boas acções mas depois as pessoas começaram a cansar um pouquinho e perdeu-se isso.

[...].

Isso tem a ver com a obra do António Gramsci sobre a hegemonia e a necessidade de ter um trabalho cultural anterior ao trabalho político.

É. Quando se discute o problema da educação, não é por acaso que o poder ataca muito a questão da

educação, a tentar cortar o mais possível e não criar estabilidade social para a educação. O Salazar tem uma frase que é celebre, porque na altura antes do 25 de Abril havia muito analfabetismo em Portugal e então ele dizia que o analfabetismo em Portugal é por interesse do Estado. Quando mais a pessoa sabe, mais pode questionar e eles sabiam isso e tentavam ao maximo limitar.

E na parte cultural, tinha todo um conjunto de instituições, como a FNAT por exemplo, que tomavam conta dos tempos livres dos trabalhadores.

Era uma forma contralada de acção cultural.

Gostaria de saber se teve na Lousã movimentos de alfabetização por associações ou sindicatos.

Aqui a nível da Lousã, houve muito pouco. O concelho de Lousã não era em termo de alfabetização dos mais complicados. Porque havia aqui muitas escolas. Nunca esteve assim como objectivo principal fazermos campanhas de alfabetização porque não havia tanta necessidade. Não se sentia aquela necessidade permente de ir fazer essa alfabetização.

E também por ser um meio mais industrializado.

Pois. Eu nunca notei essa necessidade. Sempre foi um individuo que desde catraio, eu gostava muito de ler e portanto nunca tive estes problemas. E também aqui na Lousã na altura, antes do 25 de Abril, vinha cá de 15 em 15 dias, as bibliotecas itinerantes da Calouste Gulbenkian, vinha muita gente. Talvez seja um sintóma. Nas aldeias, mas também as poucas aldeias que havia, como tinham algumas ligações aqui ao centro, nunca se notou muito a necessidade disso.

E na altura, Lousã é um dos concelhos com menos analfabetismo a nível do distrito.

O problema da industria, isso é muito importante. Em zonas mais rurais é que havia esse problema. Nas fabricas há sempre uma forma, o próprio contacto com as pessoas, fala-se mais. Há sempre alguma informação que vem, quando mais não seja só saber como trabalhar com as máquinas, isso acaba por ajudar um poucado a desenvolver o cerebro, a procurar outras coisas. Na parte rural, não é tanto. Porque era a agricultura de manhã a noite e não passavam daquilo. São muito mais fechados. A Lousã, em termos de camponeses nunca teve muito, nunca foi uma area de grande ruralidade.

17. José António Pinheiro.

Entretien réalisé le 3 septembre 2013, à Lousã. 53 minutes.

A Schanzlin era uma empresa de maquinas agricolas.

Na altura, fabricamos maquinas agricolas e depois começamos importar e fabricamos os componentes, os reborques e alfaias.

E era uma empresa portuguesa?

Era uma empresa portuguesa. Inicialmente, começamos importar maquina de Alemanha, o nome dela é Schanzlin. Mas tarde fez uma sociedade com sócios.

Como é que começou esta experiência de gestão?

A própria administração disse que se ia embora. « Não temos condição para continuar, vamos embora ». Foram-se embora e deixaram aquilo nas mãos dos trabalhadores, as dívidas que a empresa tinha, tinha bastante dívida à Caixa Geral dos Depósitos na altura e foram embora. Nos tivemos que tomar conta da empresa mas depois saiu aquelas grandes dificuldades. Como é que os trabalhadores vão mexer no banco, etc... Havia certas dificuldades. E depois, por o intermédio do Sindicato Metalurgico de Coimbra, tentamos no Ministério da Industria e da Tecnologia, que era a entidade que nos dava apoio.

Como nasceu esta ideia de retomar a produção com os trabalhadores?

Foi o sindicato, o sindicato nos deu uma grande ajuda na altura. Hoje os sindicatos não tem força nenhuma, na altura o Sindicato Metalurgico tinha muita força, era da Intersindical tinha muito força. E mesmo o poder político tinha um poucado receio dos sindicatos. Os sindicatos tinham muita força no pais.

Tinham também o apoio de forças políticas?

Sim, os partidos de esquerda também apoiavam isso. Que mais tarde nunca resolveram nada. Porque a autogestão nunca foi resolvida. Recordo-me do governo socialista do Mário Soares: « Vamos fazer 100 medidas para resolver tudo ». E uma das medidas era as empresas em autogestão, penso que era a 17, nunca se mexeu. As pessoas tinham medo de mexer naquilo, era tabu, não queriam.

E está na Constituição.

Sim, está na Constituição, tem artigos na Constituição. E entretanto para nós, o Ministério da Industria a certa altura, passou uma credencial. Foi obrigado passar uma credencial. Foi eleita uma comissão de gestão em plenário e fomos ao Ministério da Industria e da Tecnologia e eles então passaram a credencial. Mandamos fotocópias para o banco e a partir daí podíamos assinar.

Tinha a possibilidade de mexer nas contas.

Exacto. Porque não havia dinheiro, tínhamos que trabalhar para o banco nos emprestar dinheiro. Foi outra grande dificuldade.

E qual era a estrutura desta empresa em autogestão?

Era a comissão de gestão e depois havia o plenário. Fazíamos o plenário para resolver as coisas mais graves. Contratamos um gestor profissional para lá.

Então tinha também um gestor?

Sim, tinha um gestor profissional. Porque nós não tínhamos condições na altura para coordenar. Nessa altura estávamos a importar máquinas da Itália e depois surgiu a dificuldade de conseguir o dinheiro para as importações, era difícil. E também nessa altura era o documento para a importação, isso que era muito difícil. A autorização de importação do ministério do Comercio Externo.

Importavam então a matéria prima?

Não, a máquina vinha completa. Nessa altura já não se fabricava o antigo motocultivador Schanzlin e começamos a importar só a marca [...]. Que um motocultivador mais versatil, de melhor aparência. Nessa altura era chegar, verificar os olios, meter agua no sítio e fazer reborque para a própria máquina. Depois vendíamos com reborque.

E esta experiência continuou até quando? Porque houve depois mudanças políticas.

O grande problema dos partidos, era uma situação que eles não queriam criar em Portugal, nem em um país nenhum na Europa. Não queriam criar, aquilo era « cuidado ». Aquilo era muito mal chegar as massas, as empresas. Não havia hipotese. Não queriam e andaram até estrangular. Não criaram as leis que podiam aprovar. No nosso caso, nós criamos mais tarde uma empresa paralela, uma cooperativa. Que era a Maquina Lousã, que todos ficaram sócios da empresa e foi andando. Foi andando, de vez em quando havia os plenários.

E quem impulsionou a ideia da cooperativa, foi outra vez o sindicato?

Na altura, eu estava no Sindicato Metalurgico de Coimbra, estive lá três direcções. E nós tivemos um advogado, era um individuo que sabia mais da autogestão no pais. Ele sabia tudo. Chamava-se o Soveral Martins. Era professor na Universidade em Coimbra. Ele era um espectáculo. Ele sabia tudo. Mais tarde ele queria por o Estado no tribunal porque não estava a cumprir aquilo que prometeu com as normas. Foi ele que fez todo o processo para a cooperativa.

Ele trabalhava no sindicato ou no exterior.

Nós tínhamos um jurista no sindicato, mas as coisas mais difícil, ia lá. Foi ele que fazia os estatutos, depois chegavam ao plenário para serem aprovados, havia uma rectificaçãozitas mas estava tudo mais ou menos correcto. Era uma barra. Penso que era o melhor advogado, ele sabia mesmo aquilo, estava dentro de aquilo. E tinha uma vantagem para os trabalhadores é que era um homem de esquerda e sem dúvida que ele lutava muito pela classe operária. E ele ajudava em que podia. E os ordenados deles nunca foram grande ordenados. Ele tinha uma vantagem espectacular, quando saía daqui para fazer uma cobrança, ele tinha sempre lá alguém que tinham sido aluno dele. [...]. Os funcionários gostavam muito dele porque era um professor espectacular e eles ajudavam. Nós ganhamos muito com isso.

E quais foram as dificuldades depois na empresa em cooperativa.

O poder político não dava asas ao banco ajudar por exemplo. Nós corremos os bancos todos e havia sempre muita dificuldade. Porque uma empresa criou-se em autogestão, « A autogestão, o que é isso?

O que se passa aí com autogestão? ». Nós não eramos inseridos nisso, não conhecíamos isso. Mas tínhamos a nossa favor que a empresa deixou uma declaração em que se foi embora de livre vontade, que deixou aquilo aos trabalhadores. [...]. Porque a empresa devia dinheiro a Caixa, penso na altura que eram em 8640 contos. Deixaram aquilo para os trabalhadores pagar. E podia ser resolvido aquilo mas é difícil. Os trabalhadores começaram e depois o problema social. « O que? O gajo vem aqui para ganhar mais que a gente. O gestor ganha x, mais aquilo ». Começou a divisão. Ninguém podia ganhar mais do que outro, era impossível. Havia profissionais, tinham que ganhar mais.

Havia então uma diferença de salário dentro da empresa.

Pouca, pouca. Até para o gestor foi obrigado a ir embora porque eles diziam que não podia ganhar mais. Era complicado.

A experiência acabou devido a estas divisões?

Teve uma experiência de 16 anos. Foi muito, foi a empresa que durou mais. Era muito empresa na altura que haviam, empresas também forte mas nesse caso, eles tinham corridos com os patrões e tomaram conta da empresa. As que continuaram tinham um bom poder económico ainda. Estavam sempre aflitas com o banco mas não tinham aquelas dificuldades, sem dinheiro. Porque as primeiras caíram logo. Mas meia-duzia delas aguentaram muitos anos, 10, 15 anos. Estou a me lembrar do Hotel Baía em Cascais.

E no caso desta cooperativa em particular, acabou porque as pessoas começaram a sair?

Acabou mais tarde porque começaram a sair. Eu também sai um ano antes. Porque entretanto havia lá um técnico de vendas que nas costas dos trabalhadores foi a Itália, disse que era impossível sustentar isso e conseguiu na altura levar os italianos a levar a máquina para Setúbal. E a partir daí começou a tremer tudo. Mas depois começamos a importar outra máquina e continuou mais uns anos. Mas as dificuldades financeiras começaram a aparecer. Sabe como é que, numa empresa começa a faltar o dinheiro, as pessoas começam a ter medo. E havia aquela empresa que era a Máquina Lousã e eles tinham uma cota já, já era um certo valor. E começaram a sair e quando saíam levavam o dinheiro da cota. O Soveral Martins era contra isso, « Não senhores, vocês vão-se embora mas a cota fica cá ». Mas não depois foi um plenário, as pessoas vão para fora e levam o que pertence a eles e assim foi. Saíam, levavam dinheiro. Começaram a sair muitos, foi uma situação que levou mais a que a empresa fechasse.

E depois fechou.

Fechou e por causa dessa dívida da Caixa ainda, que foi a prazo. Um indivíduo comprou aquilo, meteu aquilo a baixo e construiu blocos, apartamentos.

[...].

Dentro da cooperativa e desta experiência de autogestão, houve aprendizagem da parte dos trabalhadores. De fazer mais do que ser só trabalhadores.

Sim, sim. Foi bom. Nós deixamos o gestor, a nossa sorte no princípio foi de ter um bom gestor. O gestor é que fazia as encomendas das máquinas, porque na altura a importação podia ser pessima. Se

nós importamos por exemplo máquina de ceifar mas que não se vendiam, ficavamos com elas. Comprar uns tractores e não se vendiam, os tractores eram caros. Tinha que ser bem pensado, bem organizado, saber o que se fazia.

E a comissão de trabalhadores participia também neste processo?

A comissão de gestão mais tarde dava o parecer e nós confiamos plenamente nele. Era assim. Nessa altura, os italianos ainda nós facilitavam e não era pronto pagamento. Tínhamos uma encomenda de maquina e só na próxima que começamos a pagar. Tínhamos uma rede de revendedores a nível nacional, nós chegamos a ter na altura 35% do mercado nacional de motocultivadores. Só havia uma empresa aqui que superava-nos. Mas era uma empresa já muito antiga, que estava aí e que tinha uma boa máquina.

E tinha actividades culturais ou desportivas dentro da própria cooperativa?

Não. Houve uma altura em que se fez alguns torneios de futebol de salão, nos entravamos. Mas nunca avançamos muito para isso.

Houve ligação com colectividades ou comissões de moradores ou de trabalhadores da Lousã?

Nunca houve muita ligação, não. Ficamos muito isolado aqui no trabalho. Sai em 1985-86. Sai porque começou a parte social, pessoas começaram já a provocar mais isto, mais aquilo. Não havia aquela cooperação e ajuda entre todos. As pessoas não estavam preparadas, tinham que ter um patrão. Sempre tiveram patrão, se não há patrão isso é tudo nosso. Começavam a falar. Não pode ser.

Havia então problemas de organização, com muitos plenários?

Os plenários prejudicaram muito a empresa. Houve muito plenário, não devia ter tanto plenários. E os plenários haviam de ser depois da hora. Chegaram a haver plenários as 9 da manhã, chegavam, vinham de longe e estavam aqui 4-5 horas. Na altura, penso que podia marcar ao sábado ou ao domingo para não dar uma má imagem da própria empresa. E os italianos aproveitaram disso para nós tirar a representação. Foram 10-12 ou 15 anos a vender máquina. Fazer a nível nacional a cobertura, a publicidade. Vendíamos muito mais de momento por outro, levamos por o lado e caímos. Porque tiraram nós a representação.

Tem agora a sua própria empresa, pode-se dizer que aprendeu com esta experiência?

Sim, a aprendizagem tirou-se.

[...].

E via-se grandes diferenças no dia-a-dia na empresa quando começou a autogestão?

Sim, foi totalmente diferente. A disciplina, os horários. Depois na autogestão, não havia aquela disciplina. Tudo isso, o próprio trabalhador bandalhou. Quando não há organização é assim, não havia respeito. O encarregado estava assim, « Não você não manda nada », foi um mau. E não era todos, estavam dois ou três elementos para fazer isso.

E na sua experiência, o que faltou para ser uma empresa funcional em autogestão?

O que faltou realmente, foi as leis serem aprovadas e dar uma certa autonomia as empresas em autogestão. Podiam resolver aquilo, os trabalhadores podiam ter comprado a empresa. Porque na

altura, o administrador que era o Barradas tinha dito que quando se quisessem se fazia a escritura. Mas ninguém queria comprar, queriam era receber o ordenadozinho, no fim do ano um lucro que saísse. Era assim que eles queriam. Eles não queriam investir na dívida que a própria empresa tinha.

Havia portanto a falta de leis.

As leis faziam-se mas não eram para cumprir. Havia muito problema, em quase todas as empresas desse género, havia este problema.

Disse a pouco que faltou disciplina, o que podia-se fazer para melhorar isso?

Não era a indisciplina que prejudicasse muito o trabalho. As pessoas falavam muito, mas a própria empresa em si deu mau aspecto aos clientes. Mas penso que mais um pouquinho de esforço, a empresa hoje podia continuar como cooperativa. Porque o estado de autogestão certamente era para acabar porque o governo nunca ia permitir. Isto era para acabar.

E a cooperativa recebeu outros apoios exteriores?

Não. A cooperativa quando se fez era uma fuga para tentar fechar a empresa e ficar com o estatuto de cooperativa. Era só assim. Estávamos a pensar que a empresa mais tarde ou mais cedo era sufocada. A lei não saía, não era aprovada. Nunca mais ia se resolver o problema da autogestão. Portanto, a Maquina Lousã era uma empresa por cotas como a própria cooperativa era para salvaguarda isso. Mas tarde a autogestão vai terminar, como terminou, e vamos ter uma cooperativa, uma empresa. Vamos continuar a funcionar no edifício que é da Caixa Geral de Depósitos. Porque a experiência em autogestão estava condenada.

[...]

A autogestão começou em 1976. A cooperativa veio mas tarde, talvez cinco anos mais tarde.

[...]

E na altura da empresa em autogestão, tinha quantos trabalhadores?

20 e tal pessoas.

18. Aida Ferreira.

Entretien réalisé le 9 septembre 2013, à Lisbonne. 80 minutes.

Gostaria de saber qual era a sua situação pessoal antes do 25 de Abril. Já era assistente social. O CIASC está criado em Setembro 1974. Como ficou ligada a esta experiência?

A história começa com a seguinte: eu fui convidada para fazer parte do staff do 1º Governo Provisório do 25 de Abril, em Maio. O meu trabalho era de atendimento de todas as pessoas que se dirigissem ao Senhor Ministro ou aos Secretarios de Estado. Havia dois Secretarios de Estado, uma delas era a Engenheira Maria de Lourdes Pintasilgo, no Ministério das Assuntos Sociais. E portanto o meu trabalho era estafante. Porque atendia toda gente que queria falar com o Senhor Ministro ou Ministra e pensavam que era eu porque era o meu rosto que aperecia. E portanto, eu como assistente social, tinha tido uma experiência previa, porque terminei o curso em 1972 e portanto tinha trabalhado no terreno na area de Lisboa entre 1972 a 1974. Fiz parte de comissões, tornei um pouco conhecida porque estou bastante participativa. Em reuniões em que esteja, participo sempre. E alguém indicou o meu nome para eu ir para o Gabinete de Ministro. Eu não conhecia a Engenheira Pintasilgo, não conhecia pessoalmente. Claro que conhecia de nome. E portanto alguém indicou, uma colega que fazia parte do movimento Graal, que era um movimento em que ela pertencia. Nessa altura, eu já fazia parte da Comissão de Trabalhadores da Direcção-Geral de Assistência, foi eleita. E portanto estava a coordenar uma equipa de trabalho de intervenção de base no caso no concelho de Amadora. Amadora, que alias ainda não era concelho, pertencia a Oeiras. Estava a ter uma reunião com as colegas que eram cerca de 15 e recebo o telefonema a dizer que: « Amanhã tem que te apresentar no Gabinete porque indiquei o teu nome ». Mas a democracia, não é assim! Estavamos todos a viver aquele momento. Entretanto, claro eu fui, desliguei de fazer parte da Comissão de Trabalhadores e fui para o Gabinete. Foi um trabalho muito intenso, muito cansativo. Porque eu chegava a atender cem pessoas por dia. Iam de Norte a Sul do país para falar com o Senhor Ministro.

E provavelmente com assuntos muito diversos.

Assuntos muito diversos. Desde pessoas individuais. Depois fez um trabalho estatístico, mas ficou no âmbito de trabalho de Gabinete e não da CIASC, a maior percentagem de situações individuais e até de grupo, era relativamente aos cidadãos portadores de deficiência, física ou mental. Que não tinham qualquer recurso e continuam a ter neste momento ainda muitas deficiências de protecção social. E portanto, atendia todos os casos, desde aqueles que já tinham sido saneados, eu lembro que tive colegas saneadas. E portanto tive experiência que foi muito intensiva, foi de Maio a Agosto. Eu entrava as 9 da manhã e saia as 11 de noite. Comia uma sandes aí as 3 da tarde. Mas adorava aquele trabalho, porque atendia as pessoas em 5 minutos, 2-3, mas o meu entusiasmo de que com a revolução todo ia mudar e sobretudo os problemas sociais que era o meu âmbito, era central. Que as coisas iam mudar e que as pessoas queriam respostas imediatas. Lembro-me que o meu discurso era no sentido de

que a revolução ia proporcionar uma mudança mas que não era já, imediatamente, que aguardassem. Portanto, os reclusos foram todos postos na rua, saiu quase todos dos estabelecimentos prisionais, os doentes mentais saíram dos hospitais e atendia toda essa gente. Porque? Porque no Conselho da Revolução já tinham o meu nome e o meu número de telefone e indicação e toda gente mandava para mim. Desde o General Spínola, a mulher do General Spínola ia aparecendo. Eu criei um tipo de atendimento muito na lógica de aquilo que foi a minha formação profissional como assistente social. Que os problemas locais deviam ser resolvidos a nível local, com as estruturas locais, embora claro haja um planeamento a nível central e regional. Mas as respostas têm que ser locais. Porque a tendência que vinha do anterior regime de procurar uma resposta junto do Ministro ou do Secretario de Estado, eu conhecia pela minha intervenção que tinha tido três anos antes. E sabia que isso criava problemas, porque dei apoio a um Centro Social de Apoio de Bem-Estar, e havia um Senhor muito influente que ia directamente a Secretaria de Estado e conseguia centenas de contos. E então sabia que isso não era correcto, posteriormente eu tinha que fazer uma informação a justificar. Tinha essa experiência e também tinha a formação de como é que as coisas deveriam funcionar. E que a revolução ia proporcionar mudanças. Portanto, a certa altura eu era realmente muito cansada, a Engenheira Pintasilgo chama-me, eu trabalhava mais directamente com ela que com o Prof. Mário Murteira que era o Ministro dos Assuntos Sociais e ela era a Secretaria de Estado da Segurança Social. E portanto chamo-me e disse: « Aida, esta muito cansada e vê-se na sua cara ». Eu tinha 35 anos, estava cheia de força e de vida e não sentia o cansaço, gostava do trabalho. « Estou a pensar criar uma Comissão Interministerial e gostava que a Aida lhe desse força com a Teresa Santa Clara Gomes. Gostei muito do seu trabalho ». Tanto que depois que foi a pessoa que a acompanhou até ao Parlamento Europeu, fui sempre a assessora dela. Portanto damos muito bem, ficamos mesmo amigas. E portanto: « Gostaria que a Aida fizesse parte dessa Comissão ». E disse que sim, evidentemente. A Comissão foi criada e o objectivo era sobretudo a dinamização da função pública. Portanto, como é que nos começamos? Começamos pelas estruturas existentes, porque ainda estava muito próximo da revolução, elas existiam. Que eram reuniões a nível distrital com todos os governadores civis. Portanto, começamos pelas estruturas clássicas, no fundo de topo mas logo com um discurso de chegar a base. A sensibilização dos governadores civis era no sentido de, eles de acordo com os Presidentes de Câmara e depois com as instituições mais locais, criarem comissões a nível local para desenvolverem sobretudo uma outra forma de estar e de fazer da função pública. O que se pretendia era que a função pública estivesse um serviço das pessoas que se dirigiam a função. Porque havia um sistema autoritário e havendo esse sistema autoritário, as relações tinham que mudar, dos serviços com o público que atendia.

Pode-se dizer que a sua formação e vontade de responder aos problemas localmente foi essa ideia que foi desenvolvida na CIASC.

Sim.

Era uma fase de redefinição do papel do Estado e do aparelho administrativo no sentido de em

vez de fazer, era dar os ferramentas às populações. Basicamente, foi essa ideia-chave que foi desenvolvida na Comissão.

Exactamente. Porque a minha perspectiva de intervenção social como assistente social, e gostei muito do curso que eu tirei, foi no Instituto Superior de Serviço Social, tivemos professores excepcionais, era de que realmente, localmente e a nível de aquilo que se chama comunidade, que hoje é um pouco difícil de definir, era localmente que as pessoas podem ter a possibilidade de ser mais cidadãos, participando inclusivamente na transformação dos próprios serviços onde são parte activa desses mesmos serviços, para além dos técnicos. Portanto, essa perspectiva, eu tinha. E concretizei sem dúvida na CIASC. Depois dessas reuniões magistras, realmente eram um pouco caricatas porque as pessoas que estavam como governadores civis ainda eram do antigo regime. As coisas não tinham mudada. E portanto, nós aparecíamos com um discurso muito inovador. E lembro-me numa reunião, que era uma mesa que tinha quase um quilometro, exagerada mas era uma mesa muito longa, de Senhores todos engravatados, nós as duas mulheres. Era todo homem porque o feminismo também nessa altura tinha as suas limitações. E nós as duas numa ponta de uma mesa, explicamos o que nós pretendíamos que fosse a CIASC, o que pretendíamos que fosse a dinamização da função pública. Na altura usava-se mesmo o termo de dinamização que vinha muito das Forças Armadas, depois passou a ser animação sócio-cultural. E nos tínhamos bastante dinheiro do Orçamento de Estado. E nessa altura dizíamos que « Os senhores vejam quais são os problemas locais que existem porque nós podemos ajudar economicamente ». E lembro das intervenções serem do tipo: « Mas como é que eu sei quais são os problemas locais? E o que é que eu faço? ». Porque as pessoas obedeciam ao regime que vinha de cima, um regime autoritário. E portanto saber o que existia localmente não lhe interessava porque as pessoas do local tinham que obedecer aquilo que era previsto. Nós tivemos nuns lugares mais dificuldades do que outros, corresponde também a experiência do próprio país do ponto de vista político. A dominação política, muito pela Igreja católica. Eu sou católica de princípio, portanto não tenho nada contra, mas como sabemos o catolicismo tem um pensamento muito conservador.

Tiveram então mais dificuldades no Interior e no Norte do país?

Exactamente. Tinha mais dificuldade a Norte do país, sobretudo. E também nas zonas interiores do país, nas Beiras... Onde tivemos mais sucesso foi sobretudo no Alentejo, que se implementou uma comissão local em Beja, muito dinâmica e que interveio e fez formação. Mas antes de chegar aí, havia uma fase intermédia. Portanto, nós sensibilizávamos as estruturas que existiam e depois orientávamos logo para fazer formação no campo da animação sócio-cultural. E portanto aí, foi criada uma equipa com profissionais de várias áreas do social: psicólogos, juristas, pessoas formadas em sociologia, e que estavam destacadas e tinham e eram membros da CIASC para fazer essa formação. Tivemos também muitos refugiados políticos que vieram do Brasil, do Chile, e que foram logo aceites. Tinham uma experiência muito grande de animação que ajudava muito. Essa equipa de intervenção directa, depois a nível da formação era constituído por cerca de 12 a 15 elementos.

E a ideia era de fazer formação a grupos locais?

A grupos locais já profissionais, da função pública. Pessoas da função pública já a nível local. E aí passamos logo de um contacto magistral com alta estrutura para grupos, possivelmente de intervenção, mas ainda estávamos na fase de formação, a nível local. E aí fizemos por todos os concelhos, em todo o país. Chegamos mesmo aos Açores, a Madeira. E portanto, houve focos de maior adesão, como por exemplo eu lembro-me em Trás-os-Montes e em Beja, e também Açores que se interessavam muito e que avançaram no sentido de criarem comissões locais. Porque o objectivo era esse, a Comissão Interministerial criar comissões locais de animação sócio-cultural. E portanto essas comissões locais é que iam sensibilizar os funcionários públicos no sentido de se porem ao serviço da população, que era uma atitude e um comportamento totalmente diferente daquele que existia antes.

Portanto a ambição desta Comissão Interministerial era de reproduzir a estrutura a nível local.

Exactamente, com os diversos serviços que também estavam ligados a vários ministérios. Portanto nos íamos no campo da Segurança Social, da Saúde, da Educação. Os vários ministérios, sobretudo que têm acção directa, estavam representados. Nos serviços locais eram pessoas desses vários serviços que nos contactávamos. Claro que havia aqui um circuito de informação informal também, alguém conhecia alguém que era dinâmico, que estava interessado. Porque mesmo antes do 25 de Abril, havia alguns focos, sobretudo no Alentejo.

Este tipo de actividades eram uma maneira de resistir ao regime sem entrar directamente em confronto.

É preciso saber fazer. Mas havia pessoas, sobretudo no Alentejo que nós encontramos e também no Trás-os-Montes em Bragança, que tinham já essas bases políticas de como deveria ser a função pública.

Era uma postura inovador. E depois o Estado voltou um pouco num quadro de actuação mais tradicional.

Perdeu-se bastante. Depois em 1976, com as primeiras eleições, quando tudo se normalizou, nós, na Comissão, havia um núcleo central, a Teresa Santa Clara, eu e mais três ou quatro pessoas fizemos uma análise do que estava a acontecer. Portanto, nós estávamos a ser muito pressionados pelo Movimento das Forças Armadas que tinham o seu papel, e foi importante, mas que chegava por exemplo a uma aldeia e revolucionava tudo. E por vezes, a reunião era de duas horas, criavam uma cooperativa e depois diziam que apareciam daí a oito dias e não tinham tempo e não apareciam. Depois vim a apanhar os reflexos disso no projecto do FNUAP. Porque as pessoas quando nós apresentavam o projecto não acreditavam em nós. Tinham tido uma experiência negativa. E queriam, sobretudo o Movimento das Forças Armadas, que nós caminhassemos o ritmo deles. Mas nós sabíamos que a mudança de atitudes, comportamentos, a consciencialização dos problemas leva tempo. É um processo com uma duração pessoal e de grupo e mesmo a nível local. O ser humano não muda assim de um dia para outro. Portanto, aparecem sempre resistências. E sabíamos que o nosso trabalho tinha que ser a um nível mais profundo. Depois, houve alguns atritos digamos, até estão relatados num livro de um médico, Ramiro Correia, que faz uma apreciação da CIASC bastante

negativa. Dizendo que eram pessoas burguesas, um pouco a dizendo que não fazíamos um trabalho como devia ser, de fundo e no tempo em que era necessário. A certa altura, depois dessa reflexão, este grupo propôs a extinção da CIASC. Eu tinha também uma outra função, era formadora, fazia parte da Comissão. Por exemplo, a Teresa Santa Clara não fazia parte da formação, eu fazia, adorava fazer formação e ainda hoje gosto muito, por isso sou docente aqui. E também tinha um papel relativamente à organização orçamental. Nós tínhamos um orçamento e na altura pedimos a Secretaria-Geral do Ministério que se ocupasse da escrita do deve e haver da CIASC. « Não, não estamos para isso. Vocês é que tratam disso ». E então quem ficou com essa função das finanças, fui eu. Mas eu disse « não vou fazer », porque eu sabia como é que era a escrita da função pública, tinha estado num serviço público, era complicado. « Vou fazer uma escrita a minha maneira do deve e haver. As contas vão sair certas e portanto optei também para essa parte financeira ». Fiz todo esse registo com as justificações de todos os documentos. E é interessante verificar que nós fomos o primeiro serviço que pediu a sua auto-extinção e o primeiro serviço que devolveu o dinheiro. Devolvemos bastante dinheiro, que tínhamos. As contas bateram certas. Esta extinção deveu sobretudo do facto de acharmos que já não fazia muito sentido e que as coisas após as eleições, embora tivesse ficado localmente implementado iriam continuar no seu ritmo normal e de acordo com a sensibilização que tínhamos conseguido em cada um dos locais. É pena não haver uma investigação longitudinal [para] saber ao fim de dez anos o que aconteceu. Mas isso não foi feito. Eu também depois foi convidada para vários trabalhos, cada dois anos eu estava num projecto diferente, e portanto nunca mais voltei.

Falou a pouco de conscientização, é uma palavra-chave na obra de Paulo Freire. Ele visitou Portugal durante a revolução. Foi uma figura muito importante em Portugal na altura.

Nós tínhamos na equipa formadores, sobretudo os que vinham do Brasil e do Chile, que trabalhavam muito no método de alfabetização de Paulo Freire. Daí a nossa ligação também com a Direcção-Geral de Educação Permanente. E havia muita ligação, quem estava a frente era o Prof. Alberto Melo. Alias também estavam pessoas dessa Direcção-Geral na CIASC. E portanto, um dos aspectos que também procurava-se introduzir a nível local e que algumas pessoas do campo da educação tinham sensibilidade para isso, era saber que era absolutamente necessário haver alfabetização de adultos, porque havia muitos analfabetos em Portugal e sobretudo na província. E o método que foi utilizado, e depois também nesse projecto do FNUAP, foi o método de Paulo Freire. É simples e portanto as pessoas assimilam facilmente e aprendem aquilo que é essencial na alfabetização em pouco tempo.

E tem também uma reflexão sobre a maneira de fazer a educação. De valorização da cultura já presente numa comunidade, que tem a ver com esta postura de atender as necessidades locais.

Partir do conhecimento que as pessoas já têm. As palavras que eles conhecem, por exemplo: tijolo, panela, etc... Consoante o meio. O contexto está sempre presente na perspectiva de Paulo Freire, o contexto em que a pessoa vive. E é sobretudo o contexto de trabalhador, são os trabalhadores que são menos alfabetizados. Os trabalhadores das obras, do campo... E isso vem também de encontro da nossa perspectiva de dar lugar a aqueles que menos têm, a nível de tudo. E sobretudo a nível de

educação de base que é fundamental para a pessoa depois evoluir. Não tendo essa educação de base, desde o saber ler e escrever. Não sei se viu o filme que foi produzido, *Aulas e Azeitonas*.

Sim, sim.

Onde fala-se exactamente da questão da alfabetização.

Este filme é muito interessante porque além da vontade de mudar a educação, os meios usados são também inovadores. Usou-se diaporamas, filmes em Super 8. E a ideia era também disponibilizar estes meios as populações locais.

Exactamente. Sim, até aparece no filme a indicação de como é que a maquina funciona e aquela parte final do filme como é que se fez a montagem, e que também foi muito difícil. Sobretudo a pistagem do som. Teve que ser feito em França, não tínhamos ninguém em Portugal. O corte e depois a montagem das várias partes do filme com o som, isso foi dramático. Havia o teatro Comuna e havia um tecnico que era o único especializado em fazer a pistagem do som com o filme já cortado. Mas esse tecnico só trabalhava depois da meia-noite. Só trabalhava da meia-noite as 6 da manhã. E tive que ser eu a ir para lá muitas noites. Quase que ia haver um divorcio, porque tinha os filhos ainda pequeno! 9-12 anos talvez. Mas o meu entusiasmo, alias a animação sócio-cultural se faz com grande entusiasmo e amor e dedicação. E paixão, eu digo mesmo que é a paixão. A gente só pensa naquilo todos os dias, só pensa como é que pode alterar determinadas situações que não vão tão bem. Há uma reflexão constante nesse tipo de trabalho. E portanto, como eu vivia essa paixão não me importava trabalhar as 3 da manhã até as 5, de acordo com aquilo que o tecnico poderia fazer. Era eu que me disponibilizava.

Além de ser um trabalho, tem uma vertente de militância.

Claro.

Nos arquivos da CIASC, fala-se de três fases. Uma fase de inventário das situações locais, uma fase mais difícil de tentativa de coordenar as acções de diversos Ministérios e finalmente devido as dificuldades de coordenação, e finalmente a ajuda directa aos grupos locais.

Pensando retrospectivamente tem razão, já não tinha muito a noção destes três momentos, mas lembro-me dos acontecimentos. Não sei precisar exactamente, mas a meio da duração do CIASC, houve que fazer um balanço por várias razões. Razões de ordem interna, da equipa. Porque começou a haver também alguma tensão relativamente a algumas pessoas que nem sempre estavam de acordo, também não tínhamos que estar de acordo, mas punham em questão algumas metodologias nossas. Digamos que o pensamento não era único, e ainda bem que não era único, mas houve algumas questões internas que surgiram, contestação de um ou de outro membro, relativamente ao seu modo de proceder. Lembro de um membro da area da psicologia que era exceptional, e era o grande suporte até de Teresa Santa Clara, e eu comecei a sentir e tenho muito, digamos, muito aptidão para trabalho de grupo. Sento as coisas a distancia e fiz despoltar numa reunião aquele mau-estar que eu sentia que existia. Para expôr e para haver ali um balanço. E esse foi o momento de balanço em que as coisas se puseram novamente no seu lugar mas já de modo diferente. E realmente teve a ver com questões internas da equipa, modos de estar e de proceder diferentes. E teve a ver também com aquilo que já

referi, que foi a grande insistência do Movimento das Forças Armadas, também estavam representados na Comissão, para nos avançarmos muito mais rapidamente e sabíamos que não era possível. Nós tínhamos muitas reuniões gerais de avaliação para ver como é que as coisas iam. E nessas reuniões de avaliação cada um apresentava o seu ponto de vista com total liberdade. E lembro-me das coisas não serem convergentes e depois de se analisar isso muito bem, houve um ou outro elemento que saiu nessa altura. Um elemento da área da psicologia, eu pessoalmente tive pena que isso tivesse acontecido, porque era de uma profundidade excepcional, mas afastou-se. E depois houve uma outra viragem mais ligada ao apoio a aquelas comissões locais que ainda permaneceram. E foi esse o trabalho da última fase da CIASC. Portanto, apoiamos os grupos que se implementavam no terreno. Lembro que foi em Beja, em Bragança, nos Açores, não sei se houve mais alguma. Já estavam a funcionar, de certeza que depois continuaram o seu percurso. Isso foi bom e foi no âmbito realmente desse grupo de Beja que uns professores de Cuba, que é uma povoação perto de Beja, que depois nós pediram apoio para fazer esse filme, que já tinham iniciado. As primeiras filmagens são feitas para eles, a ocupação da quinta, nós não estávamos lá. E depois aí é um processo interessante, eu de vez em quando passo o filme aos alunos, de animação sócio-cultural e de consciencialização. Os alunos são do campo, aquilo é mesmo um meio rural na altura muito mais rural do que é hoje. E perguntei, eu também nasci num meio rural e por caso sabia como a azeitona se transformava em azeite, porque o lagar era perto da minha zona. E perguntei aos alunos se sabiam a transformação da azeitona que estavam a apanhar, participavam, em azeite. E eles: « Não, não sabemos. Acho que é no lagar ». E isso deu origem depois a uma visita de estudo com a professora de francês.

É um caso concreto de escola comunitária com uma ligação ao meio. Com contactos entre os trabalhadores da quinta e os alunos e a ideia que cada um pode ensinar.

Tinha havido também uma transformação, isso será bom ser analisado, dos currículos escolares em que os alunos tinham uma parte teórica de manhã e uma prática. Ora ali era um exemplo em que a parte prática poderia ser feita na quinta, ligada aos conteúdos teóricos que tinham da parte da manhã. Isso foi muito interessante. O electricista, como é que eles montaram a electricidade na casa que não tinha, pecuária, agricultura, etc... Eles tinham exercícios práticos. E a ideia do Super 8 começou sem dúvida com os professores que estavam no local que tinham uma máquina e depois perderam-nos apoio técnico e portanto foi a Teresa Morais e eu que fomos para o terreno e fizemos as entrevistas. E portanto foi um processo não muito longo, cerca de cinco meses. Fizemos o levantamento mas estavam histórias que não aparecem na CIASC e que já agora gostaria de lhe dizer. A CIASC terminou, depois há uma mudança, há as eleições e algumas pessoas que tinham sido saneadas na altura do 25 de Abril voltaram. E voltaram para os ministérios e eu ainda lá estava. E algumas dessas pessoas eu conhecia-as. Então, nós tínhamos uma sala do Ministério dos Assuntos Sociais as com as fitinhas todas do Super 8 penduradas aí para fazer a montagem. E entrou uma dessas, era a minha colega mas tinha tido um posto elevado, e chega lá e disse: « Isto tem que desaparecer já daqui porque isso não é trabalho para se fazer em ministérios ». E eu digo: « Mas como, isto é um filme que está a

ser terminado ». « Não isto amanhã tem que sair daqui ». Meti o meu Mini a porta e aí que nasce o espólio da CIASC. Peguei em tudo, tudo o material que tinha, entretanto pediu-se ajuda a Direcção-Geral de Educação Permanente e fomos para lá acabar o filme. E o filme foi acabado na Direcção-Geral de Educação Permanente, eles nós deram todo o apoio, o Alberto Melo. Foi aí que depois fiquei algum tempo ligada a Educação de Adultos. Mas foi um poucado doloroso. E ainda uma outra coisa, nós tínhamos muitas pastas de arquivo, tínhamos 30 e tal, eu consegui reduzir para 18. E acho que isso foi muito bom e tenho muito orgulho de ter feito isto, porque foi uma consciência que aquilo era histórico no momento. E perguntei ao empregado perguntei-lhe: « Então estas pastas, onde vão? ». « Isto vai para a cave, há lá ratos, há lá inundações. Isso desaparece tudo. É melhor a Senhora Doutora levar ». E então, eu peguei nas pastas todas e andei com elas atras de mim anos. Iam para um serviço, a minha casa já não comportava e então nos sítios onde eu ia levava as pastas atras de mim. Eu achava que aquilo não podia perder-se. E depois a Teresa Santa Clara entrou em contacto com o Prof. Boaventura Sousa Santos e depois foi eu que levei as coisas até Tomar no meu carro. Vieram de Coimbra a Tomar e portanto entregamos todo isso. Mas sinto-me, e agora com a sua entrevista, penso assim, afinal passados 30 anos isto ainda da frutos. [...].

Acha que neste período houve muito nos ministérios e nas Direcções-Gerais este processo de apagamento de aquilo que foi feito durante o período revolucionário.

Acho que é um questão essencialmente política, de visão política. Há pessoas que acham que tudo deve ser comandada a partir do poder político que está instituído na altura, outros que também sendo políticos acham que a base é fundamental. É fundamental que as pessoas participem, que se mexam. Apesar que neste momento, mesmo ainda há um certo predomínio ainda das estruturas fundamentais, mais de comando. Mas voltando ao 25 de Abril, havia estas duas visões. Na medida em que após as eleições, tudo se normalizou e houve aqueles processos políticos do 25 de Novembro, que foi uma viragem. Houve sobretudo três correntes: uma mais moderada, o Partido Socialista, uma mais direita, PSD-CDS, outra mais de esquerda, os partidos de esquerda, PCP... Na altura, é interessante o apoio que nós estivemos dos professores, eram do MES, o Movimento de Esquerda Socialista e eram fantásticos. A visão que eles tinham.

É isso tem ligação com o movimento do poder popular que nasce depois do 25 de Abril. Creio que cada experiência de Comissão de Moradores ou de Comissão de Trabalhadores tinha, na sua base, uma perspectiva de educação e de animação.

Exactamente. Daí surgir uma resolução dos problemas, era isso que se esperava. E depois fizeram o caminho para conseguirem essas coisas, já se constitui como aprendizagem. O saber, como é que a luz chegava, como é que água chegava, como é que o saneamento básico chegava, era uma aprendizagem para o futuro. Isso tudo faz parte dos canons da animação sócio-cultural. É um processo, digamos, educativo, formativo e que se deseja que o animador cultural quando as pessoas já estão aptas a caminharem por si, o animador cultural vai para outra comunidade e desenvolve noutra comunidade mais atrasada o processo que seja necessário. Isso é mesmo a intervenção social, tal como eu a entende

como assistente social, é de que nos não nos instalamos permanentemente numa comunidade, ajudamos a comunidade a evoluir, a perceber, a saber, e depois passamos a outra. Portanto não é posto de trabalho para o resto da vida. É isto que trasmito aos meus alunos, é realmente ensinar as pessoas a ajudar e a eles evoluírem, já sabem como é, fica implementado o foco que as pessoas depois caminham e depois a comunidade caminha por si. Isto é o desejavel, não quer dizer que acontece sempre.

O papel do animador deve ser muito complicado. Porque quer mudar a comunidade mas não pode tem que ensinar a autonomia e pode decretar a mudança.

Isso é o processo de conscientização. Foi isso que me aconteceu no projecto FNUAP, que ainda hoje é muito falado, que foi em Castro Daire. A FNUAP tinha que ser uma zona tradicional e então o que acontece é que o planeamento familiar só começou, e era a minha previsão, por isso o projecto era de dois e na altura eu reformulei todo e pedi portanto ao FNUAP quatro anos e justifiquei porquei. Um ano era de sensibilização, e foi esse ano que foi preciso para as pessoas depois quererem elas próprias aprender o planeamento familiar. Depois dois anos de formação e um ano de avaliação. E eles aceitaram esta perspectiva, foi considerado um projecto exemplar. Porque nós não podemos, e eu sabia isso da formação, não podemos chegar junto das pessoas, eles têm um conhecimento dos seus problemas. E este não era necessariamente o mais importante. O mais importante era o saneamento básico, a desparasitação dos miúdos, a professora da escola, era uma serie de outros problemas que nos abordamos durante um ano. A alfabetização. Eram os problemas que as pessoas sentiam e foi por esses que nós começamos. Dissemos logo na assembleia de aldeia que o nosso objectivo era esse, o planeamento familiar. Mas só o fariamos quando as pessoas entendessem que queriam. É uma regra de ouro, dizer qual é o nosso objectivo, de onde vem o dinheiro, de onde vêm as verbas para aquilo porque depois começa a haver milhantes de ideias sobre de onde vem o dinheiro, quem é, porque é e o que pretendem. Portanto ser tudo muito claro e isso logo desde o início. Mas também por as pessoas a vontade. Nós trataremos do assunto, seja ele qual for, quando entenderem, dirigindo ao nosso público-alvo, que eram as jovens mulheres e as mulheres. Hoje teriam que ser sempre os homens também, mas na altura não. Já fiz um artigo sobre essa crítica. E portanto é uma regra de ouro, começarpelos problemas que as pessoas têm, embora se esteja ligado a um problema que pode vir do poder central, national ou mesmo neste momento da União Europeia, da Comissão Europeia mas temos que ter sempre o cuidado, o objectivo da Comissão ou do país é este, as pessoas têm estes objectivos, tem que haver um ponto de encontro. E esse ponto de encontro só é possível a partir das pessoas. São elas que vão fazer o caminho. Nós, profissionais, vamos apoiando, vamos fazendo, temos os nossos objectivos, percebemos o amadurecimento de ideia e é aí que depois vamos intervir. Para mim, isto é fundamental.

Alias, na pedagogia do Paulo Freire, o estudo do meio é fundamental antes de começar uma experiência de animação ou de educação.

Nós temos vários autores em serviço social também muito bons. E realmente esse conhecimento, eu o

tinha da formação. E felizmente que o captei, porque as vezes a gente não capta tudo que aprende nos cursos. Mas é fundamental essa ideia, é a partir das pessoas que nós podemos trabalhar e dos seus valores, e se os seus valores vão ser alteradas tem que ser sempre com a consciencialização por parte das pessoas da alteração desses valores. A imposição é impossível. A comunicação fica fechada, depois não há comunicação entre as pessoas. O aspecto da comunicação é fundamental, nós devemos ter muita comunicação informal. Portanto falar com as pessoas informalmente, é aí que se capta muito daquilo que as pessoas desejam, de que querem, das suas aspirações...

E provavelmente os militares do MFA não davam tempo a esta mudança a longo prazo. As próprias Campanhas de Dinamização Cultural são a curto prazo.

Eles também tinham objectivos diferentes. Pensando agora a longo prazo, houve falta de dialogo entre os objectivos deles, o que eles pretendiam e como faziam e os nossos. Embora fosse explicado. Eles pensavam, é preciso que nasce aí uma cooperativa, que se faça aqui uma estrada, vias de comunicação havia muito pouco, eles abriram as estradas com os militares por aí fora e isso foi muitissimo bom. Mas é trabalho concreto, é trabalho digamos manual. O nosso trabalho é pessoal e humano. Uma coisa arrastar outra ao mesmo ritmo é impossível. Fazer uma estrada, metem não sei quantos homens, metem os caterpillares, metem as máquinas e fazem a estrada. Criar uma cooperativa ou um café, está aqui criado, os sócios, está aqui o início da cooperativa. Mas depois o resto? E esse nosso trabalho ia mesmo na linha de poder sustentar aquilo que tinha criado mas não ao ritmo deles, era impossível. Era impossível. Mas também num momento de revolução, o que é que se espera? Mas foi o melhor período que eu vivi na minha vida.

Depois destas experiências, trabalhou na Direcção-Geral de Acção Cultural em 1981 e 1982 onde fazia também formações. E participou também na organização do Encontro de Associações do Distrito de Santarém em Coruche.

Fiz parte da organização. Eu estava a dar o apoio tecnico aos centros culturais, que tinham sido criados mas que também tiveram uma grande reacção e foram extintos. Eu dei sobretudo apoio ao Centro Cultural de Santarém. Organização, por exemplo lembro-me para eles terem acesso a determinado tipo de subsídios, tinham que ter actas. E eles não tinham nada disso. E então eu pedi-os os papéis todos, « Ah, nós temos notas soltas, somos incapazes de organizar aquilo ». « Traguem isso tudo ». E eu peguei nos papéis todos, organizei. Vi a sequencia, porque estava muito habituada a reuniões e pos as actas todas em ordem. E ele disse: « Mas parece que estive lá. Isso está como se estivesse lá ». Foi um pouco a experiência e saber também como é que as coisas funcionam em grupo, eu gosto muito de trabalhar em grupo. Eu tinha Santarém como a minha area, tinha também como objectivo, sobretudo nessa altura ainda não tinhamos cursos de animadores culturais. Portanto eram assistentes sociais sobretudo, sociólogos, psicólogos, havia um núcleo de animadores culturais que foi até criando os cursos que existem. Por exemplo, participei com um amigo meu sociólogo, que foi o primeiro director desse curso, e criamos até um curso em Tondela. Fomos nós que fizemos o curriculo do curso de Tondela que hoje é uma licenciatura. Portanto, o objectivo da animação sócio-cultural era segundo a

mesma linha. Fazer a base mexer e fazer mexer no sentido que as populações o desejassem.

E então o objectivo deste Encontro de Associações era de partilhar, de coordenar as acções numa fase menos favorável a nível de apoio do Estado.

A ideia partia do tal núcleo, dos chamados animadores culturais, dos quais eu também fazia parte como assistente social, e fazer um balanço de como estava a animação sócio-cultural à nível do país. E portanto houve um encontro em Coruche, depois houve outro no ISCTE.

Tem vários encontros nacionais em Coimbra e Lisboa. E o último em 1984.

Acho que foi esse que foi no ISCTE. Nos primeiros, eu acho que não participei porque estava exactamente ocupada no projecto do FNUAP. E depois participei no de Coruche e participei no do ISCTE também. Mas digamos que era um grupo, não tinha por trás nenhuma estrutura. Era um grupo de pessoas que se interessavam pela animação sócio-cultural. Muitos estavam ligados a Universidade, alguns eram professores no ISCTE, outros professores na Universidade do Minho.

Tinha também o Centro de Apoio às Organizações de Base (CAOB) que ajudou sempre a realização desses encontros nacionais. Um dos principais dinamizador, Esaú Dinis, era professor no ISCTE, acho eu.

Exactamente, Esaú Dinis. Que foi o primeiro director deste curso, foi ele que me trouxe para cá. E portanto, eu trabalhei sempre desde a CIASC, ainda hoje somos amigos. Ele está aposentado e ligado a essas questões de animação sócio-cultural, ele ainda faz artigos e há pouco foi em Trás-os-Montes participar em coisas desse tipo. Digamos que não havia uma estrutura como a CIASC, que era um serviço público criado, havia a vontade de algumas pessoas de fazer esse tipo de trabalho. Mas que depois deu resultados, deu origem aos cursos de animação sócio-cultural. [...]. Foi a partir de pessoas que acreditavam mesmo na animação sócio-cultural. O Esaú também tinha estado muito tempo em França e portanto tinha a experiência de o que acontecia lá e na Bélgica.

O CIASC era uma estrutura do aparelho de Estado e no anos 80 parece que o projecto de animação sociocultural encontra-se mais na sociedade civil ou nas actividades de grupos mais informais de militantes.

Sim. Mas penso que tem algum apoio económico. Portanto essa instituição [o CAOB], eu também foi a várias reuniões. Era aqui em Campo Grande, numa vivenda pequenina e eu participei muito. E faziam-se trabalho. E devia ser ligado, ainda não tenho a certeza, possivelmente a Direcção-Geral de Acção Cultural, onde o Esaú Dinis esteve a frente de um departamento. E ele conseguiu determinado tipo de verbas para termos esse serviço, depois onde trabalhavam vários animadores sócio-cultural.

Disse a pouco que conhecia bem a Maria de Lourdes Pintasilgo, ela candidatou-se na presidencia da República em 1986.

Eu fiz parte da campanha e do núcleo distrital de Lisboa.

Parece uma tentativa de recuperar uma herança do Graal, da CIASC, da DGEP. As próprias palavras usadas na campanha, focam-se muito na educação popular ou permanente, na democracia cultural. A animação está na base desta campanha e na maneira mesma de fazer a

campanha sem partido e com o apoio de vários grupos.

Exactamente. O movimento MAD, que brincaram com a palavra, « mad » é malúco. Brincaram com a palavra. O movimento MAD teve muita repercussão, sobretudo numa classe bastante intelectual e em pessoas mais sensibilizadas para os problemas da população. Fiz parte do grupo de Lisboa, lembro-me de um encontro que houve no ISCTE, que foi assim assombroso, foi espectacular. Foi muita gente. Mas digamos que a Lourdes Pintasilgo tinha uma característica: ela chegava ao topo da classe intelectual e chegava também a população de base, talvez pela implementação do Graal. Mas talvez neste meio entre o topo da classe intelectual, que não era toda, alguma específica, aberta a estas ideias, e o trabalho de implementação do Graal na base, eu penso que no meio falhava aí o suporte. Não havia suporte de partido, ela também não o queria, eu a conhecia muito bem. Já agora um pormenor, transformámos em amigas, ela passava férias numa casa que eu tenho no campo e ela ia muito para lá descançar, quando ela tratou das coisas de Timor-Leste, que também foi uma das pessoas que tratou disso muito profundamente com o general Eanes. Eu acho que a campanha dela foi muito viva, o encerramento, eu estava lá, nós estávamos no pavilhão Fernando Reis, que é um grande pavilhão. Estava cheíssimo de entusiasmo. E a seguir os resultados foram...

E parece que os próprios militantes não estavam a espera desses resultados. Uma campanha sem estrutura, sem máquina eleitoral que são os partidos que cresce com o apoio de grupos locais e um resultado eleitoral de um pouco mais de 7%.

Pois, não esperávamos. Mas a minha leitura, logo a seguir foi um pouco de que ainda permanecia muito a ideia de que é o homem que manda. E ela era uma mulher. Era uma mulher diferente, era uma mulher intelectual, de muito valor, que toda gente reconhece. Mas quem manda é o homem. Eu acho que passa muito por aí. E eu lembro de ter uma conversa com ela, porque ia muito a casa e ela estava muito triste, ela ficou completamente abatida naqueles dois-três dias, eu estive com ela e disse: « Não se preocupe, seja uma mulher internacional ». Ela ficou muito seria a olhar para mim. « O seu lugar é a nível internacional como embaixatriz deste país ». Porque ela já tinha essa função, na UNESCO, ela era a representante do Pápa na Universidade das Nações Unidas e portanto é uma mulher que tem nome a nível internacional e representa muito bem Portugal. « E aqui davam cabo de si », acho que foi mais ou menos a expressão. Mas ela ficou muito triste, aquilo custou para aí oito dias de profunda tristeza.

Ela tinha provavelmente a certeza de conseguir mais votos, ela também não estava a espera.

Não, ninguém estava. Eu lembro-me na campanha apitar com o meu carro, quando nós cruzamos, acho que era Mário Soares, ali na Baixa, cruzamos, olhamos uns ao outros. Mas a nossa campanha tinha uma vitalidade enorme. Eu acho que fundamentalmente é isso, o país ainda não estava preparado para ter uma mulher, embora conhecida e toda gente aprecia o seu valor para dirigir o país.

Acho que o papel do partido é também central. Que hoje em dia os partidos estão em todo lado. E depois desta campanha, em 1987 a Maria de Lourdes Pintasilgo está eleita no Parlamento Europeu como independante mas numa lista do Partido Socialista. Parece que já não era

possível fazer política sem ter um partido atrás.

Isso é uma discussão que eu tive com algumas pessoas. Eu filiei-me num partido, no Partido Socialista muito tarde. E foi até por reacção ao facto de eu estar num serviço público e ter sido posta na prateleira. Eu adorei estar na prateleira, quando eu digo isso em qualquer sítio fica tudo a olhar por mim. Foi muito bom, foi a partir de aí que eu estudei, foi tirar o mestrado. E portanto eu fui posta na prateleira porque não aderiu a um determinado partido que queria que eu preenchesse a ficha, que uma pessoa influente estava a frente desse partido, que era o PSD. Estava com muita força, eu não aderi porque não concordava com muita coisa. É interessante verificar que desde sempre, desde o tempo da CIASC, as pessoas diziam que eu tinha uma mentalidade Partido Socialista. Até alguns diziam com um ar depreciativo. Ainda me irritava porque nessa altura eu era muito pouco politizada. Era politizada no sentido de saber dos direitos humanos, de cidadania, mas partidariamente eu não era politizada. E muito poucas pessoas em Portugal o eram. E portanto, eu tinha esses ataques, eu e outras pessoas. [...]. Aprendi depois, com o tempo foi aprendendo os ideais de cada um dos partidos e mais tarde, acho que foi nos anos 1990 que realmente me liguei ao Partido Socialista. Participou, até neste momento faço parte, que nem esperava, na Junta de Freguesia de Benfica, para a Assembleia da Junta de Freguesia de Benfica. Mas eu sou muito crítica em relação a vida dos partidos. Eu inicialmente participei bastante no PS, quando me inscrivi e toda gente lá me conhece na secção de Benfica. Aquilo que me faz confusão é de que dentro dos próprios partidos há muita divisão. Há muita divisão, formem-se grupos e sub-grupos. Eu queria um discurso em função do país dentro do partido, isso não acontece. [...]. Eu penso que muita gente hoje em Portugal e se calhar nos outros países também, está muito desiludida com a vida partidária. Eles acabam para ter muitas regalias, acabam por fazer a sua carreira logo nos « J ». E é aí que há as tais divisões se fazemos essa leitura de grupos e sub-grupos, e quem vai a frente e quem consegue lá meter os amigos que estão dentro desse grupo. E há uma luta pela chegada ao poder que depois não é em função das populações. E aí está a minha perspectiva da CIASC, é que tudo deveria ser feito em função das populações, e não em função dos amigos e dos partidos e das famílias... E essa visão, a Maria de Lourdes Pintasilgo tinha. E a perspectiva dela era sempre em função da evolução da sociedade, das populações. E realmente perdeu-se. O funeral dela em que eu fui, não houve um elemento do estado. É impressionante. Eu fui lá, estava muito pouca gente, para aí 50 ou 60 pessoas, é impressionante. Acho que a História, um dia, dizer alguma coisa sobre isto.

Como é que foi o processo para ser candidata pelo Partido Socialista no Parlamento Europeu em 1987?

Os pormenores, não lhe sei explicar. Não sei. Penso que ela se identificava com alguns aspectos do Partido Socialista, independentemente de Mário Soares ou não. Portanto a ideologia do Partido Socialista e foi por aí. Certeza que foi um convite de que partiu do Partido Socialista.

19. António Brandão Guedes.

Entretien réalisé le 11 septembre 2013, à Lisbonne. 49 minutes.

A BASE-FUT já tinha actividades de animação sócio-cultural antes do 25 de Abril. Tem uma campanha de alfabetização em 1973.

Sim, relativamente a essa parte tenho alguma informação mas não muita. Porque eu não participei dessas acções do CCO. A informação que eu tenho não é directa. Porque ainda não estava no CCO, entrei com a BASE. No fundo, o CCO era uma escola de formação de militantes sindicais, culturais. E portanto as práticas de alfabetização já eram conhecidas na década de 1972-73, por causa da influência do Paulo Freire. Em que as pessoas já conheciam os livros dele, principalmente a *Pedagogia do Oprimido*, já dominavam algumas das técnicas de alfabetização.

Portanto já tinham esta perspectiva mas o 25 de Abril permitiu o crescimento destes movimentos, sem repressão. E em Novembro de 1974, acontece a criação da BASE-FUT no plenário da Costa da Caparica. Houve um alargamento de militantes ou a maioria vinham do CCO e da JOC?

Exacto, a maioria era. O pessoal que vinha do CCO, foram os criadores da BASE mas o CCO continuou como equipa e com alguma especificidade. A maioria até eram professores. Havia um grupo muito importante, que alias esteve na criação do Sindicato dos Professores, e mantinha uma actividade bastante grande em termos de produção, de publicação de documento, de reflexão... E da tal alfabetização, que funcionava como equipa e ainda funcionou vários anos.

Porque até inicialmente, a BASE era uma editora.

Exactamente, a BASE era as edições. E portanto o CCO continuou com aquelas pessoas e outras que foram alargando, a animar diversas actividades culturais, nomeadamente a questão da alfabetização. Havia pessoas que estava mais para a intervenção sindical. Também depois aquilo estava tudo ligado, porque defendiam um sindicalismo cultural. E diziam mesmo, político e cultural. Isto é aquelas pessoas acreditavam muito, hoje acredita-se menos, que o sindicalismo era um poderoso instrumento de transformação cultural. No fundo, pediam muito ao sindicalismo, penso que as pessoas viviam e pediam muito. O sindicalismo pode construir uma outra sociedade. No fundo, reatavam um pouco a concepção do anarcho-sindicalismo.

Porque depois é o partido que encarou este papel político. Mas na BASE-FUT, era então um sindicalismo político. Na lista dos plenários nos anos 1970, tem sempre uma centena de pessoas.

Nestes anos ultrapassou. Entre 1975 e 1980, ultrapassou a centena. Eram 150-200 militantes que normalmente iam ao plenário.

E isso dá uma ideia do peso da BASE-FUT na altura?

É muito difícil na BASE, porque não havia muita organização burocrática. Não havia e não há. Portanto havia pessoas que diziam que eram militantes quando a gente nem as conhecia. E a gente

aceitava-os a trabalhar, não tinham ficha, não tinham cota. Ainda hoje acontece um pouquinho, embora as coisas estejam mais organizadas, não quer dizer melhores. Portanto eu acho que nos melhores momentos, a BASE-FUT, a sua ligação com pessoas que trabalhavam com alguma influência nunca ultrapassou o milhar de pessoas. Eu penso, um milhar de pessoas que de algum modo faziam um trabalho, uma referência a BASE-FUT. Mas isso é difícil.

Ainda mais no caso de actividades de animação que podia ser mais punctuais com pessoas a colaborar.

Exatamente. E as pessoas eram muito relitantes a dizer a uma pessoa para depois meter uma ficha e pagar uma cota. Era e é muito relitante. Naturalmente, havia sempre um núcleo mais duro, que nunca ultrapassaria cem pessoas.

E este núcleo central vinha na sua maioria da experiência do CCO?

Sim, sim. A maioria, direi esmagadora, vinha dos movimentos da JOC, do CCO. Depois havia alguns companheiros que aderiam, tinham nada ver com os movimentos católicos. Vinham de movimento, inclusive de luta armada e antifascista, como é o caso da LUAR. Havia dois companheiros que tiveram essa experiência, que vieram da resistência armada e que filosoficamente se enquadravam, depois da liberdade, no estilo de trabalhar da BASE. Não queriam um partido, também não se justificava a luta armada e portanto foram para o movimento que eles sentiram que era próximo. Havia dois ou três companheiros que vieram da LUAR.

E a LUAR teve um papel importante nalgumas experiências de poder popular depois do 25 de Abril.

Pois, teve. Nomeadamente, estiveram bastante envolvidos na Torre Bela.

E militantes da própria BASE entraram em experiências de poder popular?

Sim. Uma parte dos militantes continuava muito ligado ao sindical. O sindical desempenha um papel muito importante, na CGTP nomeadamente. Era, digamos, o principal movimento de mudança, de transformação, económico, de rua, social, etc... Uma grande parte estava nessa luta que era muito complicada. Porque as empresas fechavam, caíam em falência e era preciso constituir órgãos dos trabalhadores, mas o concorrência também era muita dura, muita aguda. E portanto isso envolvia muita parte da energia das pessoas. As pessoas menos ligadas ao sindicalismo, no sentido de não ter tanto responsabilidade no sindicalismo, integraram muitos as comissões de moradores, nos bairros.

Na maioria eram experiências muito interessante porque integravam a vida do bairro.

Era. Algumas cooperativas. E havia ali aspectos, por exemplo as comissões de trabalhadores, não havia muita gente ligada. É engraçado, não havia, havia mais ligados aos sindicatos. E depois, quando foi de uma experiência chamada os Grupos Dinamizadores de Unidade Popular, os GDUP, a volta do Otelo, aí uma grande parte das pessoas. E depois a BASE-FUT aí radicalizou-se muito e portanto houve muita gente ligada a Acção Católica que desveiculou. Foi isso e a questão da UGT. Foram processos muito difíceis. Foram dois processos que, não houve cisão mas houve gente que abandonou. Claramente, a questão da UGT foi muito dura, houve duas ou três reuniões muito difíceis mas a

solução foi razoavelmente interessante, as pessoas do sindicatos que iam para a UGT, normalmente eram sindicatos históricos. E eles iam para a UGT e nós achamos isso normal. O sindicato decidia ir para a UGT, vai para a UGT. E portanto, não havia problema nenhum relativamente a estes movimentos. Mas o facto político e ideológico fez fratura.

Do ponto de vista da BASE-FUT, a vontade era de manter a unidade sindical. E dentro da CGTP, tinha uma grande influência do Parti Comunista.

Na altura, não era tanto como agora. As chamadas minorias tinham bons quadros, os socialistas tinham bons quadros, esta area também tinha bons quadros. Mas mesmo assim, eles, pouco a pouco, porque tinham uma experiência de organização muito mais eficiente.

Historicamente, o Partido Comunista vê-se como uma vanguarda e procuram controlar as estruturas.

Eles tomaram conta. Enquanto os outros não tinham essa preocupação primordial e portanto depois, pouco a pouco, eles foram fazendo o seu trabalho. A preocupação era manter a unidade apesar de tudo.

Porque a UGT nasce um pouco da vontade de desligar o sindicalismo do partido político. E nunca houve na BASE-FUT a vontade de criar um novo sindicato?

Da nossa parte, não. Houve várias entidades. A BASE foi convidada directa e indirectamente, primeiro para passar pelo PS, depois para a UGT e antes disso foi convidada a fazer uma corrente autonoma, uma central. Logo a seguir, até com pessoas vindas da Igreja, que pretendiam esse objectivo. Mas isso foi claramente posto de lado, de imediato. Antes de sair a UGT, a tentativa de fazer uma socialista em que nós englobesse, também foi uma tentativa, inclusive do Mário Soares e da CFDT francesa. Mas nós mantemos sempre essa posição de evitar o mais possível. As pessoas intuam que a divisão partidária mais tarde ou mais cedo ia enfraquecer as organizações. É evidente que a unicidade em si, permitia o controle mais forte de uma entidade. Como é evidente isso permitiu o controle.

A organização focou-se mais na preservação da unidade do que uma maior liberdade de movimento que podiam ter se tinham uma central diferente.

Sim, sim.

E em 1977 tem uma abertura a nível da CGTP que aceita partilhar a direcção. Com Joaquim Calhau por exemplo.

Exacto. Portanto aí os socialistas dividiram-se também. Um grosso da malta dos bancários, seguros e outra gente socialistas avançou para a UGT, criaram mesmo a UGT, eles foram sindicatos fundadores. E outra gente socialista, mais ligada ao sector operário ficou na CGTP. Se os socialistas, ou a BASE ou outros, fossem dizer para o sector têxtil que era para abandonar a CGTP para a UGT, essa proposta perdia. Porque os trabalhadores não aceitavam. Independentemente de serem PC, de não serem PC. Eles não aceitariam essa proposta, naquele momento não.

A Intersindical é uma das grandes conquista, este movimento unificado.

Exactamente. E aquele sector operário, digamos, sentia que iria perder mais. As pessoas sentiam que iam perder mais com a divisão. Quanto os bancários estavam a ganhar claramente. O outro sector

têxtil, da limpeza... Era difícil neste contexto, mesmo na ideia de nós quisermos eventualmente avançarem, nessa altura, faltava saber se os trabalhadores da base aceitariam uma coisa dessas. As pessoas não estão assim tão poderosas como as vezes pensam.

E era uma altura em que o Partido Socialista estava no poder e já tinha tomado algumas medidas poucas populares.

Exacto. E depois a UGT avançou porque teve quatro ou cinco sindicatos muito fortes com dinheiro e por trás os alemães, os americanos a financiar porque uma coisa daquelas precisa de muito dinheiro. Nós, em termos internacionais é evidente que teríamos os meios que nunca tivemos se nós avançassemos por aí, os meios apareciam. Como é evidente. Agora, faltava saber se o resto seguia. E por opção filosófica e política, não o quisemos fazer.

Encontrei documentos a falar dos três sectores de intervenção da BASE-FUT: a parte sindical, a parte política e a parte cultural. Mesmo que provavelmente seja difícil distinguir os três. A nível político refere-se muito a uma concepção não partidária da política. E uma das realizações neste perspectiva é a 1ª Conferência pelo Socialismo Autogestionário. Como nasceu esta conferência?

No fundo, havia um conjunto de experiências que nasceram, de cooperativas no Alentejo e no Ribatejo, estas comissões de moradores. Havia uma experiência daqueles anos, cinco anos digamos, foi uma experiência muito forte de poder das pessoas, de poder popular. E portanto a ideia da autogestão não era assim uma ideia muito fora do contexto. Essa conferência só fazia sentido se ela partisse um pouco de baixo, da base. Então a metodologia foi um pouquinho esta. Pediram-se três ou quatro documentos políticos destas visões, destas áreas e ao mesmo tempo a recolha de experiências das pessoas. Tivemos durante dois ou três meses uma companheira que fez só este trabalho, tivemos capacidade financeira para ter uma pessoa para dinamizar esses debates, do Norte a Sul. Pouco no Alentejo, mas aí era difícil, também nas experiências cooperativas da reforma agrária de entrar facilmente com o debate da autogestão, porque ali o modelo não era a autogestão. O modelo era a cooperativa, com uma certa dinâmica democrática, mas era muito, digamos, formatada com aquele modelo que o PC queria. Mas isso não quer dizer que fosse assim exactamente. Havia cooperativas e tivemos uma na zona de Alcácer do Sal, que saíam um pouquinho desse modelo e que aproximava-se um pouco mais de uma experiência de autogestão a nível dos órgãos que tinha, das assembleias.

Mais no modelo da reforma agrária espanhola do que na unidades de produção soviéticas.

Exacto. Essa cooperativa ou mais outra entrou, independentemente de também oscultarmos a experiência da Intersindical, alguns dirigentes da Intersindical no modelo da reforma agrária, nas cooperativas mais estatizadas. A partir daí, estas experiências também foram introduzidas na reflexão para fazer uma síntese das duas coisas. Embora haja lá ainda muito teoria. Há ali bastante teoria, futurologia um pouquinho mas isso era inevitável naquele momento. Naquele momento, as pessoas pensavam mesmo que a utopia era possível, embora ali naquele momento já as pessoas estavam a sentir o primeiro choque pós-revolução. O primeiro embate. Institucionalização, normalização. Daí também a necessidade de uma conferência. Senão também não se fazia a conferência, provavelmente,

as pessoas precisam de reflectir a determinada altura.

Esta conferência chama-se 1ª Conferência e foi a única. Nunca houve a possibilidade de realizar uma outra?

Não, nunca houve.

A BASE-FUT tinha portanto uma concepção não partidária da política mas tinha ligações com os partidos, não os boicotava.

Exactamente. Nós, claro, fazíamos uma crítica, em determinados momentos mais aguda, outros mais suave, mas não no sentido do anti-partido. Aí nunca fomos tão duros como os anarquistas, nunca fomos tão duros com os partidos. Aceitamos a Constituição, consagramos a Constituição portuguesa e o regime democrático com os partidos, como um quadro normal de trabalho e de acção. Consideramos que esse quadro era bom para agir.

Só que não era lá que queriam agir.

Exactamente, não era aí que nós queríamos agir. Queremos que os cidadãos agissem também ou lá ou fora, noutras formas. Noutras formas de democracia também. E sempre batemos a tecla. Talvez não da forma mais eficaz, não fomos talvez suficientemente claros nesse domínio e arrojados, mas não era fácil. Porque qualquer crítica que tu fizesses mais aguda, os partidos também fechavam e rapidamente diziam que eras antidemocrático.

Os partidos pensam ter um monopólio da palavra política.

Exactamente. Se saís aí, « sim, sim mas isso são outras formas de democracia ». E nós aceitamos esse dialogo. Quando foi o movimento da Lourdes Pintasilgo, acentuamos a democracia participativa e houve aí uma altura em que se aprofundou um pouquinho essa questão. Como articular a democracia representativa com outras formas. Ela tinha uma cultura bastante vasta política e cultural, de ser capaz de articular aquilo que nós nunca conseguimos de facto articular. E ela conseguia teorizar: « Nós podemos aperfeiçoar. Não só os partidos mas há outras dimensões e outras componentes ».

A campanha eleitoral permite trazer uma nova dinâmica.

Sim, tinha uma ligação muito grande a grupos, a organizações, a experiências de base.

E a nível cultural, a BASE-FUT organizou acções de alfabetização ou de formação?

Houve. Particularmente e valia a pena porque é uma coisa que não está muito falada e também não está historiada, particularmente num sector de mulheres das mais exploradas no país na altura, que eram as empregadas domesticas. E aí foi feito um trabalho nomeadamente de alfabetização, e politização, conscientização, através do sindicato e a maioria eram militantes da BASE. E essa transformação, trabalhar com elas na alfabetização e depois preparar dentro do sindicato um modelo diferente de serviço domestico que emergiu ali. Isto até lá o serviço domestico eram pessoas ir para casa dos patrões, elas conseguiram apresentar um outro modelo, criando cooperativas de serviços no Porto e em Lisboa. Dizendo que é possível uma prestação do serviço que não seja exploração. Negociar o trabalho dentro do regime do assalariado e até propor serviço sem estar em casa constantemente. A maioria esmagadora era assim, sem estatuto, depois emergiu os estatutos,

realizamos um congresso que nunca mais se realizou. Eles tiveram direito a um congresso aqui em Lisboa.

Este trabalho cultural foi feito mais através dos sindicatos do que contactos com associações?

Foi. A nível de associações, fez-se também um trabalho em ligação na região Norte de Lisboa com as organizações de pequenos agricultores. Houve aqui um apoio da BASE-FUT que foi bastante bom à organizações de agricultores, em conjunto com os movimentos católicos de rurais, do Norte do distrito de Lisboa. Trabalhou-se aí bastante.

A BASE-FUT está também presente no Encontro Nacional de Associações e Monitores de Alfabetização em 1979, na Almada, organizado pela associação Semear par Unir.

Sim, houve trabalho em conjunto com a Semear. E foi nessa altura que também nasceu todo o debate sobre a animação cultural e sócio-cultural e a necessidade ou não de haver animadores sócio-culturais. Na década de 1980, houve muito esse debate, havia aqui uma organização estatal muito importante, que desempenham um papel fantástico, o FAOJ. O FAOJ tinha uma concepção e uma dinâmica. Tudo para a emergência da autonomia do que é a animação sócio-cultural. É pena porque nasceu aí toda a problemática do animador sócio-cultural e da animação sócio-cultural. E até já há licenciaturas agora. Mas que o conceito voltou quase ao antigamente, em muitos sectores, acham que o animador cultural é quase um palhaço. E portanto há todo um conjunto de debates, de discussões que foram ficando pelo caminho, pode ser que venham a emergir outra vez.

É um pouco isso a história da animação: de uma animação política e cultural a uma animação recreativa que perdeu a sua carga política. Encontrei elementos sobre uma ligação com a Frente Republicana e Socialista, a BASE-FUT entrou neste processo?

Acabou por não entrar. Fez-se uma caminhada com outros grupos, com o PS. Havia a ameaça da direita entrar. O PS acabou por ir com o ASDI e com a UEDS, que no fundo eram duas pequenas organizações e não conseguiu aquilo, porque não foi possível e não sei se os seus dirigentes queriam. Que era, perante a ascensão de um bloco conservador pela primeira vez ia para o governo, os socialistas não foram capazes, ou não quiseram, de dinamizar um outro bloco. Claro que já havia ruptura com o PC, e já não foi possível aí, mesmo perante essa ameaça. Portanto, nós que éramos um grupo pequeno, o que nos interessava participar era numa dinâmica que fosse de facto ampla, popular. Mas não só partidos, a nossa ideia era partidos, plataformas, associações mas não foi possível. Já nessa altura, não foi possível. Mas eles queriam que nós fôssemos, mas veio o Partido Comunista também porque pensávamos que nos íamos entrar na linha deles. Eles pensavam: « Bom, a BASE-FUT que tem um impacto histórico dentro do movimento sindical vai entrar pelo PS, vai criar problemas ». Portanto, eles foram nos chamar a pressa para ver se nos íamos com um deputado ou dois e nós dissemos logo que não era esse o nosso objectivo, não era isso que estava em causa, nenhum de nos queria ir para deputado. Tínhamos todos trabalho, os dirigentes tinham todos emprego.

E ia um pouco contra a maneira de actuar da organização.

Noutro contexto, eventualmente, podia ser interessante. No tal contexto de uma grande dinâmica, se

fosse necessário que alguém tivesse... E não seríamos nos até provavelmente tinha muitos companheiros que tinham um grande peso no meio popular. Agora, não era aquilo. E nunca foi muito bem aceite por uma parte da militância da BASE. Este tipo de conversa, conversa mais política.

Tem semelhanças entre as duas campanhas de Otelo Saraiva de Carvalho em 1976 e de Maria de Lourdes Pintasilgo em 1986.

Era, era. A Maria de Lourdes era uma campanha também muito a base de grupos, depois o Movimento pelo Aprofundamento da Democracia. Depois o Graal tinha muitas ligações. E depois apareceram imensas pessoas soltas, já tinham estado militantes do Partido Comunista, na UEDS. Muita gente que já estava chatiada com os partidos, aborrecida com os partidos. Só que dentro desta dinâmica havia um sector político que utilizou esse movimento para ganhos políticos próprios. Alberto Martins do PS e outra gente que estava com a Maria de Lourdes Pintasilgo e que entraram nessa altura no PS, depois desse processo. [...] Ribeiro, deputado do PS que era do grupo do Porto. Eles andaram aqui.

A campanha do Otelo Saraiva do Carvalho é um pouco um paradoxo porque tem uma dinâmica popular com os GDUP e depois a figura de um militar que tinha viajado em Cuba a dizer que podia ter sido o « Fidel Castro da Eruopa ».

Era uma pessoa muito gira mais muito com muita conversa. Dizia muito coisa e não pensava muitas vezes em que dizia. Ele era um bom operacional militar, mas do ponto de vista político não. Era muito espontâneo para já, não pensava muito bem.

Porque aqui tem duas tradições completamente diferente, uma tradição de vanguarda e uma tradição de base.

E estavam lá a vanguarda, estavam lá movimento pró-Albanês e outra coisa. Nunca ia dar muita coisa. Mas era possível, o contexto são contextos. O Otelo tinha um impacto muito grande nas organizações. Depois, mas tarde, já não quando ele se meteu, começou a ter muito conotado com organizações muito secretas. Ele, de facto, não se rasguardava.

Podia ter uma parte de instrumentalização por algumas organizações ou grupos que usaram a figura e o carisma do Otelo Saraiva de Carvalho.

Deixou-se muito usar e manipular. A tal ponto de se deixar manipular por um grupo que já estava em desespero e que fez um conjunto de acções desesperadas e isto destruiu a vida a um conjunto de pessoas. E ele ali perdeu-se.

Parece que nos anos 1980 tem uma mudança no seio da organização. Tem a criação do grupo O Malta de 1982, tem uma parte mais cultural e de tempos livres, com o CFTL. E parece também que depois da derrota da Maria de Lourdes Pintasilgo, houve uma desilusão.

Estas coisas são normais, abre-se mais e depois veio uma fase de fechamento, de bastante desilusão, de abandono. Por exemplo no Porto, a determinado momento, alguns companheiros que eram bastante de referência acabaram por ficar muito envolvidos daquela aventura do Otelo e isso rebantou com a BASE-FUT, lá cima. Havia ali três ou quatro que se envolveram muito naquela aventura e aquilo rachou, fez estrago muito grande ali na organização.

1986 é um ano de grandes mudanças a nível do país. E no livro dos 20 anos da BASE-FUT tem um texto sobre essa altura em que se fala de um período onde a organização repensou a sua acção e teve menos interlocutores a nível político com a entrada de muitos militantes no « partidão socialista ». Tinha três vertentes na acção da BASE-FUT: política, sindical e cultural. Não sei se podemos dizer que depois de 1986 a parte política foi-se a baixo?

Sim, houve ali um período, depois da Pintasilgo, em que se deixou a questão política. É mais vista no sentido da animação, de facto. Mais no sentido de contactar grupos e associações. Estivemos a acompanhar muito o processo mais tarde já, depois da Pintasilgo, dos grupos da Animar. Da constituição da Animar. É verdade, isso a partir da Pintasilgo, há uma certa desilusão e dizer assim: « Investir aqui não dá muito, não resulta muito ».

As eleições de 1986, além de ser a vitória do Mário Soares, é a vitória dos partidos políticos e a derrota de uma campanha independente. E esta interpretação prolonga-se com a eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo no Parlamento Europeu em 1987 numa lista do Partido Socialista.

Pois, é verdade. São as contradicções de uma plataforma que não é partido. [...]. É uma realidade, eu acho que devia-se repensar um pouco isso porque neste momento há outros tipos de associações e organizações cívicas que nós temos que, e eu tenho andando um pouco a picar, acho que é possível estabelecer um tipo de colaboração e alianças novas com movimentos que estão a emergir e que não são partidos políticos. Estou a falar em todos os movimentos que estão a despontar anti-troïka, que são os movimentos dos trabalhadores precários.

20. António Inácio Nogueira.

Entretien réalisé le 16 septembre 2013, à Coimbra. 112 minutes.

Viveu o 25 de Abril em Coimbra?

Não, não vivi o 25 de Abril localmente, porque o meu 25 de Abril foi passado na guerra. Estive na guerra colonial cinco anos. Estive em Angola e estive na Guiné. Portanto, quando regresssei já se tinha dado o 25 de Abril. Assisti ao 25 de Abril só a partir daquela fase mais revolucionária, aquilo que hoje se chama o PREC, em 1975. Foi a isso que eu assisti, 1974 em si, não assisti.

Vinha de Coimbra e voltou para Coimbra?

Eu vim de Coimbra e voltei para Coimbra. Nasci aqui, nasci mesmo em Coimbra só que pequenino fui para Guarda, lá para cima, para as Beiras porque o meu pai foi transferido por lá. E então, fiz lá toda parte secundária e regresssei a Coimbra para a Universidade. O meu percurso é este.

E na Universidade estudou no âmbito da Educação?

Não, nada. O curso que eu tirei, as minhas habilitações académicas à nível da licenciatura é física-química. Não tinha nada ver com isto. Nada, rigorosamente nada. Simplesmente, eu comecei a ter algum interesse por estas coisas na Guiné. Porque na Guiné, em plena guerra, eu consegui fazer e levar avante um curso de alfabetização. Porque eu estive numa companhia em que eram só negros, uma companhia de nativos. De tropa local. Portanto uma companhia só de nativos. Só os graduados é que eram aqui da metropola, brancos, quem enquadrava aquela tropa. E eu levei avante um curso de alfabetização. Gostei imenso. Um curso de alfabetização a minha maneira, não sabia nada sobre como alfabetizar um adulto mas eu próprio pensei, reflecti um pouco sobre isso e fui criando coisas para que eles aprendessem. E de facto, eles aprenderam a ler e a escrever e na fase terminal em que eu estive na guerra, ainda comecei a fazer um curso preparatório, que chamava-se o ciclo preparatório. Eu comecei a preparar, depois regresssei, não sei se teve continuidade aquilo. Mas o que eu sei é que recebi três ou quatro cartas dos negros porque dava-me muito bem com eles, a dizer que tinham feito o exame do ciclo preparatório. Não sei se foram muitos ou não mas dois ou três fizeram, conseguiram fazer.

O Paulo Freire fez também cursos de alfabetização na Guiné, não sei se foi mais ou menos no mesmo tempo.

Mais ou menos do mesmo tempo. Porque o Paulo Freire teve muita influência na Guiné e até juntos dos militares mais progressistas. Nessa altura já havia dentro das forças armadas. Eu estive na Guiné em 1970-71, portanto era um período já de grande transição, do cansaço dos quadros permanentes devido as comissões que eles faziam sistematicas e continuas. E portanto já havia muitos oficiais, principalmente capitães, que era o posto mais importante na guerra. É o quadro intermédio.

Entre a tropa e...

E a parte mais elevada das chefias. Em que começava a ter grandes desavenças entre os capitães e esses quadros. E começava a haver interesse por esse processo educativo. E portanto eu também me

integrei, não havia muita gente a integrar-se nele, eu integrei-me nesse processo. Também devido muito ao capitão que eu tinha. O capitão que eu tinha que era um indivíduo já com ideias arejadas e contestava já muito a guerra colonial.

Dentro da guerra. Porque este processo nasce a partir de pessoas que estão no terreno.

Exactamente. Principalmente a resolução política daqueles conflitos.

E para a realização destes cursos de alfabetização, usou os livros de Paulo Freire ou só a sua experiência pessoal?

Foi quase totalmente da minha experiência pessoal. Porque nesta zona, onde a guerra era mais dura, esses livros não chegavam. Era muito complicado chegar. Mas, também havia outra coisa muito interessante, que era, nos assaltos a base inimigas do PAIGC, muitas das vezes recolhiam-se e conseguia-se capturar livros deles. E os livros deles ao nível da alfabetização, porque eles tinham escolas muito rudimentares nas bases mas eles tinham, os livros deles baseavam muito no método de Paulo Freire.

O PAIGC já tinha uma grande experiência na educação popular nas zonas libertadas.

Exactamente, nas zonas libertadas. Nalgumas delas mais estruturadas. Tinham muita coisa, tinham mesmo comissários políticos só para a educação. E fazia nalguns casos, alguma alfabetização já com o sentido...

De conscientização.

Exactamente.

E o próprio Amílcar Cabral estabeleceu uma ligação muito grande entre a luta política e a cultura.

Que depois a FRELIMO, em Moçambique, imitou. Algumas zonas libertadas da FRELIMO que não tinha tantas como o PAIGC, a guerra era muito mais dura que em Angola ou que em Moçambique. Embora no Moçambique na parte terminal a guerra tenha sido bastante dura. Principalmente em Cabo Delgado, naquela zona. Mas o PAIGC era realmente o partido mais bem organizado, quer a nível político, quer a nível militar. E na parte terminal da guerra, a guerra nalgumas zonas estava praticamente perdida. Estava praticamente perdida na Guiné. E guerra foi extremamente dura para os portugueses porque eles tinham grupos bem organizados, mas muito bem organizados e muito bem armados. Muito melhor armados do que a tropa portuguesa.

E estas armas vinham de onde?

Da China e da Rússia, principalmente. A partir do momento que tiveram mísseis, a guerra na Guiné declinou, porque a aviação deixou de poder actuar. Eles não tinham aviação, nós tínhamos aviação. E portanto a aviação tentava sempre quando as tropas portuguesas tinham grandes ataques, ía a aviação bombardear e eles tinham que fugir. A partir do momento em que a aviação não pode actuar, eles faziam as embuscadas absolutamente a vontade. Com um armamento muito poderoso. As tropas portuguesas ainda tinham as velhas armas da NATO, da Segunda Guerra mundial, algumas aperfeiçoadas e tinham a nossa G3, que fomos nós que a concebemos, que era uma boa arma. Era uma

boa arma, embora muito pesada. Era a arma que equipava todas as forças armadas.

Que depois ficou como a imagem do MFA depois do 25 de Abril.

Exactamente, a nossa G3 era a kalachnikov deles.

E quando voltou para Coimbra, continuou neste âmbito da educação dos adultos?

Quando voltei para Coimbra, na altura em 1975, era muito difícil arranjar emprego em Portugal, era muito complexo. Portanto, depois daqueles quase cinco anos de tropa, chegar aqui era muito complicado para um jovem.

E a Coimbra que encontrou não havia nada a ver com a Coimbra que tinha deixado. São cinco anos de grandes mudanças.

Não tinha nada a ver, completamente diferente. Exactamente. E portanto quando chega é difícil, é muito complicado. E eu, que nunca quis ir para o ensino estatal, o único recurso que tinha na altura foi integrar-me no ensino estatal. E portanto fui para a escola secundária e o que eu dava, físico-química. No entanto, a educação de adultos, fruto da revolução e da 5ª Divisão das forças armadas fazia alfabetização e educação popular ao longo do país. Havia dois ou três oficiais do quadro, mas os grandes mentores eram oficiais milicianos das forças armadas. Muitos deles que tinham acabado a guerra mas que davam continuidade a aquele processo, porque muitos deles tinham participado na descolonização. Tinham uma acção muito forte na descolonização. Quando chegaram, o Movimento das Forças Armadas aproveitou esses oficiais milicianos para integrar essa 5ª Divisão e essa 5ª Divisão espalhou a sua acção por este país fora. Não sei se da melhor forma mas a educação base de adultos chegou a todas as aldeias de Portugal.

A ideia era a realização de « campanhas ».

Campanhas, exactamente. Mesmo as campanhas de alfabetização, mas tarde é que foi chamada educação de base dos adultos. Só muito mais tarde. Primeira era a alfabetização.

E provavelmente, a experiência que estes militares tiveram junto do PAIGC, do MPLA ou da FRELIMO influenciou as campanhas que eles fizeram depois em Portugal.

Exactamente. Porque muitos desses oficiais, principalmente capitães milicianos, foram eles que iniciaram o processo de paz. Porque eles negociavam no local com os chefes do PAIGC. Portanto na Guiné, o terminus da guerra começou de baixo para cima. Começou por haver acordos locais que iam-se alargando, que iam-se alargando até chegar a negociação final que foi em Argel.

E trouxeram então ideias das antigas colónias.

Sim, sim. E portanto aquilo que se fazia nessa 5ª Divisão era muito ideológico. Muito ideológico, extremamente ideológico. Hoje com a distância eu vejo que era, embora naquela altura eu concordasse muito com aquilo que eles faziam, mas era extremamente ideológico. E a medida que passava o tempo todo aquele processo de alfabetização e de educação sociocultural foi sendo repellido pelas populações. As populações deixaram de acreditar naquele processo, deixaram de aderir aquele processo e o MFA começou a recuar até que ficou cingindo as grandes metrópolis onde depois teve muita influência nos grupos de moradores, nos grupos sindicais locais. Portanto, as coisas depois começaram a cingir as

grandes metrópolis principalmente Lisboa. Lisboa e arredores. Não teve tanto êxito como se diz, na minha opinião, esse processo de educação popular levada a cabo.

Tem críticas que estão a focar nestas campanhas de dinamização cultural por não ter em conta o longo prazo que necessita uma mudança cultural profunda.

Exactamente, a imposição. Portanto a partir de certa altura, todo esse programa de educação que era extremamente meritório, tornou-se imposição. Imposição educativa. Lisboa a ir às comunidades locais rurais, ainda muito mentalizadas pela política do *Estado Novo*. E a partir do momento em que os caciques locais começaram a ver que aquilo estava impregnada de ideologia muito contrária à aquilo que estava na suas cabeças, os militares começaram a ter muita dificuldade para penetrar as comunidades. Principalmente em toda a zona Norte. Nos ataques a sedes partidárias, principalmente do PCP e portanto, eles deixaram mesmo de poder entrar nas comunidades. Em alguns locais, eles não entravam nas comunidades porque a entrada das aldeias eram barrados pela própria população.

E o próprio termo de « campanha » é interessante porque a ideia era mesmo ir conquistar estas populações. E criou resistência das populações locais.

Exactamente, era a conquista. Muita resistência. E portanto, esse movimento que, a partida nós parecia interessante, na prática pouco correspondia a aquilo que estava escrito nos normativas e nas directrizes que eles tinham. E portanto não teve grande sucesso principalmente na sua parte final.

[...].

Eles faziam alfabetização, muitas vezes com pessoas que não tinham formação. E portanto todas aquelas palavras geradoras do Paulo Freire eram muito mal explicadas. E portanto não tinham no final a conscientização, tudo isso ficava em águas mornas. Nada tinha a ver com aquela mudança que eles pretendiam que aquelas pessoas viessem a tomar.

Embora usavam o método de Paulo Freire a nível da aprendizagem da leitura, não seguiam mesmo o espírito da sua obra. De criar uma dinâmica que sai do meio.

Exactamente. É essa ideia que eu tenho também. Embora no princípio, quando cheguei, concordasse plenamente com aquela situação. Porque era uma mudança, de todo que tinha havido até aqui. Era uma utopia, era uma inovação. E nós aderíamos a esse processo. Mas depois começamos a ver que realmente aquela inovação e aquela utopia era uma imposição. E a partir do momento em que se verificou isso, houve da parte de muita gente, houve da minha parte, uma ruptura total, uma ruptura quase radical.

E depois a 5ª Divisão está instinta. Perdeu-se esta papel ideológica.

Completamente. Foram substituídos por oficiais, alguns deles até vindos da aristocracia e da oligarquia militar. Da oligarquia castrice militar. E todo esse processo desapareceu. Muito rápido.

[...].

Juntamente, ao mesmo tempo que se passava esse processo que os militares dinamizavam, passou-se uma coisa muito interessante. A Direcção-Geral da Educação Permanente, que já existia antes do 25 de Abril e que fazia essencialmente alfabetização, e passavam filmes às populações. Mas uns filmes que

defendiam todo o processo político que se desenrolava. Defendiam a guerra, defendiam o processo político que se desenrolava no tempo de Salazar e Caetano. Sofreu também uma revolta e uma revolução muito grande. É aí que aparece o Alberto Melo. O grande ideólogo da educação de adultos em Portugal, um dos grandes ideólogos da educação de adultos. Uma figura que ainda hoje é muito respectada aparece aí. Essa Direcção-Geral de Educação Permanente também sofre alterações radicais e acompanhava a 5ª Divisão.

Mas tomando uma linha diferente. O próprio Alberto Melo foi muito crítico destas campanhas de dinamização. As campanhas focam-se numa alfabetização a curto prazo enquanto a DGEP apoiava mais os grupos locais, nomeadamente as associações.

Exactamente. Houve até problemas muito grandes entre as duas situações e as duas linhas de política educativa. Porque a Direcção-Geral de Educação Permanente, até foi ela através do Alberto Melo e da Ana Benavente, que foi criado o termo de apoio às associações de educação popular. Esse era a grande definição, o grande objectivo da Direcção-Geral de Educação Permanente, em ruptura com a outra.

E tem o decreto-lei que reconhece as associações de educação popular, estatuto que permite os subsídios e as bolsas.

Para os animadores. As bolsas de animação e para os animadores foram criadas pelo Alberto Melo e pela Ana Benavente. Nessa fase da Direcção-Geral de Educação Permanente, aí começa também o PNAEBA. Portanto, o PNAEBA comece a ser desenhado aí. Aí também que se comece a desenhar toda a estrutura do PNAEBA e a partir exactamente da animação associativa, do que existe lá, a transformação é feita através dessas associações já existentes. Apoiando-as, formando animadores e criando as tais bolsas. As bolsas e os subsídios. Bolsas para animadores, subsídios para as associações.

E isso tem a ver com duas linhas também presentes no país na altura. Uma linha de intervenção do Estado e uma outra de apoio aos órgãos de poder popular. Como por exemplo a criação de infantários depois de ocupação de prédios abandonados.

Hoje fala-se muito da educação inter-geracional como sendo uma inovação. Eu, as vezes, parto-me a rir. Os termos é que são novos. As pessoas: « Que coisa interessante » e eu farto-me de rir, porque efectivamente nessa altura, ao nível destes programas que a gente está a falar, de apoio as associações e de animação cultural e sociocultural, a educação inter-geracional é aí muito utilizada. Nessas associações de moradores por exemplo, havia a criação de creches e ao mesmo tempo a criação de estruturas para o apoio a terceira idade, como se chamava na altura.

O Centros de dia são criados nestes casos.

Exactamente. Esta ligação intergeracional é daí.

Acontece a mesma coisa com a educação para o desenvolvimento. Basicamente é um regresso a educação popular.

Exactamente. Eu, as vezes, rio-me porque efectivamente tudo isso, como a gente costuma dizer foi inventado, já foi inventado, já existia. Agora são nomes muito pomposos mas já existiam.

Mas tem em 1976 uma mudança de fundo na Direcção-Geral de Educação Permanente com a

saída de Alberto Melo.

Com a saída de Alberto Melo, com a saída de Ana Benavente. Depois em 1976, a Direcção-Geral de Educação Permanente, a seguir a essa fase de inovação, há uma mudança significativa que foi a criação da Direcção-Geral da Educação de Adultos. [...]. A seguir a Direcção-Geral de Educação Permanente vem a Direcção-Geral de Educação de Adultos que, como o termo indica, já vem reduzir a intervenção.

A educação permanente indica uma vontade de incluir a população em geral no período completo da vida. A educação de adultos é uma redução e significa muito mais alfabetização e educação de base.

Na Direcção-Geral de Educação de Adultos, foi nomeado um Director-Geral, que era o Lucas Estevão. que teve um papel importante no desenvolvimento da educação de adultos e numa tentativa de conseguir levar adiante os sete grandes objectivos e as setes linhas do PNAEBA. Era um individuo com horizontes muito largos, muito abertos e que fez todo o esforço par que os sete objectivos do PNAEBA tivessem alguma execução ao longo do pais. É evidente que todo a situação política não era muito favorável a essa situação. Portanto a situação política existente na altura tinha muito a ver com a educação de base de adultos mas aquela educação de base de adultos muito pouco alargada. Mais sectorial e mais ligada a alfabetização, mais formalizada. E portanto dar continuidade a alfabetização, criando o ensino recorrente para que pelo menos até a sexta classe os adultos podessem ter acesso. Mas de qualquer maneira era uma educação muito mais desformalizada do que o ensino formal. Muito mais desformalizada, com curriculos muito mais abertos, partindo da experiência do adulto, partindo dos seus interesses e necessidades, como na altura se dizia. Que era a grande frase, "partindo dos interesses e das necessidades do adulto". Realmente deu-se continuidade a esse processo, pelo menos na parte formal, que era aquilo que a gente chamava a educação de base para adultos. Eram os CEBAS.

E o processo de implementação é também interessante. A lei que responsabiliza o governo para a eliminação do analfabetismo está votado na Assembleia da República e abre-se um período de seis meses de trabalhos preparatórios para a concepção do plano. Participou nesse processo? Como é que voltou a trabalhar no âmbito da educação de adultos?

A minha mudança é ocasional. Porque eu li no jornal, porque foi publicado em todos os jornais um anuncio que dizia assim: « Vamos iniciar um processo de selecção para Coordenadores distritais de Educação de Adultos. Manda o seu curriculo para a Direcção-Geral de Educação de Adultos ». No início de 1979. Eu concorri e foi chamado para fazer as provas de selecção. Esse processo, que introduziu esta formula dos coordenadores distritais de educação de adultos, era uma grande novidade na altura. Enquanto tudo era praticamente dominado pela poder político que vigorava em cada situação, a Direcção-Geral de Educação de Adultos rompe com isto. E faz um concurso que foi feito ao abrigo de um acordo que existia na altura, que era o acordo luso-sueco. Porque os suecos nessa altura ajudaram muito a educação de adultos em Portugal. Por exemplo, o Norbeck que foi um

investigador que foi em Portugal muitos anos a ajudar estruturar de acordo com a realidade portuguesa por exemplo o método de Paulo Freire. Foi ele que ajudou a criar as palavras geradoras para Portugal.

E ele fez um estudo sobre as associações em Portugal em que ele diz que tem muito esperança no seu desenvolvimento. E então o objectivo do PNAEBA era de organizar uma estrutura local.

Uma estrutura local que desse apoio local a este processo de educação de base de adultos. Mas tendo sempre como perspectiva última que fosse dada apoio a educação de base de adultos, mas também apoio popular. Isto é apoio às associações locais. Voltando, retomando aquela política do Alberto Melo que era a concessão de bolsas para a educação popular e a formação de animadores locais. Eu concorri a esse processo, foi chamado porque foram todos chamados os que concorreram. Eram salas enormes de pessoas que tinham concorrido. E quem fez essa selecção, foram os suecos. Para a tornar ainda mais independente, quem fez essa selecção foram os suecos. Portanto aquilo tinha uma prova cultural e tinha uma prova de conhecimentos sobre a educação de adultos. As provas foram classificadas, não sei muito bem como é que elas foram classificadas, sei que apareci na lista dos seleccionados a essa parte escrita.

Este processo de selecção fazia-se a nível nacional ou a nível local?

Não, eram a nível nacional. Depois havia o escrutínio, onde as pessoas viviam. E portanto depois dessas provas, eu fui seleccionado para Coimbra que era onde eu vivia, com outros indivíduos.

Tinha três estruturas, uma a nível nacional, uma no distrito e outra no concelho. E foi colocado a nível do distrito?

A nível do distrito. Porque esse concurso era para o nível distrital. Depois houve uma serie de entrevistas e eu fui seleccionado. Havia 18 distritos na altura no país, portanto foram seleccionados 18 pessoas. 18 pessoas que tiveram depois uma formação intensiva durante três ou quatro meses com formadores portugueses. O Alberto Melo, o António Nóvoa, a Ana Benavente. Todos indivíduos que já tinham participado no processo anterior.

Tem então uma vontade de reusar esta experiência da DGEP durante os anos 1975-1976.

Exactamente. E suecos, tivemos o Norbeck, havia outros. No fim dessa formação, viemos para o terreno. Tivemos que constituir as equipas distritais e depois Câmara por Câmara explicar o que é que se pretendia. Foram então criados os coordenadores concelhios.

E foram as equipas distritais a escolher os coordenadores concelhios?

Não, não. Aí é que está. Os coordenadores distritais foram seleccionados deste modo que lhe-expliquei mas os coordenadores concelhios, houve uma grande polémica nessa altura, os coordenadores concelhios foram seleccionados pelas câmaras. Introduziu-se aqui um processo político que se pretendia que não fosse introduzido. Os coordenadores concelhios ficaram de certo modo nas mãos das câmaras, das autarquias locais. E ficando nas mãos das Câmaras, o coordenador concelhio não poderia fazer aquilo que entender porque as câmaras podiam vetar. E muitas vezes, elas vetaram porque o vereador da cultura é que fazia a ligação entre o coordenador concelhio e nós próprios, e própria câmara e a presidência da Câmara. E isto tem muito a ver com o aparecimento da APCEP.

[...].

Era o coordenador concelhio e tinham os animadores locais. Houve uma coisa boa, porque. Porque todos esses coordenadores concelhios tiveram uma formação muito parecida com aquela que nos tínhamos tido, dada por nós. E isso foi muito importante. Criou-se uma ligação muito interessante porque eles ficaram indvidos do processo que se criou lá para frente. Se havia Câmaras receptivas a esse processo havia outras que não estavam receptivas mas eles conseguiram muitas vezes, explicando as Câmaras o que se pretendia, virar as Câmaras a favor da acção. Houve muitos casos em que isso aconteceu. A maior parte desses coordenadores concelhios, criou-se um elo tão forte entre eles e as Câmaras que eles tinham um gabinete dentro da própria Câmara. O que é que esses coordenadores tinham? Tinham animadores que a gente destacava para essa função para fazer educação de base de adultos, que era a alfabetização mas a alfabetização com aquele modelo aberto, destruturado, desformalizado. E nessa altura, posso-lhe garantir que todos utilizavam o método de Paulo Freire, com palavras geradoras que eram investigadas no meio. É que todos os animadores não iniciavam o processo de alfabetização sem nos mostrar as palavras geradoras que tinham investigadas no meio. Isto é uma coisa muito interessante.

Este estudo do meio permite conhecer melhor o terreno e as culturas locais.

Era a partir daí que eles conheciam as associações que existiam aí. A maneira como elas funcionavam, quem estava a frente das associações e a receptividade para o processo. Porque não se entra nos associações de qualquer maneira. E então conseguia-se a maior parte das vezes, fruto dessa investigação prévia, entrar nas associações, criar elos muito importante com as direcções das associações para introduzirmos a tal animação. Havia animadores dentro das próprias associações. Havia professores dentro das próprias associações que faziam alfabetização e dinamizavam todo o processo educativo que as associações faziam.

Tinha professores destacados por exemplo na Cáritas.

Tinham mas não era a Cáritas o mais importante. Até porque a Cáritas sempre teve um rigor formalizador de todo o processo. A Cáritas tinha muito medo que os animadores entrassem na suas organizações para fazerem subversão. A Cáritas nunca abriu o seu processo associativo porque tem, de apoio local, nunca abriu muito.

Tinha então associações que tinham mais peso do que a Cáritas?

Exactamente. Todas as associações por exemplo, que eu lembro-me, do concelho da Figueira. Que tinham grupos de teatro bastante fortes. Todas essas associações, a maior parte das vezes, tinham um animador destacado com uma bolsa de animação e que fazia muitas outras actividades educativas para além do teatro. E tentava fazer a ligação do teatro as outras. Por exemplo a partir da história do teatro, que eles estavam a ensaiar nesse momento, retirando palavras fundamentais que estava a realizar, iniciava-se o processo de alfabetização. Havia experiências muito interessantes, que depois começaram a esvaziar-se.

Como isso aconteceu depois do 25 de Abril.

Exactamente. Portanto esta parte primeira de educação de adultos foi extremamente inovadora mas depois começa esvaziar-se. Principalmente no tempo do Ministro da Educação, que é o Prof. dr Vítor Crespo. É a partir de aí que há um esvaziamento deste processo. E a criação de uma nova lei de base para a educação de adultos que vem subverter todo este processo.

E o PNAEBA que era um plano ambicioso foi reduzido a alfabetização e a educação de base. E o resto ficou um pouco...

Marginal. Depois houve outra coisa que a Direcção-Geral de Educação de Adultos prouva, e criando até grandes coloquios e grandes debates, era a criação do Instituto Nacional de Educação de Adultos. Era outro ponto fundamental com que a gente se debatia e queria por em acção. Com autonomia administrativa e pedagógica, só para a educação de adultos. Nunca foi levada avante, nunca foi conseguido e principalmente a partir daqui, essa ideia é tornada escura e desaparece.

Porque a ideia inicial do PNAEBA era de fazer um plano de dez anos com uma avaliação no meio. E tem pouco a pouco um abandono do plano sem ter nenhum momento em que tem uma decisão clara de encerrar o plano.

Aquele Plano de Alfabetização e de Educação Base de Adultos, o tal PNAEBA, foi considerado a nível internacional, inclusive por todos os países nórdicos, como o melhor plano de educação de adultos que se tinha feito até então em qualquer país da Europa. E foi copiado pela maior parte dos países africanos e asiáticos. Com alterações, mas foi copiado. Eu tinha documento em que era considerado um dos melhores planos e faziam elogios rasgados pela forma como estava estruturada e da forma como tinha partido para se executar esse plano, considerado como um dos melhores planos que tinha-se feito a nível teórico. Claro que a nível teórico depois passar para a prática tudo foi subvertido.

Isto mostra que além de ter um plano reconhecido internacionalmente, é indispensável ter uma vontade política para desenvolver este tipo de acção educativa. E faltou esta vontade política no início dos anos 80.

Completamente. O PNAEBA foi transformado depois num decreto-lei orgânico da educação de adultos. E portanto que subverte todo o projecto anterior e que o reduz paticamente a parte escolar, dá-se um grande reforço a educação recorrente como continuidade a dita e antiga 4ª classe, aprender a ler, escrever e contar. A lei de base não era desprestigiante para a educação de adultos, foi depois com a lei quadro que veio formalizar a educação de adultos.

E o plano foi abandonado sem ter um fim oficial, sem ter avaliação.

Nunca houve avaliação. Foi deixado cair aos poucos. Porque havia a ideia que todas aquelas realizações subvertiam as populações. Portanto, a ideia da esquerda, era um medo que estava intrenhado, principalmente nos partidos de direita a partir do PSD e todos os autarquias tinham esse medo da subversão das populações, que é evidente ia lhes retirar votos.

Tem também a ideia de saber quem tem legitimidade para intervir: o Estado ou as populações através de órgãos populares, das associações.

Exactamente. Mas além disso, tinha por trás porque em Portugal sempre se [...] o voto, o voto e a catequização das populações. Catequização, emprego esta palavra sem medo, a catequização das populações rurais para o voto.

Como única forma de agir politicamente.

Ora, uma dinamização, como a gente utilizava muito na altura, neste sentido de abertura dos espíritos, reflexão e a crítica as coisas, nunca poderia ser aceite por estes autarquias. Nunca era aceite. E portanto as coisas foram desaparecendo, desaparecendo até a criação dessa lei de base que praticamente acabou com a educação de adultos em Portugal. E ficou com esta linha formalizada de educação.

O ensino recorrente é então visto como uma segunda oportunidade para populações que não tiveram a possibilidade de seguir uma escolaridade completa.

É o ensino nocturno. Alias, se verificar a maior parte do ensino recorrente foi para as escolas. O ensino para além da 6ª classe porque só eram preciso três professores para a educação recorrente funcionavam em situações extra-escolares, a partir desse momento, ele é transportado para dentro das escolas, como ensino nocturno.

Como o programa de segunda oportunidade que funcionava nas escolas, com professores das escolas.

Muitas vezes sem formação nenhuma para a educação dos adultos. Portanto o ensino era um transplante do ensino diurno para crianças para adultos. Muitas vezes, fomos encontrar nalgumas investigações que fizemos através da APCEP os mesmos livros a noite que eram utilizados de dia para os múdos.

E o animador tem que ter um papel mais activo, procurando os interesses e necessidades dos adultos como disse há pouco. E a reutilizar os mesmos manuais do que no ensino regular, perde-se este parte activa.

Completamente. É o manual que eles utilizam, exactamente como é utilizado de dia. Alias o professor tinha x horas, x menos y eram horas diurnas em que se acrescentava para que o horário ficasse completo e pudesse receber o vencimento total horas com adultos.

Encontrei também o nome do Prof. Dinis Cabral.

O Dinis Cabral trabalhava comigo, fui eu que lhe seleccionei para a equipa distrital. O Dinis Cabral, o Carlos Geraldo, a Yvonne Soares que era uma antropóloga e uma socióloga. No grupo tínhamos um sociólogo para trabalhar um poucado as palavras geradoras e para fazer algum controlo das palavras geradoras, para fazer algum controlo da investigação que os animadores faziam, se era bem feita, se não era dentro, das comunidades. Era uma equipa muito diversificada, na altura multi-disciplinar, que hoje lhe-chamam. Dizem agora, na altura havia equipas multi-disciplinar. Há uma coisa que lhe-queru dizer, fez uma experiência aqui na região de Coimbra. Coimbra deixou de ser distrital para passar a ser regional. Esta coordenação coordenava todos os distritos da região centro. Os coordenadores distritais estavam debaixo da alçada minha. Eu era o coordenador regional e portanto coordenava toda a região Centro.

E então o Dinis Cabral passou a ser coordenador distrital?

O Dinis Cabral, que fazia parte da equipa distrital, passou a ser [coordenador] distrital de Coimbra. Embora as coisas tivessem juntas. A distrital e a regional funcionavam no mesmo sítio. Tinha os distritos todos e depois tinha a organização normal, os coordenadores concelhios.

E esta experiência em Coimbra foi a única?

A regional foi a única feita no país. Era uma experiência regional, enquanto as outras eram distritais.

Parece que os níveis locais tinham um papel de intervenção na educação de adultos maior do que a própria estrutura nacional.

Sim, muito grande. E tínhamos uma grande autonomia. Embora houvesse abertura desse Lucas Estevão, que era uma pessoa muito aberta e com muito interesse na educação. Era um discípulo de Alberto Melo.

E até o jornal da DGEA chama-se *Viva voz* como o jornal que tinha iniciado o Alberto Melo em 1976. Tinha uma vontade de recuperar a herança desta experiência.

Exactamente. Esse jornal *Viva voz* era o jornal dos animadores. E depois foi substituído pela revista *Forma*. Já tinha outra estrutura mas continuava a ser uma revista induído do espírito do PNAEBA e dos seus sete programas. Estava muito mais bem feita, muito mais bem estruturada.

A ideia era de dar voz aos grupos locais.

Completamente. Sempre, sempre.

E o aparecimento da APCEP vem daí. Numa altura em que não era mais possível realizar este trabalho dentro das estruturas do Estado.

Tem muito a ver com este percurso feito através deste ministério, deste Prof. Vítor Crespo, tem muito a ver com este percurso cada vez mais formalizador da educação de adultos. Que dá-se exactamente a APCEP. Está tudo ligado.

Portanto a APCEP nasce em 1982, não sei se já tinha actividades antes.

Sim, porque demorou muito tempo a constituir. A criação da APCEP, em si, com aquelas formalidades todas que são precisas, porque em Portugal nesse tempo era uma burocracia monstra para formar uma associação, portanto em 1980 começava-se os trabalhos da constituição da APCEP. Trabalhos esses que começaram no Instituto de Educação para o Desenvolvimento, isto é muito importante. O Instituto de Educação para o Desenvolvimento, que na altura tinha muitas ligações internacionais. Era uma ONG muito importante. Estava a frente Teresa Ambrósio, uma pessoa muito ligada a educação para o desenvolvimento. A APCEP nasce muito ligada a esta organização. Mas o princípio da APCEP, como é que ela começa? Começa exactamente por esta estrutura regional de Coimbra. Porque esta estrutura regional tentou seleccionar os coordenadores distritais. Portanto os governadores civis que na altura existiam, queriam ser eles a nomiar os coordenadores distritais. Nós queríamos pôr em prática aquela autonomia e portanto criamos um processo de selecção para os coordenadores distritais. Porque depois, eles é que iam formalizar todo o processo concelhio. E houve um coordenador, que foi o coordenador da Guarda, que era Cameira Serra que tinha estado seleccionado, muito ligado a

associação de jogos tradicionais com muita experiência na educação de adultos, que foi vetado pelo governador civil e pela Câmara da Guarda. Depois de ter sido seleccionado por aqueles processos todos minimamente rigorosos, foi vetado. No momento em que ele foi vetado, o Director-Geral da Educação de Adultos, o Lucas Estevão demite-se, apresentou a demissão ao ministro. E eu demiti-me. Como era uma coordenação regional, eu é que tinha feito a selecção, eu demiti-me. Comigo, saíram muitos elementos da minha equipa e da Direcção-Geral da Educação de Adultos, lá em baixo, os elementos principais, principalmente directores de serviços também saíram. É este núcleo de pessoas com muitas outras é que vem dar origem a APCEP. Portanto o início da APCEP é este.

Portanto, ficaram no aparelho de Estado as pessoas que eram mais ligadas as autarquias. A parte mais autónoma saiu em 1980.

Saiu. Portanto o Ministro nomeu ele, a sua vontade, o Director-Geral, os directores de serviços.

Depois foi o Mercier Marques por pouco tempo.

Que era uma pessoa muito ligada a gestão. O que é engraçado. Quando o outro tinha sido uma pessoa muito ligada ao processo educativo, este era uma pessoa muito ligada ao processo gestor das organizações.

Tem uma mudança. E depois o Director-Geral foi o Coelho Antunes.

Tem o Coelho Antunes, que embora fosse uma pessoa muito ligada a toda esta problemática e não fosse contra esta problemática, aceitou colaborar com este processo mais formalizador da educação de adultos e portanto fica debaixo da alçada do périto ministérial.

E finalmente tem a Maria Helena Valente Rosa que fez a transição com a Direcção-Geral de Apoio a Extensão Educativa (DGAE) em 1987. E então o grupo que saiu da DGEA começou a constituir a APCEP.

Este núcleo sai e propõe-se, depois de reuniões informais em Lisboa, criar uma associação. Muito ligada ao Instituto de Educação para o Desenvolvimento, com o apoio da Teresa Ambrósio, que era uma pessoa muito conceptuada na altura ao nível interno e externo. E criou-se então a APCEP. Demore sempre esse processo democrático, criou-se a APCEP. O núcleo de Coimbra foi o primeiro núcleo. Portanto este núcleo é o primeiro núcleo da APCEP e que deu continuidade. Alias, é o último núcleo que faz acções. A APCEP central estava quase em desagregação e este núcleo ainda continuou a fazer acções. A última acção, em grande escala, é feita em 1990-91. Que é uma acção de formação de formadores que foi feita em 1990-91. Esta é a última acção feita pela APCEP.

As actividades eram então viradas pela formação.

A APCEP teve várias funções. A primeira função foi informativa: o que era a educação de adultos, o que era a educação permanente, como é que ela se podia desenvolver em Portugal, o que estaria bem e o que estaria mal, como se podia mudar e também acentuando muito a criação do Instituto Nacional de Educação de Adultos para dar autonomia a esta problemática da educação de adultos, que se pegasse no vector da educação popular e tinha que ter sempre autonomia. Não podia ser sujeita ao poder político, como estaria naquele momento. Esta é a primeira fase, a grande fase. Com grandes colóquios,

debates em Lisboa. Com imensa gente. Nós depois ficamos com uma preocupação imensa depois daqueles colóquios e debates. Ficamos quase sem saber o que fazer porque houve uma aderência tão grande, o que não era vulgar em educação de adultos, que ficamos um pouco complexos sem saber o que havíamos de fazer a partir dali.

Por serem pessoas que tinham saídas da administração pública, tinham provavelmente uma maior liberdade para falar e criticar.

Muito maior, muito maior. E portanto, retoma muito dos indivíduos que tinham sido praticamente banidos do processo, como havia um indivíduo que trabalhava muito na educação de adultos que era o Dominicé, todos os suecos, o Paulo Freire. E muitas vezes pessoas que trabalhavam com o Paulo Freire vieram aos nossos debates, aos nossos colóquios. Vinham sempre pessoas de alto nível, é também por isso que eles estavam cheios. E tivemos uma particularidade: fizemos o primeiro Congresso Nacional de Educação de Adultos.

No final de 1985.

Nunca mais houve nenhum congresso. Portanto, foi o primeiro e único Congresso Nacional de Educação de Adultos que teve vários dias de formação, com círculos de estudo e com conclusões.

[...].

Este processo de demissão, na altura, destes elementos todos teve grandes debates na Assembleia da República. Coisa rara. A Assembleia da República que nunca falava de educação de adultos, teve grandes debates. Propostos pelo PS e principalmente pelo PCP e muito levados a cabo pelo Prof. Rogério Fernandes. Que era uma pessoa também muito entendida na problemática. Era um orador magnífico, um orador que rebatava tanto no ensino formal como no ensino não formal e informal. A problemática da educação de adultos era lhe muito cara. Houve debates na Assembleia da República de murro na mesa sobre estas demissões todas e sobre o processo de estatização da educação de adultos. E sobre a criação do Instituto. O Instituto teve por um fio para ser criado. Houve um decreto-lei sobre o Instituto Nacional de Educação de Adultos. Que depois foi reprovado na Assembleia da República. Pela maioria, na altura, que estava na Assembleia da República.

Antes do PNAEBA, aconteceram debates e mesas redondas com vista a definir os objectivos. E numa destas ocasiões, o Alberto Melo exprime receio acerca da ideia do « plano » que podia se transformar num programa formalizado e pouco flexível. Não sei se pode-me dizer que este risco tornou-se realidade.

Exactamente. Mas nessa altura, tinha que se aproveitar aquela oportunidade e aquela saída. Mesmo chamando « plano », tinha que se aproveitar aqueles sete objectivos. Porque tinha lá coisas muito importantes.

Nomeadamente na parte do apoio as associações de base. O que ia na linha da Constituição, que reconhecia que o Estado tinha que apoiar as iniciativas das população.

Nessa mudança, fez-se um levantamento das associações em Portugal que era muito interessante.

Não sei se pode-se dizer que a experiência da DGEP foi inovador e serviu para o PNAEBA

depois de um período de menos intervenção do Estado. E esta linha de apoio as associações locais está novamente abandonada durante os anos 1980. E a APCEP será assim un terceiro momento tentando recuperar estas experiências.

De recuperar um pouco. Porque além desses debates e desses colóquios. Aqui em Coimbra fizemos debates com 500 pessoas. O Congresso Nacional de Educação de Adultos que teve, aderência de centenas pessoas. Depois, a APCEP começa a ter outras formulas de actuação, que vai para a formação. Começa a ter intervenção na formação.

Porque a grande diferença com os momentos da DGEP e do PNAEBA é que a APCEP não faz parte do aparelho do Estado. E assim não tem os mesmos meios.

Não. Portanto a formação foi realmente uma das nossas preocupações, fizeram-se alguns cursos principalmente de animação para. Alias, os objectivos da APCEP, as grandes linhas é a defesa da educação permanente, a defesa da animação sócio cultural, do apoio as associações de desenvolvimento, de actividades de promoção cultural, a formação de animadores e formadores de animadores. A formação de animadores para nós era muito importante, para APCEP. E foi isso que nos fizemos muitas vezes.

E a nível de apoio as associações locais, conseguiram estabelecer contactos com as colectividades locais ou foi mais difícil realizar?

Foi mais difícil. Porque era mais de ir para o terreno. Nós não tínhamos meios. E portanto essa parte foi centralizada na formação, na formação de animadores. E formação de formadores de animadores, que é muito importante. Fizemos investigação, em colaboração com o Instituto de Inovação Educacional que tinha sido criado na altura. O Instituto de Inovação Educacional foi criado no tempo de um governo do Partido Socialista que tinha por objectivo, como o Partido Socialista não queria cair de todo o Instituto Nacional de Educação de Adultos, então criou um instituto que era longitudinal e transversal a toda a educação. Também tratava da educação de adultos, também permitia que a educação de adultos entrasse lá um pouquinho, mas era transversal.

Não vê então a educação de adultos como uma educação diferente das outras. Está diluída no resto da educação.

Mas o Instituto de Inovação Educacional permitia fazer alguma coisa. Com o apoio as investigações, o apoio a alguns projectos de animação porque eles tinham um concurso de projectos. E portanto, pelo menos as pessoas que apresentassem o projecto formal, eles faziam uma análise, faziam um concurso de projectos, seriavam os projectos. E dentro da dimensão financeira que tinham, eles pelo menos davam apoio as associações. Tinha um espaço para a investigação em educação de adultos e para a promoção da animação cultural. Portanto, foi a saída que houve na altura, como era impossível criar um instituto autonomo de educação de adultos. Dentro desse Instituto de Inovação Educacional tivemos alguns projectos de investigação. Desenvolvemos alguns projectos de investigação ligados a educação de adultos. E um deles até foi publicado, que é sobre os animadores de educação de adultos. Como fazer a formação de animadores de educação de adultos.

[...].

E portanto depois desta acção de formação, a APCEP extinguiu-se. Como pode explicar o fim desta experiência?

Começa por grandes acções, as acções vão diminuindo. Na participação, mas não são menos importantes. A instituição tem também uma linha e depois essa formação de formadores.

E esta paragem é devido a saída de pessoas?

Sim, a saída de pessoas. Muitas delas cansadas com a actividade.

Porque se pensamos bem eram pessoas militantes da educação de 1974 até os anos 1990.

A maior parte. A rumar contra a maré. Muitas delas desiludidas com a situação. A maior parte cansadas, porque também tinham a sua actividade profissional e além da sua actividade profissional, elas desenvolviam estas acções. Que era muito trabalho. A maior parte das pessoas cansadas. O que fica disto? O que não é pouco: ficam uma serie de animadores locais que, ligados as associações, continuaram a desenvolver coisas. Eu, hoje ainda encontro desse tempo vários animadores que estão ligados as associações no terreno.

Ao nível local continuaram. E a nível global que perdeu-se.

Exacto. Como vivem no local, como estão perto do local, continuaram ligados ao processo das associações, como dirigentes ou até mesmo como animadores. A associação é o que resta. Não resta muito mais. As pessoas continuam, a maior parte deles, da mesma maneira, mas não resta mais nada. Restam as pessoas.

Pode ser quase um paradoxo mas as associações são a estrutura que dá uma continuidade ao processo de educação, não é o Estado porque houve momentos de abandono.

Também houve outra coisa que levou a paralização e ao desgaste das pessoas. Eu não sou muito a favor que as associações vivem de subsidios do Estado. Mas por exemplo, receber subsidios do Instituto de Inovação Educacional, acho que era importante. E todos esses institutos começaram a não ter dinheiro. A não ter dinheiro para subsidiar nada. Fazia-se uma grande acção que era preciso dinheiro, eles não davam nada. E isso também contribuiu um pouco. A falta de apoio, não quer dizer que fosse institucional, mas a falta de apoio de algumas organizações que se dizem independentes, também nos levou a desanimar um pouquinho. Mas foi mais a idade e o cansaço. E não houve e isso penso que foi um erro nosso muito grave, não houve a preparação de dirigentes novos. Porque os dirigentes são muito importantes nesse processo. E não houve a formação de dirigentes novos.

Para dar uma continuidade.

Exactamente, foi um erro muito grave que toda gente aceita. E portanto quando estes desapareceram, a associação... Quem tentou e é por isso que lhe falei do Lício Lima, depois através de fundos universitários que tinha possibilidade de os ter. Porque eles tinham dentro da própria universidade dentro da area da sociologia, tinham um centro de educação de adultos, quem tentou dar continuidade a esse processo de formação de animadores, foi a Universidade do Minho. E quem tentou dar alguma continuidade na formação de investigadores de formação de adultos, foi aqui a Faculdade de

Psicologia e Ciências da Educação, na pessoa do Prof. António Simões. Portanto estas duas pessoas, dedicando a coisas diferentes tentaram dar continuidade a um processo semelhante. O Lício Lima tentou mesmo dar continuidade a este processo da APCEP porque ele estava muito ligado a APCEP e era um dos dirigentes importantes da APCEP.

[...].

Acho que é importante, faça uma leitura dos cursos que há nas universidades e nas escolas superiores de educação e vai ver quantos cursos de animação cultural e quantos cursos de animação sócioeducativa ou afins existem por este país fora. Portanto o bichinho ficou.

[...].

Quando vimos que o ensino recorrente estava tão formalizado, nos fizemos este curso para pessoas que davam o ensino recorrente. Uma das partes importantes deste curso: animação de espaços, animação áudio-visual, animação da leitura, animação ambiental, animação científica, animação para o consumo, animação para os tempos livres. Para ver se eles eram capazes de introduzir no curriculum formal estas componentes de animação.

A ideia era um pouco de subverter o ensino formal.

Exactamente, subverter os professores para introduzirem alguma coisa naquele curriculum.

[...].

Outro erro nosso, tivemos iniciativas a mais. Levantamos expectativas em muitas centenas de pessoas e depois não tivemos possibilidade para agarrar isto. Porque nós ligamos a isto: não vamos formalizar esta associação. A gente podia ter formalizado aquilo, arranjar funcionários. Mas não. Eram sempre voluntários que estiveram lá na associação, nunca houve um funcionário pago. E nós, como nunca quisemos formalizar, a medida que as pessoas iam cansando, iam saindo. Até que a certa altura, estavam quatro ou cinco pessoas. Como é que vamos dar continuidade a isto? É impossível. Com pessoas já cansadas, é impossível. Neste país, e neste género de país, quem não se formalizar um pouco, morre. Foi uma outra lição que nós tivemos. Morreu por utopia. E é engraçado, e isso é bom, e que a utopia permaneceu durante muitos anos e aquelas pessoas que tinham já 50 e tal anos quando saíram, alguns mais de 60, viveram com utopia até o fim. E depois morreram com utopia.

21. Fausto Martins de Carvalho.

Entretien réalisé le 18 septembre 2013, à Coimbra. 57 minutes.

No período da revolução, já tinha ligação com a Associação da Mocidade Cristã?

Já tinha tido. A primeira vez que vim para aqui, para a ACM, eu tinha 16 anos. Foi em 1962, porque eu sou praticante de judo. E quando comecei a fazer judo, comecei na antiga Associação Académica, no edifício antigo da Associação Académica que é o Palácio dos Grilos actualmente. Onde funcionam os serviços da administração, sobretudo a nível académico. Mas também pessoal e até de contabilidade, embora penso que a área da contabilidade e financeira estão mais no Pólo II e transitaram brevemente para a ex-Faculdade de Medicina. Eu estou a falar assim, estou a vontade porque eu trabalhei na Universidade durante muitos anos. Fui secretário da Faculdade de Ciências de Tecnologia da Universidade de Coimbra, fui administrador da Universidade do Algarve, e portanto é uma área em que estou a vontade. Mas voltando a questão, o que é que aconteceu? Em 1962, houve uma crise académica e a crise académica também chegou a Coimbra e, a determinada altura, foram encerradas as instalações da Associação Académica de Coimbra. E nós tínhamos lá uma sala que dividíamos com a secção de textos. E então como encerraram as instalações, houve necessidade de procurar um espaço para continuar a modalidade que tinha começado em Outubro de 1961. E de repente paramos, era complicado. Era um miúdo, sei desta história vivi-a mas eu era apenas um estudante liceal. E então diz a história que procurou-se em todo o movimento das colectividades em Coimbra um local para instalar uma sala de judo. Um tapete, depois passou a ser desmontável. Porque na Associação Académica nem colchões eram e não se podia tirar. Porque aquilo era uma espécie de corticite que nós tínhamos por baixo. Durante uma noite, a rapaziada universitária assaltou o Palácio dos Grilos, mesmo fechado, e trouxeram na. Os barotes ficaram lá e a corticite. E então das colectividades de Coimbra, e é curioso porque aqui havia muitas colectividades que se diziam contra a situação na altura, o Estado Novo, naturalmente, e que a ACM era uma instituição conservadora. O que é certo é que por uma razão ou por outra nenhuma colectividade aceitou o judo. E porque? Porque o judo era considerado pelo governo de então, pelo Estado Novo, como uma actividade *non grata*. Não gostavam do judo. Porque havia alguns indícios que, de facto, as pessoas eram pessoas que já apontavam para princípios de liberdade ou porque era uma arte marcial considerada pelas chefias militares e tinham receio de uma certa concorrência. O que é certo é que a ACM foi a única instituição em Coimbra que aceitou o judo. E estivemos aqui de 1962 a 1974, quando reabriram as instalações da actual Associação Académica aqui na Praça da República. E há esta a minha ligação inicial com a ACM. Depois tive sempre alguma ligação com a ACM e regresso efectivamente em 1988 para trabalhar com o judo, exactamente de alguma maneira com o « apelo », com muito amizade que tinha por eles porque também trabalhava na universidade o secretário-geral da ACM e ele lá me convenceu para vir para cá com o judo. Porque entretanto tinha estado sempre na Associação Académica, como atleta e depois como treinador,

dirigente. E depois em 1987 acabei por sair e estava na altura na inactividade do judo. E aqui souberam e me captaram para aqui. E a partir daí aqui mantive, eu tenho vindo a fazer parte de alguns corpos gerentes, primeiro foi secretário da mesa da assembleia geral, isto além das responsabilidades que tinha na secção de judo. Depois suspendi porque foi nomeado delegado regional do Instituto do Desporto e quando deixei de o ser, voltei e foi desafiado para fazer parte de uma lista candidata aos corpos sociais como presidente da direcção e assim foi. Ganhamos as eleições, já fomos reeleitos e estamos já no segundo mandato no primeiro ano do segundo mandato. E é assim que eu cheguei a ACM e que eu mantive com a responsabilidade que eu tenho nesse cargo.

Acho também interessante de focar a investigação em Coimbra porque a cidade viveu também ao ritmo da revolução.

Eu nessa altura não estava cá. Porque eu estava exilado, estava no estrangeiro quando foi o 25 de Abril. Isto é assim porque houve a crise de 1962, depois houve a crise de 1969, entretanto fui preso durante o período da crise de 1969, com as agitações académicas. Nessa altura, era universitário e depois tive alguns problemas com a policia do Estado e em determinada altura, a melhor solução era, de facto, abandonar o país e foi o que eu tive que fazer. Estive em França, depois estive na Dinamarca e quando foi a revolução do 25 de Abril, estava na Dinamarca.

É pouco comum a Dinamarca.

Mas é curioso porque as 07:30 da manhã, estava eu a ver a revolução em Portugal numa televisão na Dinamarca. Estava numa escola, na altura estava a estudar jornalismo numa escola em Kolding na Dinamarca. No tempo anterior tinha estado a aprender a lingua e estava ali numa escola de jornalismo e fui sempre exercido físico, independentemente de estar aqui ou de estar acola. Era uma coisa que eu sentia a necessidade e procurava fazer. E então nessa altura eu estava nessa escola que era uma escola com uma comunidade, com casas organizadas por si e que geriam a própria casa e então arranjei um grupo, lá na casa, para três vezes por semana fazermos um percurso em corrida, um cross porque tinha muitos bosques. Portanto um desses dias, vínhamos já a chegar, cedo porque nós voltávamos cedo, eram 7 horas, 7 e pouco, estava toda gente na rua, lá na escola. Todo a gritar, todo a gritar, nós vínhamos a chegar cansados. « Fausto, Fausto, a revolução em Portugal, a revolução em Portugal ». Já estavam lá nessa altura alguns chilenos resultante do problema que houve no Chile do Allende. Portanto, alguns que estavam lá também refugiados e que estavam lá também nessa escola e que tinham acabado de chegar 15 dias ou um mês antes. E portanto foi assim, depois foi tratando das coisas. Eu estava lá, não estava turista e mesmo a policia de Estado internacional de Dinamarca sabia, pelo menos eles disseram me isso depois, sabiam perfeitamente bem que eu não estava lá, a partir de um momento que acontecesse alguma coisa em Portugal. Porque eles me conheciam bem e sabiam a minha forma de estar, as minhas características. E portanto, quando lhe fui dizer, cheguei a policia e disse: « Olha, quero regressar a Portugal ». E eles me disseram: « Não nos disse nada que nós não pensássemos ». Alias é estranho porque é o único que até agora desmonstrou de facto, nós já sabíamos que você ia fazer. Porque? Porque eu quando acabei de aprender a lingua, quando eles me

consideraram apto para viver lá nesse contexto, perguntaram-me o que eu queria. Se queria continuar a estudar ou se queria ir para um empresa, porque já tinha o curso de direito, inclusivamente dar apoio jurídico. Reconheceram-me o curso de uma maneira muito simples lá. Foi num papel escrito a mão. Eu disse: « Não, eu quero continuar a estudar ». Porque estava a espera, fazia parte de uma organização política tínhamos ligações com França, com Alemanha. De vez em quando vinha a França.

Havia então uma organização política?

Sim, havia uma organização de que fazia parte lá, quando lá cheguei integrei-a. E vinha a França algumas vezes, fazer o contacto com o pessoal em França. A nossa acção mais concreta era de apoio aos movimentos de libertação, iamos dar a conhecer a realidade política em Portugal e também expressar a nosso sentir em relação aos movimentos de libertação das diversas colónias portuguesas. E neste contexto, não foi surpresa para mim quando foi a revolução mas é sempre um momento importante e que nos traz, naqueles momentos, uma satisfação muito grande. Foi uma alegria muito grande. E depois preparei as coisas para regressar a Portugal. Ainda estive em França, antes de regressar a Portugal, dentro da organização a viver alguma peripécia da situação. E depois então regressei a Portugal e cheguei aqui o 28 de Maio, creio eu. Um mês depois.

E qual era a organização em que fazia parte?

Era um comité. Era o comité de acção portuguesa na Dinamarca, era qualquer coisa assim que se chamava para permitir que nós podíamos desenvolver alguma actividade, na rua distribuir panfletes, distribuir documentação e fizemos algumas conferências e também algumas actividades culturais porque chegaram a ir lá cantores, dos cantores na altura de protesto. E havia bom acolhimento, sobretudo da juventude dinamarquesa.

E quando regressou, regressou com esta bagagem organizativa.

Foi uma situação de grande motivação, quem gostava, quem se envolvia. Depois aconteceu toda esta movimentação em Portugal, com muitas peripécias, muitas coisas complicadas também. Algumas menos complicadas que outras. Muitos interesses começaram a vir de cima para instalação de protagonistas e quando isso começou, aí comecei a não gostar.

Regressou com esta organização?

Regressei com esta organização, depois ingressei nalgumas outras que havia cá. Como por exemplo os GDUP é uma consequência dessa organização que nós fomos gerando a nível popular. Eu, por exemplo, nunca estive ligado a partido e curiosamente lá no Casal da Misarela havia um acção forte, havia ali um grupo muito forte, alias era muito conhecido o Casal da Misarela nesse período. Porque nós desenvolvíamos, de facto, uma acção muito forte. Era um movimento, digamos, de união, de unidade mas a determinada altura, alguém... Havia o MDP, o Movimento Democrático Português que englobava uma grande massa de gente, que não estava filiado em partido, que queria estar organizada para fazer coisas. A determinado momento, numa assembleia lá, faziam-se muita assembleias, alguém que era da organização do MDP, começa a haver a informação de que o MDP se quer transformar em

partido. Quando chega lá essa informação, o pessoal rejeitou. E a partir daí acabou. O MDP continuou ligado ao movimento popular, mas todos nós que não estávamos envolvidos em princípios partidários, dissemos que não e continuamos a trabalhar mas à margem do MDP. E daí para frente é que começam a surgir estas outras organizações e entre elas os GDUP.

Muitas vezes, ouve-se que nas zonas mais rurais a revolução chegou mais tarde. Mas no caso do Casal da Misarela, houve realizações concretas.

Isso chegou no dia. Quase no dia.

Por exemplo, a construção do Centro de Recreio de Palheiros e Zorro foi iniciada pela população em 1974.

São movimentações populares que se geram por si próprio. Alias o Casal da Misarela no princípio foi um poucado assim também. Depois as coisas evoluem. Eu, por exemplo, recorde-me em relação a questão das autarquias, havia o problema dos presidentes de Junta que eram nomeados pelo governo, tiveram que sair. E entretanto, o primeiro presidente de junta que foi eleito popularmente noas Torres do Mondego, a porta da Junta, no largo ao lado da igreja. E a eleição do presidente da Junta na altura, isso foi em Julho 1974, e então convoca-se uma assembleia, as comissões das povoações convocam uma assembleia, lá para a sede da Junta e fez-se a votação. E então eu fui eleito o primeiro presidente da Junta depois do 25 de Abril. E é curioso que o ano passado, fizeram lá uma homenagem, uma evocação aos diversos presidentes de Junta da freguesia e eu não fui contactado. Mas fiquei este registo, porque eu fui o primeiro presidente de freguesia. Acabei por não exercer o mandato, porque? Porque entretanto, candidatei-me a delegado interino do procurador da República, porque eu tinha que trabalhar. E então fui nomeado delegado interino do procurador da República em Trás-os-Montes, em Alijó. E quando isso aconteceu, eu ainda fiz uma petição ao governo na altura para me permitir desenvolver minhas funções de delegado e as funções de presidente da Junta. Mas não foi aceite. E portanto, eu em Agosto, tive que deixar. Tive que renunciar ao cargo de presidente da Junta.

Sei que houve aulas de alfabetização no Casal de Misarela mas não sei quem organizou e qual foi o impacto.

Teve impacto, inclusivamente até cultural. Houve sessões até de teatro, organizaram-se lá um grupo que estava ligado ao CITAC da Associação Académica. Um grupo de pessoas, jovens estudantes que tinham ligação com o CITAC e que eram lá participantes, naquele conceito de levar a cultura a população, criaram lá de facto um centro cultural onde faziam teatro. E é curioso porque a minha mulher também fazia parte desse grupo. Não nós conhecíamos, foi coincidência mais tarde, acabamos por nós casar. E nessa altura, lembro-me que ela andava lá com mais três ou quatro, é mais uma curiosidade.

Encontrei muitas vezes o nome da Associação Desportiva e Recreativa do Casal da Misarela, era neste contexto?

É criada posteriormente. Mais tarde é criada essa associação porque acaba, deixa de haver aquela força. O PREC foi acabando naturalmente e a uma altura acabou mesmo e portanto, teve que se dar

alternativas a isso e foi criado nesta altura, mais tarde, a associação de Casal da Misarela, do Vale de Canas.

Isso acontece muito, associações criadas em 1977-78, depois de um período mais político.

É a consequência, digamos, de toda essa acção de dinamização que surge após o 25 de Abril e que depois a determinada altura vai se estabilizando mais que é preciso continuar a fazer qualquer coisa.

A partir de 1977, tem vários encontros de associações a nível nacional e a Associação Desportiva e Recreativa do Casal da Misarela fazia parte em 1977 e 1979 destes encontros.

Eu, nessa altura, tive necessidade de fazer outras coisas. Entretanto, cumpri serviço militar e enquanto estou numa altura de licença registada aqui em Coimbra, fazem-me um desafio. Primeiro rejeitei mas lá me convenceram e é quando eu vou para a universidade. E a partir daí, passo a ter um enquadramento diferente, digamos assim, e já não tenho tempo para estar muito ligado a essas actividades tão permanentes, embora continuasse ligado aqui em Coimbra a todas essas áreas. Mas não pude continuar com o processo que vinha decorrendo de trás e em que estava envolvido até o pescoço, por exemplo lá no Casal da Misarela. A associação, dei alguma colaboração mas apenas de carácter pessoal.

E existem bastante colectividade no Casal da Misarela, que é uma aldeia.

Tem e já tinha. Antes do 25 de Abril já tinha, havia lá uma colectividade que se chamava 24 de Setembro. No sítio onde é o restaurante da Mariazinha era as instalações do Grupo Recreativo Casalense 24 de Setembro. Que era uma das grandes colectividades aqui daquela área. Entre outras coisas, faziam festas e faziam-se grandes bailes. A grande maioria das pessoas que eu conheci no Casal da Misarela casaram-se ali. Ia gente de todo lado para ali, gente de todo lado. E depois quando faziam o aniversário que era no 24 de Setembro, faziam uma festa, ia gente de todo lado. Os músicos, lá das bandas, dormiam em casas das pessoas, era engraçado. Fazia-se umas provas de bicicletas, de barco, daqueles de sacos... Aqueles jogos tradicionais, fazia-se isso nessa altura. Era muito giro.

E o GDUP da Casal da Misarela é uma tradução destes movimentos populares.

Teve um problema complicado, até pouco antes do 25 de Abril. Eu, por exemplo, fiz toda a minha vida escolar lá, nas Torres do Mondego, apesar de haver um período em que estive que ir para as Vendas de Ceira porque o professor deixou, teve que sair por outras actividades e nós tivemos que ir para a escola de Ceira. Mas tirando isso foi sempre o meu período escolar, quer lá na escola das Torres do Mondego, quer depois no liceu onde andei aqui em Coimbra, vinha de bicicleta ou a pé, e o meu curso universitário, foi sempre sem luz eléctrica. Não havia luz eléctrica no Casal da Misarela, só foi inaugurado e eu nem estava cá, estava no estrangeiro na altura, em 1973. Foi um período em que o Casal da Misarela, de facto, era inexistente, praticamente inexistente.

E estes órgãos populares nascem geralmente de uma necessidade concreta: ter acesso a luz, a água.

Exacto. Não havia água canalizada, também. É nesse altura que fez-se uma canalização de água, criaram-se uns fontanários porque as casas não tinham água. Havia um poço, por caso é dos avós

meus, hoje sou eu um dos proprietários do poço, havia um fontanáriozinho, uma bica no ribeiro. Os pontos fundamentais, sobretudo no verão para recolher a água. Foram períodos também difíceis.

O GDUP nasce destes movimentos populares. Sei que participou no Encontro Nacional dos GDUP depois da campanha de Otelos Saraiva de Carvalho em 1976.

Exacto era aquele movimento de unidade popular que se queria que fosse genuíno, sem interferências e intervenções partidárias. E acreditava-se de facto que estes movimentos que tinham como princípio serem genuínos, não estar subordinados a esse tipo de intervenções, e serem de facto o transporte das realidades e dificuldades que havia para ultrapassar. E depois sabemos que todo isso é sempre aproveitado de alguma maneira mas o objectivo era esse e este GDUP resulta exactamente daquilo que foi aquele movimento inicial de quem não queria estar subordinado a directivas partidárias.

Participou então na campanha do Otelos Saraiva de Carvalho em 1976?

Exacto. Alias, posso-lhe dizer, eu fui o mandatário do Otelos cá em Coimbra.

Nas autarquias de 1976, encontrei o nome de uma lista independente « Poder do Trabalho, Vitória Certa » na freguesia das Torres do Mondego. Foi uma lista do GDUP?

Era. O que se fez era procurar jovens, cidadãos que sabíamos que existia nos diversos locais da freguesia, nas diversas aldeias, e se procurou formar uma lista que abrangesse um conjunto de pessoas, que em cada um dos seus locais, sabíamos que estavam inseridos no movimento também mais ou menos popular. E procurou-se essa ideia, avançar por aí.

E conseguiram três eleitos, ficando como segunda força política na freguesia das Torres do Mondego.

É, porque eram pessoas que nós consideramos que tinham muita influência nessa altura, junto dos cidadãos, das populações desses locais. E portanto procurou-se fazer essa junção.

E nos anos seguintes já não há listas independentes na freguesia.

Certo. Nessa altura, quando já não houve, recordo que estava em minha casa, foi contactado para um grupo de pessoas, jovens mais ou menos da minha idade, convidaram-me se eu aceitava ser candidato a presidente da Junta. E disse que a minha vida estava um pouquinho ocupada mas que iria pensar. E portanto combinamos daqui a uma semana. Mas foi até hoje porque nesse altura envolveu entretanto a APU e quem foi lá falar comigo estava ligado a APU. A curiosidade ao longo dos anos e até hoje, em que para a junta de freguesia a APU e a CDU posteriormente ganham sempre as eleições mas se for para outros tipos de eleições, eleições legislativas, eleições europeias, é sempre o PS que ganha. É curioso mas é um facto. E sabe porque? Isto é a minha leitura. Estas tais personagens que nós para aquela lista que disse fomos procurar recrutarem, envolver nas diversas áreas nessas aldeias da freguesia, depois foram mais ou menos captadas pela APU. E ainda hoje alguns. Durante muitos anos, estas pessoas influentes nessas aldeias integraram as listas da APU.

A parte cultural era geralmente importante dentro das candidaturas dos GDUP. De promoção do acesso a cultura e a uma cultura diferente.

Havia esse grupo de teatro que começou lá. Levamos lá, entre outros, o Zeca Afonso, e

inclusivamente, por a minha iniciativa, criamos lá um grupo de judo em que havia muita gente, exactamente no restaurante da Mariazinha, aquilo era a sala onde nós tínhamos os tapetes e fizeram-se lá boas realizações, com muita gente. Inclusivamente, demonstrações com muito público. O judo manteve sempre uma raiz ali porque ainda há lá na associação.

Na altura o desporto era visto como meio de aprendizagem colectivo.

Nessa altura, havia os núcleos das diversas actividades. Isto numa movimentação e num projecto de desenvolvimento popular das diversas actividades, como o futebol, o judo também, o andebol e um conjunto de outras modalidades.

[...].

Teve depois uma experiência na ACM no final dos anos 1980 que é um período de grandes mudanças em Portugal. Teve aqui diferenças a nível do apoio estatal a associação?

Não, a ACM não recebe subsídios. As receitas que tem são receitas das cotisações dos seus associados e das cotisações de algumas intervenções dos praticantes destas ou daquelas modalidades. Há outras que são as secções autónomas em que as cotas da actividade são geridas na própria secção. Tem receitas de algum espaço que tem, aqui por exemplo o espaço NB é da ACM, assim como isto aí por baixo. É um espaço arrendado, alias é onde era o bingo. E temos um campo em Foz do Arouce em que também permite algumas receitas. E isso é o que salva a ACM. Agora pontualmente há um apoio ou outro.

22. Carlos Viana.

Entretien réalisé le 10 octobre 2013, à Coimbra. 86 minutes.

Foi presidente da direcção do centro a partir de 1974?

Não, não. Foi em 1978 ou 1979. Antes disso estive ligado a outras actividades, mais ligado ao sindicalismo.

Mas já tinha ligação com o bairro e o centro?

Já cá vivia, sou sócio há 50 anos. O centro não tinha grande implementação social. Este centro tem uma história idêntica a todos os centros fabricados pelo Estado Novo. Era o centro nº18 do INATEL.

Depois do 25 de Abril, qual é a natureza das mudanças a nível das actividades do centro?

A fase que acompanhei mais já é no fim da década de 1970. Há aqui uma vertente muito importante é que até 1974 as mulheres não tinham intervenção nenhuma nas colectividades. A direcção era essencialmente machista, tem muito a ver com o próprio regime. Portanto, o 25 de Abril também nisso faz uma grande transformação. Isto para dizer que houve uma importância enorme na intervenção feminina neste centro depois do 25 de Abril. Estou convencida que as primeiras mulheres a fazer parte da direcção foi na minha direcção de 1978. Tínhamos dois elementos femininos, duas excelentes directoras.

E nos dados do analfabetismo da altura, tem uma grande diferença entre as mulheres e os homens, o que mostra a natureza do regime.

Claro. A senhora era uma espécie de bibelot para estar em casa. O analfabetismo era enorme. Acções de alfabetização propriamente dito, aqui em Coimbra, em termos de colectividade, não era esse o caso. Apoiamos escolas de alfabetização, mas era a Câmara que protagonizava isso, e nós apoiávamos. Os números, em termos de analfabetismo, são mentirosos. Considera-se que havia 35% de analfabetos. Isto é mentira, nesse 65%, sou capaz chegar a dizer que metade só sabiam escrever o nome. E deixavam de ser analfabetos porque sabiam escrever o nome, sabiam assinar. A ileteracia atingiria 80% da população. Foram realmente 50 anos, a chamada noite negra.

E no período revolucionário, a cultura era vista como parte de um novo projecto político de construção de um sistema alternativo.

Não se esqueça que logo no IIº Governo provisório, há um ministério só para a alfabetização. No âmbito do MFA. Que era um tipo que era da marinha, o Ramiro Correia. Repara a importância portanto que tinha para o governo, os governos revolucionários, que só houve realmente quatro governos. Do segundo ao quinto, os governos gonçalvistas. O gonçalvismo, dizem que existiu mas dizem pela negativa. Quando eu digo, afirmo pela positiva.

[...].

As comissões de trabalhadores, de moradores para aí fora, depois de 1976, não têm força. Começam a perder força. Apoio do Estado e não só. Digamos que perdeu o apoio da população em geral. O

problema é que a cabeça dos portugueses viraram-se, assustaram-se com o comunismo. Os portugueses assustaram-se e é só assim que a direita conseguiu tomar conta do governo. A direita [...] de tal forma, o susto pelo comunismo, « Os gajos comem as criancinhas no pequeno-almoço e dão uma injeçãozinha... ». Eu nunca me assustei com isto, sempre estive na mesma linha. Foi uma pena realmente. As conquistas de Abril foram tantas que ainda se manteve algumas.

Houve então no centro grandes mudanças a partir do 25 de Abril?

Não imediatamente. Até o fim da década de 1970. Eu, nessa altura estava tão ocupado com outras coisas que de facto não acompanhei. Foram-me bater a minha porta a casa em 1978 dizendo que estava uma desgraça. E como nessa altura tinha largado o movimento sindical, por opção pessoal. Sou bancário de profissão e sempre detestei a minha profissão, era a profissão onde eu ganhava o meu salário para viver. E em fins de 1977, retirei-me do movimento sindical porque a direcção do meu sindicato é ganha pela direita, neste caso o PS.

Sei que em 1976, tem a criação no centro de um Circulo de Acção Cultural (CAC).

Em 1976, eu não posso aí.

Passou então do sindicalismo para o associativismo numa colectividade de cultura e desporto.

Depois do associativismo, virei para a Câmara, fui autarca. Preenchi bem a minha vida, consegui combater a frustração de ser bancário. É verdade que me desgastei muito, eu trabalhava 18 horas por dia. Sempre mantive na profissão.

No Sindicato dos bancários, houve uma lista fora da linha maioritária que ganha em Coimbra, nomeadamente com o Joaquim Calhau.

Em Outubro-Novembro de 1975, o Sindicato dos bancários é ganho por uma lista, chamemos, de independentes de esquerda. Tem uma explicação. A direcção anterior, da qual eu fazia parte, alias eu já estava na direcção antes do 25 de Abril, e mantive na direcção até essa altura. Acontece que, tínhamos aderido a Intersindical Nacional, e talvez por isso, eramos considerados uma direcção ligada aos comunistas. Mas posso dizer que nessa direcção, só havia dois comunistas. Era eu e outro. Já para dar ideia. Em fins de 1975, há eleições para o sindicato, a direita, a tendência social-democrata não tinha força para nos combater. Estamos no fim do Verão Quente, o PS também não, não sabia para onde havia de se virar. E aparece uma lista de independentes, encabeçada pelo Jorge Marinheiro, onde se encaixa o Calhau. E neste quadro, é evidente que foi fácil. Essa lista de independentes totalmente desconhecidos do movimento sindical colheu os votos da direita, do PSD e do próprio PS e ganha as eleições. E é aí que eu digo: « Não estou para aturar isto ». Fiquei no conselho geral, fui eleito ao conselho geral, ainda mantive lá três anos. Os gajos tinham a maioria, votavam. O conselho geral era uma palhaçada. E é aí que eu digo que eu desisti, disse: « Não estou aqui a fazer nada no movimento sindical ». E quando me aparece um amigo a bater a porta.

Foi uma altura muito importante com a nacionalização da banca em Março de 1975.

A nacionalização da banca e seguros, 14 de Março. O 14 de Março as 3 da manhã, recebi um telefonema do sindicato. A banca estava pronta a ser nacionalizada.

E a partir daí o Estado tinha um poderoso instrumento para a intervenção na economia.

E o movimento sindical. Repara na força do sindicato dos bancários que apoiava todo este movimento. Dentro da nossa direcção, havia muito gente que se assustou com aquela coisa da revolução. Isto é um pormenor, entre o 11 de Março, que é uma tentativa de golpe anti-revolucionário que é dominado e a partir daí é que se avança mais, e o 14 de Março, eu e não só eu, estivemos acordados três dias. A espera de notícia. E eram três da manhã quando recebemos um telefonema do sindicato a dizer que a banca estava nacionalizada, pensem em elementos para o conselho de gestão.

Desligou-se da direcção sindical e entrou depois da direcção do centro.

Nunca me desliguei totalmente, ainda hoje sou sindicalizado.

Disse há pouco que a situação interna na altura não era boa.

Não, não. Ora bem, o que é que encontrei aqui em 1978 ou 1979? O amigo que aqui estava como presidente expõe-me a situação, o problema fundamental era económico. Não havia dinheiro para nada, estava saturado. Não havia ninguém que quisesse pegar nisto. E vem me convidar a mim para encabeçar uma lista. Foi numa sexta-feira. « Calma aí, amanhã vamos conversar com mais calma. Quero ver números, quero ver o que se passa ». Tivemos aí a conversar, a situação economicamente nem era boa, nem era mau, era negativa.

Devido a gestão do centro?

Não havia actividades. Não havia actividades. Havia aí uma secção fortíssima mas que funcionava autonomamente. Não havia ligação entre essa secção e a própria direcção. Tinham 200 e tal garrotas a fazer ballet. A professora era médica, era a Gabriela Figo. Um grupo muito interessante, mas que funcionava desligada da direcção. Era a única secção que funcionava. Depois havia outra que eram um pouquinho fantasmas. Descubri uma secção de ginástica para crianças que a professora não punha cá os pés a três meses, estava doente. Tudo isso deu trabalho a resolver mas foi fácil de resolver. E começar-se aqui actividades. Essa secção de ballet deixou de ser autónoma. [...]. E foram criadas actividades, num ano criei 17 actividades diferentes.

Sobretudo de desporto?

Não, não. Cultural, música. Tivemos ali aulas de viola, de guitarra, de canto. Dança, ginástica. A parte feminina a funcionar muito, ginástica para senhoras, ginástica para a terceira idade, chamada para os veteranos. A aqui outra coisa importantíssima de que não falei, conseguiu-se na altura, uma coisa que era fundamental: a ligação desta colectividade com as secções da Associação Académica. Tinham apoios financeiros grandes não só do governo como da própria reitoria na altura. E faço um desafio à Associação Académica: « Então vocês não têm que apoiar, não têm que dar aquilo que estão a receber à sociedade? Então façam com as colectividades. A nossa colectividade está aberta a receber todos ». Fizeram-se aqui espectáculos.

Portanto dos grupos culturais da AAC.

Do TEUC, do CITAC... Até fotografia. A Associação Académica tinha, na altura, uma secção de fotografia muito boa. Não era só ensinar a disparar, era fazer fotografias. Até esse protocolo consegui

com eles. Conseguiu-se portanto ali um protocolo e uma relação muito interessante, foi extremamente frutuosa, até para eles também porque eles não tinham público. Fizemos aqui, não exagerando, uns 60 espectáculos. E portanto tudo isso criou uma movimentação. Fui repescar a máquina de projectar filmes que estava arrumada no sótão. Perguntei a um tecnico se ainda funcionava. « Isto, com um poucado de óleo, não sei que ». E fizemos aqui projecção de filmes com a máquina que já estava arrumada. A preço simbolico mas sempre a pagar. Se pagou tem algum interesse nisso. Nada pode ser a borla, pode ser a preço simbolico que seja demonstrativa que a pessoa quer mesmo. Também fiz isso na Câmara e teve bons resultados. Fui vereador da cultura da Câmara. O grande trabalho que eu fiz, foi precisamente com as colectividades.

Foi autarquia a partir de quando?

De 1986 a 1990. Depois voltei a ser mas sem pelouro. Mas esse mandato foi muito engraçado, muito interessante. Eu consegui fazer com as colectividades uma coisa que neste terrina nunca tinha acontecido.

O encontro de colectividades então.

É no último ano do meu mandato, em 1989.

[...].

A situação era difícil quando chegou nesta colectividade, não sei se chegou a receber apoio do Estado, do FAOJ ou da DGEA.

Não, não. Foi a criação de actividades que permitiu dar a volta a isso.

E ficou presidente da direcção até que data?

Até 1982-83.

[...]

O que é que foi o encontro de colectividades? Basicamente foi isso, a Câmara pegue nos grupos que têm actividades culturais: teatro, dança, folclore... Colectividades essas que a própria Câmara subsidiava. « O subsidio é para isto », esta foi a minha política. Foram feitos protocolos de três espectáculos, quatro, dependia da qualidade do grupo. E essas colectividades iam fazer nos diversos locais. E eu lembro de ouvir um casal de velhote dizer que nunca tinha visto teatro, para mim foi uma das coisas mais gratificante que eu tive. E portanto as colectividades obrigaram-se a cumprir este protocolo.

Teve então envolvimento sindical, associativo e mais claramente político a nível da Câmara Municipal de Coimbra. Não sei se na altura, via esta actividade associativa e cultural como parte da sua acção política.

De certa forma sim. Sobretudo, o que é que me apaixonou para este trabalho, foi o facto de perceber que alguns deles: « E só fui para direcção para não deixar os comunistas tomar conta disto ». Eramos dois. Outra vez a mesma cena. Fiz-me assim um clique, vou mostrar a estes gajos que o comunista sabe trabalhar com as pessoas e gosta de estar com as pessoas. Desenvolvi a partir daí uma actividade bellissima, incluindo responsabilidades as pessoas e tarefas. [...]. Você fez-me uma pergunta muita

curiosa, se eu considero aquilo um trabalho político. Inicialmente não, sinceramente. Considerei a partir do momento em que senti esse desafio. A primeira coisa que eu fiz foi comprar baralhos de cartas novos para toda gente. Para eles perceberem que não queria acabar com os jogos. O que dominava o ambiente do centro, era aquele salão. A noite, cem pessoas a jogar as cartas, o bilharde. Este ambiente do centro é criado por aquelas pessoas. A maior parte delas com aquela característica conservadora. Pus aquelas pessoas a pintar o salão, foi depois de os conquistar. Comprei tintas, no domingo de rolo na mão. Pintaram aquilo, a seguir comemos umas febras. Portanto a sua pergunta é curiosa, nunca tinha pensado nisso. Como digo inicialmente não houve qualquer intenção política, foi mais o apoio a uma colectividade que é aqui do meu bairro. Os preços cobrados pelas actividades eram muito mais baixo do que nas outras colectividades. Mas muito mais baixo, mas que era perfeitamente suficiente para resolver tudo.

E educação tinha então um papel político para dar ferramentos as pessoas para mudar a via quotidiana.

Perceberem que têm um papel importante e podem ser interventivas. « Sabes o que queres, sabes o que necessitas ». Os técnicos têm que perceber o que as pessoas querem.

23. José Orlando Reis.

Entretien réalisé le 24 octobre 2013, à Coimbra. 72 minutes.

Depois do 25 de Abril, houve uma vontade de criar um « centro democrático » na Lousã.

Foi um cooperante, que até pouco tempo era presidente da Assembleia geral, João Poiares da Silva que é um dos fundadores do Trevim, é que esteve ligado a isso. Tenho uma ideia disso.

Escreveu em novembro de 1974 um artigo sobre a importância das colectividades populares. Em que disse que a missão destas associações não era de fazer bailes mas de permitir a democratização da cultura e do desporto.

Acho que isso tinha a ver com a minha actividade na altura. Eu estive ligado, a seguir ao 25 de Abril, a um pequeno clube recreativo na minha aldeia, que é Casal de Ermio. E logo a seguir ao 25 de Abril, houve eleições e eu fiz parte dessa direcção. E insisti bastante, cheguei a ter alguns programas. Porque havia aquelas ideias conservadoras que aquilo era para fazer bailes, de facto, era o que acontecia. E na altura, criaram-se jornais de parede. Lá no clube tínhamos jornais de parede e depois houve guerras internas com a direcção. Na altura escrevia para Casal do Ermio, servia de correspondente para Casal do Ermio. E aquilo não foi pacífico. Porque? O clube do Casal do Ermio é uma coisa interessante, é um clube que vai fazer daqui um ano 100 anos. E aquele clube tem uns estatutos muito interessantes. Foi criado para o repúblicano, na abertura dos estatutos dizia uma frase que nunca mais me esqueci: « O fim último do associativismo é realizar o socialismo pacífico ». E tinha isso escrito numa primeira versão dos estatutos. Depois na seguinte já desapareceu isso. E dizia que um dos principais objectivos era socializar os sócios, inclusive assinando jornais para sócios lerem os jornais e tendo uma biblioteca. Uma das primeiras guerras lá, criamos um jornal de parede e foi assinar jornais e criar uma biblioteca. Só que isso não foi de facto pacífico. Provavelmente, isso foi um artigo que eu fiz por causa disso.

E estes jornais de parede?

Eram recortes de outros jornais, seleccionava-se.

E não foi pacífico por causa da direcção anterior?

Não, porque recortavam-se coisas de jornais. Um processo que estava em curso na altura era o saneamento das autarquias, a eleição de comissões administrativas e retirar de lá os antigos presidentes de Junta, que tinham sido nomeados. Em Casal do Ermio, isso não foi pacífico. Porque a pessoa que estava lá até era boa pessoa, até tinha feito algumas coisas, não foi pacífico. De modo que o jornal de parede também dava conta de noutros locais, já se tinha feito a democratização.

Abria então a freguesia.

Exactamente, a democratização. E houve reacção.

Vi esta notícia no Trevim a dizer que acabe os jornais de parede.

Deve ter decidido numa reunião de direcção e eu deve ter sido derrotado. Foi reacção interna. Eram

recortes de outros jornais, havia um boletim do MFA. Eram recortes desse tipo, em que se fazia apologia da democratização.

Retomando um pouco esta linha do socialismo pacífico.

Exactamente. Deixe-me dizer que o Clube Recreativo Ermicense é actualmente das associações que estão em funcionamento a segunda mais antiga, depois da Filarmónica. Havia outros, mas entretanto desapareceram.

Houve acções de alfabetização depois do 25 de Abril neste clube?

Não, foi mais tarde só. Houve lá algumas sessões de animação cultural, de projecção de uns filmes. Estou a lembrar, uma vez, de um filme que era « O Sal da Terra ».

E houve apoios mais tarde da DGEA, com a inauguração de uma biblioteca em 1986.

E depois teve lá bolseiros. Houve lá mais uma festa que se fez mais para a agariação de fundos, porque um dos grandes objectivos era criar instalações próprio para o clube, que agora tem. Houve de facto uma festa com fados, com canto livre. No Casal do Ermio, tem uma pessoa que foi um repúblicano muito conhecido, que é o Dr. António Pires de Carvalho, tem lá um busto. E tinha algumas influências repúblicas que resultou aí na criação do clube. Ele esteve preso mais tarde, já depois no tempo do fascismo. E há ali algumas raízes repúblicas.

O concelho da Lousã é singular no âmbito dos concelhos do interior. Já, por ter um meio fabril importante. Isso leva ao desenvolvimento das ideias repúblicas.

Exactamente, sem dúvida. Sim, foram ali muito fortes. E há outro aspecto, a Lousã foi muita rica em imprensa local. Chegou a ter três semanários. Tinha ali duas tipografias e isso também deve ter contribuído. De facto, teve lá um grande movimento repúblico. Antes ainda da República, houve ali personalidades que defenderam a instrução. Houve ali de facto movimento pela instrução. E há uma figura muito importante que é o Álvaro Viana de Lemos. A única monografia que há ainda importante hoje sobre a Lousã é desse Álvaro Viana de Lemos. É uma figura muito importante. É dos anos 50, há duas reedições. Chama-se *A Lousã e o seu concelho*. E ele foi uma figura muito importante na área da educação. Talvez explica um pouquinho isso. Depois, há um grande parque industrial, sobretudo a parte do papel. Chegou a haver quatro fábricas de papel ali no concelho. Houve uma no Casal do Ermio. Há do Prado que é a mais antiga, depois uma no Casal do Ermio, que era da família do dr. Pires de Carvalho e que desapareceu. E havia uma outra muito importante em Serpins. De modo que havia ali uma grande percentagem de operários, sobretudo em Serpins e Lousã. Alias, houve uma luta pública, para os oito horas de trabalho no Prado.

E mesmo durante as eleições, o voto no concelho da Lousã é mais parecido com aquele de Coimbra ou da Figueira da Foz do que da Pampilhosa da Serra ou de Arganil.

Sim, é o resultado também da composição social.

Escreveu este artigo em 1974, provavelmente porque a maioria das colectividades só tinham os bailes como actividade.

Sim, sem dúvida. Tirando a Filarmónica, as outras colectividades era praticamente só bailes, nalguns

casos tinham o desporto. Alguns clubes desportivos. Actividades culturais não havia nada. Está a ver a reacção que causou o facto de ter ali um jornal.

E houve mudanças nas actividades destas colectividades locais?

Talvez a Filarmónica Lousanense. As outras, não me recorde. Depois começaram a vir também os grupos folclóricos. Já têm alguma actividade cultural, mas nesse sentido de uma dinamização cultural, não.

Tem também artigos a definir o papel do *Trevim* na divulgação cultural. Além do jornal tinha todo um conjunto de actividades culturais.

Sim. Tinha aquela consigna « Uma voz nova para uma Lousã renovada ». Isso tinha a ver com o facto de que na altura tinha um jornal que era *O Povo da Lousã*, que desapareceu com o 25 de Abril e havia um jornal paroquial. E o *Trevim* surge em 1967, quando depois aparece o Marcello Caetano, já tentando um pouquinho fazer a diferença. Mas tarde adoptou uma consigna que era « Quinzenário regionalista de informação e cultura ». E de facto havia aquela preocupação. As vezes até transcrições. Os próprios colaboradores, haviam pessoas aqui de Coimbra que colaboravam com poesia... Até chegou a ter esporadicamente mais uma página que era o alicerce especificamente com preocupações culturais. Havia de facto essa preocupação. Depois foi reforçada quando surgiu a cooperativa.

Num editorial, o objectivo do jornal era definido como « levar até as camadas populares uma acção cultural e uma informação democrática, mantendo a linha progressista em termos que sejam aceites para estas camadas ». O jornal em si era então visto como um meio de dinamização cultural e havia outras actividades dentro da cooperativa. Acho que havia um coro. Teve uma vida efemera. Chegou a actuar, chegou a funcionar durante dois anos talvez. Mas não sobreviveu.

E tinha outras actividades culturais?

Sim. Quando a cooperativa foi formada em 1979, passado pouco tempo, naqueles primeiro tempo dos anos 1980, criou-se uma comissão para as actividades culturais. Na altura a Lousã era muito pobre em actividades culturais. A autarquia praticamente só dava importância ao desporto. O presidente da Câmara da altura, que foi o presidente durante muitos anos era um antigo treinador de futebol e foi dirigente do Desportivo Lousanense durante muitos anos. De modo que não ligava nada a isso. E então a cooperativa nessa altura tem um papel muito importante. Começou a fazer feiras do livro. Fizemos seis feiras do livro, levando lá vários escritores. E eram feiras do livro especialmente viradas para o público infantil. Eu estou convencido que neste aspecto teve um papel importante na altura, de promoção da leitura junto das camadas jovens. A feira era feita no edifício da escola primária nas férias da Páscoa ou de Natal. E sobretudo o que se vendiam lá eram livros para o público jovem. Havia outras actividades culturais paralelas e foi bastante interessante. Depois teve o grupo coral que já falou, tentou-se criar um grupo de teatro que funcionou durante um ano mas nunca se apresentou em público. Andou a ensaiar uma peça com um ensaiador que era o dr. Licínio Coelho, que é um advogado aqui em Coimbra. Então o Licínio Coelho, primeiro fez um curso de teatro, ia duas sessões

sobre teatro e depois tentou se criar um grupo de teatro. E chegaram a ensaiar durante um ano. Que era uma peça feita por eles.

E as pessoas que iam participar nestas actividades eram sócios da cooperativa?

Nós tentávamos que fossem sócios, alguns não eram. Não era obrigatório. Eles fizeram uma peça colectiva, tomando por base a lenda da princesa Peralta, sobre a origem da Lousã. Essa peça está escrita, só que era um poucado complicado. Eu acho que foi um objectivo ambicioso e o que é que acontecia, eles iam aos ensaios mas não iam sempre os mesmos. De modo que nunca se apresentaram em público. Além disso, tivemos depois muitos debates sobre vários temas da actualidade, culturais, do desporto. Uma outra forma de ver o desporto. Tivemos visitas culturais que organizávamos. Um conjunto bastante importante de iniciativas. Depois mais tarde surgiram exposições de caricaturas e as festas da caricatura. Nós tivemos ali durante 10 anos exposições de caricaturas, com caricatura ao vivo. Há um cartoon que é publicado no *Trevim*, que é o Broncas. Vai fazer 20 anos para o ano. Que é o Zé Oliveira que faz, que é um colaborador antigo do jornal. Ele tinha relacionamento com um homem que fazia exposições de caricaturas em Lisboa. E começamos a trazer cá extensões desses festivais de caricaturas de Lisboa. Devido a esse relacionamento que havia entre eles. E a certa altura avançamos para sessões de caricatura ao vivo. As pessoas apareciam lá e eram caricaturadas. E teve muito exito mesmo. E fizeram-se durante 10 anos. Vinham caricaturistas de vários pontos do país e alguns de grande renomeada. Só que a certa altura aquilo também, quer sempre fazer-se coisas maiores, começou a ter um âmbito internacional, trouxemos cá caricaturistas internacionais. E isso implicava meios de logísticas, meios de apoio que a certa altura conseguimos o apoio da autarquia. O nosso relacionamento com o poder local foi sempre muito complicado, com aquele poder local. Inclusive esse presidente da Câmara chegou a mover dois processos ao jornal. E então raramente nos dava subsídios e apoio em instalações. Então começou a ser muito complicado organizar essas festas de caricatura porque até última da hora estávamos a espera do apoio da autarquia. Que eles faziam depender, implicitamente, da forma como o jornal se comportava, entre aspas, em relação a autarquia. Portanto que a certa altura nós dissemos: « Vamos acabar com isso », isto não foi pacífico. Internamente foi uma coisa doloroso porque aquilo, de facto, era interessante. Só que estava a ser muito complicado gerir. Garantir a autonomia do jornal. A cooperativa surgiu com o objectivo principal de segurar a continuação do jornal.

Essas actividades culturais nasceram com a cooperativa depois de 1979?

Nos anos 1980 e 90. Depois, foram reduzindo substancialmente por um lado por falta de colaboração de colaboradores voluntários, mas sobretudo falta de obtenção de apoios. Nós, a certa altura, conseguimos alguns apoios independentemente da autarquia, nomeadamente a nível distrital, do governo civil. Não sempre muito fácil, também dos serviços regionais da cultura. Chegamos a conseguir apoios disso. Mais era cada vez mais difícil.

Tiveram apoios também da DGEP ou da DGEA? Do FAOJ?

Sim, houve. Na altura, chegamos a ter uma delegação no jornal, na cooperativa de divulgação de

informação. E tínhamos bolsheiros, usamos muito esse tipo de apoios. Nós tivemos outra actividade na cooperativa que foi a actividade editorial. A certa altura, publicamos livros, um poucado por situações de ocaso. O nosso primeiro livro que publicamos foi um livro sobre teatro de um colaborador. Depois mais tarde, publicamos umas crónicas. Nós tínhamos um colaborador que era o Carlos de Almeida que publicava os postais de Zé Serrano. Era um arquitecto, vivia aqui em Coimbra. Um arquitecto importante. E eram crónicas não localizadas, ainda hoje muitas delas mantêm a sua actualidade. E nós publicamos isso em livro, foi uma especie de tributos. Depois mais tarde publicamos também os cartoons, oito anos de broncas. E depois ainda publicamos outros livros sobre cartoons, sobre as festas de caricaturas. Temos umas seis ou sete edições. Embora aquilo fosse muito complicada a distribuição.

Uma outra vertente no *Trevim* é a promoção do associativismo a nível local.

Sim, davamos sempre muita atenção a estas questões. As comissões de moradores, os baldios, as comissões de trabalhadores, de certa forma os sindicatos. Davamos de facto muita atenção a isso.

As comissões de moradores tiveram desenvolvimentos muito importante na Lousã. E com uma boa recepção na Câmara.

Sem dúvida. Havia encontros e havia um secretariado de dinamização dessas comissões de moradores. Houve um conselho municipal, na altura estava prevista a existência de um conselho municipal e ele chegou a funcionar que tinha muito peso das comissões de moradores. Funcionou durante quatro-cinco anos, depois passou a ser facultativo e desapareceu mesmo. Era um órgão consultivo da autarquia. Mas sempre com uma hostilidade em relação ao poder instalado existente em 1979. Em 1976, o presidente da Câmara era um homem, um antigo futebolista também da Lousanense, mas era um homem simples. Quando entrou o outro em 1979, é que ele tinha uma forma autocrática de poder. Começaram a ser hostilizadas mesmo. Ainda se mantiveram durante algum tempo com o apoio dos baldios. O Conselho Diretivo dos baldios na altura tinha bastante receita dos cortes de árvores. E então eles adoptaram uma estratégia que era, eles distribuíam as verbas por vários lugares. Isso foi levar a criação de comissões para aplicar aquelas verbas, não quer dizer que as vezes fossem bem aplicadas. Mas ajudou um poucado a dinamizar as comissões de moradores porque elas tinham dinheiro para fazer pequenos melhoramentos.

No âmbito do PNAEBA, a estrutura local na Lousã foi bastante importante com o António Maio. Com uma grande parte de apoio as colectividades.

E é curioso porque embora sendo um homem ideologicamente de direita e conservador, mas de facto empenhou-se nisso. A sua maneira, fez um estudo de forma artesanal sobre as alminias. Fez uma pequena brochura. Editaram um boletim policopiado e fotocopiado, que procurava ter algum papel cultural a sua maneira. E foi muito importante no apoio que deu e na forma como se envolveu naquele encontro das associações em 1988.

Este encontro foi então promovido pela coordenação do concelho da DGEA?

Sim, eu penso que sim que a ideia partiu deles. De facto, a cooperativa teve um papel importante de apoio ao Prof. Maio.

Tem um encontro também em Coimbra em 1989 promovido pela própria Câmara. E a ideia principal desse encontro é a crise do associativismo. O encontro é uma ilustração das grandes dificuldades das associações e de uma vontade de criar uma nova dinâmica. Parece um encontro de crise.

Sim, sim. Na Lousã, teve lá uma representação da Direcção-Geral dos Desportos e teve também da Educação de Adultos. E depois a autarquia. Na altura, era uma coisa muito viva os problemas do apoio da autarquia quer a nível da distribuição de subsídios, não tinham critérios nenhuns. E então como o presidente era um homem virado para o futebol, ele privilegiava sobretudo as colectividades desportivas. E depois a autarquia dava muito apoio nos transportes, tinham autocarros. E depois começou a exigir que as colectividades pagassem aos motoristas. E havia um grande descontentamento. Eles faziam um pouquinho dividir para reinar. Tinham sempre pessoas a quem davam. « Estas calado, não digas nada. Tu levas aqui umas coisitas... ». A ideia era criar uma estrutura local que tentasse dialogar com a autarquia para obter uma maior transparência e equidade na atribuição dos apoios da autarquia. Porque a nível nacional, não havia praticamente nada. Já nessa altura não havia nada.

E além do encontro, houve realizações culturais?

Não, não. Foi um dia com intervenções. Houve intervenções, digamos, de fundo e depois debates. Aquilo foi organizado numa parte no desporto e outra na cultura e depois reuniu-se e tirou-se as conclusões.

A ideia era então prolongar este trabalho com este secretariado para criar uma estrutura.

O secretariado que organizou continuava até o final do ano e depois ia fazer um novo plenário. E as pessoas não apareceram. Aquilo morreu ali. Não se conseguiu dar continuidade, também por falta de empenhamento, se calhar.

O final dos anos 1980 é menos favorável para o associativismo, tem falta de apoio e um cansaço de pessoas entrarem no associativismo depois da revolução em 1977-1978.

Sim, é um ciclo. Encontros nunca mais houve nenhum. Já pensamos em dinamizar isso, mas são coisas que dão trabalho e temos dificuldade em manter o próprio jornal. De modo que, a certa altura, chegamos a conclusão de que tínhamos que nós centrar. Por exemplo, quando tínhamos estas actividades todos, o teatro, o grupo coral, tivemos uma rádio. Era uma rádio pirata, funcionou durante seis meses.

E quais foram as conclusões deste encontro?

Era sobretudo criar uma organização, uma associação concelhia na prática. Um embrião de uma futura associação concelhia de colectividades.

Mas tinha ligação com a Confederação de colectividades?

Não, embora tivesse influências. Desde muito cedo a cooperativa tornou-se sócio na altura da Federação, ainda não era Confederação. E recebíamos as publicação deles, portanto de certa forma éramos influenciados por isso. Mas a ideia era criar uma associação para que desse maior unidade e

apoio. Criar apoios para as associações a nível cultural e desportivo.

24. Teresa Cunha.

Entretien réalisé le 25 octobre 2013, à Coimbra. 64 minutes.

Já tinha conhecimentos ou ligações a educação de adultos antes de trabalhar como animadora no PNAEBA?

Não, assim formalmente não. Sempre fui uma animadora assim de adolescência mas não como profissional. Foi aí que comecei realmente em 1980.

E como surgiu esta oportunidade?

Eu, na altura, tinha acabado de fazer a minha licenciatura no magistério primário. Na altura, o próprio plano queria profissionais com competências pedagógicas. E portanto, onde foi busca-los? Recrutou a nível nacional dentro dos professores formados. Eu estava a entrar na profissão e foi a minha primeira colocação profissional. E foi por isso que foi para o PNAEBA, onde eu estive cinco anos. Três anos no terreno na acção comunitária mesmo, que eu adorei, foi a minha grande formação. A minha grande formação de base vem daí. E depois dois anos na gestão.

O PNAEBA é um plano um pouco atípico porque vem depois de um período de grande investigação para perceber a realidade da educação de adultos em Portugal. E tinha também uma importante formação dos animadores.

Tínhamos uma formação muito regular, muito sistemática. Ou seja, nós fomos enviados para o terreno, para as comunidades mas nós tínhamos estruturas de apoio muito interessantes. Uma era a equipa propriamente local, portanto os vários colegas que estavam nas várias comunidades. Estamos a falar de comunidades rurais, na altura pobres, isoladas, que era onde estavam concentradas a maioria das pessoas sem escolaridade e pode-se dizer mesmo analfabetas. E nós os colegas, havia uma pequena estrutura de coordenação local que promovia reuniões, encontros de reflexão, de planificação conjunta e de estratégia conjunta. E depois havia ao nível da região e do país, e aí já com formação sistematizada. Não era só encontros e reflectir mas com formação muito sistematizada nas várias áreas da animação comunitária e educação de base de adultos. Muito na base de Paulo Freire, foi a nossa figura central na formação e até do ponto de vista ideológico e depois também do ponto de vista pedagógico.

Que é uma obra muito interessante porque não é só uma maneira de alfabetizar mas também uma maneira de pensar a educação que não pode ser vista como propriamente como um método.

Exactamente, pelo contrário. Porque no fundo o método quase faz o contrário de o que é que ele promove, de o que é que ele defende, que é toda uma estrutura muito dialógica, enquanto o método enquadra. De qualquer forma era um instrumento por quem estava a começar. Porque a maioria de nós que fomos recrutados na altura éramos pessoas muito jovens e com muito pouca prática pedagógica no sentido de dar aulas. E ainda bem, não sei se isso foi prepositado ou se foi uma condicionante do sistema que era buscar gente nova, ganhávamos menos. Mas de um outro lado permitiu fazer uma

pedagogia muito mais aberta, não tínhamos vícios.

Não tinham formato. E provavelmente a formação que recebeu no âmbito do PNAEBA era completamente diferente da sua formação no magistério.

Sim, completamente. Embora eu tenha tido muito sorte porque eu fiz o magistério na época que nos chamamos pós-revolucionária e eu tive a sorte de fazer todo o curso numa época muito particular. Muito aberta. Hoje não tem absolutamente semelhança nenhuma. Portanto eu fiz exactamente entre 1977 e 1979, foi numa época em que todo era possível. E isso é muito interessante porque embora fosse muito diferente, sobretudo em termos de enquadramento ideológico, das grandes questões da educação como acto de transformação do mundo, isso já trazia no magistério por essa circunstância feliz.

E o 25 de Abril vem abrir a porta a experiências novas de dinamização cultural, de campanhas de alfabetização.

Exactamente. Alias, o PNAEBA nasce muito, tanto quanto eu sei, de toda essa grande experiência social em que houve muitos voluntários que foram para o terreno fazer alfabetização. Nós estávamos com 40% de população analfabeta. E analfabeta bruta, não é só funcional. Não tinha passado pela escola ou então a passagem foi tão breve que não permitiu alfabetizar. Era assim uma brutalidade.

Depois do 25 de Abril tem um apoio a estas formas de educação popular, nomeadamente dentro da Direcção-Geral da Educação Permanente e na fase seguinte este apoio está a recuar. E o PNAEBA aparece como uma tentativa de recuperar essa herança e a formalizar.

Criar uma política pública.

Embora diferente porque passou a ser « Educação de Adultos ». Mas tem um plano muito ambicioso com sete objectivos. Qual era o seu papel como animadora?

Eu fui colocada numa aldeia, na altura uma aldeia que devia ter 600 habitantes na zona da Serra da Estrela. Uma aldeia, na altura, bastante isolada. Para ter uma ideia, a distância até Coimbra será a volta de 80 quilómetros, portanto não tanto assim mas demorava quatro horas, cinco horas a fazer a viagem. Imagina. É esse tipo de isolamento que estamos a falar, tem um isolamento físico também muito forte. E aquilo que me foi transmitido era eu olhar pela aquela comunidade como um todo, ter como destinatários principais as pessoas adultas mas não particularmente só as pessoas analfabetas. A importância que me foi transmitida foi fazer animação comunitária, ou seja, facilitar o que já existia, incentivar, alimentar e eventualmente, juntamente com as associações da própria comunidade propôr novas ideias. Não havia grandes associações na altura, o que havia era um grupo de jovens da Igreja católica que era bastante activo mas que resumia praticamente as suas actividades a cantar na missa e depois havia a Junta de freguesia. Mas o que havia era uma herança de alguma animação comunitária que vinha do princípio do século XX. Porque havia estruturas físicas, portanto havia duas casas, duas associações de base que estavam relacionadas com associações locais que vinham do início do século XX. Depois ao longo do século institucionalizaram-se, não desapareceram mas perderam completamente a vitalidade.

Com ideias repúblicas?

Exactamente, com uma herança muito república. E depois a própria Junta de freguesia que naquela fase de pós-25 de Abril, que tinha assumido uma liderança na animação comunitária, mas que estava a começar deixar. Isso basicamente era o que existia. E existia uma forte tradição teatral, as pessoas gostavam muito de teatro e falavam que quando eram jovens, faziam teatro e havia estruturas, pequenas salas de teatro. Portanto tratou-se de voltar a tentar ver naquele novo contexto o que é que se podia fazer. Além da alfabetização propriamente dita, tínhamos um grupo de teatro que funcionava, que tinha mais de 60 membros. Tínhamos um jornal local, policopiado na altura. Era uma gelatina que passávamos num tabuleiro e era uma folha de cada vez. Tínhamos um grupo de música, eu sei tocar guitarra acústica e como havia jovens que queriam aprender, organizamos um curso de música. Fazíamos muitas outras coisas mais pontuais. Um grupo de ginástica para senhoras mais velhas, porque as senhoras mais velhas mesmo rurais, na altura do inverno como não havia trabalho no campo, as pessoas entram em casa a noite, mas as pessoas sentiam que precisavam de fazer alguma coisa com o corpo, acabaram por me dizer que gostavam. Muitas pequenas coisas, alias eu estava sempre ocupadíssima, porque depois uma coisa vinha com outra. E a própria associação de jovens de Travanca, chamava-se Travanca de Lagos, ficou a trabalhar. Durante aqueles três anos, fizemos muita coisa. Organizamos acampamentos, pessoas que nunca tinham ido ver o mar. Jovens que nunca tinham visto o mar, organizávamos acampamentos em que levávamos já jovens e jovens adultos, não estamos a falar de crianças, para ver o mar e fazer um acampamento, nunca tinham estado numa tenda. Muitas dessas coisas que as pessoas iam fazendo e eu tinha esse papel de facilitar essa dinâmica local no fundo e alimenta-a e inventar coisas também, se fosse preciso.

Começando com o estudo do meio para perceber o terreno e as forças vivas presentes no local.

Exactamente, era mesmo esse o termo que nós usávamos. As forças vivas, o que existia, o que não existia. Depois muito intrusamento com as populações. Eu, por exemplo, não é nenhum mérito em particular, nunca eu tinha vivida sozinha, muito menos numa aldeia sem nada, numa casa de pedra. Então um dos truques que eu inventei para combater a minha solidão acabou por se revelar um óptimo instrumento de animação comunitária. Que foi contratualizar com uma família jantar todos os dias com essa família, portanto pagava. Isso fazia com que entrasse na casa das pessoas. Acabei por entrar na casa das pessoas assim. De maneira que não foi tanto instrumental no sentido: « Eu vou fazer isso », não é porque realmente precisava de combater o solidão, não sabia cozinhar, estava sozinha todo isso. E as pessoas começaram a aceitar isso e acabou por resultar muito bem.

É em isso que a animação é difícil porque a maioria das vezes, o animador vem de fora da comunidade, como é o seu caso. E pode criar resistências e tem todo um processo de aceitação.

Sim, mas eu descobri que algumas coisas eram factores de facilitação. Uma era eu ir a missa, por exemplo. Embora não fosse uma comunidade muito evangelizada no sentido mais orthodoxo do termo, uma jovem que aperecia ir a missa era um bom sinal. Era sinal que se portava bem, eu percebi isso muito rapidamente. Era de seriedade. Então eu compreendi rapidamente que contava muito para a

minha reputação como pessoa. Depois, o facto de começar muito cedo entrar na casa das pessoas para aceitar almoçar ou jantar, isso fez com que as pessoas me pesquisassem, me interrogassem, me observassem de muito perto. E portanto as resistências baixaram nesse sentido. E depois porque realmente também havia um ambiente, um atmosfera em, apesar de tudo, apesar de serem comunidades isoladas, ainda havia uma certa atmosfera de abertura. Na altura, só para lhe-dar um exemplo, a Junta de freguesia era do Partido socialista. Por acaso, por mero acaso, a minha casa não estava dentro da aldeia, estava um pouco afastada mas era junto do presidente da Junta de freguesia. O que facilitou muito, não com ele mas com a esposa e os filhos, passava todos os dias ali, conversávamos, comecei a ouvir muito rapidamente quais eram os objectivos, ter informação útil. Há ali uma série de circunstâncias, talvez porque eu era jovem, estava muito flexível na altura, a fazer muitas coisas diferentes, também me permitiu intrusar-me muito facilmente na comunidade. A verdade é que depois acabei por optar viver na comunidade a tempo inteiro. Passado poucos meses, não saía nem ao fim-de-semana nem nada. Isso fez com que fosse assim uma ligação muito forte e baixou as resistências. Agora claro dizer assim, projectos muito de transformação radical não imediatamente, era uma estratégia mais ir um pouco através daquilo que as pessoas manifestavam ser o seu desejo. Por exemplo, quando havia que escolher uma peça teatro para fazer. Havia uma certa, vamos dizer, manipulação da animação que era em vez de escolher um texto qualquer, um texto só de divertimento, procurar conjugar coisas que eram agradáveis aos populares, as pessoas em geral, daquele tipo rural, que iam ao teatro para se divertir, não iam lá para ter grande lição sobre ideologia e transformação o mundo. E ao mesmo tempo ser um texto que não fosse neutro, do ponto de vista ideológico. Por isso, eu usei imenso, a exaustão, o Gil Vicente que é um grande dramaturgo do século XVI português que praticamente a sua obra é em cima a critica social muito forte mas com muita sátira. Era uma linguagem completamente perceptível para as pessoas e que era reactualizada pelo próprio grupo. Ou Charlie Chaplin, por exemplo. Todos os ciclos de cinema que nós fazíamos, eu fiz cinema sempre, porque é preciso compreender que na altura a televisão não era tão democrática como isso. Algumas pessoas começavam a ter televisão mas não era como hoje. Seria muito mais difícil hoje fazer as pessoas saírem de casa para ir ver cinema fora assim, numa estrutura a parte. Mas naquela altura, algumas pessoas tinham televisão. Por exemplo toda a cinematografia do Charlie Chaplin, que conjuga também o riso com a crítica, usei e abusei. Porque era uma maneira das pessoas pensarem. E depois a própria alfabetização, comecei a perceber que as pessoas que estavam no grupo de alfabetização, elas próprias tinham coisas para dizer. E é daí que nasce o jornal. Porque o jornal nasceu da ideia que eles começavam a aprender a escrever e a ler, tinham coisas para dizer. Alias, há um episodio que nunca mais esqueci, já lá vão bastante anos, de uma senhora, que não sabia ler nem escrever, já da idade da minha mãe, essa senhora chamava-se Conceição. Um dia disse-me: « Menina Teresinha ». Chamavam-me de « Teresinha », nunca me chamaram de professora, o que foi uma vitória logo. Perceberam quase imediatamente que não era a mesma coisa que a professora que estava na escola. Chamavam-me de « Menina Teresinha ». E então, « Menina Teresinha, este domingo estive a pecar na

missa. Porque em vez de estar a ouvir o Sr. Padre, eu estava a olhar para os cartazes e eu estava a tentar ler o que estava nos cartazes ». Lembro-me que isso me chamou muita a atenção. Porque ela estava de facto a exercer o seu poder de conseguir ler. E já se tornava mais importante do que ouvir o sr. Padre.

É muito simbólico.

É muito simbólico, exactamente. Porque era a autoridade que seria o sr. Padre e ela inverteu. Mas também tenho que dizer que o próprio padre, no inverno como era muito frio, deixava-nos ir para a casa dele que era mais aconchegadas, tínhamos lareira, tínhamos fogo para fazer as aulas de alfabetização. Portanto havia uma grande abertura das autoridades. E o próprio sacristão também participava. E ele era muito engraçado, sempre uma pessoa muito bem disposta, o sr. Manuel. Ainda me lembro do nome de muitos e de muitas. Que era muito interessante porque ele nunca tinha passado pela escola mas era um exímio vendedor e fazia uma contabilidade perfeita, tudo na cabeça dele. O difícil foi ele conseguir grafar, portanto colocar no papel, traduzir na escrita.

E o jornal é muito interessante porque mostra que a escrita serve para comunicar.

Para transmitir ideias. Imagina, o jornal era folhinhas A4, depois distribuimos. Todo na base de encontrar recursos locais. Não tenho a certeza mas acho que havia um dinheiro muito pequenino que chegava até o local, recursos financeiros muito curtos. Mas a estratégia era sempre, e alias eramos incentivados sempre a procurar aquilo que nós chamamos em linguagem técnico, « os recursos endógenos ». Se uma pessoa local tinha uma mercearia e que podia comprar a tinta, um que dava os papeis porque tinha um escritório. Praticamente tudo fazíamos a partir de o que encontravamos no local. Todos os figurinos do teatro eram feitos por nós, com as senhoras, as costureiras locais. Tudo isso era organizado.

Isso é muito importante para mobilizar a própria comunidade.

Sim. Acabamos por fazer tournés de teatro no concelho. Levar mais longe, o que as pessoas adoravam, porque sentiam o seu trabalho reconhecido. E lá conseguíamos que a Câmara Municipal cedesse o transporte.

Tinha uma pergunta sobre a sua autonomia. Queria saber qual era a ligação com a DGEA ou mesmo com a coordenação local. Tinham ligações próximas?

Tínhamos, tínhamos ligações próximas. Mas aquilo que me recorde intensamente, era de uma grande atitude de cooperação entre nós. Não havia propriamente assim uma estrutura com uma grande hierarquia. Havia um coordenador local mas que era muito parceiro, que era aquela pessoa que tinha carro, ninguém de nós tinha carro, era aquele que podia passar de aldeia em aldeia, ir buscar novidades e trazer, que podia nos ajudar desse ponto de vista. É preciso contextualizar, 1980 em Portugal, as coisas eram muito diferentes. Portanto eu lembro-me que era um professor mais velho, era uma pessoa mais velha mas que era muito parceira. E que a função dele era manter o diálogo entre nós e concertar algumas acções. E depois tínhamos a tal estrutura regional onde fazíamos formação mas também era um ambiente super cooperativo, então era sempre uma alegria. Comparando com aquilo que hoje se

faz, é quase incomparável. Hoje há uma institucionalização que resta sempre uma grande dose hierárquica, de posições muito definidas. Ali não, tínhamos próprios formadores e formadoras. Havia uma inter-acção muito forte.

A própria estrutura reproduzia as ideias da animação.

A ideia do Paulo Freire não era só uma indicação bibliográfica, era uma prática. É de isso que me lembro muito e isso ajudou muito a constituir de facto a minha formação. E portanto, essas posições, elas existiam. Nós sabíamos quem é que era o responsável mas não eram posições tão inflexíveis ou tão determinantes que abafasse. Não, pelo contrário. E eu acabo por ir para a gestão pela simples razão que eu fazia relatórios tão detalhados, porque estava tão entusiasmada com o meu trabalho, eu fazia relatórios tão detalhados, com tantas informações que a estrutura regional de gestão que não me conhecia de lado nenhum achou interessante ter uma animadora que tinha passado pela comunidade e ao mesmo tempo estava a produzir aquele trabalho de reflexão. Coisa que numa estrutura muito hierárquica, nunca seria assim. Quando me convidaram, fiquei surpreendida, porque estava muito bem, gostava muito do que estava a fazer. Hesitei até em aceitar mas depois me convenceram exactamente por esse motivo: « Tu, agora, podes trazer toda essa experiência, essa dinâmica de terreno para a formação ». Porque na estrutura de gestão, a maior parte do nosso trabalho era fazer a formação dos colegas que estavam no terreno. Não era inspecção, não era fiscalização. Era formação e isso acabou por me seduzir. Estar do outro lado mas nessa perspectiva.

Porque no PNAEBA tem a vontade de criar um aparelho de Estado que seja autónomo, com a ideia de descentralizar ao máximo com os animadores, os coordenações nos concelhos e nos distritos. E a região Centro foi uma zona experimental para uma coordenação regional. Ficou então na mesma aldeia como animadora?

Na mesma aldeia. Embora se nós tivéssemos vontade, era uma coisa muito autónoma e aconteceu muitas vezes, nós podíamos circular dentro daquele pequeno concelho, entre as aldeias. O colega dizia: « Olha, vem cá. Estou a organizar isto, queres organizar comigo? ». O nosso problema era a deslocação. Quando era possível, nós fazíamos isso. Isso dificultava um pouco mas havia muita inter-acção. A avaliação que eu faço hoje olhando para trás é que havia muita inter-acção, apesar das dificuldades. E depois vínhamos para a formação, a formação era uma formação, vamos dizer assim, que era formatada a partir, por exemplo o nível nacional que diziam: « Agora, é bom ter formação sobre isto, isto e isto », ou a nível regional. Mas na prática, havia um objectivo geral, mas era muito auto-dinamizada localmente. Acabava sendo muito protagonizada por nós. Hoje, eu creio que os jovens portugueses já mais compreenderam o que é que estou a dizer. Com experiência porque estamos numa sociedade em 30 anos que se modificou muito fortemente a esse nível.

Tinham ligações com outras direcções-gerais como a DGD ou o FAOJ?

Sim, sim havia. O património por exemplo. Como nós trabalhávamos com o património, sempre que era preciso, eu já nessa fase da gestão tive mais percepção, em que nós próprios, os chamados técnicos, iam as vezes de serviço em serviço pedir como é que podemos colaborar. Por exemplo,

quem estava a tutelar o património se autorizava a visitar sem custo para as pessoas.

Em 1981-82 tem uma grande mudança na DGEA com a saída de alguns responsáveis, nomeadamente o Director-Geral Lucas Estevão e o António Inácio Nogueira na região Centro, protestando contra uma nomeação pouco transparente do responsável do distrito da Guarda. A ideia inicial era de autonomizar ao máximo o processo de selecção de responsáveis sem critérios partidários e é o contrário que aconteceu na Guarda. Queria saber se esta mudança na direcção fez-se sentir na base.

Eu estou a falar com base na minha memória. Documentalmente, eu não tenho na minha posse. Na altura, nunca pensei que isso fosse importante, esses meus relatórios. Toda essa minha produção ficou nas arquivos da próprio Direcção-Geral. Esta discussão política foi até a base. E houve uma discussão muito acesa, muita participação nessa discussão e revolta. Agora daquilo que me recordo, as alterações política propriamente dita começam a ter impactos na forma como é que estava a trabalhar no terreno, só em 1985-86 é que eu notei isso. Em que deixa de haver educação de adultos, começa a haver educação recorrente, Portanto houve um lapso de tempo, apesar de haver uma alteração da direcção política, toda a estrutura que estava no terreno não foi imediatamente cooptada e alterada.

Provavelmente por causa desta autonomia.

Tinhamos muita autonomia e muita massa critica. Portanto durante dois-três anos, isso foi fácil de manter, nem me recorde de haver uma grande resistência porque ela não era necessária. Porque havia uma grande autonomia que estava instalada. Agora efectivamente depois há cortes sérios até com alguns argumentos na altura pareciam ter alguma razoabilidade que era dizer: « Já não estamos perante a mesma situação, já não temos 40% de analfabetos. Conseguimos baixar isso portanto já não precisamos de uma política tão centrada nas comunidades mas muito mais escolarizada, muito mais controlada ». E nessa altura, esse discurso começa a emergir. Ele comece de facto a instalar-se no terreno e a ter impacto sério a partir de 1985-86, que foi exactamente quando eu deixei. Que comecei não me rever e comecei a achar que eu não tinha qualquer condições pessoais e profissionais para fazer qualquer transformação a partir do sistema, dentro do sistema. E então acabei por abandonar. Demorou algum tempo a chegar mesmo ao terreno e na formação dos animadores e das animadores que estavam no terreno, na condição política, na determinação dos curriculos. Por exemplo, nós não tínhamos um currículo. O currículo da alfabetização era determinado, era completamente freiriano, era uma dinâmica dialogica com a comunidade. A partir de 1985, começa a ser determinado, é preciso estudar isto, isto e isto. Tem todo um processo político anterior de retirar certas pessoas com uma certa visão política do que seria a educação de adultos, começa a se aperceber que de facto o poder dada ao povo e abrir esses espaços de intervenção, participação e de formação, educação de base é um espaço político a colonizar. Na altura em que Portugal está em grandes negociações. 1986 é o ano da adesão a comunidade europeia. Portanto há aqui um schift, há aqui uma mudança muito grande.

Há uma nova Lei de Base.

Exactamente, a Lei de Base do Sistema Educativa surge em 1986, a grande alteração da Lei de Base e

portanto a ali a destruição de facto do que foi o PNAEBA em quanto tal, mas só se nota a partir daí. Mas claro a todo um processo de esvaziamento, de começar destruir politicamente aos poucos.

Os dirigentes que saíram em 1982, criaram depois a Associação Portuguesa para a Cultura e Educação Permanente para dar continuidade ao PNAEBA mas fora do aparelho de Estado.

Sim. E aí eu divirjo. Sou uma grande admiradora do Alberto Melo e pessoalmente somos muito amigos há muitos anos. E acho que foi o meu grande mestre em muitas coisas mas divirjo numa análise que ele faz. O Alberto e toda essa escola tem uma perspectiva, que alias acho que vem muito da escola francesa, da crítica ao Estado. O Estado sempre como aquilo que impede a democracia de base. E isso fez sentido provavelmente nos anos 1960-70 na Europa, só que isso veio a se revelar muito perigoso. E eu acho que o que estamos agora a viver é a consequência quase inevitável de todo um processo de desmantelamento de um Estado que faz uma regulação social. E nessa altura, o próprio Alberto já defendia isso, a resistência a institucionalização estatal. Percebo que é verdade, que existe muitos riscos a uma institucionalização estatal mas existe uma coisa, quando o PNAEBA deixa de ser uma política pública e passa a ser uma iniciativa só cidadã, ela perde força. Não só de recursos, perde força, perde capacidade de dialogo porque ela passa a ser uma iniciativa com base num voluntarismo que não é suficiente. E esse que é o grande problema, do meu ponto de vista. É não termos sabido conciliar virtuosamente a capacidade que o Estado pode ter como força emancipatória também, como problematizou o Boaventura Sousa Santos, aquilo que o Estado pode ser produtor com a devida fiscalização dos cidadãos, mas a política pública é sempre muitíssima mais forte do que uma iniciativa, que no fundo está em confronto. É que o problema da iniciativa cidadã neste caso concreto não era só o facto de ser uma iniciativa cidadã, ela está em confronto numa luta desigual com uma política pública. E aí fica muito complicado.

Na ocasião de uma mesa-redonda em 1979, o próprio Alberto Melo é muito crítico ao termo mesmo de plano. Ele disse que a história dos planos de alfabetização é uma história de falhanços. Isso tem directamente a ver com a prática da DGEP que embora fosse parte Estado não queria ser um aparelho do Estado institucionalizado.

Isso aí, fica muito complicado na prática de se manter porque tu não podes estar numa estrutura estatal sem ser do Estado. Eu acho que isso vem efectivamente da experiência dele, ele esteve muitos anos exilado em França. Eu conheço relativamente bem o panorama da educação popular em França, porque depois as determinadas experiências enquanto profissional alimentou muito a minha experiência como activista social no movimento internacional pacifista que se baseava exactamente na educação popular. E um dos países onde eu mais viajei, onde eu mais trabalhei foi em França. E portanto acabei por compreender muita coisa e aprender muita coisa complementarmente nessas duas experiências. E efectivamente esse discurso que fazia muito sentido nos anos 1960 e 70 talvez, que o Estado era repressor, que o Estado cooptava, não considerou, na altura se calhar não tínhamos conhecimentos suficientes para poder tematizar devidamente, os perigos que também encerrava. E hoje, creio que o Alberto se fosse entrevistado, creio que do ponto de vista do princípio, ele não

mudou de posição mas do ponto de vista tático, estratégico, eu acho que ele é capaz de ver que talvez hoje tivéssemos de agir de uma forma diferente perante o aparelho de Estado.

O PNAEBA mostra também uma evolução na vontade política do Estado.

Exacto. Tem recursos, tem máquina de propaganda, tem máquina de mobilização dos poderes locais para o bem e para o mal, mas tem.

E progressivamente ve-se que esta vontade política diminuiu.

Ela desaparece. E ao contrário, ela é invertida. Não é só a vontade política que desaparece naquele sentido, essa vontade política é invertida para um projecto completamente diferente. Mesmo que aparentemente seja na mesma linha. Continuamos a trabalhar com as populações adultas mas exactamente com objectivos contrários. Um objectivo de preencher estatísticas de escolaridade para a OCDE, um objectivo de melhor controle social dessas populações. Estamos noutra perspectiva, embora continuamos a falar de educação de pessoas adultas.

É que os sete objectivos iniciais do PNAEBA foram reduzindo a uma que é a educação de base.

Paulo Freire, acabou. Ivan Illich, que era outra grande referência teórica, esse então foi banido. E começamos a ter uma perspectiva de educação de pessoas adultas menos escolarizadas.

Que é visto como extra-escolar, com a educação recorrente por exemplo.

Exactamente, como voltar a escola. Quando se passa para a educação recorrente, invertemos totalmente a política.

Em vez de criar estruturas de aprendizagem fora da escola...

Era trazer as pessoas para a escola e escolarizar-las no pior sentido do termo. Com programas infantilizadores, não problematizadores. Completamente tornar os adultos crianças que voltam para a escola. Infantiliza-los, tirar-os a capacidade crítica. Portanto formatar. Não se trata de educar, não se trata de emancipar, trata-se de formatar e controlar.

É interessante fazer o balanço do PNAEBA. O projecto inicial era de 10 anos com uma avaliação no meio que nunca foi feita.

E essa avaliação foi sendo feita a nível local. Essas avaliações foram feitas só que elas nunca foram assumidas, nem incorporadas. Pelo contrário o que se quis era destruir o PNAEBA, esvaziou-se. Não é a única experiência em Portugal. Portugal tem uma outra experiência, muito neste sentido. Que é interessante porque foi protagonizada para um Ministro da Educação social-democrata, que se chamava o Programa para a promoção do sucesso educativo. Que era um programa interministerial. Foi levado a cabo durante uns três ou quatro anos com uma forte componente de animação comunitária muito identico, não era com os mesmos públicos, o público essencialmente era os crianças que estavam na escola, que estavam com forte insucesso, mas a inserção era sempre comunitária. Ou seja, a criança nunca está separada da sua comunidade. E também de um momento para outro desapareceu, ninguém, sabe o que é que aconteceu. O PNAEBA é exactamente a mesma coisa. Não há um fecho, acabou por isto ou por aquilo.

É por isso que é muito difícil dizer quando acabou mesmo o PNAEBA. Em 1986, tem um

relatório da DGEA que avalia que um pouco mais de 40% dos objectivos iniciais do PNAEBA foram atingidos. As estruturas que visavam a dar autonomia a educação de adultos como o Instituto Nacional da Educação de Adultos foram progressivamente abandonadas.

Como tu próprio disseste, em 1981/82, começa a haver mudanças políticas e portanto todo o trabalho que era preciso fazer para chegarmos aí foi interrompido.

O projecto dos Centros de Cultura e Educação Permanente como elos locais foi também abandonado.

Muito rapidamente foi abandonado, porque eu como animadora nunca me foi dito que isso era uma das minhas tarefas. Nunca. Portanto foi muito rapidamente abandonado. Era aquilo que se sonhava ter, mas a realpolítica rapidamente percebeu que o melhor era não tocar. Eu diria que a ausência de resultados decorre de uma ausência de uma política para ter esses resultados. Portanto era fácil dizer ao fim: « Não conseguimos ». Pois não conseguimos porque não fizemos nada para conseguir, pelo contrario.

O balanço do PNAEBA é portanto em grande parte negativo.

Mas é um balanço, penso que tem que ser considerado incorrecto nas suas premissas e incorrecto nos próprios productos. Porque, se ele existe, ele, no fundo é feito para justificar aquilo que se queria fazer a seguir. Se a política da própria Direcção-Geral muito rapidamente abandonou o objectivo, claro que não ia ter resultado. Só que para uma avaliação séria, se fosse participativa e democrática realmente essa avaliação, se tivesse incorporado as reflexões que vinham da base tal qual elas estavam a ser produzidas, rapidamente se verificava que a ausência de resultado tinha a ver com uma ausência de objectivo claro. E não foi porque ou fomos incompetentes, ou porque as populações não quiseram. Agora claro, pelo menos a minha experiência de muitos anos de animação comunitária sobretudo a nível da sociedade civil a partir das associações de educação popular, diz-me que é muito complicado manter a dinamização de uma comunidade quando não há mais do que o nosso próprio voluntarismo. Os apelos de outra natureza são muito fortes, as pessoas evidentemente saiem de casa uma vez, duas vezes fora do seu horário de descanso mas se não for um apelo muito forte, há um conjunto de circunstâncias que dificulta muito. Se não há uma política clara, não há mobilização de recursos, que não são só recursos financeiros, recursos também institucionais, de formação...

No final do anos 1980 fica muito mais difícil fazer este tipo de trabalho.

Com esta visão comunitária, com esta visão de promoção por seus próprios meios, por seus próprios termos, com a sua forma de ver as coisas, isso não era. Mas sabes que deixa raizes. É muito interessante verificar, olhando assim 30 anos para trás. É que toda essa geração com quem eu trabalhei nessa altura, que é uma geração que é entre os 50 e os 70 anos de idade hoje, são momentos cruciais na vida destas pessoas. Este trabalho, eu cheguei a conclusão, que apesar dos seus frutos políticos não serem muito grandes do ponto de vista social, do ponto de vista subjectivo e das memórias subjectivas, elas estão lá. Se elas quiserem ser recuperadas hoje, elas são possíveis ainda ser recuperadas. Alias, é a mesma analyse que eu faço no meu trabalho em Moçambique, apesar de hoje estarmos num país muito

diferente e a beira de uma ditadura repressiva, todas as memórias da independência estão lá. Elas podem ser facilmente resgatadas com propósitos libertários, porque estão lá. Quando morrer aquela geração... As memórias subjectivas têm uma função social, que eu acho, muitas vezes a sociologia não está a tratar bem. Ou seja, essa experiência concreta que é possível fazer, que « Afinal é possível. É possível porque eu fiz », é muito mobilizadora mesmo 20, 30, 40 anos depois. Que a própria comunidade tem uma generosidade intrínseca, é capaz de se mobilizar em torno de causas. Hoje tem muito a crença que todos somos egoístas e eu creio que estas experiências deixaram nas pessoas a convicção, mesmo que hoje esteja muita remota mas que é possível resgatar, que as comunidades conseguem ser generosas. Não são só indivíduos egoístas que as compõem. Podem funcionar colectivamente. Isso é muito importante.

E 1986, também com a derrota da Maria de Lourdes Pintasilgo com um projecto que apostava na política como um acto cultural, vem encerrar um ciclo político iniciado com o 25 de Abril.

Também é nessa mesma altura a partir dos meados dos anos 1980, a partir de 1987-88, que começam a entrar fundos da Europa. E isso tem um efeito ambíguo. Porque as grandes associações de desenvolvimento local que procuram trazer novamente uma dinâmica de educação de adultos, de educação popular aparecem nessa altura. É a mesma geração que perdeu no plano político que vai entrar pelo plano social. E que do meu ponto de vista, hoje olhando para trás, foi uma derrota. Não conseguiu substituir essa dinâmica porque não era possível. E os próprios fundos europeus vieram disciplinar muitos desses que tinham esse tipo de ideia. Há uma certa derrota, acho eu, dessa geração e dessa visão, embora ela não esteja morta. A esquerda portuguesa ainda não recuperou da derrota de 1986.

E é em 1986 que tem a legalização da sua associação « Acção para a Justiça e a Paz », pode ser visto como um outro campo de actuação. Saiu em 1985 do PNAEBA porque faltava aquele sentido inicial e a ONGD aparece como maneira de continuar esse trabalho?

No meu caso não foi tanto assim, pelo menos não foi deliberadamente. Porque essa ONG começa com uma preocupação que tem a ver com a luta de libertação anticolonial. E que não tinha uma preocupação imediata com as questões de educação popular. Ele começa com o caso muito específico do Timor-Leste. Alias, eu sou sócio fundadora mas não assinei a escritura pública porque não estava em Coimbra, estava a trabalhar não sei onde e não pude vir a Coimbra fazer a assinatura da escritura pública. Mas o que nós movia mais era a questão da luta de libertação dos povos. Agora, não há dúvida, vamos dizer a nível local no caso português, mas a nossa afiliação internacional tinha muito essa particularidade de ver as causas políticas sempre a partir de uma perspectiva comunitária e de educação popular. E essa herança vinha de França de facto, vinha dessa experiência associativa que a minha observação sempre me permitiu dizer que era muito enraizada em França, Portugal não tem essa experiência. Eu costumo dizer que a democracia francesa, para mim, onde eu vejo a diferença para os 200 anos de democracia para os 40 português é exactamente nessa base associativa que *malgré tout* está lá. Quem está dentro provavelmente não vê tão facilmente mas quem vem de fora percebe

que a Revolução francesa e estes 200 anos de democracia está de alguma maneira vascularizada na sociedade de uma maneira que nós ainda não conseguimos chegar aqui e muito menos nesses anos. Conscientemente não tanto por aí, agora na verdade, o desenvolvimento de um trabalho como nós, eramos estudantes da Universidade na altura, que estávamos a frente dessa associação, tínhamos sempre uma perspectiva internacionalista e comunitária. Porque decorreu muito facilmente que o trabalho que nós fazíamos, política de libertação dos povos, anticolonial, estamos a falar não só de lutas independentistas, porque na altura havia a ditadura no Guatemala, no Salvador, as lutas independentistas em Africa como a Namibia, o apartheid, o Timor-Leste na Asia... Mas temos muito essa visão: solidariedade internacional e que tinha que vir do povo. Portanto a educação popular era muito central. E agora que tu falas nisso é que estou a dar conta dessas entradas. Na altura, não me pareceu tão evidente, não foi tanto deliberado assim, mas agora que estas a falar e que estou a pensar, estou a ver que respondia um poucado aos meus anseios de outra maneira. E nós acabamos por construir um centro comunitário numa aldeia, prepositadamente fomos para uma aldeia. Construímos um grande centro comunitário, e quando digo construímos, construímos com as nossas mãos. De fazer o tijolo... Isso nunca deixou de estar presente, mesmo que não fosse tão evidente para mim quanto eu pensava.

25. Esaú Dinis.

Entretien réalisé le 12 mai 2014, à Lisbonne. 109 minutes.

O CAOB nasce em 1976. Como surgiu a associação? Foi iniciado pela Direcção-Geral da Educação Permanente?

Pouco a pouco, nós fomos criando rede. Talvez a rede mais eficaz foi a CIASC. Era a Comissão Interministerial para a Animação Sociocultural. Que é anterior as Campanhas de Dinamização do MFA. Logo em 1974. A dr.^a Teresa Santa Clara Gomes, responsável do Graal e também ligada à alfabetização, foi nomeada para essa comissão. E a ideia era, em primeiro lugar, fazer com que a administração pública se pusesse ao serviço das populações. Porque era uma administração pública muito fechada, muito distante. E, fora algumas experiências, sem comunicação com as populações. A nossa preocupação foi alfabetização, por um lado, mas também os processos de dinamização e de abertura para o povo das aldeias. Foi uma comissão de começou e acabou. Houve um dia, eles disseram: "Acabou. Já não vale a pena continuar". Sobretudo com o primeiro Governo Constitucional, em que o Ministro é o Sottomayor Cardia, em que ele para muitas coisas porque achavam que estavam a ser ultrapassados. Tinha-se criado um movimento social. [...].

Já teve ligação com a animação, através da sua experiência em França? Foi numa estrutura em particular?

Quando cheguei em França, fui estudar. Fui fazer o *Institut international de recherche et de formation en vue du développement harmonisé* (IRFED). Que era para pessoas que trabalhavam na América latina, em Portugal, em Espanha, em França. As Acções católicas, movimentos juvenis. Mas também em Africa e na Asia. Que vinham a Paris com bolsas e passavamos um ano sobre as questões do desenvolvimento. Tinha sido concebido pelo padre Leuret, que é o pai da *Populorum Progressio*. A enciclica social do Paulo VI. Nós começamos o ano em Setembro. E quando nós chegamos, dissemos: "Não é isto o programa. O que a gente quem quer é o Paulo Freire, a gente quer o Pierre Jallet". E isso permitiu estudar outras perspectivas do desenvolvimento comunitário. De trabalho com as populações, de valorizar a partir da sua cultura. Isso foi o meu primeiro contacto. Durou o ano de 1969-70. Depois em 1970, eu vou trabalhar para *Politique Hebdo*. Que era também de jesuistas e gente que depois teve ligada ao Partido Socialista de Mitterrand. Fui apenas um telefonista. Depois, eu fui para a Cimade. E eu fui animador na Cimade, de emigrantes portugueses e arabes. Que vivia em Sucy-en-Brie. E aí, fiz muita formação. Era um animador-chefe. Director, digamos, para a parte portuguesa. Fui buscar os filmes populares. [...]. Fui depois dirigir uma *Cité de transit*, em Grigny-sur-Orge, na Grande borne. Foi melhor porque já era único director, trabalhávamos com os adultos, alfabetização em francês e em português. Com as crianças em português. A quarta-feira, davamos actividades de mosaique, de poterie, desenho, leitura... Mas também filmes, andar a fazer filmes uns dos outros. Visitas aos museus. Porque o emigrante, de uma maneira geral, está na aldeia até saltar para o local onde vive e

trabalha. E não se integra. Ele tinha que conhecer as regras, o francês, mas também ir ao museu, ao mercado. Eu fiz muito essa parte de integração. [...]. Até a gente fazia excursões para o mar. Foram dois anos interessante. E depois tínhamos atelier de pintura, de mosaico. Voltando à CIASC, como não podiam ter os técnicos todos. Eu, que trabalhava com museus e bibliotecas era convidado e era técnico. Um outro que trabalhava com educação de adultos era da equipa técnica. E portanto, aí é que nós conhecemos todos. Nessa equipa que trabalhava da CIASC, conhecemos a equipa que vinha do Chile... Pouco a pouco, nós fomos fazendo amizade uns com os outros. Um dos centros foi o Instituto Superior de Serviço Social, onde era a nossa sede. [...]. Juntava a Junta Central das Casas do Povo.

Que eram estruturas muito importantes.

Foi muito importante, porque foi a partir das Casas do Povo que começou a ter alguma assistência social. Os trabalhadores do campo ou os pescadores não tinham reformas. E houve uma equipa muito boa que trabalhou só com as Casas do Povo. [...]. Isto aconteceu porque cada um, no seu trabalho, na educação de adultos, nas Casas do Povo ou nos bairros de lata... [...]. Os 22 nomes desta lista do CAOB permitem representar todas as correntes do movimentos sociais da altura. O SAAL, a animação, a saúde comunitária. [...].

E tem então um incentivo da Direcção-Geral da Educação Permanente.

Para se perceber um pouco a Direcção-Geral da Educação Permanente, talvez pode-se falar em três momentos. Há um primeiro momento em que a educação de adultos é muito conduzida pelo PC, que tem muita força. E que nessa altura vai buscar as Campanhas de alfabetização do Paulo Freire, mas muito localizada ao interesse directo de cooperativas. Depois, veio o período em que quem teve mais força foi a Justina de Imperatorio. E entrou em choque com a equipa que vinha do Chile. Estava o José António Fernando Fernandes, a mulher, o Cláudio. Um período onde a DGEP foi fechada. Em todo o caso deve ter durado até o 25 de Novembro.

Sim, quase. Porque o Alberto Melo fica nove meses, até Junho de 1976. E então, ele incentivou a criação do CAOB?

Enquanto a gente pude, a gente fazia, em nome do Estado, aquilo que achava que devia ser feito. Mas a partir de um determinado momento, sobretudo a partir do Sottomayor Cardia, já não se podia ir tão longe. Ele disse: "Eu tenho dinheiro, vocês criam uma associação". A gente chegou a ter, talvez, cinco funcionários.

O CAOB foi então constituído como Associação de Educação Popular? O que permitiu receber subsídios da DGEP?

Sim, sim. [...]. Nos textos do CAOB, fala-se de uma micro-organização. É, de facto, ver todas as realizações com este número reduzido de pessoas. Os subsídios da DGEP continuaram mesmo depois de 1976? Foi perdendo. Nós trabalhávamos muito, mas depois tínhamos que apresentar os documentos. E isso foi como uma paragem. Nos trabalhamos e depois tínhamos que parar porque tínhamos que fazer documentos. Essa quebra. E a partir de um determinado momento, eles queriam que fizéssemos um tipo de coisas e que não era bem a nossa vocação. **Tem uma reorganização**

profunda da DGEP depois de 1976. Encontrei poucas informações sobre o José Sousa Monteiro.

Acho que foi para lá para não fazer nem deixar fazer, na minha opinião. [...]. Foi-se fechando. Uma vez fomos todos juntos em 1976, já na altura das eleições presidenciais. Estava o Otelos Saraiva de Carvalho por perto. E nós estávamos lá a trabalhar com uma população, que era uma cooperativa ou uma unidade colectiva de produção. Fizemos muitas entrevistas com jovens, os jovens a dizer que não tinham lugar. [...] As mulheres a dizer que quem mandava era os homens. E a gente está a ver essas contradições, a gravar, a filmar. E depois a noite, « Então vamos passar *Deus, pátria e autoridade*, para explicar bem como é que aquilo foi ». [...] Até que começo a ver que as pessoas começam a sair um, começa a sair um outro, começa a sair um outro e depois eu disse: « Não tem que parar isso ». « O filme hoje pará aqui, a gente amanhã volte a fazer outro filme. Mais a gente agora vai ali a taberna, (não havia electricidade, era tudo gerador e um projector 16 mm). A gente vai ali a taberna porque eles têm uma televisão e a gente vai os filmes que estivemos a fazer durante esta tarde ». Portanto, as pessoas desapareceram, a gente foi para o pequeno café, ligamos a máquina. As pessoas foram acordar toda a aldeia e a aldeia voltou a encher-se a 1-2 da manhã para ver o filme. [...] Falava deles. [...].

26. Licínio Lima.

Entretien réalisé le 30 mars 2015, à Braga. 126 minutes.

Gostaria de saber como ficou ligado à área da educação de adultos.

A minha ligação é fortuita. Eu pertenço à primeira geração de licenciados da Universidade do Minho. Vim para aqui estudar. Tirei um curso de formação de professores, eu deveria ser hoje professor de português - inglês. Na verdade, só fui um ano. Mas, este curso tinha uma característica interessante. Tinha 5 anos e chamava-se modelo integrado de formação de professores. Durante os 5 anos, nós tínhamos uma formação que ocorria simultaneamente na especialidades que nós iam ensinar. Portanto, eu estudei português e inglês. E integrava a formação em ciências da educação. Uma vez que nós vínhamos para o curso para ser professor. Com Bolonha, isso desapareceu e voltamos ao modelo bi-etápico, com era o modelo conservador contra o qual a universidade do Minho veio trazer uma alternativa. [...]. Por exemplo, desde o primeiro ano, eu estudei Paulo Freire. Logo no primeiro ano, com 19 anos. [...]. Eu, que enfim, deveria ser professor de português-inglês, ao longo do curso, comecei por me interessar muito por essa coisa nova, que eram as ciências da educação. [...]. E a vertente da sociologia da educação, da política educativa, é uma vertente que a mim me interessa particularmente. O acordo luso-sueco faz-se a partir de 1976-1977, faz-se em 3 vagas. A primeira e a segunda vaga são vagas muito difíceis. Há muitos conflitos entre a equipa sueca e a equipa portuguesa. E a equipa portuguesa muda e a equipa sueca muda. De tal forma que, em 1979, vem uma terceira vaga que é a última que o governo sueco e a Universidade de Linköping, que é a universidade que mediava entre os recursos do governo sueco e a parte científica e académica, é a última hipótese. O que é dito a Universidade do Minho é que vem uma nova equipa. O Johan Norbeck já estava antes, o Harald Vallgarda também estava antes, não estavam em permanência mas vem um novo dirigente que é o Thord Erasmie. Thord Erasmie é um professor associado na Universidade de Linköping. E a lógica é, nos vamos mapear o que é, porque não vale a pena discutir antes filosofia da educação, grandes teorias da alfabetização... A Unidade deve ser uma estrutura de formação de formadores, deve produzir conhecimento sobretudo. E esta é a última tentativa porque os conflitos eram muitos. E essa tentativa realmente resulta. E em 1979, eu tinha 22 anos, estava no quarto ano da universidade. Sou convidado por um antigo professor meu, exactamente que me tinha dado os correntes actuais da sociologia logo no primeiro ano, o Prof. José Ribeiro Dias. [...]. Um dia chama-me, já não era aluno dele, e disse-me: "você não quereria participar nisto, vem uma equipa sueca nova, diz que quer fazer um trabalho de campo, uma coisa sociológica. Não há ninguém para isto. Você não quer aparecer lá?". E eu disse que sim e fui. Era tudo novo para mim. Nos começamos a preparar esses dois inquéritos, que se transformaram rapidamente em entrevistas. Portanto, de Março até ao fim do ano lectivo, nos preparamos esses dois instrumentos e eu faço em Agosto de 1979, o pré-teste desses dois instrumentos em Viana do Castelo. Portanto, fiz esse trabalho em 1979, trabalho difícil de fazer por dois motivos. O

25 de Abril está muito presente. As pessoas não gostam de pessoas a fazer perguntas, ir as Juntas de freguesias a consultar os documentos... Várias peripécias curiosas.

Numa região particular.

Conservadora. Muito fechada. De qualquer modo, eu fiz esse trabalho, em 1979. E um professor, já com mais experiência, fez um trabalho do género em Braga. A verdade é que eu conhecia os suecos, o Thord Erasmie que era o supervisor, era professor universitário, o Johan Norbeck, que tinha sido reitor de uma Escola Superior Popular, na tradição nórdica e estava como leitor da Universidade de Linköping, e a Harald Vallgarda era reitor de uma Escola Superior Popular, no Norte de Estocolmo. Que visitei, estive lá uns dias e escrevi um texto com ele sobre as Escolas Superiores Populares na Suécia. E portanto, eu conheço os três suecos em Setembro, eles vêm e vêm ver qual é o resultado do trabalho no Alto-Minho. E o que acontece nessa altura, não sei por que razão... Bom, eu tinha uma vantagem, eu falava inglês, era estudante de inglês, mas de resto não tinha vantagem nenhuma. O meu curso não era propriamente de sociologia, estava a aprender o que era um inquérito, estava a aprender na prática. Nunca tinha aprendido estatísticas, tive que aprender por uma estatística descritiva. [...]. E na verdade, eles foram apoio extraordinário. Este trabalho devia prosseguir no distrito de Braga, havia forte financiamento. É uma investigação caríssima. Tinha 5 pessoas durante um ano, a viajar no distrito de Braga. Eles perceberam que o trabalho ia ser longo, demorado. Era difícil. Não se conhecia nada, não se sabia muitas vezes em que freguesia é que se estava. Os topónimos não estavam absolutamente fixados. Para cada freguesia havia as vezes dois-três nomes. [...]. Eles dizem que é preciso uma pessoa que coordene este trabalho. Eu não podia fazer o trabalho de campo porque eu estava a estudar e eu ia entrar num ano que é muito difícil, que é o ano de estágio. [...]. Mas como eu tinha tido essa experiência, gostaram do trabalho que eu fiz, eu passaria a coordenar o trabalho. Eu reunia todas as semanas com a equipa de trabalho de campo. Para fazer o balanço, corrigir problemas, ver estratégias, o ritmo de trabalho... E portanto, o meu trabalho começa assim. Começa por esta forma fortuita. Só em 1981 é que sou contratado como assistente estagiário por concurso público aqui na universidade para esta área. [...]. Mas na verdade a minha actividade de investigação começa em 1979. [...]. E eu tinha interesse. Era um trabalho que fazia sentido à época, porque tinha um potencial democrático, tinha um potencial que chamariamos emancipatório. E eu, embora não tivesse uma longa experiência associativa, não podia, era jovem, essa agenda político-ideológica era uma agenda que fazia sentido para mim. [...].

E como é que surge a Universidade do Minho no âmbito deste acordo? Já tinha ligação com a Suécia?

O governo sueco foi particularmente agressivo contra Portugal durante a Guerra Colonial. Quando se dá o 25 de Abril, o governo sueco entende que passa a ter condições para apoiar o processo de democratização português e na área da educação fala sobretudo em dois ou três áreas. A formação de educadores e professores, a educação especial e a educação de adultos, que é muito forte na Suécia. Aquilo que chamam educação liberal de adultos, as associações de estudos, as Escolas Superiores

Populares... Aí, o que ocorre é que o governo sueco, comunica ao Ministério da Educação de Portugal, que está disponível para apoiar projectos nesta área. Apoia o próprio Ministério da Educação e apoia duas universidades que vêm a candidatar-se. É Évora e o Minho. No Minho, o nosso reitor, o Carlos Lloyd Braga, que era um homem extremamente activo e extremamente atento a tudo e a universidade estava em construção, sabendo de isso, mete com uma pequena delegação, vai para a Suécia e vai dizer é que nós estamos interessados nisto. Nós que temos capacidade para isto. O Alberto Melo vai com numa delegação e o reitor à época consegue que a Universidade do Minho seja, de facto, uma das entidades escolhidas. E seja de facto aquela que vai ter mais impacto. Évora consegue fazer algum trabalho interessante, sobretudo à época, dirigido pelo Prof. Manuel Ferreira Patrício. [...]. A universidade caminha nesse sentido e é a estrutura que leva até ao fim o projecto luso-suéco e que leva para além do fim. A Universidade do Minho foi, de facto, muito activa. Foi muito difícil começar, por esta incompatibilidades de personalidades que, no início, estiveram por aqui. [...].

Chegaram a residir em Portugal?

O Johan Norbeck foi o único que esteve mais de um ano em Portugal. E ele que sabia falar melhor português, escrevia em português, falava português. E aqui veio recolher uma experiência muito importante depois para o trabalho que fez em Moçambique. Tudo isto era apoiado pela Swedish International Development Authority (SIDA). A SIDA, também à época, procurava apostar em professores da Escolas Superiores Populares, muito ligado à educação de adultos, e portanto, eles vem aqui buscar um conhecimento da cultura e da língua que lhe sera extremamente útil mais tarde para o trabalho em Africa e com algumas relações com o Brasil.

Deve ter sido muito interessante ter uma visão exterior acerca do movimento associativo português. O Johan Norbeck era muito entusiasta.

Era o mais entusiasta, e escreveu sobre isso. Claro, nos comungavamos, à época, daquele entusiasmo. Porque no fundo aquele entusiasmo tinha a ver com uma conceção particular da educação de adultos, que era a educação popular. Não há educação popular, de raízes freiriana, sem associativismo. Sem mobilização e organização. A Pedagogia do Oprimido, quem o ler, está lá tudo. A mobilização e a organização, para o Paulo Freire, é intrinsecamente um acto educativo. Eu penso que Throd Erasmie tinha convicções político-educativa nesta área, mas ele era mais racional, ele era um académica mais ligado à investigação. Acho que o Norbeck era um educador popular, que tinha visceralmente uma ligação maior. O Harald Vallgarda tinha uma situação intermédia, ele tinha uma grande esperança nas associações em Portugal, mas a verdade é que ele era reitor de uma Escola Superior Popular, portanto estava mais ligado à aquilo que podemos chamar a educação não-formal. [...]. Eles tinham histórias de vida diferenciadas. Havia de facto a ideia de que, Portugal não tem nada. Tem uma tradição democrática interrompida. Não tem estruturas locais de educação de adultos. Não tem os nossos círculos de estudo, não tem as nossas associações, não tem centros residenciais que toda a Europa do Norte tinha. [...]. A grande questão deles era: "Como é que, num país com estas circunstâncias, se pode fazer uma educação popular de adultos, uma educação para o povo pelo povo, era uma terminologia

que eles usavam muito, a partir de que? A partir de que tradição?". Era a grande pergunta deles. A única coisa que eles encontravam, que achavam que tinha potencial, eram as associações populares em Portugal. Com todas as fragilidades que elas tinham. Eles percebiam que tinha havido um movimento dos grêmios, das sociedades de instrução e recreio, da Primeira República, das aulas nocturnas, das Universidades Populares... Tudo isso, que de certa forma tinha sido interrompido. [...]. Mas de facto, todo esse tecido remobiliza-se e são criadas muitas associações, que aparecem como grupos informais de melhoramentos locais, a luta pela creche, pela escolar primária, a luta para trazer o saneamento básico e muitos destes grupos informais, de certa forma, estão na origem da construção de associações a seguir. [...]. Era uma política de educação de adultos, que eles imaginavam talvez à sueca, com o Estado-Providência forte, mas que apoiasse as necessidades locais. Que era no fundo a lógica do Alberto Melo, de pôr a máquina e os instrumentos do Estado ao serviço de uma dinâmica popular de base.[...].

O processo revolucionário foi também muito interessante pelos movimentos de poder popular. As Comissões de trabalhadores, as Comissões de moradores que nascem de uma necessidade, com a criação de uma cooperativa... Embora não tenha uma parte mais formal de educação, tem uma parte de gestão democrática, que necessita uma aprendizagem.

É um processo intrinsecamente educativo. As pessoas tem hoje muito dificuldade em perceber isto. O político é incapaz de compreender isto. Hoje, o que é a educação? É a formação vocacional, profissional, e aquela que tem impacto mais ou menos directo no mercado de trabalho. Embora não tem. Esta ideia de que o educativo não está naquilo que é necessariamente educativo do ponto de vista formal, mas que a educação popular, no fundo, é transversal a um conjunto de iniciativas de auto-organização, de autogestão, de gestão democrática, de luta pelos interesses e pelas condições de vida das populações, é uma coisa que é muito difícil de perceber. Como é que nos, sem agenda educativa nenhuma, fazendo um processo auto-organizando, conhecendo melhor os nossos direitos, indo ver a legislação, fazendo reclamações, fazendo manifestações, procurando construir uma associação ou um grupo informal, procurando lutar pela saneamento, isto é intrinsecamente um movimento de educação popular. Porque as pessoas não serão mais igual ao que eram depois da vivência deste processo. É evidente que se nos tivermos um educador popular de adultos neste processo, o papel dele, é, de certa forma, o papel de evidenciar as valências educativas deste processo. E explora-las. E procurar meter lá educação. E é mais um recurso para o grupo. Com certeza. [...].

A Unidade de Educação de Adultos nasce numa altura interessante. De quase paralização da Direcção-Geral da Educação Permanente até 1978-1979, altura do Plano Nacional de Alfabetização e de Educação de Base de Adultos.

É a época em que o Lucas Estêvão está e onde se procura uma remobilização. São tentativas de realização de uma política pública que anticipa, de certa forma, no plano das propostas, a construção de um Estado-Providência na educação, mas refreia o centralismo tradicional, colocando a lógica na educação popular de adultos. E esse aparelho de Estado e os seus recursos deveriam estar ao serviço

de lógicas de baixo para cima, e não lógicas de cima para baixo. Simplesmente, a verdade é que isto nunca se realizou porque ao mesmo tempo as políticas dominantes no país, dos diversos governos, foram sempre em sentido contrário. E nesse ponto de vista, objectivamente, o Partido Socialista nunca foi suficientemente diferente, por exemplo, do Partido Social Democrata. Ainda tivesse alguns líderes, que historicamente falaram a favor da autogestão, o próprio Ministro Mário de Sottomayor Cardia, antes do 25 de Abril, escreve um livro Por uma democracia anticapitalista onde defende a autogestão. Na verdade, quando assume a pasta da Educação em 1976, o objectivo dele é acabar com o caos total nas escolas. E o caos total são exactamente as lógicas de autogestão, as comissões de gestão... [...].

O próprio processo do PNAEBA é também muito interessante. Com este prazo de 6 meses para construir o plano. É uma coisa atípica. E resulta um plano plural, um plano que faz sentido no seu conjunto.

Ele tem muito a lógica do tecido associativo, tem a lógica dos projectos regionais integrados, que é um conceito muito importante. E na verdade, ele procura informar sobre dinâmicas locais ou regionais. Eu conheço pela primeira vez o Manuel Lucas Estêvão neste altura. Ele era Director-Geral. Eu fui a Lisboa ser ouvido por ele numa reunião, para lhe apresentar os dados preliminares da investigação no distrito de Braga, porque ele estava interessado em saber o que estava aqui a fazer-se para exactamente a conceição política do que viria a ser o PNAEBA em acção, digamos assim. E aí que eu conheço-o. [...].

E parece que, durante esses 6 meses, teve uma grande abertura e também uma vontade de fundamentar o plano numa base científica.

Sim, claramente. O plano tem vários estudos. O relatório síntese é um bom relatório. Aliás, admitia-se no plano, curiosamente, que a criação de um Instituto Nacional de Educação de Adultos poderia vir a ser situado em Braga. Por dois motivos: porque eles achavam que deveria ser fora de Lisboa e porque Braga tinha uma unidade de educação de adultes.

E tem a retoma de algumas iniciativas. O próprio jornal Viva voz, o programa de rádio. O PNAEBA vem dar uma estrutura a aquilo que foi feito antes.

No fundo, é uma tentativa de remobilização política, do ponto de vista das obrigações do Estado e da administração pública para com a educação de adultos. Basicamente, é isto. Todo a nossa história é uma história de intermitências, de pequenos investimentos e esperanças.

No relatório aparece a ideia que o Instituto Nacional de Educação de Adultos iria substituir a Direcção-Geral.

Exactamente. Com a ideia de permitir uma maior autonomia.

Com também duas estruturas locais que são as coordenações distritais e concelhias e uma outra estrutura na região de Coimbra. [...]. Com um envolvimento dos investigadores suecos na selecção dos candidatos. Tem e mesmo em termos de formação.

A Unidade de Educação de Adultos fez formação anos e anos para as coordenações concelhias, a pedido do Ministério da Educação e por iniciativa da unidade.

E o PNAEBA vai se reduzir a uma escolarização da educação de adultos.

E depois, ele cai porque ele vai ser substituído por a grande joia da coroa, que é a formação profissional. A partir de 1985-86, é muito claro que o projecto da adesão à CEE vai colocar toda a pressão na formação profissional. E isso continua até hoje. Hoje é a formação vocacional, que é um neologismo, acompanhamos a tendência da Europa nesse ponto de vista. [...].

O PNAEBA também tinha vocação a mudar o sistema escolar. Parece que aconteceu o contrário.

Há aqui uma evolução, uma tendência que vai de encontro com as grandes agendas da União Europeia. A União Europeia tem agendas bastante clara hoje relativamente a isto. O problema português é que ao passo que a Suécia, a Dinamarca ou mesmo a Alemanha têm uma retaguarda, têm uma estrutura construída a mais de um século, onde há a educação popular, as Escolas Superiores Populares. Cumprem os requisitos mínimos da formação profissional, da certificação e validação de competências, mas têm um sistema de educação de adultos. Nós não temos, não temos essa retaguarda. Todas estas novidades, quando entram, entram para secar todo o resto. E tornam-se exclusivas. [...]. Uma escola selectiva é a maior fábrica de produção de problemas escolares e socio-educativos para a educação de adultos. Estes alunos saem pela porta e entram pela janela. [...].

Nos anos 1970-80, tinha uma ligação clara entre educação e política.

De cidadania democrática.

A própria Direcção-Geral vai ser várias vezes reestruturada, com uma mudança lexical significativa. [...]. A educação de adultos, à época, era definida como um sub-sistema integrado no sistema global de educação permanente. A educação permanente é desde que se nasce até que se morre. [...].

O ponto importante do meu trabalho tem a ver com a criação de um ficheiro das associações de educação popular. Foi um trabalho complicado com base na imprensa e em arquivos. Coloca a questão de saber o que é uma associação de educação de adultos e o que não é. Tiveram provavelmente este problema quando fizeram o levantamento no distrito de Braga.

É muito difícil. Nós, no Minho, a nossa abordagem foi ampla. Não estávamos interessados em inventariar e registrar todas as associações, mas estávamos interessados em todas aquelas que já tinham feito ou revelevam interesse em vir a fazer acções de educação popular, de cultura popular. Por exemplo, um grupo exclusivamente desportivo, que não tem mais nada, não o inventariava. Foi esse basicamente o critério. Este levantamento queria saber que potencial é que o distrito de Braga tinha para um programa de educação de adultos popular, que se centrasse nas associações como o seu principal recurso. Embora essa relação, era uma relação que tivesse de ser muito deduzida por nossa parte. Os próprios, não era claro que estavam a fazer educação de adultos. Para nós, por exemplo, era claro. [...]. O tecido associativo é muito plástico, molda-se as políticas públicas. Ele tem muitas dificuldades de sobreviver. Nenhuma associação vive das cotizações. Ou tem a Câmara Municipal que financia, ou tem uma fundação, uma instituição pública, ou tem os fundos da agricultura ou da educação, ou da cultura. No fundo, as políticas públicas, indirectamente, acabam por moldar o tipo de

associativismo e as prioridades associativas. E por isso muitas associações culturais, populares, educativas, se transformaram em agência de desenvolvimento local ou em Instituições Particulares de Solidariedade Social. Há aqui um efeito isomórfico, eles acabam por adoptar um pouco a forma da ambiente. Há aqui respostas ao ambiente. [...]. E algumas associações passam a ser prestadores de serviços, com actividades desportivas, de dança, de música... Isto é claro. [...].

27. Manuel Franco Charais.

Témoignage envoyé le 10 janvier 2014.

Encontrou o Paulo Freire quando estava a visitar Portugal. Queria saber qual era, na altura, o seu conhecimento sobre a sua obra antes de o conhecer pessoalmente. Era uma figura muito citada na altura? Qual era a leitura e a recepção feita dessa obra em Portugal, no seu entender?

Nenhum. Com a queda da ditadura e logo que se tornou nítido que os militares não optariam por uma ditadura militar e que possivelmente se iria iniciar um processo revolucionário, desertores e exilados políticos e militares encetaram o seu regresso ao país. Com eles e convidados por eles exilados de outras revoluções ou combatentes contra estruturas políticas ditatoriais visitavam o país e naturalmente eram levados ao contacto com os militares que lhes parecia deter o poder. Na altura essa estrutura era a Comissão Coordenadora do Programa do MFA da qual eu era o oficial mais antigo. Como o analfabetismo em Portugal era cerca de 30% (oficiais e talvez de 60% reais) a Comissão Coordenadora ouviu o relato da sua vida com atenção. Posteriormente realizado um encontro entre uma delegação de professores da Universidade de Lisboa e a Comissão Coordenadora na qual os militares solicitaram à Universidade que o método de alfabetização de Paulo Freire, que os professores pareciam conhecer, fosse adaptado às populações portuguesas com prioridade para as populações do interior do país.

Em meu entender o método de Paulo Freire, quando uma população alfabetizada num mês pode perguntar onde estão as armas para lutarem contra as injustiças não pode agradar a qualquer poder constituído em que no centro das suas preocupações estejam as populações mais desfavorecidas.

Os assaltos as sedes do PCP e outros partidos da esquerda portuguesa. Em Coimbra, teve algumas ameaças de assaltos e alguns tornaram efectivo como no caso de Cantanhede ou Montemor-o-Velho. Queria saber se a Região Militar do Centro investigou esses casos e se é possível saber quais eram os instigadores desses ataques.

Em meu entender será difícil compreender os acontecimentos pós 25Abr74 se for esquecido, ou minimizado, que tudo se vai processar sob o revanchismo, a permanente ameaça, o desejo de reverter em seu favor os privilégios que uma apreciável oligarquia obteve com 50 anos de ditadura. Detendo a maioria do capital nacional, com certeza que apesar de ter transferido para o exterior abundantes meios financeiros não lhe faltaram recursos para combater o seu natural, ancestral e principal inimigo o Partido Comunista e o novo poder militar. Também não pode ser esquecido que após a queda de uma ditadura tudo é posto em causa como forças de segurança, serviços de informação, tribunais, e toda a própria legislação do país. O MFA teve a capacidade de colmatar o inicial vazio de poder e acompanhar as operações da construção de um novo poder político até à eleição dos novos órgãos de condução desse poder como o PR, Assembleia da República e primeiro governo constitucional.

No decurso do meu comando acompanhei as operações de defesa das sedes do PCP em Aveiro e

Leiria. Não dispondo de forças de segurança saneadas e organizadas competia, na ausência de outras, aos militares defenderem a propriedade privada. Apesar das armas a solução não foi fácil. Os militares, armados, ficavam colocados entre a sede do PCP e os populares, muitos deles seus familiares, o que seria de prever que as armas se poderiam vir a voltar contra a sede do partido. Houve que refrescar as tropas substituindo-as por outras idas de Coimbra ou da Figueira da Foz. E foi possível evitar o assalto àquelas sedes.

Era impossível, neste quadro qualquer investigação. Por ausência de meios e por desnecessários. Sabia-se que os assaltos às sedes dos partidos eram fomentados por agitadores, principalmente no decurso de feiras. Homens carenciados, industriados a troco de dinheiro. Pessoalmente, assisti a uma conversa entre um cliente e um criado de um restaurante de estrada, próximo de Pombal, em que aquele contava que a sede da sua terra já tinha sido atacada e quando é o que estavam à espera para fazer o mesmo em Pombal. Também o COPCON prendeu e levou para Lisboa um indivíduo acusado de instigar ao assalto das sedes do PCP. No dia seguinte apareceu uma mulher do povo mãe de cinco filhos pedindo a nossa intervenção para intercedermos na libertação do marido, pois era o único recurso para a alimentação dado agregado familiar. Dei 24 horas de prazo ao OTELO para deduzir uma acusação e como não conseguiu matéria teve que o soltar.

Por detrás dos acontecimentos estavam os elementos com dinheiro do anterior regime. Depois dos casos de Aveiro e Leiria, não voltaram a acontecer novos casos similares. O facto explica-se com o apoio largamente maioritário das populações ao MFA e das decisões políticas que tornaram possível a diminuição da influência dos defensores das prerrogativas obtidas no anterior regime sobre as populações

A publicação do Documento dos Nove constituiu uma marca importante na história do processo revolucionária. Gostaria de saber qual era a ambição dos autores e o significado dessa publicação no decorrer do mês de Agosto de 1975.

Estávamos em pleno “verão quente” de 1975. A Norte do rio Douro a extrema-direita apoiando uma organização ligada ao General Spínola refugiado no exterior após os acontecimentos de 11MAR75, desenvolvia actividades contra o processo revolucionário (atentados bombistas, ataques à sede dos partidos de esquerda, etc.) agitando as populações contra o perigo do comunismo. A Sul, os partidos da direita pilotados pelo PS desenvolvem uma luta contra os partidos de esquerda. Armas eram distribuídas por alguns militares a partidos (PS e extrema esquerda). Escrevia-se uma nova Constituição que se previa iria ser socialmente avançada, contra os desejos da direita e extrema-direita. Na esquerda desejava-se que o poder fosse mantido na mão dos militares e que estes partilhassem o poder com os civis (ideia negociada no 1º pacto MFA/Partidos, abandonada após o 25NOV75 Corria-se o perigo de uma guerra civil. O documento teve como principal finalidade garantir que a Constituição continuasse a ser escrita pelos representantes eleitos, e que o MFA garantia que não permitiria soluções ditatoriais de direita ou de esquerda.

O «verão quente» de 1975 teve também resultados localmente, no distrito de Coimbra. No seio

do exercito nascem os SUV's e existem várias manifestações contra e a favor da Região Militar do Centro. Querias saber como analisa estas manifestações nesse período de fortes tensões.

Os partidos de esquerda sempre desconfiaram de que o MFA fosse verdadeiramente democrático. Os exemplos de tomada de poder por militares desembocavam em ditaduras militares pelo que temiam que o mesmo se viesse a passar com o MFA. Por outro lado os partidos de extrema-esquerda também temiam que o MFA favorecesse a subida ao poder do PCP. Assim procuravam organizar os soldados, sargentos e oficiais milicianos seus militantes ou simpatizantes. Assim a criação dos SUV's, Soldados Unidos Vencerão. Tiveram uma intervenção importante nos acontecimentos da Unidade de Artilharia de Vila Nova de Gaia (Porto). Temendo um acontecimento similar em Coimbra (dada a proximidade da Universidade e o possível apoio da massa estudantil) apoderei-me do seu slogan "reaccionários fora dos quartéis já" explicando em todas as minhas unidades que sendo o Comandante um elemento do Conselho da Revolução quem estivesse contra o Comandante deveria ser denunciado para ser afastado do seu Quartel. Tive a oportunidade de indagar junto de dirigente do PCP se eram responsáveis pela organização dos SUV's. Informaram-me que não mas que o PCP tinha por costume apoiar todas as palavras de ordem que considerassem correctas. No entanto tive oportunidade de verificar que a força do movimento era diminuta pelo que não me causou qualquer preocupação.

Lisboa concentra as atenções durante os eventos do 25 de Novembro. Quais são as consequências locais, na Região Militar do Centro? Escreve no seu livro que « evidentemente que, por mim, o 25 de Novembro de 1975 não foi uma tentativa de golpe de Estado da esquerda revolucionária ou do PCP, ou uma simples rebelião de pára-quedistas e de unidades militares » (O Acaso e a História, p. 171). Qual é então o significado desta data?

Em 11MAR75 os paraquedistas saem muito desprestigiados do assalto ao quartel da Unidade de Artilharia de Lisboa e do ataque aos emissores da Rádio Renascença pelo que a desconfiança e, possivelmente animosidade contra os seus comandantes passa a ser, naturalmente, grande. O conflito surge com o inadmissível abandono da maioria dos seus oficiais do quartel de paraquedistas de Tancos, abandono sancionado pelo Chefe do Estado Maior da Força Aérea, (CEMFA) com a dissolução das tropas paraquedistas e consequente corte de apoio logístico. Comandados pelos seus sargentos, os paraquedistas dirigem-se para Lisboa para forçar o CEMFA a mudar de decisão. Com certeza que se conseguissem o apoio de outras unidades especiais da Armada (fuzileiros) e Comandos e de partidos políticos seria ideal. Extrema esquerda apoia e extrema direita vê nestes acontecimentos uma oportunidade para combater o PCP e a extrema esquerda. O MFA sempre com a preocupação de manter vivo o debate político e evitar uma guerra civil, preparou um esquema de intervenção militar chefiado pelo conselheiro capitão Vasco Lourenço e major Ramalho Eanes com apoios preferenciais dos Comandos, fuzileiros e Força Aérea e tendo como principal área de intervenção a Região Militar de Lisboa Este comando foi accionado e foram minimizadas as consequências das decisões dos paraquedistas. A extrema direita e direita agiganta-se e aproveita para atacar as forças políticas de esquerda colando a elas o MFA exigindo castigos exemplares. Eanes vai ser nomeado Chefe do

Estado Maior do Exército para parar o revanchismo dos oficiais mais velhos contra os jovens capitães
O MFA vai reafirmar o cumprimento do seu Programa e garantir o fim dos trabalhos da Assembleia Constituinte e a concretização das suas decisões

O socialismo constituiu uma palavra central no processo revolucionário português. No entanto, com a institucionalização da democracia representativa portuguesa com a Constituição de Abril de 1976, a ambição parece reduzida. A revisão constitucional de 1982 vem reduzir um pouco mais a presença do vocabulário socialista. Com o apagamento progressivo do objetivo do socialismo, gostaria de saber o que ficou do 25 de Abril, para si.

O enorme orgulho de, na companhia de quase um milhar de jovens oficiais, todos maiores do que eu, espalhados pelo país de norte a sul e colónias, termos implantado um sistema democrático, colaborando na criação de partidos, organizando as eleições mais livres e concorridas, termos apoiado a laboração de um texto constitucional orientado para o apoio das classes mais desfavorecidas, assistido à melhoria das suas condições de vida, à construção de um sistema nacional de saúde, de novos hospitais e escolas, generalizando o ensino obrigatório e gracioso, entregando ao poder político a maioria do poder económico nacionalizado, ter colaborado no fim de uma guerra colonial e na criação de novos países que optaram pelo português como língua oficial, recebendo e absorvendo no território nacional, uma nação tragicamente condenada à imigração, o regresso de famílias inteiras vindas das colónias e das tropas para lá mobilizadas (num total de quase um milhão). Tudo isto sem o recurso ao FMI.

Hoje sinto desgosto e desprezo por uma classe política, detentora dos partidos do designado por arco do poder que criaram uma pequena classe de ricos cada vez mais ricos e uma enorme classe de pobres, cada vez mais pobres.

28. Cândido Pereira.

Témoignages envoyés le 8 et le 14 mars 2014.

Première partie :

A experiência teatral começa em 1968, mas como ensaiador em Condeixa. Antes disso, remonta a 1954 a actividade como intérprete amador. Na empresa onde trabalhei cerca de 40 anos, fui co-fundador, em 1964, de um grupo de teatro que teve grande actividade e se apresentou em dezenas de espectáculos: Vila Real, Porto, Aveiro, Espinho, Figueira da Foz, Coimbra, Tomar, Setúbal, Évora e Lisboa, sendo que na capital actuámos nos teatros Vasco Santana, Capitólio, Tivoli, Avenida, Trindade, Monumental e Império. Nessa altura (de 1965 a 1973) a Secretaria de Estado da Informação e Turismo, um organismo do Estado Novo, promovia concursos de Teatro Amador, com eliminatórias distritais e uma Grande Final, no caso, em Évora (Teatro Garcia Rezende), Setúbal (Teatro Luisa Todí) e Lisboa (Teatro Monumental).

Em 1965, o Grupo de Teatro da Central de Cervejas, fábrica de Coimbra, ganhou em Évora os 1ºs prémios de Encenação, Cenários, 1º prémio de interpretação e 2ºs prémios de interpretação. A mim, coube-me o Prémio Estevão Amarante, de interpretação. Tínhamos, nessa altura como ensaiador, um nome prestigiado no teatro amador de Coimbra, Mestre José de Almeida. Mas fomos também ensaiados por outros mestres, como José Júlio Fino (que fez parte do elenco do Teatro Nacional de D.Maria) e Rui Correia Leite, romancista.

Já depois de 25 de Abril, iniciei a minha actividade de ensaiador, ainda na já mencionada empresa, com pequenas peças da minha autoria e outras, com espectáculos na fábrica, no Gil Vicente e no Teatro Aveirense. Em Condeixa, minha terra, onde regresssei após 6 anos de ausência, em 1968, ensaiei então, pelo Clube de Condeixa, 2 peças de 1 acto. Teve pouca duração este grupo. Coincidiu com a chegada a Condeixa de um antigo actor profissional, Nunes Vidal que começou nessa altura um período teatral na vila, donde se destaca o Teatro do Povo. Por razões que não interessam, não fiz parte desse grupo.

Em 1978, fui convidado pela Casa do Povo de Condeixa a dirigir os ensaios de uma revista musical sobre temas locais (Condeixa Sem Máscara), integrada no Grupo Etnográfico Folclórico. Daí, resultou a criação de um grupo de Teatro ao qual foi atribuído o nome de Tejove, em homenagem a um antigo e querido amador de teatro da vila. Simultaneamente, criei também um Grupo de Teatro Infante/juvenil, em 1980, uma das melhores experiências da minha vida. Pouco tempo depois, toda a actividade do grupo da Casa do Povo passou para o Grupo Cultural dos Bombeiros Voluntários, onde representámos várias peças, algumas de minha autoria.

Ao mesmo tempo, recebi o convite do organismo então chamado Educação de Adultos, para a criação de dois grupos de Teatro, em Condeixa-a-Velha e em Alcabideque. Em ambas as localidades foi desenvolvida uma meritória acção teatral, com muitos espectáculos, locais e exteriores. Mas os

entusiasmos culturais em Condeixa, são de pouca dura. Mais tarde fui ainda convidado a criar um grupo de teatro em Fornos de Castel, uma pequena povoação do concelho. Foi, para mim, "o canto do cisne". Desde essa altura, não mais tive ânimo para continuar, embora a directora de um grupo recentemente criado dentro da Associação Orfeão Dr. João Antunes, me tenha insistentemente desafiado. O meu tempo acabou. Como actor e como intérprete, creio que cumpri a minha obrigação!

Deuxième partie :

Em 1984, os delegados da Direcção-Geral de Educação de Adultos, Prof. Gabriel e Ribeiro, convidaram-me para criar um grupo de teatro Em Condeixa-a-Velha. Na primeira reunião desse grupo, estavam bastantes jovens com apetência para desempenhar papeis numa peça. Seguindo a minha política de nunca deixar ninguém de fora do elenco, escolhi duas peças em 1 acto, no caso: «O festim de Baltazar» de Gervásio Lobato e «O rei ardeu», de Mário Castrim, com estreia em Novembro de 1984. Seguiram-se «Quem desdenha...», de Pinheiro Chagas, «Inês do Castro», de Abreu e Sousa, «Bartolomeu», de Mário Castrim, «O suave Milagre», adaptação minha do conto de Eça de Queirós, «O Auto dos Pastores brutos», de Santiago Prezado, «Badalim subiu ao Céu», de Pedro Bom e uma farsa pantomímica de minha autoria.

No ano seguinte, ensaiei também algumas peças no Grupo Cultural de Alcabideque. Como já disse antes, estas actividades desenvolveram-se em simultâneo com os ensaios e representações, nesta altura, no Grupo Cultural dos Bombeiros.

29. Maria do Rosário Grilo.

Témoignage envoyé le 27 mars 2014.

Do ano de 1985 a 1987 fui bolsista de animação de uma Associação do concelho, a qual também fui fundadora. Após o 25 de Abril em Condeixa nasceram muitas coletividades que deram ao concelho a possibilidade de acolherem muitas ações destinadas quer a cursos de alfabetização quer a cursos sócio culturais de profissionais. Portanto tive oportunidade de contactar com a Educação de Adultos.

Em 1987/88 fui indicada para ser destacada para ser animadora/Monitora de um curso de adultos, numa pequena comunidade. Aceitei e fiz dois anos naquela terra. Fiz formação antes de iniciar as atividades letivas e durante esses dois anos.

No ano letivo de 1989/90 passei a ser Coordenadora Concelhia até ser extinta a Extensão Educativa – 2005/06. Durante este período fizemos formação, encontros a nível distrital, regional e nacional.

Quando entrei só os mais velhos falavam no PNAEBA e sobretudo aqueles que tinham turmas/grupos nas cidades de Coimbra e Figueira da Foz. Ainda se falava na DGEE eu ainda conheci a Diretora num encontro a nível distrital e através do jornal.

Como Coordenadora sempre estive ligada a outras instituições/associações. Com a autarquia estivemos sempre em parceria e era este organismo que nos cedia as instalações, transportes e apoio económico. Nos primeiros anos fazíamos, quer a nível concelhio quer a nível distrital os jogos tradicionais com a FAOJ.

Como Condeixa teve sempre uma grande rede de Associações foi mais fácil, naquela época trabalhar com as direções das mesmas. Era aqui que tínhamos os cursos do 1º e 2º ciclo e os outros cursos sócio profissionais, culturais ou sessões informativas, exposições e jogos.

A partir de 1990 passámos a ter os cursos de 2º ciclo acompanhados de formação profissional e agora também fora das Escola C+S.

A partir de 1995 que iniciámos, em Condeixa, um curso sócio cultural “Sempre a Aprender” cuja temática seria o de efetuar recolhas sobre Condeixa. Depois de realizarmos muitas exposições, debates, conversas, ... apostámos na escrita dessas recolhas em pequenos livros: comidas tradicionais de Condeixa, Brinquedos, Ruas e Lugares, Poemas e Teatro. Fundámos o Grupo de Cantares de Condeixa com o registo das canções tradicionais em três CDs e um DVD.

No âmbito da Comunidade Europeia passámos a ter possibilidades de organizar cursos com apoio do PRODEP.

Em 1990, tivemos a visita do Conselho Europeu da Educação de Adultos e chegámos à conclusão que em Portugal havia muita formação mas sem certificação. Por isso quando chegou esta oportunidade não a deixámos perder e foi assim que organizámos muitos cursos com formação certificada na área da hotelaria, eletricidade, computadores, bordados e arraiolos. As pessoas aderiram bem e ficaram muitas com a possibilidade de continuarem os estudos, aumentaram as competências profissionais,

desenvolveram capacidades a todos os níveis e aumentarem a auto estima, ajudaram os filhos a ter êxito na escola e muita gente subiu de carreira nas profissões que desempenhavam. Penso que foi muito bom para a população que não pode ou não soube aproveitar a escola em tempo útil.

Depois que tudo acabou nós voltámos à escola.

Entretanto para dar voz às atividades que queríamos continuar a realizar aqui na vila fundámos a Associação Sempre a Aprender (ASA) da qual sou presidente.

Agora continuo, juntamente com a colega que antes trabalhava também comigo e a direção a realizar algumas iniciativas contribuindo para a história local, na tentativa de não deixar cair no esquecimento muito daquilo que foi a nossa memória colectiva.

30. Jorge Araújo.

Témoignage envoyé le 9 avril 2014.

Já fazia parte da Direcção-Geral da Educação-Física e Desportos (1973) ou entrou no período da DGD? Como chegou a trabalhar nessa instituição?

Já fazia parte da DGD pois entrei em 1972.

Nos textos da DGD da altura, nomeadamente a *Mini Biblioteca – Formação Desportiva no ensino primário* (1975), aparece a ideia de um conteúdo político do desporto e de oposição a uma visão neutra do desporto. Qual era então a visão da ligação existente entre Desporto e Política?

Este projeto nasce antes do 25 de Abril de 1974 e tinha como base a ideia central que o Desporto enquanto atividade social de decisiva importância, não só não era neutro de um ponto de vista político, como, principalmente, não podia replicar a segregação social de que eram vítimas as crianças das camadas da população mais desfavorecidas. Daí o interesse de iniciarmos um trabalho nas escolas primárias das zonas da cidade de Lisboa (lado oriental) onde eram visíveis sinais de desfavorecimento social.

O ENDO de 1975 visa a redefinir a função social do desporto. Como podia se definir esse papel? Como estava visto na altura o contributo do desporto na construção de uma « democracia de base », ou « socialista » usando o vocabulário da altura? Numa entrevista ao *Diário de Coimbra*, caracterizou assim a ambição da DGD:

« Democratizar a prática desportiva em Portugal e utilizar todas as potencialidades dessa mesma prática desportiva, como meio democratizador da população portuguesa, como meio político colocado ao dispor da Revolução, tendo em vista o esforço de veicular para as classes mais desfavorecidas toda uma gama de concepções de vida social progressista »²⁴.

O ENDO foi a extensão a todo o País do que defendemos inicialmente, enquanto ainda exclusivamente centrados na cidade de Lisboa.

Qual foi o papel, para si, de Alfredo Melo de Carvalho como Director-Geral dos Desportos? Qual eram os objectivos prioritários na acção da DGD?

O Alfredo Melo Carvalho foi o colega que “me abriu os olhos” para uma visão clara acerca de como também naquela altura o desporto servia para prolongar e acentuar a segregação social a que as crianças e jovens mais desfavorecidas eram sujeitas. Devo-lhe esse esclarecimento e, principalmente, o meu despertar para a ideia base que em qualquer sociedade nada é neutro e tudo tem um cunho marcadamente ideológico onde predomina naturalmente a ideologia dominante.

Existiam modelos que orientavam as actividades da DGD? A colecção *Cultura e Desporto da DGD* fez nomeadamente referência ao desporto em Cuba ou na República Democrática Alemã.

²⁴ Jorge Araújo, *Diário de Coimbra*, « ENDO no Distrito de Coimbra. "Sem a iniciativa popular não é possível pensar numa revolução social de âmbito desportivo" – afirma Jorge Araújo », le 25 mars 1975. p. 6.

Estou também a pensar nas experiências levadas a cabo pela Frente Popular em França e em Espanha, nos anos 1930.

Obviamente que sim! Os modelos e as referências dos países socialistas, onde o desporto sempre teve uma marcada utilização política, constituíam na altura o nosso “espelho”.

A actividade desportiva estava então encarada como meio de aprendizagem, não só individual mas também social. Quais são então as potencialidades do desporto no âmbito desse tipo de formação?

Essa é uma questão claramente esclarecida nos dias de hoje, nomeadamente após os saltos qualitativos introduzidos pelos estudos e investigações na área das neurociências, sendo do conhecimento público que, através dos nossos cinco sentidos (visão, audição, cheiro, gosto, tacto) estamos sempre a ser estimulados pelas emoções que os sentidos nos provocam e estas emoções se expressam no nosso corpo através das energias físicas, emocionais, mentais e espirituais.

Tendo o desporto como base o movimento corporal produzido precisamente por essas energias e condicionado pelas emoções que os sentidos nos provocam, são enormes as potencialidades que o desporto possui como meio ao serviço do desenvolvimento pessoal de cada um de nós.

Nos textos da DGD da altura aparece a vontade de implementar um « apoio às pequenas colectividades »²⁵. Quais eram então as ligações entre a Direcção-Geral e as associações de base? Chegou a ter apoio financeiros, logísticos ou de formação de animadores para essas colectividades localmente inseridas?

O Movimento Voluntário Desportivo (MVD) tinha precisamente como objetivo organizar local, regional e a nível nacional todos esses animadores voluntários, apoiando-nos não só através de formação específica, como também por via de documentação e apoio à construção de instalações.

Outras instituições do aparelho de Estado tinham objectivos semelhantes àqueles da DGD : Direcção-Geral de Educação Permanente (DGEPE), Fundo de Apoio aos Organismos Juvenis (FAOJ)... Chegou a ter colaboração com essas entidades?

Só com o FAOJ.

Com a tomada de posse do primeiro Governo Constitucional, a equipa que liderava a DGD muda. Como analisa as mudanças políticas na Direcção-Geral e as alterações no próprio projecto?

Como a prova daquilo que afinal tantos negavam! Logo que chegaram ao poder demonstraram-no de forma evidente, pois não tardaram a demonstrar que a tão defendida neutralidade do desporto só servia enquanto meio ao serviço de uma determinada ideologia. Perante as mudanças introduzidas após o 25 de Abril, a favor dos mais desfavorecidos, logo que o I Governo Constitucional tomou posse apressaram-se a fazer desaparecer tudo aquilo que pressupunha defender os mais necessitados.

Encontrei notícias da sua saída desse cargo, em 1977, na imprensa local. O *Diário de Coimbra*

25 MEIC, DGD, *Papel social do desporto*, 1975. p. 57.

falá assim de uma decisão política. Gostaria de ter mais informações, se for possível. Encontrei também notícias sobre uma saída semelhante do Artur Jorge em 1976.

Como ficou bem evidente naquela altura, quem publicamente se assumiu entre 1974 e 1976 como alguém interessado em defender uma ideologia ao serviço dos mais carenciados, passou a ser alvo a abater. Ainda que no caso concreto dessa minha demissão enquanto selecionador nacional, existissem outras condicionantes igualmente influentes do que veio a acontecer.

Table des matières

Annexes.....	2
I – Chronologie du Portugal entre 1974 et 1986.....	3
II – Décret-loi n°384/76 du 20 mai 1976.....	7
III – Loi n°3/79 du 10 janvier 1979.....	12
IV – L'analphabétisme au Portugal.....	16
V – L'émigration au Portugal.....	17
VI – L'abstention au Portugal.....	19
VII – Résultats des élections législatives (1975-1985).....	20
VIII – Résultats des élections présidentielles (1976-1986).....	23
IX – Groupes sportifs et récréatifs (INE).....	24
X – Données sur les Maisons du peuple (INE).....	26
XI – Fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra.....	27
XII – Publications de la DGEP dans le cadre de la préparation du PNAEBA.....	35
XIII – Iconographie.....	36
1. Photographie de la manifestation du 26 avril 1974 à Coimbra.....	37
2. Photographies de Fernando Marques, « O Formidável ».....	38
3. Photographies de la collection personnelle de Horácio Poiares.....	40
4. Autocollant de la Commission d'habitants de Sé Nova de Coimbra, 1976.....	42
5. Autocollant de la Commission d'habitants du Bairro da Liberdade de Coimbra.....	42
6. Autocollant de l'Association d'habitants de la Relvinha de Coimbra.....	43
7. Autocollant du GDUP du Casal da Misarela de Coimbra.....	43
8. Timbres "Educação Permanente".....	44
9. Affiche de la Journée du théâtre d'amateurs, 1977.....	45
10. Affiche du PNAEBA, 1979.....	46
11. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1982.....	47
12. Commémorations de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1984.....	48
13. Affiche "A viver também se aprende", 1984.....	49
14. Affiche "Quer aprender a ler e escrever", 1984.....	50
15. Affiche "Alfabetização: caminho para o desenvolvimento", 1984.....	51
16. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1985.....	52
17. Affiche du Congrès national d'éducation d'adultes, 1985.....	53
18. Affiche de la Journée internationale de l'alphabétisation, 1986.....	54
19. Autocollant "Sport pour tous", 1982.....	55
XIV – Entretiens et témoignages.....	56
1. Descriptifs des entretiens et témoignages.....	57
2. Camilo Tavares Mortágua.....	60
3. Celeste Isabel Lopes.....	72
4. Frederico Oliveira Natividade.....	88
5. João Evangelista.....	95
6. Jorge Vilas.....	101
7. Teresa Patricio.....	111
8. Rui Namorado.....	123
9. Manuel Rocha.....	132
10. Clara Moura.....	145
11. Luísa Esteves.....	156
12. João Neto.....	166
13. Manuela Amorim.....	179
14. Conceição Oliveira.....	185
15. Luís Serrano.....	194

16. Aires Ventura.....	202
17. José António Pinheiro.....	209
18. Aida Ferreira.....	214
19. António Brandão Guedes.....	227
20. António Inácio Nogueira.....	235
21. Fausto Martins de Carvalho.....	251
22. Carlos Viana.....	258
23. José Orlando Reis.....	263
24. Teresa Cunha.....	270
25. Esaú Dinis.....	282
26. Licínio Lima.....	285
27. Manuel Franco Charais.....	292
28. Cândido Pereira.....	296
29. Maria do Rosário Grilo.....	298
30. Jorge Araújo.....	300